200

N° 305 - 26° année 🛌

Algéric: 6,00 DA Canada: 1,505t. Espagne: 100 p. Italie: 1 300 llres Abonnements: voir tarif page 18.

Réfugiés du ers-mond

(Pages 7 à 10)

Vacances

Publication mensuelle 5, ree des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

Par CLAUDE JULIEN

E toute évidence, la pensée humoine évolue — lentement, sans doute, mais il est vrai qu'elle ne s'essouffie pas. Elle évolue en tout cas moins vite que ce monde agité de crises en tout genne. Ainsi, vailà quetre ans, le 29 juillet 1975, M. Valéry Giscard d'Estaing annonçait dans une interview télévisée une idée-choc: la France doit « imaginer une autre croissance », une « nouvelle croissance ». Et il prácisait: « Il est important de prendre un grand ensemble de mesures de soutien de l'activité économique, danc de développement de l'amploi... Et je crois qu'il est important que ce programme en même temps marque un changement de cop, c'est-à-dire que l'on va vers une autre croissance, vers une autre économie avec des structures différentes... »

Tout était clair. Et le temps passe: en vrac, Franco meurt, le Liban éclate, un nouveau président s'installe à la Moison Blanche, M. Brejnev continue de prendre de l'âge, le dialogue Nord-Sud accouche d'une souris, la « bande à Baader » fait ses ravages, les forces françaises interviennent deux fois au Zaïre, la gauche en France perd les élections, M. Sadate se rend à Jérusalem, le Vietnam « libère » le Cambodge, la Chine envohit le Vietnami, le choh est

Vient donc le moment de refaire le point. M. Giscard d'Estaing s'y est employé le 19 juin dernier. Il a analysé, expliqué, proposé. Quoi ? La « nouvelle croissance », au terme d'un impeccable raisonnement, a trouvé son nom : « Si nous constatons que nous devons importer moins de pétrole, il faut organiser notre croissance différemment. C'est donc une nouvelle conception qu'il faut avoir, celle que j'appelle la croissance sobre. »

O UATRE ans pour que la nouveauté devienne sobrièté. Selon le tempérament de chacun, il sera cruel ou facétieux de rappeler que les failles de la « craissance » avaient été clairement onalysées en pleina période d'euphorie — mais les consammateurs et les gouvernements n'en avaient cure ; que, dès le début des anuées 60, de savants rapports avaient analysé les conséquences d'une trop rapide progression de la consommation d'énergie — mais ils sont restés dans les tiroirs ; que, surtout depuis 1973, les pays d'Occident rivalisent d'éloquence en foveur d'une action concertée — mais ils ne secrifient rien de l'égoisme national.

Temps perdu? Pas pour tout le monde. Le président Carter à raison d'attirer l'attention sur la progression des profits réalisés par les compagnies pétrolières, progression très confortable jusqu'en 1973, fulgurante depuis cette date, — de s'obstiner à réclamer des réductions de consommation, dont le public et les étus ne veulent pas, — de préconjer une restructuration, qui reste à l'état d'ébauche. Mais les gouvernéales, en Amérique coi de Etaigne, ons lie encore prise sur l'événement? Peuvent-lis le prévoir, objectif encore accessible, et surtout agir en conséquence? On bien sont-lis condamnés à le subir et, comme l'équipage d'un navire qui fait eau de toutes paris, se précipiter d'une brèche à l'autre, sans parvenir à les obturer? Il leur resterait alors une tâche irremplaçable: rassurer. Ils s'y emploient. Les technocrotes, tant admirés ou redoutés, leur sont finalement moins utiles que les psychologues et les experts en relations publiques.

M AlS, à force d'être rassurés — et tel est bien, au fond, le désir de la plupart, — les cîtoyens ne perçoivent pas l'urgence des problèmes, se laissent à leur tour porter par l'événement, rechignent à tout changement. En France, jusqu'au scrutin de mars 1978, on leur a fait croire que le grand changement — miracle salutaire ou suprême calomité — concernerait la majorité au pouvoir. Aux Etats-Unis, on pense de plus en plus que l'élection présidentielle de novembre 1980 permettra le sursaut ou, au contraire, confirmera et accentuera le déclin.

Pour qu'il en fût ainsi, encore faudrait-il repenser la nature du jeu politique, le rôle des partis, l'information du public, les relations entre gouvernants et gouvernés. Ne pas rossurer mais tenir en alerte, ne pas comploire mais être vrai, ne pas promettre mais demander. Moralisme que tout cela? Certes pas. Car la récession qui vient va assombrir un tableau déjà assez noir, et la démocratie, si elle se montrait impaissante à surmonter les difficultés économiques et sociales, risquerait fort d'être mise en vaconces.

DÉSARROI A LA MAISON BLANCHE

N scénario percutant, une mise en scène parfaite, et pourtant le spectacle est un désastre. Après avoir consulté plus de soixantedix hommes politiques à tous les échelons, une dizaine d'universitaires parmi les plus éminents, quelques ommes d'affaires et dirigeants syndicalistes, des membres du ciergé (catholique, orthodoxe, protestant, juif), des journalistes et des représentants d'associations privées (parmi lesquelles, blen entendu, les organisations noires), le président Carter s'est adressé à la nation américaine et a obtenu la démission collective de son gouvernement - moyennant quol il se retrouve devant le même vieux problème : comment obtenir du Congrès qu'il adopte les mesures préconisées par la Maison Blanche?

Faiblesse de cette éminente fonction qu'est la présidence, ou faiblesse de l'homme qui l'incarne en ce moment? Sans doute par crainte de mettre le doigt sur une crise des institutions, mais aussi parce que la vie politique est personnalisée à l'excès et que, de toute façon, le président occupe une place centrale dans le jeu constitutionnel, les critiques — extrêmement vives — de la presse américaine visent M. James Carter Par JACQUES CERNON

lul-même en évitant ainsi de s'apesantir sur les causes profondes — écono-miques et politiques — des difficultés dans lesquelles se débat l'Amérique. Si la crise est d'abord celle d'un homme incapable de pleinement assumer les devoirs de sa charge, l'élection de novembre 1980 lui donners sa solution naturelle. Mais si, par son ampleur et sa complexité, elle dépassait tout homme, quel qu'il soit, investi de la plus haute responsa bilité? Les commentateurs américains concentrent leurs analyses sur le comportement de l'homme plutôt que sur la fonction. Et le président lui-même disculpe à la fois l'homme et la fonction pour rejeter le blame sur la a crise morale et spirituelle » que traverserait l'Amérique. Un de ses col-laborateurs rappelle à ce propos le vieux conte médiéval : un roi dit à son ministre que, pendant plusieurs jours, regardant par sa fenètre, il a vu un pays en crise; et le ministre lui fait remarquer : « Mais, Sire, ce n'est pas une fenêtre, c'est un miroir. » Crise du souverain plutôt que crise du royaume : tout le monde s'accorde à ne pas vouloir regarder

L'homme et le système

C OMME naguère celles de M. Geraid Ford, les faiblesses personnelles de M. James Carter ne peuvent être niées. Le moralisme prédicant de sa campagne électorale, qui avait touché certaines conches de la population les avait étalées au grand jour en les rendant, après tout, plutôt sympathiques. Mais, une fois parvenu au pouvoir, le président ne tarda pas à être considéré d'un autre ceil : il n'arrivait pas à freiner la chute du dollar; sa politique des droits de l'homme se heurtait, notamment en Amérique latine, à des difficultés pourtant prévisibles ; contrairement à son désir, les importations de produits pétrollers ne cessaient de s'accroître; l'inflation et le chômage préludent maintenant à une récession dont les effets désastreux se manifesteront dès l'automne prochain : le traité israélo-égyptien, dans lequel il a engagé tout son prestige, n'a pas amélioré les chances d'une véritable paix au Proche-Orient; à la veille de l'invasion du Vletnam par la Chine, il n'a pas assez nettement formulé les mises en garde qu'appelaient les propos tenus par M. Deng

Xiaoping durant sa visite aux Etats-

Unis ; et vollà qu'une puissante coalition se dresse au Sénat contre la ratification des accords SALT 2. Médiocre

Le tempérament et la manière du président sont également mis en cause à propos de sa conduite au cours des dernières semaines. Il reste fidèle à son assez médiocre entourage de « Georgiens » et confle de plus vastes responsabilités à l'un d'eux, M. Hamilton Jordan, organisateur de son élece l'inconscience jusqu's soumettre les principaux cadres de l'administration à un scandaleux questionnaire (evaluation form) prétendant mesurer leurs aptitudes. Après deux ans et demi d'exercice du pouvoir, il avoue n'avoir pas vraiment « dirigé » le pays, limoge certains de ses principaux collaborateurs, met en cause leur « loyauté ». Dans son dis-cours du 16 juillet à Kansas-City, il adopte un ton - a sur mes ordres... 2. a fai d'autre part donné des instructions... ». « je donne l'ordre... ». « jagirai moi-même... », « je fizerai des objectifs... », « fannonce... » etc. que nul homme assuré de son pouvoir et de son efficacité ne serait tenté d'employer avec autant d'emphase.

Enfin, il recourt à un style populiste — perceptible avant son élection — qui rejoint l'une des grandes traditions de la vie politique américaine (1). Pour ce faire, il s'appuie d'abord sur les propos de certains de ses interlocuteurs à Camp David : il faut être « en contact avec le peuple », montrer de l' « audace », faire règner la « discipline », « si vous nous guidez, nous vous autrons » : pour aboutir à cette conclusion : « J'avais ruison d'avoir confiance dans la rectitude du peuple américain, dans sa

force de caractère et sa sagesse » Mais, s'il en est ainsi, où est donc cette « crise morule et spirituelle » qu'il rend responsable de tous les maux d'une grande nation (2)? Il mentionne, bien sûr, l'absentéisme électoral (a les deux tiers de nos concitovens ne se dérangent même pas pour voter »), la balsse de pro-ductivité, le déclin du respect pour les institutions, le doute né des assassinats politiques, de la défaite au Vietnam, du Watergate et de « diz ans d'inflation ». Mals c'est pour en arri-ver à cette accusation : lorsque « le peuple » a voulu a sortir de cette crise », il « s'est tourné vers le gou-vernement fédéral et l'a trouvé étranger au grand courant de notre vie nationale; Washington est devenu une ile ». Pourquoi? Parce que le Congrès, pourtant élu par le peuple, est « tire à hue et à dia » et que « tel ou tel groupe (défend) avec acharnement des positions extrêmes ». Voilà les coupables. Et pourtant, « les Américains veulent être dirigés ». Alors, que faire? C'est bien simple : « Nous devons regarder la vérité en face, puis nous pouvons changer de

Ce populisme avait été magnifi-quement illustré dans une interview télévisée de M. James Carter, le 13 novembre dernier. Il racontait que. « au cours des dernières heures des négociations » entre MM. Sadate et Begin, à Camp David, au moment « où tout allatt craquer », il avait dédicacé des photos pour chacun des petits-enfants du premier ministre israélien : « Nous eûmes alors une discussion émue sur les avantages que présenterait; pour mes deux petitsenjants et pour les siens, la signature de la paix. C'est cela, je crois, qui a relaché la tension qui régnait et qui. à ce moment-là, aurait pu faire stacle à toute solution » discours de Kansas-City, juste avant ce remaniement de gouvernement que le New York Times a appelé e le massacre du mardi matin », il reprend le même ton aimablement familial : « Ma femme s'est récemment trouvée en Californie, à Davis, où (...) la consommation totale d'énergie a baissé de plus de 35 %... » Avec de telles confidences, on peut émouvoir les cœurs sensibles dans les chaumières, beaucoup plus difficilement convaincre le conseil d'administration d'une grande firme, un banquier, un technocrate, un politicien chevronné. Un certain public y prend plaisir, mais la possibilité de faire démocratiquement adopter la solution de problèmes complexes n'y gagne rien.

(Lire la suite page 2.)

(1) Cf. Stanley Aronowitz, eLe phènomène Carter dans l'Amérique en crise», le Monde diplomatique, juin 1976.

(2) Le formule est l'une des variantes d'un cliché blen souvent utilisé par les prédicateurs et les personnages publics; le général Eisenhower disait, lui, que la « fibre morde » de la França s'était désin-

POUR UN RÈGLEMENT GLOBAL AU PROCHE-ORIENT

La neutralisation d'Israël, condition d'une paix durable

Vétéran du sionisme, ainsi qu'il tient à le rappelet, M. Nahum Goldmann n'a jamais accepté de participer à la direction de l'Eirat hébreu. Son indépendance d'esprit l'incite à se démarquer, une fois de plus, des positions officielles pour considérer que la neutralisation d'Israël et l'installation d'une force de l'ONU le long des frontières de 1967 seraient des éléments de nature à favoriser un réglement durable au Proche-Orient.

ETAIS déjà actif au sein du mouvement sioniste lorsque Je me rendis pour la première fois en Palestine - à l'âge de dix-huit ans - et que j'écrivis un livre sur mon voyage. Pendant plusieurs décennles, le continuai mes activités au sein de ce mouvement en tant que membre de l'exécutif sioniste, représeniant auprès de la Société des nations Genève et plus tard représentant de l'Agence juive à Washington. Lors de la création de l'Etat d'Israel, on m'offrit un poste dans le premier gouvernement. Je décilnal cette proposition, ainsi que celle d'une ambassade, pour prendre la présidence de l'Organisation signiste mondiale. que l'occupal douze ens. Plus tard, alors que je résidals aux Etats-Unis, le devins président de la Conférence des orésidents des grandes organisations juives américaines, organisation que j'avals créée. Pendant toute cette période, je continual à aider le gouvernement israélien grâce à mes contacts avec la Malson Blanche, le département d'Etat et diverses

Par NAHUM GOLDMANN *

personnalités de Washington. J'habite maintenant en Europe et en Israël, mais je reste en contact avec les Américains responsables des questions du Proche-Orient; j'al aussi noué des relations avec les dirigeants d'autres pays, notamment ceux d'Europe orientale, comme le maréchal Tito et le président Ceausescu. J'entrellens également des rapports suivis avec bon nombre d'Arabes et de Palestiniens.

Cette énumération n'est pas destinés à évoquer le détail de ma carrière, male simplement à rappeler mes états de service en tant que personne familière de la question du Proche-Orient. J'espère ainsi ne pas être considéré comme un Don Quichotte idéaliste, plein de projets firréalistes et d'idées utopiques. Mieux valait faire cette mise au point dès le départ, car je vais maintenant formuler une proposition de paix pour le Proche-Orient. Elle paraîtra peut-être tirrée par les cheveux at Impossible à mettre en œuvre, mais, à mon avis, elle offre les aspoirs de paix les plus réalistes.

espoirs de paix les plus realistes.

La paix semble aujourd'hui aussi éloignée que jamais dans cette région du
monde. C'est ce qui, l'an dernier, a
poussé MM. Sadate, Begin et Carter à
accomplir des actes exceptionnels. Initiative téméraire, et certains diront euici-

 Ancien président du Congrès juif mondial (1963-1977). daire, le président Sadate se rendit à Jérusalem. M. Begin, qui, toute sa vie, avait futté pour une Grande Palestine, rétrocéda la totaité du Sinal et reconnut le principe des droits des Palestiniens. Sa réponse à l'initiative de M. Sadats fut à la fois courageuse et magnanime, bien que le projet d'autonomie qu'il propose aux Palestiniens soit, de leur point de vue, totalement insatisfaisant. Enfin, ce fut le tour de M. Carter de risquer son prestige personnel et celui des Etats-Unis lors de son demier voyage au Proche-Orient.

(Litre la autte page 17.)

Dans ce numéro :

 Comment l'Amérique latine alimente la prospérité des États-Unis

(Page 3.)

 Un récit de Leonardo Sciascia :

L'IMAGE-SOUVENIR (Page 13.)



scientifiques et commerciales

Baccalauréat (séries A, B, C, D)
Baccalauréats suisses. Admission
des 10 ans. Internat et externat.
Ambiance calme et studieuse.
Excellents résultats.



3, ch. de Préville, Tél. 19-41/21/2015 01, Télex-26600

Une conséquence du redéploiement des industries vers le Sud et du déclin de l'hégémonie des Etats-Unis face à leurs concurrents

A crise financière de la municipalité de New-York, en 1975, a jeté clers et plonge l'opinion publique dans la conjusion. Cette nouvelle crise urbaine aux Etats-Unis, si différente de la révolte des ghettos des années 60. semblait ébranier, une fois de plus, les fondations de la ecciété américaine.

Avant même que la poussière ne retombe sur l'affaire new-yorkaise (qui s'étend à d'autres métropoles du Nord et du Nord-Est, comme Boston, Detroit, Philadelphie, Cleveland, etc.), les théo-riciens officiels du capitalisme américa entreprirent d'expliquer la crise par le soudain renouveau de la puissance économique « sudiste » et le déclin brutal de la machine économique - nordiste - : opération mystificatrice sans rapport avec la réalité historique. Certes, depuis la guerre, les hommes et les emplois industriels se sont continuellement déplacés vers les Etats du Sud; ce phénomène a pris des proportions particullèrement importantes depuis la fin des années 60. Mais en conclure au transfert de l'hégémonie économique du capitalisme « nordiste », supposé désuet, vers un capitalisme « sudiste », plus cauvage dans ses formes et brillant dans sa réussite, revient à nier l'aspect essentiel du capitalisme américain contemporain : son hégémonie mondiale par le bials des firmes et des banques multinationales, et la remise en cause de celle-ci.

Beaucoup se laissèrent prendre à cette mascarade Idéologique, y compris parmi ceux qui essalent de démonter le discours des idéologues du système (1). Trois ouvrages récemment parus ont pris le contrepied de ce discours officlei, ébauchant une analyse blen différente de la crise urbaine, qui se poursuit (2).

Ces recuells rassemblent des articles et des comptes rendus de recherche rédigés par un petit groupe de chercheurs qui, depuis 1970, tente de mettre au point une analyse néomarxiste de la - question urbaine et régionale - aux Etats-Unis (3).

La deuxième guerre mondiale permit au capitalisme américain d'atteindre les objectifs sur lesquels le New Deal avaît trébuché : faire redémarrer la machine économique sur la base d'un nouvel ordre économique mondial dominé par les Etats-Unis et d'une nouvelle alliance de classe entre - big business, big labor and big government -: Le prix de cette nouvelle alliance fut payé de l'accroissement de l'intervention de l'Etat, en particulier dans les décisions écononiques des grands monopoles, et de la reconnaissance, par les classes dirieantes, d'une « diquée. La coalition ne s'établit pourtant pas sans difficulté: au cours des années 40 et 50, le grand capital américain cherche à remettre en cause certaines réformes progressistes instaurées par l'Etat au lendemain de la Grande Dépression, et mène une - chasse aux sorcières - sans merci contre les tentatives de radicalisation du mouvement syndical par la gauche. Si cette coalition a pu fonctionner un temps, c'est grace à l'hégémonie établie par la machine militaire et économique méricaine sur le rest du monde capitaliste, qui fui permettait de rapatrier les profits destinés à catislaire la demande de la classe ouvrière américalne : croissance continue des salaires

et du niveau de vie. Ces gains de la classe ouvrière bénéficient surtout aux ouvriers syndiques, privilégies par le compromis des années 30-40.

Face à l'érosion progressive des taux de profit qui en résulte, le capital industriel recourt à une stratégie déjà utilisée lors de la poussée syndicale des années 1390-1900 dans les centres urbains du Nord et du Nord-Est, et décrite par David Gordon : « Traditionnellement, les historiens de l'éconoploiement. Le processus du développement dans le Sud ressemble, par blen des aspects, à celui expérimenté dans tiers-monde : l'internationalisation devenue inter-régionalisation - de la division du travail. Tour à tour, les industries du papier, de l'imprimerie, du textile, de la confection, de la chaus-sure, puis de la pétrochimie et de l'automobile se sont redéployées dans le Sud, permettant aux monopoles américains de diluer les conflits sociaux poles du Nord, à la fois par une pous-

sée du chômage et par une diminution des recettes fiscales des municipalités (9). En effet, outre le coût très élevé de la rénovation du centre-ville, les municipalités du Nord dolvent faire face à des charges sociales qui se gonfient à une vitesse démesurée : face aux revendications sociales, les Etats tendent de plus en plus à étendre les programmes sociaux et à se substituer aux employeurs en dernier recours (10). En déplt de cette interven-

La crise fiscale des grandes villes américaines

Par THIERRY NOYELLE

nation technologique, économique et

sociale (5). Alasi que l'écrit Robert

Cohen : • Quand les grandes tirmes

se diversifiaient et investissalent à

l'étranger, elles recherchaient aussi de

production plus attrayantes. Comme blen

des nations en voie de développement.

le Sud offrait les deux à la fois... La

croissance du Sud, comme celle d'une

nation du tiera-monde, peut ainsi être

comprise comme l'intégration d'une nou-

velle région dans le monde et dans

Poursuivant l'analyse de l'explosion

urbaine du Sud, Gordon explique que

les villes du Sud, plus récentes et donc

libres des contraintes institutionnelles

physiques et sociales qui entravent les

villes du Nord, « ont développe une forme qui se prête davantage au

contrôle exercé sur la classe

mie ont interprété la décentralisation industrielle, au cours du vingtième siècle, comme le truit d'un changement technologique. (...) ils ont, en fait, ignoré la raison majeure du redéplolement des usines en banileue. Au cours des années 1880 et 1890, les conflits ouvriers s'exacerbèrent dans les quartiers Industriels des centres-villes. Les patrons concurent immédiatement la solution évidente : déménager l = (4).

Après 1940, le champ de relocalisation des activités industrielles, implantées Jusqu'alors dans les grands centres urbains du Nord et du Nord-Est, va s'élargir blen au-delà des banlieues. Le redéplolement de grande envergure de l'appareil productif des grandes firmes américaines atteint l'Europe occidentale, les pays du tiers-monde ou encore les réglons - sous-développées » du sud des Etats-Unis, Devant la montée de la concurrence européenne et japonaise, le Sud devient, plus nettement encore, le terrain privilègié du redé-

La domination financière du Nord

S I les grandes firmes abandonnent les métropoles du Nord comme centre de production, elles continuent d'y de gestion et de décision. L'essor de ces activités de direction a recu un coup de fouet à partir de 1960 avec l'Internationalisation des grandes firmes américaines, qui a provoqué une forte croissance des emplois aux sièges sociaux des entreprises, des banques et des compagnies d'assurances ainsi que dans les services associés, cabi d'avocats, d'expertise comptable, agences de publicité, etc. En bénéficient autant le Nord que le Sud : en 1975, 75 % do ces emplois demeuraient dans les villes du Nord, soit une proportion identique à celle de 1959, en dépit de l'importance croissante de certaines villes du Sud - Houston, Dallas, Atlanta ou Miam! - comme centres de décision. Le maintien de l'hégémonie financière du Nord est soloneusement démontré par Robert Cohen (6) : Il souligne, notamment, qu'en dépit d'une légère tendance au glissement du siège social des plus grandes firmes améri-caines vers les villes du Sud, la croissance de l'après-guerre a contribué au renforcement de la domination des banques de New-York, San-Francisco,

Chicago, Boston ou Detroit sur l'appa-

reil bancaire du pays. Pour répondre à ses besoins; le capital financier a dû remodeler les centresvilles au Nord, où il avait choisi de poursulvre son expansion. Au cours des années 60 et 70, sous le couvert de - rénovation urbaine -, il fit appel à ce qu'on a pu appeler le - buildozer fédéral - pour raser les anciens quartiers résidentlels et les réaménager en quartiers d'affaires. John Mollenkopf montre (8) que cette rénovation a pu classe reprodukant, à l'échelle locale, celle qui s'était élaborée au niveau national, sous la direction de capitalistes - éclairés », avec l'appul de gouvernements puissants et la coopération du mouvement syndical, en particuller celui du bâtiment. Ces opérations de rénovation sont, en grande partie, à l'origine de la crise urbaine des années 60 : rébellion des résidents évincés de leurs quartiers, et révolte des minorités noires qui se sentalent de plus en plus rejetées par le système.

La situation qui se développait devena t de plus en plus instable. Le déplacement des usines et des emplois industriels se traduisalt, pour les métro-

nement fédéral dans les finances locales (11), les problèmes na font qu'empirer; ils poussent les municipalités à s'endetter et aboutissent à la quasi-banqueroute de la ville de New-York en 1975. Le scénario a'est répété dans la plupart des grandes villes du Nord au cours des années sulvantes, et les classes dirigeantes se précipitent pour rétablir la situation. Le capital financier conserve, en effet, des intérêts considérables dans ces villes : main-d'œuvre peuplant les bureaux des centres de décision et, surtout, intérêts financiers très importants dans les immeubles d'affaires qu'il occupe et dans la dette publique des municipalités. On ne doit pas oublier que la déroute du marché immobilier en 1973-1975, et celle plus récente des bons municipaux de New-York, Boston, San-Francisco, etc., amenèrent grandes banques et compagnies d'assurances au bord d'une crise extremement sérieuse.

Derrière la crise fiscale de New-York, s'inscrivait en filigrane un message de portée plus générals, bien noté par Felix Rohatyn, le banquier de Lazard Frères devenu l'artisan du plan d'austérité imposé à New-York par les grandes banques : « Les problèmes de l'Amérique aujourd'hul ressemblent à ceux de New-York en 1975 : la crois-

(1) Comme, par exemple, Kirkpatrick Sale, dans son ouvrage Fower Shift -The Rise of the Sunbelt (Random House 1975), même al celui-cl pose quel-ques questions très importantes. Cf. dans le Monde diplomatique de juillet 1976, la note de lecture de Jean-Louis Sarbib. Sarbib.
(2) William Tabb and Larry Sawers,
(2) William Tabb and Larry Sawers,

Martem and the Metropolis, Oxford University Press, 1978. Roger Alacaly and David Mermelstein, The Fiscal Crists of American Cities, Vintage, 1977. David Perry and Alired Watkins, The Esse of the Sunbelt Cities, Sage Publications, 1978.

(3) L'émergence de cette école de pensée néomarxiste aux État-Unis, vers la fin des années 60, a déjà fait l'objet de nombreux articles dans la presse displaces. A plusieurs reprises, le Monde diplomatique a ouvert ses colonnes à certains de ses représentants. Voir aussi certains de ses représentants. Voir aussi le netit livre (délà ancien) de Hugues Pett ivre (deja anden) de Hugues Puel, les Economistes radicaux aux Etats-Unis, Editions Universitaires, 1974. (4) David Gordon, « Capitalist Deve-lopment and the History of American Cities ». dans W. Tabb et L. Sawers, op. cit.

(5) Voir, par exemple, l'excellente étude du North American Congress on Latin America (NACLA). « Capital's

sance du déficit budgétaire, une dépendance accrue à l'égard de l'emprunt pour satisfaire le financement de ce déticit, des passits très importants dissimulés sous forme de retraites et de charges sociales non payées et la disparition d'emplois dans le secteur privé à cause des impôts trop lourds et de la balsse de productivité - (12).

La prise en charge par l'Etat des coûts sociaux de l'expansion (ailocation chômage, sécurité sociale, etc.) constituait une réponse aux poussées revendicatives des années 60 et 70. Il était alors possible de rapatrier des profits suffisants pour setisfaire ces revendications, elles-mêmes contenues dans des limites raisonnables. Mals, avec la montée des mouvements révolutionnaires du tiers-monde et la poussée des capitalistes japonals et européens, les profits s'émiettèrent et la machine commance de s'enraver. Dès lors la crise fiscale des grandes villes du Nord s'étendit rapidement aux finances des Etats, puls à celles du gouvernement

Le message de la crise - fiscale que traversent aujourd'hul les Etats-Unis est simple : la croissance du - Weitary State - comme réponse aux revendications populaires est une stratégle dépassée depuis que la crise de lambeaux. Aussi n'est-il pas surprenant de voir le capital américain réagir aux événements de ces demières années par une attaque tous azimuts contre les programmes sociaux de l'Etat ou les drolts syndicaux (13), il prêche un retour au « capitalisme sauvage » qu'il expérimente dans le sud des Etats-Unis depuis le fin des années 60. Non sans succès : les Etats du Sud offrent, par exemple, la protection de lois s'opposant à la syndicalisation, les - right to work laws .. Ce falsant, le capitalisme américain ne cesse de s'aliener non seulement les couches sociales exclues de l'alliance de classe sui laquelle il avait fondé son hégémonte, mais de plus en plus ceux-là mêmes qu' l'avalent si bien servi pour un temps : employés de l'Etat et travailleurs syndiqués. La crise des années 70 ouvre ainsi aux Etats-Unis un vide politique auguel, lusqu'à présent, seule la - nouvelle droile - a semblé pouvoir apporter

flight. The Apparel Industry Moves South s, Latin America and Empire Reports, vol. XI, n° 3, mars 1977.

(6) Robert Coben, e Multinational Corporations, International Finance and the Sunbelt s dans David Perry et A. Watkins, op. cit. (7) David Gordon, c Class Struggle d the Stages of American Urban velopment >, dans D. Perry et Watkins, op. cit.

(8) John Mollenkoof, & The Post War (a) John Mollechropi. (a) The Post war Folities of Urban Development a, dans W. Tabb et L. Sawers, op. cif.

(9) Cf. les articles d'Ann Markusen, Fatrick Ashton et Elichard Hill dans W. Tabb et L. Sawers, op. cif.

W. Tabb et L. Sawers, op. cif.

(10) Cf. en particulier les articles du récuell de R. Alcaly et M. Mermeistein, op. cif.

(11) A New-York, la part combinée de l'Etat et du gouvernement fédérai dans les revenus de la municipalité est passée de 20 % en 1976.

(12) « Rohatyn says Problems of U.S. Threaten its Future as a Nation s, New York Times, dimanche 3 décembre 1978.

(13) Voir l'article de Pierre Dommer-

(13) Voir l'article de Pierre Dommergues, « l'Essor du conservatisme américain ». dans le Monde diplomatique de mai 1978.

DÉSARROI A LA MAISON BLANCHE

(Suite de la première page.)

Ces problèmes, les citoyens les retrouvent ensuite dans le même état - si entre-temps, ils ne se sont pas aggravés. Faisant, le 15 juillet. allusion au discours annulé dix jours plus tôt, le président Carter a dit : e Pour la cinquième fois, je vous aurais décrit l'urgence du problème, i'aurais exposé une série de propositions de lois destinées au Congres... » Ce cinquième discours pouvait donc attendre et il préfère parler de la a crise morale et spirituelle a, renvoyant au lendemain la présentation de projets dont rien ne saurait garantir qu'ils seront mieux acqueillis par le Congrès. De fait. M. Carter avait déjà. à propos de la crise énergétique, quatre fois parle dans le desert - et M. Gerald Ford avant lui. sans plus de succès. Pourquoi?

En progression de 17,1 % depuis 1973, la consommation annuelle de produits pétroliers par habitant atteint, aux Etats-Unis, 30,8 barils, au lieu de 17,2 barils en Allemagne de l'Ouest (où elle a balssé de 2,3 % depuis 1973), 15,3 barils en France (- 12,4 % depuis 1973), 12,4 barils en Grande-Bretagne (— 16.9 %) et 12,5 baris en Italie (— 0.8 %). Autrement dit, depuis le quadruplement des tarifs en 1973, la consommation de pétrole a été réduite en Europe, qui, grosso modo, en absorbe, par habitant, moitie moins que l'Amerique.

On a beau jeu d'évoquer les néces-sités du chauffage dans les régions des Etats-Unis qui connaissent des hivers particulièrement rigoureux et l'utilité iu conditionnement d'air dans les régions où les étés sont beaucoup plus chauds qu'en Europe (3). Mais, enfin, les hivers ne sont pas plus froids et les étés plus chauds depuis 1973. Ce qui est en cause, c'est un mode de vie (très admire de par le monde) et un mode de production (qui a prouvé son efficacité), mais qui, l'un et l'autre, sont beaucoup trop voraces en énergle. Est-il donc possible de les modifier, un président peut-il les modifier?

Aucune action n'est évidemment concevable sans l'accord du Congrès, qui, déjà en 1977, a rejeté le premier plan énergétique dont certaines dispositions se retrouvent dans les discours des 15 et 16 juillet. Du Vietnam au Watergate, trop d'épisodes récents expliquent les mauvalses relations entre le Congrès et la Maison Blanche. Sans doute un autre président que M. Carter auralt-il eu, avec le Congrès, un tout autre type de relations, mais cela ne signifie nullement qu'il aurait ou convaincre la Chambre et le Sénat d'affronter certains courants d'opinion. Or chacune des mesures proposées se heurte à une hostilité particulière : adversaires d'une extension de l'interventionnisme de l'Etat et d'un alourdissement de la fiscalité (pour financer des projets chiffres par M. Carter

à 140 milliards de dollars), craintes des industries concernées mais aussi des écologistes, vive réaction des groupes sociaux qui subiraient tout infléchissement du cours suivi jusqu'à présent, etc. Ces oppositions, souvent contradictoires, ne feraient pas bloc contre tous les projets présidentiels, chacune en arracheralt un lambeau Parelle difficulté ne tient pas à la personne de M. James Carter, elle est inscrite dans le système et dans les mœurs. Blen présomptueux serait le candidat qui se feralt fort de la sur-

L'échec en la matière est d'autant moins le fait de M. Carter lui-même qu'il n'a pu accéder à la Maison Blanche qu'avec de puissants concours et que, depuis janvier 1977, il n'a pu gouverner qu'en s'appuyant s forces qui comptent dans le pays. Les milieux d'affaires traditionnellement lies au parti républicain (discrédité par M. Richard Nixon, affaibli par M. Gerald Ford) ont, en 1976, soutenu et poussé en avant l'ancien gouverneur démocrate de Georgie. Le rôle joué à cet égard par la Commission trilatérale n'explique pas tout, mais il est loin d'être néglireable. Et les membres du gouverelection venaient de deux organismes très représentatifs de l'Establishment : la Commission trilatérale elle-même et la Brookings Institution. Sans doute le chef d'équipe ne peut-il prétendre échapper à toute critique mais, quel que soit le pouvoir qui lui appartient dans le système constitutionnel américain, son échec dans divers domaines est aussi l'échec d'hommes responsables et expérimentés choisis par lui parmi l'élite du pays.

L'excessive personnification des campagnes électorales (en Europe comme aux Etats-Unis) est déjà le signe d'un appauvrissement du débat démocratique. L'excessive personnification de la réussite ou de l'échec gouvernemental relève davantage de la polémique ou des relations publiques que de l'analyse précise des méca-nismes de prise de décision — et elle ajoute à l'affaibilssement du système démocratique. M. James Carter y a beaucoup contribué : a Jai décide... p, « Je donne l'ordre... », mais il est certes impossible de lui attribuer la paternité de cette déviation. A considérer qu'il aurait pu juguler

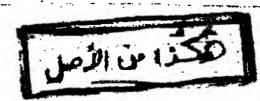
l'inflation et la chute du dollar, obtenir de meilleurs résultats au Proche-Orient, arracher aux Soviétiques un accord SALT 2 plus conforme aux désirs du Congrès, faire mieux accepter sa diplomatie des droits de l'homme, bouleverser un système économique au point de l'empêcher de doubler sa consommation d'énergle tous les dix ou quinze ans, éviter la récession qui s'annonce, etc., on en ferait tout autre chose qu'un president dont le pouvoir est limité à la

fois par le Congrès et par de multiples groupes de pression.

La fenêtre par laquelle le roi regarde est peut-être un miroir, mais l'image qu'elle lui renvoie n'est pas celle d'un seul homme; autour de lui, non seulement ses ministres, anciens et nouveaux, mais aussi des conseillers, des experts, des puissances économiques, des moyens de communication de massa, un public divers et vivant, bref toute une société qui n'est peutêtre pas en désarroi parce qu'elle n'a pas encore pris l'exacte mesure des problèmes et des dangers auxquels. plus ou moins adrottement. M. James Carter a tenté de faire face. Contrairement à ce qu'a dit le président, Washington n'est pas une « fle » mais le lieu où convergent des intérêts et des forces de plus en plus difficiles à concilier, à harmoniser, à subordonner à un intérêt général jamais clairement défini

JACQUES CERNON.

(3) Dans son discours du 16 juillet dernier, M. Carter dit : « Une amende de 10 000 dollars punit quiconque règic la température au-dessous de 25,5 degrés pendant l'été et au-dessus de 18,5 degrés pendant l'hiver. Je suis résolu à fatre jouer cette disposition et f'al l'intention d'obtenir votre aide pour que la peine soit d'ument prononcée en cas de besoin. > 10 000 dellars = 42 960 F.



er tearap

The control of the co

Al-monta indu - a dana trola . Who marcha

27

Tablese of - LES TROIS & G

er . Selected Date Tr

enceptions e Panama, les Amerique latino ritest issements en Amerique THE STATE OF THE S ent ters "ind: classe ours · . . animent a Fathers GuyTR

erinte autoritali

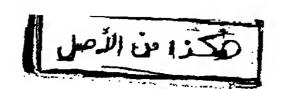
ole privilégiée Ouvrier est 1976, environ construcatines a e nement en d'Etat mi Zur.cho ces profits s

:...o-américai

A VILL

Whichas du cotté Preparati reduit - La The sports diete 22:22:05. :---- : :@erre : Satur de l'angée

Paus (4 Collèg 1884 Villars-sur-Ollor



Comment l'Amérique latine alimente la prospérité des États-Unis et des autres pays industrialisés

ES investissements américains à l'étranger sont passés de 16 à 133 milliards de dollars entre 1945 et 1975. Alors que certains experts a avaient prophétisé un déclin de l'impérialisme, les filiales des firmes américaines à l'étranger produisent aujourd'hni quatre fois la valeur en dollars des exportations américaines Les sociétés et banques américaines réalisent, hors des frontières des Etats-Unis, une telle part de leurs profits qu'elles ne sauraient survivre au cas où elles perdralent leur empire d'outre-mer.

empre d'outre-mer.

Cette situation est parfaitement illustrée par le cas de l'Amérique latine où depuis le début des années 40, les investissements des Etats-Unis ont été multipliés par dix. En 1978, elle recevait 17 % de tous les investissements américains à l'étranger, et 81 % des investissements américains dans le tiers-monde au point gu'alla assure. tiers-monde, au point qu'elle assure 13 % des revenus réalisés par les Etats-Unis à l'étranger. Depuis le début des années 70, la proportion des investisse-ments américains qui se dirigent vers l'Amérique latine est restée à peu près l'Amérique latine est restée à peu près stable, alors qu'elle avait eu tendance à crècliner au lendemain de la guerre mondiale. Mais les capitaux ne se portent plus en priorité vers les mines, l'agriculture et les services publics rélectricité, téléphone, transports, etc.), domaines dans lesquels ils étaient déjà solidement établis ; ils s'orientent plusières les iules par les indictaires de la contraction de la guerre mondiale. Mais les capitaux ne se portente de la guerre mondiale. Mais les capitaux ne se portente de la guerre mondiale de la guerre mondiale de la guerre mondiale. Mais les capitaux ne se portente de la guerre mondiale. Mais les capitaux ne se portente de la guerre mondiale. Mais les capitaux ne se portente de la guerre mondiale. Mais les capitaux ne se portente de la guerre mondiale. Mais les capitaux ne se portente de la guerre mondiale. Mais les capitaux ne se portente de la guerre mondiale de la guerre mondiale de la guerre mondiale. Mais les capitaux ne se portente de la guerre mondiale de la tot vers les industries de transforma-tion, le pétrole, la finance et le commerce. Ayant plus que doublé en deux ans, ils touchent des secteurs qui imprégnent toutes les phases de la vie sociale (voir tableau I).

Tableau I. - PROGRESSION DES INVESTISSEMENTS AMERICAINS

	(en millions de dollars)	
1929		3 519
1950		4 576
1957		8 052
1966		9 752
1976		23 536

L'agriculture et les services publics, qui en 1929 accueillaient 48 % des investissements américains, ne représentent plus, en 1976, que 8 % du total. A l'inverse, entre ces deux dates, la part des investissements américains dans les industries de transformation est passée de 6 % à 39 %. Cette évolution s'explique en partie par le fait que, pendant la seconde guerre mondiale, les gouvernements latino-américains élevèrent des barrières L'agriculture et les services publics. montiair, les gouvernements launo-américains élevèrent des barrières douanières pour freiner l'entrée de produits finis et favoriser les indus-tries locales. Pour conquèrir ces mar-chés, les sociètés américaines instal-lèrent des filiales qui leur permirent En outre, sur le plan agricole, la production ne représente plus l'activité

Par JAMES F. PETRAS*

la plus lucrative, qui appartient main-tenant à l'agrobusiness (machines agricoles, engrais, semences sélection-nées, conserveries, conditionnement des produits et vente).

La progression des investissements dans le secteur financier est due, pour une bonne part, au rôle des « paradis fiscaux »: les Bahamas et les Bermudes entrent pour 60 % dans cette activité, et la zone libre de Fanama occupe aussi une place importante dans ce domaine.

Le déclin des investissements pétro-liers tient pour une bonne part à la nationalisation du pétrole par le Vene-zuela en 1978, mais de nouveaux capitaux affluent vers les champs pétrolifères au Brésil, au Pérou, en Argentine, au Chili, à la faveur des réclines autritaires lies au central régimes autoritaires liés au capital international.

L'ampleur et l'orientation de s investissements s'est accompagnée, en vue d'assurer la nécessaire « stabilité politique », d'un contrôle renforcé de la classe ouvrière par des régimes autoritaires. Dans les industries de transformation, les investissements ont triplé entre 1966 et 1976, période qui correspond à la montée des dictatures correspond à la montée des dictatures et à l'écrasement des mouvements syndicaux ou nationalistes dans le sillage du coup d'Etat militaire au Brésil en 1964 (roir tableau II).

En dix ans, de 1966 à 1976, les sorties d'argent en direction des Etats-Unis (sous forme de dividendes, d'in-

térêts, d'honoraires et de redevances) ont été supérieures de 2500 millions de

dollars aux apports de capitaux américains. Ce transfert à rebours a eu

pour effet non seulement de limiter

les possibilités de développement, mais encore d'accroître les tensions

sociales. Le problème est encore plus sérieux si l'on veut hien considérer qu'une part considérable des inves-

tissements américains ne provient pas de l'extérieur mais de l'Amérique latine elle-même : les profits réin-

vestis constituent plus de la moitié

du total des investissements. En outre,

ce qu'on appelle des a sources exté-rieures », y compris les prêts consentis aux firmes étrangères par les banques latino-américaines qui cherchent à attirer les investissements (voir tableau V).

Tableau V. - CAPITAUX AMERICAINS ET - AUTRES > (en millions de dollars)

	Provenance		
	Etats- Unis	Autres	
66		165	
67	54	27	
8	99	549	
9	185	496	
0	19	316	
1[81	552	
2	466	596	
Total	755	3 141	

: Aspects of International Invest-ment, U.S. Department of Com-merce, Bursau of Economic Ana-iysis, Washington, Chiffres établis sur un échantillon.

En 1976, les filiales des firmes

En 1976, les filiales des firmes américaines en Amérique latine ont effectué des ventes atteignant 60 600 millions de dollars. Sur ce total, les ventes à l'intérieur de l'Amérique latine représentaient 42 100 millions (soit 70 % du total), alors que les exportations vers les États-Unis n'atteignalent que 6 400 millions, et les exportations vers d'autres pays 12 100 millions de dollars. Si l'on considère uniquement l'Industrie de trans-

12 100 millions de dollars. Si l'on considère uniquement l'Industrie de transformation, les filiales américaines effectuent, en Amérique latine, 94 % de leurs ventes totales. Mais ces chiffres doivent être ventilés par catégories pour donner un tableau plus exact du système en place. En 1976, selon les secteurs, les ventes des filiales américaines en martinent.

des filiales américaines se répartissent

- Produits manufactures : 93 %

Ainsi le capital finançant les filiales majoritairement contrôlées par des firmes américaines provient à plus de 80 % de sources extérieures aux Etats-Unis, essentiellement de l'épargne des pays exploités. La masse des investissements américains ne constitue donc pas un transfert de capital du pays développé vers les pays sous-développés; elle est, au contraire, lar-gement fondée sur l'exploitation des capacités latino-américaines de finan-

La vente et la location de technologie occupent, dans ce mécanisme, une place de plus en plus importante, hautement rentable non seulement pour les firmes américaines mais aussi pour les capitaux latino-américains. les bourgeoisies des pays concernés investissant dans ces activités qui leur assurent des dividendes élevés, blen que, du même coup, les pays latinoaméricains consacrent peu de ressources à la recherche fondamentale et au développement (voir tableau VI).

Tobleau VI. -- LE PRIX DE LA TECHNOLOGIE (en millions de dollars)

	Intérêts et dividendes	Redevances et bonoraires	Total
1967-1971		1 268	5 119
1972-1976		1 544	4 045

Source: Selected Data on U.S. Direct Investissement Abroad, 1968-1976, U.S. Department of Commerce, Washington.

Total Agriculture Pétrole Industrie 3 519 22 % 28 % 37 % 25 % 7 % 405 666 1 232 14 % 15 % 15 % 31 % 325 781 1 250 2 798 4 576 385 523 571 232 618 ----1 303 11,4 % 7.0 % 942 1 849 21 % 13 % 8 053 30 % 1 340 542 285 Source: U.S. Business Investments in Foreign Countries, Department of Commerce, Washington, 1962, p. 93, et Selected Data on U.S. Direct Investment Abroad, 1966-1976, Department of Commerce.

Tablesu IL - L'INDUSTRIE PLUTOT QUE L'AGRICULTURE OU LES MINES ten militons de dollars et en pourcentages

et qui accordent les plus importants stimulants aux capitanx (voir tableau III). Les investissements industriels se sont concentrés dans trois pays qui possèdent un vaste marché intérieur

Tableau III. - LES TROIS « GRANDS » POUR LES INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS

		1966		\neg		1976	
Total Amérique latine — Brêsil	2 973 574 924 510	100 % 19 % 31 % 17 %	} 67	26	9 242 3 667 2 223 895	100 % 40 % 24 % 10 %	74 %

Source : Selected Data on U.S. Direct Investment Abroad, 1966-1978.

Transferts à rebours

A de rares exceptions près, par exemple Panama, les diverses régions d'Amérique latine ont vu affluer les investissements dans les affluer les investissements dans les industries de transformation. Non seulement les grands pays, mais aussi les plus petits : en Amérique centrale, un tiers des investissements américains se portent vers l'industrie. Du même coup, la classe ouvrière s'est développée et son exploitation a conduit simultanément à la naissance d'organisations ouvrières et à

Avec son régime autoritaire, le Bré-sil a été la cible privilégiée des inves-tisseurs — plus que l'Argentine où le mouvement ouvrier est puissant. Entre 1966 et 1976, environ 3 100 millions de dollars ont été investis par les firmes américaines au Brésil, contre 385 seulement en Argentine. Depuis le coup d'Etat militaire de 1976, l'Argentine multiplie les efforts pour attirer les capitaux

A contre-courant de ce flux, une grande part des profits sont sortis des pays latino-américains, leur posant de délicats problèmes de balance de palements, réduisant les

disponibilités en capital et les res-sources nécessaires pour satisfaire les besoins essentiels de la grande majorité de tableau IV). la population (voir

la part des investissements qui ne provient pas des profits réinvestis est fournie, dans une large mesure, par Tableau IV. — D'IMPORTANTES SORTIES DE CAPITAUX (en millions de dollars)

Amérique latine	réinvestis sur place	et dividendes rapatriés	payées aux Etats-Unis
203	309	798	175
311	202	918	211
748	351	825	247
385	331	906	267
579	453	514	274
696	373	688	269
272	845	270	259
645	991	529 -	269
2 208	1 103	927	341
1 215	1 621	-21	376
145	1 362	796	299
7 476	7 697	7 060	2 987
	303 311 768 385 579 696 272 645 2 208 7 215	203 209 311 202 765 251 385 331 579 453 696 373 272 645 945 991 2 208 1 109 1 215 1 622 145 1 302	203 309 768 311 202 918 765 361 825 385 331 906 579 453 514 696 373 688 272 \$45 270 645 991 529 2 208 1 109 927 1 215 1 621 — 21 145 1 302 796

Source: Selected Data on U.S. Direct Investissement Abroad, 1966-1976, U.S. Department of Commerce, Washington.

vendus en Amérique latine, 7 % exportés;

— Produits miniers : 43 % vendus en Amérique latine, 57 % exportés ; — Pétrole : 45 % vendus en Amérique latine, 55 % exportés.

Ces chiffres signifient clairement que, pour les firmes multinationales, l'Amérique latine en voie d'industria-lisation reste avant tout un continent exportateur de matériaux bruts.

La Banque mondiale a joué un rôle non négligeable pour orienter les investissements américains. Les prêts qu'elle a accordés ont permis de déve-lopper les systèmes de transport et de faciliter ainsi l'extraction des matières promiser le tables y VII montre compremières. Le tableau VII montre com-ment la Banque mondiale a favorisé les régimes les plus dictatoriaux.

Tableau VII. - LA BANQUE MONDIALE ET LES DICTATURES

	Régima politique	Période	Prêts	Moyenne
	Démocratique Populiste	1953-1961 1962-1963	149,5	15,6
Brésii	Militalre	1964-1977	2 961,5	211,6
Ballvis	Populiste Militaire	1952-1970 1970-1977	9 195	9 24,4
CPIII	Démocratie chrétienne Démocratie	1965-1970	98	16,3
	socialiste Militaire	1971-1973 1974-1977	0 128,9	0 31,7

Une telle politique a été appuyée Une telle politique a eté appuyée par la Banque interaméricaine de développement et par le Fonds monétaire international qui ont fixé les crières en fonction desquels les crédits étalent accordés ou refusés : libération des prix, blocage des salaires, conditions de remboursement des dettes, abalssement des barrières douanières, retour des entreprises publiques au secteur privé, etc. publiques au secteur privé, etc. L'appauvrissement de larges couches de la population risquant de menacer le sintu quo, les éléments libéraux de la Banque mondiale ont proposé

* Professeur de sociologie à l'université de l'Etat de New-York à Binghamton.

en espérant ainsi amortir les chocs sociaux les plus brutaux. Ces programmes sont conquis pour assurer la simple subsistance de paysans on d'ouvriers qui procurent l'indispensable main-d'œuvre; des coopératives ont été organisées à cet effet : elles brisent la solidarité horizontale entre travailleurs et les intègrent dans une liaison verticale qui assure leur dépendance à l'égard des autorités en place. L'Amérique latine n'en est qua plus habitement intégrée au système qui l'exploite (1).

(1) Voir aussi, à ce sujet, l'article de Cheryi Payer, < la Banque mondiale et l'intégration du paysan au marché >, dans le Monde diplomutique de juillet 1979.



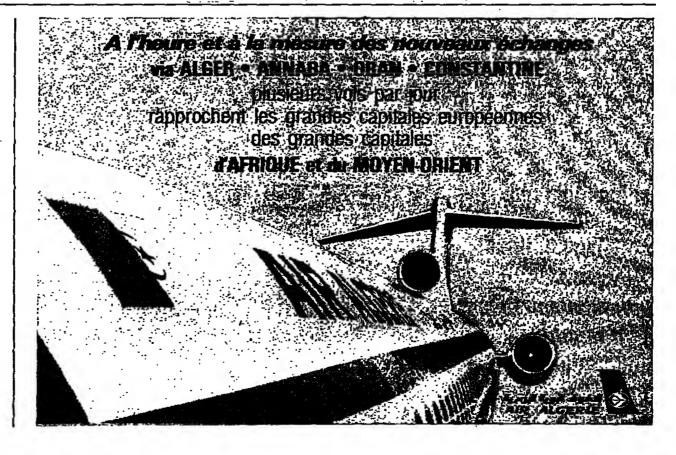
DES ETUDES A 1300 m.

LE COLLEGE ALPIN INTERNATIONAL **BEAU-SOLEIL** A VILLARS-SUR-OLLON (SUISSE)

Vue aérienne du collège Beau-Solell - Garçons et filles de 5 à 18 ans -Programme officiel des lycées français - Cycles primaire et accondaire complets - Préparation au baccalauréet - Etudes dirigées - Classes à effectif réduit - Laboratoire de langues - Bullatins soolaires adressés sux parents à la fin de chaque période de trois semaines. Tous les sporte d'été et d'hiver, dans un pare de 15 000 mètres carrès : natation, tennis, patinage, ski, football, etc.

Internat reservé aux jeunes filles à la Maison de la Harpa. Début de l'année scolaire 1979-1980 : hundi 17 septembre 1979.

Collège Alpin International Beau-Solail 1884 Villars-sur-Ollon (Suisse). T. 19.41/25/35 21 54 - Télex 26.553





LES CONSERVATEURS ANGLOPHONES

M. Clark

ES élections du 22 mai ont introduit dans la vie politique canadienne, un bouleversement de très grande empleur. Non seulement parce que les conservateurs succèdent aux libéraux, male aussi parce qu'il est difficile d'imaginer deux hommes plus différents que M. Pierre Trudeau, cinquante-neut ans, qui est resté au pouvoir à Ottawa pendant onze ans. et M. Joe Clark. trente-neuf ans, nouveau premier ministre. Par ses qualités intellectuelles, M. Trudeau avait pu séduire aussi blen M. Helmut Schmidt que M. Claude Lévi-Strauss ; il est resté au pouvoir onze ans, pendant que se succédaient trois prési dents à l'Elysée, quatre chanceliers à Bonn, quatre premiers ministres à Londres, quatre présidents à la Maison Blanche. Comme son parrain et prédécesseur Lester Pearson, il a marqué son passage au pouvoir par un effort de réconciliation nationale et par un style diplomatique qui a donné au Canada une voix originale dans les rencontres internationales. De vingt ans plus jeune, son successeur ne possède ni sa culture ni sa rigueur Intellectuelle. Fils d'un journaliste de la petite ville de High-River, dans l'Alberta, il a fait de modestes études dans sa province d'origine, a été « recalé » à la faculté de droit et n'a famais évolué dans d'autres eaux que celles du parti conservateur. Coincé entre une tradition britannique écrise d'humanisme et la tradition américaine qui préfère les self-made men, le nouveau premier ministre se présente volon-

Mais, pour mieux cemer l'ampleur du changement, il faut, au-delà des différences de personnalités, voir de près les résultats du scrutin et en dégager les

tiers comme un « animal politique ».

Le vote populaire n'a guère reflété un raz-de-marée conservateur; les libéraux sortants ont, en effet, récolté 40 % des volx, contre 36 % pour les conservateurs victorieux. Le reste s'est divisé entre les socialistes du nouveau parti démocratique (18 %), les créditistes (des poujadistes à la sauce québécoise), le Parti du rhinocéros (groupe farfelu prônant l'abolition de la loi de la pesanteur) et divers partis marxisants (6 % pour l'ensemble de ces groupes). C'est, évidemment, grace au scrutin uninominal à un tour que M. Joe Clark a réussi à ramasser cent trente-six sièges contre cent quatorze pour M. Trudeau, vingt-six pour les socialistes de M. Ed Broadbent et elx pour les créditistes de M. Fablen

Dans un Parlement de deux cent quatre-vingt-deux sièges, il manque donc six sièges à M. Clark pour avoir la majorité. Mais, comme l'opposition sait très blen que des élections anticipées risqueraient de provoquer un fort mouvement en faveur d'un gouvernement - stable » (entendez : majoritaire), M. Clark pourra gouverner d'un an à quetre ans en proposant des lois qui plaisent tantôt aux uns, tantôt aux autres

Pourtant, c'est la • tribalisation • du vote entre conservateurs anglophones et libéraux françophones qui frappe d'emblée les observateurs. Cet état de choses est, sans aucun doute, inquiétant au moment où le parti québécols (P.Q.) de M. René Lévesque est au pouvoir dans la « Belle Province ». Se référant malicleusement au a hutin » libéral au Québec (soixante-sept slèges pour le parti de M. Trudeau contre six pour les créditistes et deux pour les conservateure), M. Lévesque a fait mine de se réjouir et s'est déclaré satisfait de voir que les Québécois avalent voté pour un « membre de la tamille » ... qu'il n'y a pas si longtempa encore il traltalt d' « ex-Québécois ». Du même coup, les amis de M. Lévesque peuvent se félicites des résultats chez les anglophones, résultats qui ont donné aux tories les deux tiers des sièces dans la plus grande province, l'Ontario, et réduit les libéraux à la portion congrue (un seul siège sur solxante-dix-sept) dans un Ouest canadien en pleine ruée à la fois vers le pétrole et vers... les conservateurs.

Les raisons de la relève

L'ADAGE classique se vérifie une fols de plus : ce ne sont pas les partis de l'opposition qui gagnant les élections. ce sont les gouvernements qui les perdent. Et l'usure du pouvoir - seize ans de régime libéral el l'on inclut Lester Pearson — Joua Incontestablement un rôle-clé dans ce renversement de courant.

Chez les libéraux, hommes, idées et organisations étaient de toute évidence, fatigués - notamment au Canada anglophone où ce qu'ils représentent a été rejeté, en bloc, par les trois quarts de la population.

Mai servi par des ministres angiophones qui, depuis les débuts de la - trudesumanie », en 1968, ne lui ont jamais offert la critique construtive dont tout homme fort a besoin, M. Trudeau luimême fut un élément décisif de l'échec. Certes, on pouvait lui pardonner certaines erreurs dans plusieurs dossiere. mais les angiophones ont fini par prendre ses pirouettes stylistiques pour du dilettantisme, sa hauteur de vues pour de la désinvolture et son tempérament, parfols tranchant, pour de l'arrogance. Dans les sondages, en effet, c'est sa prétendue arrogance (peut-être la combativité sporadique d'un grand timide) que l'on relevait constar

Sur le plan des idées, c'était le désert depuis deux ou trois ans dans l'équipe libérale. Au cours de cette période, l'Imagination politique sembla paralysée à la fois par la débandade des meilleurs ministres angiophones et par des soucis électoralistes de plus en plus flagrants.

La « machine » libérale, enfin, s'était tant et si bien roulliée que, pour la première fole dans leur histoire, les libéraux pe détenzient le pouvoir dans aucune des dix provinces canadiennes. Or, en régime

Par KEITH SPICER *

La déconfiture de M. Clark devant l'indigence de sa députation québécoise est apparue le 4 juin, lorsqu'il a révélé la composition de son conseil des ministres. Alors que, du côté anglophone. Il présentait une équipe d'una compétence étonnante (surtout par rapport aux ministres anglophones de M. Trudeau), ses quatre ministres québécols (dont un anglophone, M. Heward Grafftey) étaient tous des rescapés discrédités du régime tory (1957-1962) de M. John Diefenbaker, l'homme qui, à quatre-vingt-trois ans, se prend encore pour le Churchill cana-

D'après la Constitution canadienne, M. Clark aurait pu nommer sénateurs à vie (la « vie », au Sénat c'est soixantequinze ans...) deux ou trois - grands noms - du Québec. Au cours des treize lours dont il disposait pour réaliser cette promesso électorale, il n'a même pas pu attirer une seule personnalité de quelqu envergure.

canadian, les structures électorales fédérales dépendent énormément de l'organisation de chaque parti au niveau provincial. Les conservateurs tenaient le gouvernall dans seot provinces, les socialistes dans une (la Saskatchewan); le crédit social (un parti de grands et de petits capipalistes) gouvernait en Colombie britannique face à une forte opposition socialiste; et le parti québécois tenait le

Au cours de la campagne, conservateurs et socialistes ont pu mobiliser des roupes provinciales solidement encadrées ; de leur côté, les créditistes átaient censés saper M. Trudeau au Québec et. pour ce faire, reçurent l'appul systématique de l'appareil du P.Q. Au grand dam du parti de M. Lévesque, depuis quelques mois en parte de vitesse, cet appui était un cadeau empoisonné, pulsqu'il contribua à faire tomber la députation créditiste de neuf à six sièges.

Autre facteur majeur : l'économie. Sans connaître ni crise ni récession, les Canadiens vivent avec un taux de chômage de 8,5 % (largement atténué par un très généreux système d'assurance chomage et un taux d'inflation qui frôle les 10 1/2 L'économie canadienne étant affligée de sérieux défauts de structure (entraînant une désindustrialisation persistante), ces taux ne risquent guère de s'améliorer; mais, faisant flèche de tout bois, M. Clark a pu matraquer M. Trudeau à grands coups de statistiques officielles que colportait également, avec une fougue toute travailliste, son frère-ennemi dans l'oppo-

sition, M. Ed Broadbent. Plus encore que ces chiffres, la chute du dollar canadien - depuis Noël, il est passé de la « parité » avec le dollar

* Journaliste canadian.

bolisait l'incapacité des libéraux à gérer l'économie, à la restructurer pour donner une plus grande compétitivité internationale, et à libérer ses lorces créatrices. Pendant cinq mois, le télé-journal national a décortique chaque indice

de la décadence monétaire - supplice

chinois pour M. Trudeau, aubaine pour

américain à 83 cents seulement. - sym-

li faut ajouter à tout cela un nombre impressionnant de scandales (même la sacro-sainte gendarmerie royale, la police montée, est en ce moment accusée d'abus de pouvoir) et de maladresses (certains ministres auraient essayé d'influencer un juge dans un procès), et volià l'image d'un gouvernement offrant une cible merveilleuse au vierx slogan repris par MM. Clark et Broadbent : - Il est temps

que ça change (-Pour couronner le tout, M. Trudeau apparut bien las au cours de la campagne. Avant d'ennuyer le public avec ses discours-fleuves sur des arcanes de droit constitutionnel, Il n'a rien fait pour servir sa cause en qualifiant les agriculteurs de - grogneurs -, certains chomeurs de - buveurs -, et en invitant un de ses contradicteurs à se « groviller le c... . pour se trouver un emploi.

Vollà donc pour l'autopsie du suicide libéral. Il n'empêche que conservateurs et socialistes ont mené de brillantes campagnes. M. Clark salt à merveille faire quadriller les congrès ou le pays par ses militants. Ayant réussi l'exploit de réunifier un parti - ou le fratricide semble parfois être le sport officiel, - le chaf conservateur a consacré sa première année comme leader du parti à faire la « tournée des popotes » dans les provinces, ce qui lui a permis de renouer les contacts qu'il cultivait depuis l'époque où, militant tory de dix-huit ans, il s'étalt juré de devenir premier ministre

Tout au long de la campagne, M. Clark s'en tint à la démarche qu'il avait adoptée en 1976, fors du congrès qui l'avait investi comme chef du parti : n'offenser

S OMME toule, l'arrivée de l'équipe Clark (le mot « équipe » revient souvent dans la bouche du nouveau premier ministre) comporte de solides avantages, mais aussi de graves risques pour le Canada.

Les avantages? Après onze ans de - pouvoir français - (french power) à Ottawa, il n'est pas malsain qu'une région autre que le Québec alt l'impression de tenir le haut du pavé dans cet immense pays où les régionalismes l'emportent nettement sur le sens d'une communauté pancanadienne. L'Ouest (les trois provinces des prairies, plus la Colombia, britannique, sur le Pacifique) était devenu hargneux contre Ottawa, Isolationniste, au fond, par rapport au reste du Canada.

les - grits - (les libéraux) avec la férocité - et même la « gestuelle » - du vieux lion Diefenbaker.

En Janvier dernier, M. Clark décida de soigner son Image d'homme d'Etat et, pour ce faire, entreprit une tournée (Japon, Inde, Israēl, Jordanie) au cours de laquelle il alla d'impairs en déboires ; valises égarées, avions ratés, quasidécapitation par la baionnette d'un garde d'honneur, si bien que l'expédition fut baptisée - le tour du monde en quatrevingts gattes ».

Echaudés, les seconds de M. Clark ne négligèrent rien, pendant les cinquanteneul jours de la campagne, pour le protéger contre lui-même. Tous savalent que, à moins de commettre une erreur monumentale. M. Clark, avantagé par la délayeur des libéraux, deviendrait automatiquement premier ministre. Il ne commit que des erreurs que l'on pardonne facilement dans ces parages (par exemple promettre un budget équilibré gul seralt néanmoins déficitaire...).

Une autre promesse conservatrice a sédult la bourgeoisie des villes et des faubourgs : la - déductibilité - (de l'impôt sur le revenu) des intérêts d'hypothèques et de la taxa foncière locale. En refusant de faire de la surenchère sur ce pian. M. Trudeau a perdu treize ministres dans des villes comme l'opulente Toronto, capitale officieuse du Canada anglais.

Les socialistes de M. Broadbent, eux, ont porté leur députation de dix-sept à vingt-six sièges en parlant résolument bifteck et « rapatriement » de l'économle canadienne, victime, selon eux, d'un - viol massit - par les Américains. M. Broadbent lui-même a mené une campagne très remarquée par sa lucidité, son sérieux et sa bonne humaur. Une nouvelle loi électorale, enfin, avait pour la première fols fourni à son parti des fonds de l'Etat, lui permettant de concurrencer libéraux et conservateurs en matière de publicité télèvisée et de déplacements en DC-9 privé.

Les relations entre Ottawa et Québec

Ses richesses naturelles attirent vers lui 28 % de la population canadienne et fournissent 31 % du produit intérieur national du Canada, grâce à quoi il joue depuis dix ans - la crise du pétrole aidant — un rôle extrêmement dynamique qui menace les - places fortes économiques de Montréal et de Toronto. Avant le 22 mai, l'Ouest avait es puissance économique ; les élections l'ont entérinée sur le plan politique.

A cet égard, les élections ont ratifié une relève qui dépasse celle des « Françals » par les « Anglais » et celle des « grits » par les « torles ». Le Canada central (Québec et Ontario), historiquement hégémonique, cède le pas à une nouvelle génération de - westerners » : M. Clark, lui-même albertain, est épaulé

Face à une concurrence exacerbée

LA FAUSSE QUERELLE DU PROTECTIONNISME

UOI de plus contradictoire, en apparence, que les titres de deux ouvrages récem-ment parus sur l'organisation des échanges internationaux? Jean-Marcel Jeanéchanges internationaux? Jean-Marcel Jeanneney plaide Pour un nouvezu protectionnisme (1), tandis que Christian Mégrells lui
répond par : Danger Protectionnisme (2). Et.
pourtant, la lecture de ces deux livres, comme
d'autres travaux récemment publiés sur des
thèmes voisins — le rapport de M. Peillon au
Conseil économique et social (3), le rapport de
M. Pisani au Sénat (4) et celui de M. Mayer
au ministre du commerce extériur (5), —
réserre une surprise de taille : la communanté
des analyses se révèle beaucoup plus marquée
que les divergences sur les politiques économiques préconisées. Qui a écrit : « Le protectlomnisme a sans doute été le plus efficace
outil de développement que l'on ait imaginé »?
Christian Mégrelis. Qui a écrit : « Aucum Etat
européen n'est plus en état. d'établir sans
grand dommage, à ses frontières, un système
vigoureux de protection de ses productions
nationales »? Jean-Marcel Jeanneney.

C'est que le terme même de protectionnisme,

C'est que le terme même de protectionnisme, qui évoque les débats théoriques du début du dix-neuvième siècle en Angleterre, jouit de propriétés bizarres :

- Tous les utilisateurs du mot reconnaîtront en « libre-échange » son antonyme, mais délenseurs et adversaires du protectionnisme conviendront également que, de toute façon, le libre-échange n'existe pas;

- Si l'on dénonce la résurgence du phénomène protectionniste, c'est pour ajouter aussitôt qu'il s'accompagnera d'effets négatifs tellement évidents et massifs que l'on ne semble pas croire en la réalité de la menace;

- Rnfin, plus un gouvernement assure combattre le protectionnisme, plus il adopte, en fait, de mesures défensives pour protéger son économie.

DE quoi parle-t-on alors lorsque l'on se réfère actuellement au protectionnisme?

De la balance commerciale, des rapports entre pays riches, pays pauvres et pays en vole d'industrialisation, de l'internationalisation de la production sous l'égide des firmes transnationales, des parités monétaires, de l'émigration, du transfert des techniques et, presque marginalement, du niveau des barrières douanières.

One circuitte pay exemple les constructes des

Que signifie, par exemple, la suppression des entraves douanières lorsqu'on lit, dans un document de la CNUCED, que les transactions

internes aux sociétés transmationales repré-sentent le tiers des flux d'échanges internationaux, et que ces mêmes groupes contrôlent la moitié du commerce mondial?

La conférence du GATT a dressé un catalogue, sans doute très incomplet, de plusieurs centaines de « barrières non tarifaires » qui constituent autant de mesures protectionnistes déguisées et sélectives, des codes antidumping à la fermeture des marchés publics, en passant

principe). Dans ce cadre, les débats sur le pro-tectionnisme ne penvent plus porter que sur

deux points : 1º L'espace d'application d'une politique homogène : dans une phase de maturité indus-trielle, seuls des ensembles dotés de ressources continentales suffisamment riches et diversifiées peuvent envisager de préserver, en s'isolant, leur autonomie de décision politique et sociale sans courir le risque d'une sévère régression écono-

Par ALAIN WEIL

par la définition et le contrôle des normes indus-trielles. Nul n'est innocent à cet égard, et l'imagination des administrations en la matière est pratiquement illimitée.

Mals, dans un contexte de concurrence internationale aiguë, toute politique nationale visant à conforter l'économie d'un pays n'est-elle pas, de fait, protectionniste? Le protectionnisme, au sens êtroit du terme, n'en représente que la partie la plus directement perceptible. On sait d'ailleurs pertinemment que le libre-échange n'a été prôné, historiquement, que par les Etats les plus forts, et uniquement dans les périodes où ils pouvaient en retirer un avantage immédiat. avantage immédiat.

On ne peut donc isoler artificiellement le commerce extérieur de l'ensemble de la poli-tique économique. Car. comme l'écrit fort juste-ment le rapport Pisani :

nent le rappere risam .

a lo On n'exporte pas des surplus;

2º On n'importe pas des compléments;

3º Pour détenir les melleures conditions possible, il faut s'installer, désormais, sur les marchés internationaux comme vendeur et acheteur structurel »

Bref, on n'exporte pas ce que l'on produit..., mais on exporte ce que l'on est.

A théorie du libre-échange, et donc du pro-tectionnisme, découle de l'abstraction que représente la concurrence libre et parfaite, dont chacun pent constater qu'elle se volt de plus en plus battue en brèche par les monopoles de production, d'échanges et d'information, ainsi que par les interventions des États (dont il paraît difficile, aujourd'hui, de condamner le

mique. (Les Etnis-Unis anjourd'hui, le Brésil demain en sont des exemples.) Jean-Marcel Jeanneney choisit comme unité d'intégration l'Europe, où l'imbrication de la C.E.E. et de ce qui reste de l'Association enropéenne de libre-échange (A.E.L.E.) est déjà très étroite. Christion Mégrelis considère, quant à lui, que l'ensemble de l'O.C.D.E. pourrait ne plus constituer, peu ou prou, qu'une seule entité économique. Les autres manorts mentionnés confirmieue. Les autres manorts mentionnés confirmieue. mique. Les autres rapports mentionnés confir-ment tous qu'on ne saurait, en ce qui concerne la France, envisager raisonnablement d'unité très inférieure à l'Europe. Ce qui ponvait paraître tres inferieure à l'Europe. Ce qui ponvait paraître envisageable il y 2 vingt ans ne l'est plus aujourd'hui. Les experts sont, par exemple, unanimes à estimer qu'une dévaluation compétitive du franc français, du type de celles de 1958 et 1969 qui avaient permis à la France de connaître sur une longue période un rythme de croissance sensiblement supérieur à celui de l'eusemble de ses partenaires commerciaux (+ 5 %), est dorênavant impossible. navant impossible.

2º La marge de manœuvre disponible, pour les rapports entre ces différents blocs, entre le « protectionnisme concerté » et le « librechange amenage », qui suppose une véritable coopération économique des différents partenaires. La mesure selon laquelle on estime que la coordination peut se substituer à la coorfontation détermine la réponse aux deux questions précédentes.

Au-delà des divergences d'appréciation sur les chances d'une harmonisation négociée et équitable des échanges internationaux, il appa-rait ntile de souligner les points de conver-gence les plus marquants des divers travaux cités :

- Il est impératif de corriger la dissymétrie

des relations entre la C.E.E., les Etats-Unis et le Japon;

- L'industrialisation de certains pays du tiers-monde pose aux pays développes des pro-blèmes réels d'adaptation à des mutations par ailleurs nécessaires, mais la véritable « guerre économique » se déroule entre pays industria-

— Tout en refusant le « dumping social des pays à statut social médiéval », les nouvelles règles devront favoriser les économies du tiersrègles devront favoriser les économies du tie monde par rapport aux pays développés;

 La liberté des échanges, en elle-même, ne garantit pas plus le bien-être qu'elle ne constitue un facteur de paix;

— Mais un protectionnisme « sauvage » et prolongé constitue dans un pays un péril pour les libertés et la démocratie et, s'il se généralise, porte les germes d'une confrontation armée.

Toutefois, aucun des ouvrages n'envisage pour la France de choix politiques, sociaux, et donc économiques, sensiblement différents de ceux de ses partenaires européens. Une telle hypo-thèse serait, évidemment, de nature à modifier quelques-unes des perspectives précédentes.

Avec cette réserve. on peut laisser au rapport Pisani le soin de conclure : « Ce n'est que par une action concertée mais rigoureuse de l'Etat, des entreprises et des travailleurs, et non par un abandon de notre économie aux prétendues lois du marché, que nous pouvons le mieux, que nous pouvons seulement affronter la concurrence extérieure sans risque d'être submergés. La « planification», pour appeler les chores par leur nifications, pour appeler les choses par leur nom, est la condition de la maîtrise de nos forces et donc du maintien de notre ouverture au monde extérieur.

(1) Jean-Marcel Jeanneney. Pour un nouveau protectionnisme, Le Seuil, Paris, 1978, 155 pages.

(2) Christian Mégrells, Danger Protectionnisme, Calmann-Lévy. Paris, 1978, 273 pages.

(3) Léon Peillon, L'avenir des industries françaises et la nouvelle répartition internationale de la production industrielle, rapport au Conseil économique et social adopté le 15 novembre 1978.

(4) Edgard Pisani, Les enfeux et les conditions des équilibres extérieurs de la Prance, rapport au Sénat. 13 octobre 1978, 1 300 pages.

(5) Jacques Mayer, rapport au ministre du commerce extérieur du Groupe d'études sur les perspectives de la balauce commerciale française au cours des dix prochaînes années, publié par Economic et statistique, nº 106, décembre 1978, 19 pages.

.

12.75 N

5:

- Hara de ma

. . . . 7

- -

0.00000000

21 t 4 fe.

--. :-:: x* :

LEVINT

"miemie france

1000 E

...

~_ : T

4275.1

HATTE SAME remestre 1978. de Demmunication vania avenue, N 20077.1 * MITERNATIVES

Europe Junean The Committee The Committee The Committee Europe August 1997 The Committee August 1 filmestrief, 10 mid Example ovosne et politi . 1.27. -5. i milyana e alues et n rathwe sale talling na

.... otisee ; in-24. juillet-ai o- A'Houtesille.

er LE Dougge. Lamine
Les El
Lis méllan nincianue p Folitique -m her, mensuel. - Cedex 17.1 NOUVELLE RE

iane:. Un

DIFFAMATION into renu di Fair renu, atta Fair Pres Fan Fair, a lettre

eamp. vous mener ons. En Produitet. Oncerna innie de Suparer i oe 17 Per 12 37 file fatplote

attn:-usee ೆನಗತ ಚಿತ್ರ o e de co: . Lauteur de ving 047 .55 30 14. 00ur 11:0:

See.onn

د دې د د -0 systeme

à Ottawa

FACE AUX REVENDICATIONS DU QUÉBEC

par cinquame-sept députés dans une députation de l'Ouest totalisant soixantedix-sept sièges. La désignation, en janvier demier, par M. Trudeau, d'un gouvemeur général manitobain, M. Edward Schreyer, tils d'immigrant allemand et multilingue, avait unlement préparé cette relève sur le plan prolocolaire.

Solidement en selle à Ottawa, l'Ouest peut désormais oublier ses complexes d'excommunication potitique et mettre ses vastes énergies, son optimisme et ses nochesses au service de la nation

Deuxième avantage . l'equipe de M. Clark, comme à Londres celle de Mme Margaret Thatcher, oltre au pays une chance d'essayer une cure de capitalisme (lort tempère par des soucis populistes et sociaux), après une longue pèriode marquée par l'hostilité grandissante du monde des affaires envers l'Etat féderal. - trop intervontionniste -. Comme nous l'avons dit, l'économie canadienne est attligée d'importants défauts de structure, ce qui réduit considérablement la marge de manœuvre de M. Clark; pourtant, s'il réussit à apalser les investisseurs, ce sera toujours autant de gagné

Entin. un règne conservateur de quelques années lera le plus grand bien...
aux libéraux. Au pouvoir, ils ont laisse
s'effilocher hommes, idées et organisation: un séjour dans l'opposition leur
permettra de recharger leurs batteries
— comme ils l'avaient déjà fait durant
l'interrègne de M. Dielenbaker — et de
revenir à la charge dans deux ou trois
ans dans leur rôle traditionnel : faire le
pont entre !rencophones et anglophones.
Mais la situation actuelle n'est pas sans
risque. Outre le symbolisme d'un gou-

vernement - anglals - face à une opposition - française -, l'accession au pouvoir d'un homme expérimenté et peu respecté intellectuellement (même par ses parisans), expose l'unité canadienne aux assauts de M. Lévesque, M. Clark ne comprend guère les subtilités de la politique québécoise, et les efforts louables qu'il a déployés deputs son arrivée à Ottawa, en 1972, comme simple député, ne lui permettent pas encore de blen passer la rampe en français

A l'heure où nous écrivions ces lignes, le projet de réléiendum par lequel M. Lévesque veut demander un mandat pour négocier la sécession assortie d'une associalion économique tendait à se prociser Le P.O. ayant subt récemment deux révers cuisants dans des élections partielles face aux libéraux fédéralistes du chel de l'opposition au Québec, M. Clauda Ryan, et les sondages indiquant que plus de 80 % des Québècois ne veulent pas l'indépendance tout court, le rendez-vous rétérendaire semble reporté au printemps 1980.

Néanmoins, la pression du P.Q. et ses manœuvres contre Ottawa exigeront une intelligence et des nerfs qui, jusqu'à présent, ne sont guère manifestes chez M. Clark. En lant qu'anglophone, M. Clark. En lant qu'anglophone, M. Clark. Peut, plus facilement que le Irancophone Trudeau, se permettre de faire des « concessions » au Québec. Le Canada, cependant, est déjà, à bien des égards (fiscalité, compétences), la fédération la plus décentralisée du monde, et M. Clark ne pourra pas jeter indéfiniment du lest constitutionnel sans pousser le pays vers la balkanísation

Sur le plan extérieur, le Canada restera fidèle à ses options traditionnelles : atlachement aux Elats-Unis, au Common-wealth, à la francophonie, à l'OTAN et aux Nations unles, Mais M. Clark apportera son style, ses connaissances, ses préférences. N'ayant pas l'élégante flamboyance de M. Trudeau, il ne possède que des connaissances fragmentaires, mais il est vrai qu'il sera encadré par tout l'appareil d'un service diplomatique fort efficace · très bon élève, bûcheur, il sait écouter, et il a prouvé, en assemblant un programme électoral assez éclectique, qu'il sait apprendre et emprunter Après l'engouement de M. Trudeau pour un - lien contractuel avec l'Europe (lien qui ne s'est jamais vralmon' tissé), M. Clark mettra l'accent sur le Commonwealth, sur l'OTAN... et sur Israel Sans doute verra-t-il aussi d'un bon mil la reconnaissance du nouveau régime de Salisbury. Au cours de la campagne électorale, il s'était assuré deux trois sièges à Toronto dans des

diens, qui espèrent continuer leur rôle (datant de Pearson) de médiateurs mineurs entre Israéllens et Arabes : elle a aussi passablement agacè la Maison Blanche, qui craint qu'une pression par émulation des milieux pro-israéliens aux Etats-Unis compromette le rôle délicat que joue Washington entre MM. Sadate et Begin.

quartiers à dominante israélite en pro-

mettant de faire transférer l'ambassade

du Canada de Tel-Aviv à Jérusalem.

l'initiative a hordité les diplomates cana-

Deux jours après avoir claironné sa volonté de procéder tambour battant au déménagement de l'ambassade, et tace à la pression concertée des Etats arabes (qui, de plus, menaçalent de sabrer plusieurs contrats portant sur la technologie canadienne et le pétrole arabe). M. Clark

a été obligé d'opérer un retrait qui ressemble fort à un sauve-gui-peut.

Si le Commonwealth retrouve un peu de son lustre à Ottawa, le monda francophone, lui, na pourra recevoir la même attention, même s'il est certain que se poursuivront les programmes canadiens d'aide en argent, marchandises et tech-niciens. Certes, M. Clark manifeste une certaine sympathie envers la francophonie: mais il lui sera difficile d'en saisir les vibrations avec la même intimité que l'équipe à prédominance francophone de M. Pierre Trudeau Après la conférence du Commonweath à Lusaka au mois d''août, M. Clark envisage de s'arrêter à Dakar pour s'entretenir avec ce vieil ami du Canada et de la francophonie qu'est le président Leopoid Senghor

Quant à la France, ce sera - business as usual - au niveau des affaires courantes. Après la période de - guerre troide - gaullienne, la collaboration économique et scientifique franco-canadienne se développe. Mals les relations au sommet pourront-elles ressusciter l'estime cordiale qui marquait les rapports des deux - têtes - francophones Trudeau et Giscard d'Estaing 7 Probablement pas.

Pour l'instant, le nouveau régime à Ottawa ne semble guère en passe de se tailler une place au soleil sur le plan international. On verra plus vraisemblablement une politique étrangère fondée sur la bonne intendance des diplomates de carrière. Outre le nouvel accent sur le Commonwealth. on peut tout au plus s'attendre que l'OTAN soit légèremen. plus favorisée (les conservaleurs ont

promis de renforcer quelque peu les forces armées canadiennes, en tout cas

La nouveau secrétaire d'Etat aux affaires extérieures est une femme fort sympathique, ma i s presque unilingue anglaise, Mme Flora MacDonald, ancienne sacrétaire dactylo à la permanence du parti, qui a commencé à attirer l'attention, il y a une dizaine d'années, torsque l'irascible John Dielenbaker prit la peine de la congédier...

Devant ce tableau d'une relève, il serait prématuré de prédire le désastre sur quelque plan que ce soit. M. Clark est en ellet servi por les médiocres espoirs qu'il a suscités il n'est pas exclu qu'il grandisse dans ses fonctions (à la Harry Truman?) ni d'ailleurs qu'il se « nixonnise », malgré sa probité incontestable Pour l'instant, Ottawa et le pays tout entier se montrent d'un fair-play qui, au départ, laisse au nouveau premier nistre toutes ses chances. Quant à M. Trudeau, avec un parti à rebâtir de fond en comble, et avec sans doute un role-clé dans la débat sur le référendum au Québec, il est assure de ne pas manquer d'activité Depuis une dizalne d'années, on disait qu'en cas de défalta plierait bagage el irait cultiver son jardin Une telle éclipse volontaire est loin d'être certaine, d'autant qu'e M. Trudeau sera fort tenté de rester présent dans le combat canadien au Québec. M. René Lèvesque avant adopté une stratégie dite - étapiste - (il parle maintenant de deux référendums, au basoin), ce combat pourrait durer plusieurs années

KEITH SPICER.

Dans les revues...

El Considérant que l'évolution du droit de l'institution étatique transforme les ilbertés dans le sons du totalitariame ilbéral, in nouvelle revus LEVIATHAN étudis la signification de ce phénomène, s'interrogeant, par exemple, sur le régime d'exception prévu par nombre de constitutions. (N° 2, printemps, trimestriel, abonnement: 160 %. - 4, rue de la Mésange, 67000 Strasbourg.)

DIALOGUE oscille du pesaimisme à l'optimisme, selon les auteurs. L'évolution du tiera-monde préservé par la tradition communautoire, ou les dangers des certitudes américaines sur la démocratie, sont deux des thèmes évoqués à propos de l'avenir des sociétés. (Volume IX, nº 4, quatrième trimestre 1978, dernier requinternational Communication Agency, 1776 Pensylvania avenue, N.W., Washington, D.C. 20347.)

ington, D.C. 20547.)

5 Thème d'ALTERNATIVES NON VIO-LENTES: la désobéissance. L'avenir et l'efficacité en ce domaine aupposent l'union organisée de la désobéissance civile dans les Etats qui détiennent le monopole de la violence et dans des démocraties de plus en plus formelles. (N° 34, iniliet, bimestriel, 10 V. - 3, rue Dumenge, 69604 Lyon.)

Dumenge, 69804 Lyon.)

S ECONOMIE ET POLITIQUE s'intéresse à la Commission trilatérale et estime qu'il s'agit d'e un effort global d'adaptation, de redéploiement, de coordination de l'ensemble des moyens économiques, politiques, idéologiques et militaires de l'impérialisme, organisé autour du noyau tripolaire du capitalisme multinational », un jugement qui vaut aussi pour le Ciud de Rome. (No 27-28, juillet-noût, mensuel, 14 F. - 8, cité d'Hautsville, 75910 Paris.)

14 F. - 8, cité d'Hauteville, 75910 Paris.)

15 Journal muoiste, LE MARKISTELENINISTE engage un procès sans
nuance contre les bourgeoisies européennes dont il condamne la position de
dépendante entre les Etats-Unis et
l'Union soviétique. La métiance à l'égard
de l'Allemagne serait une attitude résctionnaire dans la mesure où elle cacherait la menace entretenue par le pacte
de Varsovie et la politique de Moscou.
(N° 35, juin-juillet, mensuel, 4 P. - B.P.
278, 75827 Paris Cedex 17.)

5 Dans la NOUVELLE REVUE SOCIA-LISTE, J. Giavan souligne que, plus que tout autre, le temps des vacances est celui de l'inégalité. En éditorial, Lionel Jospin tire des élections européennes un constat trop évident: « J'Europe des travallieurs reste à faire». Un dossier sur l'énergie: projet de société; propositions socialistes; oritique de la politique sotuelle; nucléaire ou « un climat résigné de mariage de raison». (N° 41, juin, dernier paru, dix numéros par an, 14 F. -12, cité Malesherbes, 75089 Paris.)

El L'alternance en Grande-Bretagne, la victoire électorale des conservateurs appriment-elles une volonté de redressement économique et moral? PROJET observe aussi ce changement politique en Ecose et en Irlande du Nord. (N° 137. juillet-août, dix numéros par an, 13 F. – 14, rue d'Assas. 75005 Paris.)

d'Assas. 75006 Paris.)

Dans DEFENSE NATIONALE, PietreM. Gallois pose is question des armes
nouvelles et de la sécurité de l'Europe
de l'Ouest; il admet la possibilité d'une
guerre, déclenchée par Moscou contre une
Europe impuissante à résister faute d'un
armement adapté, dans l'intention d'affibilir son advarsaire américain. (Trentecinquième année, juillet, mensuel, 16 F.—
1, place Joffre, 75700 Paris.)

El Après un dossier sur la sidérurgie. l'Europe et la crise, PROLETARIAT aborde le thème de la division de l'Allèmagne, des thèses antagonistes en présence et des jeux politiques qui s'animent aujourd'uui autour de l'idée de réunification. (No 20, deuxième trimestre, trimestriel, 15 F ~ B.P. 320, 13213 Marseille Cedex L.)

El Les inquiétudes que l'opinion franquise peut éprouver à l'égard de l'Europe s'expriment sous la plume de Michel Fichet à propos de la supranationalité, et de Jean-Paul Bled à propos du générai de Caulle Jace à l'Allemagne, dans ARGUMENTS POUE LA FRANCE. (N° 9. juin. mensuel, 16 F. - B.P. 525, 75027 Paris Cedex 92.)

Cedex 92.)

El La Communauté européenne et la procédure qui sert d'instrument de bataille politique: la REVUE DU MAR-CHE COMMUN détaille les mécanismes qui présideront en 1979 à l'élaboration du budget européen. Francisco Granell. économiste espagnol, examine les circonstances économiques du « second élargissement » de la Communauté. (N° 227, juin, mensuel, abonnement : 280 F. – 3, rue Soufriet. 75085 Paris.)

B Dans LA REVUE DES DEUX MONDES, M. Jules Moch continue d'évoquer ses souvenirs sur l'esgonie de la IVe République», qui sont aussi ceux du ministre de l'intérieur du dernier gouvernement de ce régime. Deux formules méritent l'attention : sur la néces-

sité do « courir le risque de se tromper énergiquement »; et sur les « besognes de pacification des voies publiques ». (Juillet, mensuel, 14 F. - 15, rue de l'Université, 75007 Paris.)

El Une grande enquête sur le problème du développement rural en Asie dans l'un des deruiers numéros de la FAR EASTERN ECONOMIC REVIEW. L'hebdomadaire a mobilisé une dizaine de collaborateurs qui exposent comment se régient les problèmes dans divers pays. « Une révolution lente » titre la revue... mais l'un des auteurs fais remarquer que le nombre des paysans dépossédés de la terre se muitiplie de manière inquiétante. (Vol. 105, n° 28, 13 juillet, hebdomadaire. ~ G.P.O. Box 180, Hong-kons.)

E IMPRECOR analyse la altuation indochinoise à partir des résolutions discutées par la secrétariat unifié de la IVª Internationale. Son choix idéologique lui permet de prendre un point de vue original, soulignant l'intérêt que les Occidentaux trouvent dans la division des pays socialistes et montrant les effets de la huresacratie socialiste coupée de toute démocratie véritable. (N° 56-57, juillet, bimensuel, 5 F. – B.P. 57, 93101 montrenil Cedex.)

El Les TEMPS MODERNES retracent les racines lointaines du conflit entre la Chine et le Vietnam, qui remonterait à l'an 214 avant Jéaus-Christ : la communauté chinoise au Vietnam passe au vingtième siècle de cent mille personnes à plus d'un million, pendant que les Victnamiens eux-mêmes ne parviennent qu'à doubler leur effectif. (N° 395, juin, mensuel, 20 F. - 5, rue Sébastien-Bottia. Paris-70.)

El STRATEGIQUE, revue de recherches et d'études, publie un long article sur les systèmes militaire et politique en Chine, où l'armée et le secteur civil échangent leurs cadres. (N° 2, printamos, trimestriel, 30 F. – Hôtel national des Invalides, 75007 Paris.)

Invalides, 75007 Paris.)

Eles Etats-Unia, aveuglés par l'obsersion de leurs propres intérêta, ont pratiqué à l'égard de l'Iran impérial la politique de l'autruche : FOREIGN POLICY montre l'absurdité de la conduite du chah, soutenu par les Américains fascinés par la seule adhésion du régime capitalisme, et par l'assurance d'un approvisionnement pétroller nvantageux. Alex A Vardamis analyse, par allieurs, les divergences entre les politiques militaires des Etats-Unia et de l'Allamagne de l'Ouest. (N° 34, printemps, trimestriel, 3 doilars. - P.O. Box 334, Farmingdale, New-York 11737.)

El L'ECONOMISTE DU TIERS-MONDE publie une étude des transports terrestres en Afrique dont le tracé met en évidence l'allénation du continent. (N° 37,

Juillet-août, mensnel, & F. - 10, rue Auber, 75009 Paris.)

El La déception et l'inquiétude transparaissent dans DEMAIN, L'AFRIQUE à l'occasion du sommet de l'Organisation de l'unité africaine. Tous les conflits actuels — Tchad, Sahara, Egypte, Centrafrique, — semblent pousser l'O.U.A. aux limites de ses capacités arbitrales, et condamner les gouvernements à choisir entin entre la conservation du pouvoir et le service de l'intérêt général. (N° 21, juillet, bimensuel, 7 F. - 16, rue Guilhaune-Tell. 15007 Paris.)

Guillaume-Tell. 75007 Paris.)

51 Dans la REVUE AFRICAINE DE STRATEGIE, Edmond Jouve pose la question des frontières africaines. (N° 3, trimestriel, été. 20 F. - 9, rue du Château-d'eau, 75010 Paris.)

teau-d'eau, 75010 Paris.)

El Le Zaire, tel qu'un journaliste beige — Mann Ruys — peut le comprendre : création artificielle de Léopoid II pour l'enrichissement exclusif de son pays, chasse gardée occidentale aujourd'hui. A signaler aussi dans SEPTENTRION, outre ce sujet, un article sur l'enseignement du néerlandais en Wallonie et du français en Flandre. (3º année, n° 2, juin, trois numéros par an, 20 F. — Munissonstraat 160, B-8539, Reikken, Belgique.)

B MAGREE public une étude sur la démographie algérienne qui nuance les clichés stéréotypés souvent utilisés sur ce sujet. (N° 24, avril-mai-juin, trimestriel, 17 F. - La Documentation française, 124, rue Henri-Barbusse, 93308 Aubervillers Cedex.)

Ambervillers Cenex.)

El L'histoirs du Mosambique colonisé
par le Portugal, sa lutte de libération,
sa politique actuelle d'amélioration des
conditions de vie de la population constituent la première partie du dernier
numéro de FAIM-DEVELOPPEMENT qui
s'intéresse aussi à l'agrobusiness en
Amérique latine et à la Colombie, où
les Indiens commencent à recouvrer des
droits sur leurs terres. (N° 77. juinjuillet, mensuel, 5 F. - 27, rue Guénégaud, 75606 Paris.)

Haiti devient un des pôles du tourisme aux Antilles. Ce phénomène récent ne semble guére constituer un atout supplémentaire pour l'économie locale : les CAHIERS DES AMERIQUES LATINES établissent un bilan provisoire documenté de cette nouvelle version de la politique des concessions. (N° 17, dernier regu, bisannuel, 40 F. – Institut des hautes études d'Amérique latine, 28, rus Saint-Guillaume, Paris-7e.) E CERES, publication de la FAO... présente un rapport sur la structure agraire et les régimes fonciess dans le tiera-monde, très riche de graphiques ciairs et de statistiques parlantes. Autre thème : l'exploitation étrangère des terres agricoles dans les pays en vole de développement, souvent avec la complicité des monopoles locaux. Un article sur la solution chinoise du problème de la faim insiste sur l'importance de la main-d'œuvre qu'il a failu mobifiser pour entreprendre les travaux nécessaires. (N° 58, mars-avril. bimensuel, abonnement 5 doilars. - F.A.O., via delle Terme di Caracalla, 00100 Rome.)

E Une revue nouvelle, LA NOUVELLE REVUE, marque l'eannée de l'enfant » par un numéro double, sous le titre ; « Quel amour d'enfant l'» et s'attache à raconter, sous tous ses aspects, le « sombre bistoire » de l'enfance. (N° »-6, juin - juillet, mensuel, ce numéro : 23 F. - Avenue Van Volxem 303, 1196 Bruxelles.)

SORCIERES change de formule : moins fréquente et plus copleuss. On entend surveiller désormais ce qu'on a appelé le «style Sorcières», c'est-à-dire ne pas s'abandonner à un certain ronron. Quoi qu'il en soit, cette publication tient une place notable dans la nouvelle presse féminine et exprime une tendance originale du mouvement féminiate. Ce dixseptième numéro, le premier de la revue renouvelée, a pour thême le vêtement, (Premier numéro, 1979, trois numéros par an, abonnement : 196 F. – Stock, Paris.)

El Encore une nouvelle revus:
L'IDIOT. Celui-là sersit purement nationat. L'éditeur entend rappeler sa source
grecque signifiant « particulier ». Le
thème est très général : « Le baine ».
Sous toutes ses formes : politique, raciste,
sexiste, familiale, pationale, sentimentale, etc. Et litéraire, celle-ci prétent
tout naturellement aux « mots» : « Je
hais-critoire » ou « La haine R.F. ».
(N° 1. Périodicité vou encore précisée,
ce numéro : 20 F. - Editions libres
Hallier, 22, rue Huyghens, Paris-14°.)

El Poursulvant son entreprise de résurrection par la reproduction en fac-similé de revues introuvables. J.-M. Place nous restitue LES DERNIERS JOURS, cahiers fondés, dirigés et rédigés par Drieu La Rochelle et Emmanuei Berl en 1927. Document significatif sur l'état d'esprit d'une époque. (Sept numéros constituant la collection, en un volume 21 × 27,80 F. -J.-M. Place, édit, 12, rue Pierre-st-Marie-Curie, Paris-5°).

___Correspondance_____ DIFFAMATION DE LA JUNTE CHILIENNE

Nous avons reçu du Dr Julio Retamal Favereau, attaché culturel et de presse près l'ambassade du Chü; à Paris, la lettre suivante :

Je vois que la campagne antichilienne que vous menez depuis six ans ne désarme pas. En effet, dans votre numéro de juillet, je ils un article sidérant concernant les Mapuches et « la menace de leur extermination légale ». Apparemment, cette « ètude » a été concoctée par un « Comité mapuche de solidarité », mais ce n'est qu'une petite analyse pleine d'erreurs et qui emploie les archimanipulées et archi-usées méthodes

Je n'entre pas dans les détails d'une interprétation préjugée des faits historiques, car il suffit de connaître l'histoire de mon pays pour voir qu'elle ne tient pas debout. L'auteur condamne à tour de rôle les missionnaires catholiques, toute la législation chilienne du dix-neuvième et du vingtième siècle, tous les efforts que les gouvernements successifs ont fait pour intégrer les Mapuches à la civilisation et à la vie nationale productive. A le croire, il aurait fallu laisser les aborigènes en marge, dans un système d'apartheid

ou comme un Etat dans l'Etat (au détriment du Chili et au bénéfice des Aurèlie Antoine!) Peut-être que l'auteur veut crèer une scission dans l'extraordinaire unité du Chili et lancer un Etat araucan indépendant.

En ce qui concerne la soi-disant « participation enthousiaste de Mapuches à la mobilisation du paysannat sous l'unité populaire » et à la « répression sévère » qu'ils auraient subi sous le gouvernement acuel, il ne s'agit la que d'un « wishful thinking » de l'analyste, démenti par la réalité.

lyste, démenti par la réalité.

Il suffit de lire les opinions exprimées dans la presse ces derniers mois pour voir que, si bien il y a en des réserves manifestées à l'égard des dernières dispositions légales, il y a eu aussi des opinions tout à fait favorables, émanant des parties intéressées. En général, le décret du 22 mars 1979, ne cherche qu'à «incorporer les Mapuches à la chilénité, en leur donnant des droits et responsabilités égaux à ceux de toute la population ». Depuis quand de telles dispositions comportent-elles une nouvelle atteinte aux droits de l'homme? Faut-il continuer à maintenir les Mapuches en une situation de ci to y ens de deuxième classe? Laissez-moi rire...



The same of the sa

CASSURE EN DEUX BLOCS, MAINMISE DES GRANDS

Vers quelle Asie du Sud-Est

A cause semblait entendue : de Washington à Pêkin, tout le monde était d'accord pour dénoncer, dans le drame des réfugiés, le consisme » du Vietnam, responsable d'une tragédie « comparable à la persécution des juis par Hiller », écrivalt même le Quotidien du peuple, image qui sera reprise le mois dernier à Genève par le vice-président Walter Mondale. L'affaire jetait le discrèdit sur le régime de Hanol Mais vollà que les pays dits « de premier accueil »—Thallande et Malaisle surtout—refusent de jouer le jeu et décident d'expulser les ci-devant réfugiés : l'Asie du Sud-Est à l'envers. Qu'allaitil se passer?

Que va-t-il également se produire avec le Cambodge, dont le problème n'est pas moins dramatique et divise tout autant la région? De Manille à Colombo, les derniers des dirigeants colombo, les derniers des dirigeants
khmers rouges occupent toujours le
siège de leur pays dans les conférences
internationales, plusieurs mois après
la chute de leur régime. Et le nouveau
pouvoir installé à Phnom-Penh n'est pas encore reconnu par les pays non socialistes de l'Asie du Sud-Est.

Jamais en tout cas l'Asie du Sud-Est n'a paru aussi divisée, jamais l'écart n'a semblé si grand entre les deux entités régionales qui s'y sont constituées, et dont seule la Birmanie consutuees, et dont seule la Birmanie reste à l'écart. Les trois pays de l'ex-Indochine, à régimes socialistes, sont désormais associés par un réseau triangulaire de « traités d'amitié et de coopération », signés à Vientiane en 1977 et à Phnom-Penh cette année. Ensemble déséquilibre certes, puisque le Laos et le Cambodge ne regroupent pas dix millions d'habitants à eux deux quand le Vietnam en compte cinquante millions, mais qui détient cinquante millions, mais qui détient surtout le triste record des ruines et de la pauvreté: même le « puissant » Vietnam. s'il n'a pas été « ramené à l'âge de la pierre », comme le lui avait promis le général Curtis LeMay. ancien chef du Strategic Air Command, se débat aujourd'hui au milieu de difficultés de toutes sortes.

Formant cercle autour de cette « Indochine », cinp pays qui se sont groupés dès 1967 dans l'Association des nations de l'Asse du Sud-Est (ANASE): Thallande, Malaisie, Singapour, Indonésie et Philippines. Entre ces pays de cultures si différentes, rien de company since l'autour plane de company since l'autour plane de company since de l'autour plane de l'autour plane de l'autour plane de la company de cultures si différentes, rien de commun sinon l'anticommunisme et un « traité d'amitié et de coopération » signé à Bali en 1976. Le plus petit, qui est également le plus riche. Singapour, ne compte que deux millions d'habitants et le plus vaste, l'Indonésie, cent quarante millions : tous deux sont en principe engagés sur la voie d'une rapide « modernisation ».

Les rapports de forces politiques, la différence des stratégies économiques, la mainmise des Grands, tout paraît encourager cette cassure de l'Asle du Sud-Est, où se nouent les drames actuels. L'ANASE s'est développée acties. L'ANASE, s'est developpée contre l'Indochine, par rapport à elle en tout cas, et s'est nourrie de ses divisions. Ce sont en effet les changements de régime de 1975 à Phnom-Penh, Salgon et Vientiane qui réveillèrent l'ANASE de sa torpeur : elle semblait en réserve, elle devint un

Coup sur coup, en 1976 à Bali et en 1977 à Kuala-Lumpur, alors qu'ils n'avaient jamais pris la peine de le faire jusque-là, les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Association se réunissalent en sommet; on créait un secrétariat général, des commissions multiples, on jetait les bases d'une coopération industrielle, le Japon promettait son soutlen. Une intense propagande tendit rapidement à présenter l'ANASE comme une véritable pagande tendit rapidement à présen-ter l'ANASE comme une véritable entité, douée d'existence autonome. Devait-on aller plus loin, c'est-à-dire envisager une défense commune? La militarisation de l'ANASE avait ses hérauts, elle les a encore. Mais cet objectif fut refoulé: la eprospérité » restait la meilleure arme contre un restait la melleure arme contre un ennemi à la fois intérieur et extérieur.

Progressivement, en 1978 surtout, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est afficha même un certain Sud-Est afficha même un certain triomphalisme : les Cinq constataient en effet que non seulement leurs pays restaient intacts face à l' « agression communiste », mais que, tout au contraire, la discorde et plus encore s'était installée entre les vainqueurs de 1975, le Cambodge et le Vietnam, et que tout le monde semblait vouloir du bien à l'ANASE : ignorée il y avait peu, suspectée par beaucoup, elle était maintenant respectée, voire courtisée, et parcourue en tout sens par de hauts dirigeants : communistes, khmers rouges ou soviétiques, vietnamiens ou chinois.

chinois.

Pour quei généreux motif les Cinq auraient-ils alors applaudi l'action vietnamienne de janvier au Cambodge? Pourquot seralent-ils pressés de reconnaître l'unité retrouvée de l'ex-Indochine? Ils ne pouvaient en tout cas se montrer surpris par l'issuedu conflit entre les deux pays : en annonçant publiquement à Bangkok, quatre mois plus tôt, que le Vietnam ne soutenait plus le mouvement révolutionnaire clandestin en Thallande, M. Pham Van Dong avait montré par avance les limites d'une éventuelle action vietnamienne. Le changement de régime à Phnom-Penh gênait surtout l'ANASE en ce qu'il modifiait le rapport de force existant.

A l'arrière-plan de ce rapport de

A l'arrière-plan de ce rapport de force, il y a en effet une confronta-tion plus sérieuse : celle qui oppose deux types de stratégies économiques et dont l'enjeu est le développement et dont l'enjeu est le développement — ou le sous-développement — de cette partie du monde. Dés les lendemains de la victoire communiste de 1975, l'un des premiers soins du Vietnam, qui symbolise l'une de ces deux voies, avait justement été de définir sa propre stratégie de développement, une stratégie qui corres-

Domination japonaise

L A politique des Grands — ceux de l'Asie surtout. Chine et Japon — entretient cette division au sein de la région. Le Japon, qui est à la fois leur principal fournisseur et leur principal client, a besoin des pays de l'ANASE: là se situe le secteur où ses investissements sont les plus productifs; par là transitent aussi 40 % de ses importations totales, dont 80 % de son pétrole. Et il craint trop l' « effet boomerang » de son alde, il a trop peur de la concurrence potentielle des Cinq pour desserrer un tant soit peu la domination financière et commerciale sans partage qu'il exerce sur eux : c'est dire que si le Japon s'intéresse aux relations économiques avec, d'une part, l'ex-Indochine et, d'autre part, ies pays de l'ANASE, il ne souhaite nullement que des liens se développent entre les uns et les se développent entre les uns et les

La Chine, pour sa part, qui était presque chez elle dans les pays de l'ex-Indochine, paraît se souvenir aujourd'hui de son antique rayonnement. Elle n'a pas supporté l' « arrogance » du Vletnam, qui refusait d'entrer dans son jeu stratégique, et lui a montré ce qu'il lui en coûtait; elle considère comme sienne la mer de Chine méridionale, cette Méditerranée du Sud-Est asiatique, développe de Chine meritionale, cette Mediter-ranée du Sud-Est asiatique, développe son commerce avec les pays de l'ANASE et se rapproche des commu-nautés chinoises d'outre-mer, qui y sont nombreuses et influentes. Pékin n'hésite pas en fait à jouer les uns contre les autres : ce fut notamment le cas en mai 1978, lorsque la Chine annonça tout à la fois au gouverne-ment vietnamien qu'elle lui suspendait son aide et aux pays de l'ANASE qu'elle se proposalt d' a organiser une foire commerciale de l'Association » en République populaire de Chine.

Il n'est donc pas surprenant de retrouver le Japon et la Chine quasi-ment côte à côte pour décourager toute tentative de rapprochement : ce

Par HUGUES TERTRAIS*

ponde le mieux possible aux réalités du pays : formulée au quatrième congrès du parti communiste vietna-mien, en décembre 1976, cette straté-gie se fondait sur le préalable de l'indépendance économique et donnait la priorité au développement de

Les régimes en place dans les pays de l'ANASE, si ouverts aux capitaux américains ou japonais, ne s'y sont pas trompés : il leur fallait désormais prouver que « la voie non communiste pouvait journir des réponses efficaces aux problèmes des pays du tiersmonde », selon les termes utilisés par le ministre des affaires étrangères de Singapour, M. Rajaratman, en demandant l'alde des Etats-Unis en 1978. Pour ce faire, ils avaient projeté de s'unir, mals les efforts dans ce sens sont restés sans succès : les cinq projets industriels communs, trois ans sens sont restés sans succès : les cinq projets industriels communs, trois ans après avoir été formulés, ne sont encore qu'un siogan — le Japon n'ayant pas fait parvenir le premier dollar du milliard promis à cet effet. Et l'accord mutuel de préférences douanières, destiné à faire progresser le très faible commerce interrégional, n'a rien apporté de nouveau. A quoi servirait-il en effet quand, par exemple, 80 % de l'étain exporté par Singapour y sont entrés clandestinement, et ce dans une région, Malaisie en tête, qui produit la moitié de l'étain mondial? La seule « réussite » de la stratégie de modernisation et de croissance industrielle rapide « à la japonaise », fondée sur l'exportation, qui est en vigueur dans l'ANASE, est Singapour, dont le rythme de croissance est d'environ rythme de croissance est d'environ 7 %; mais ce succès tient évidemment au fait que cet « Etat-cité » ne connaît pas la pression des campagnes

qui s'est passé à la fin de l'année dernière à Bangkok est à cet égard significatif. Début septembre, M. Pham Van Dong, premier ministre

Des raisons de coopérer

M AIS. dans le contexte du tiersmonde, tous ces facteurs de division peuvent aussi être un jour des
facteurs de rapprochement. A l'exception de Singapour, en effet, les pays
de l'Asie du Sud-Est ont une population à forte majorité paysanne,
connaissant des taux d'accroissement
démographiques de 2 à 3 % et, faute
d'un réel développement économique,
voient le sous-emploi prendre des proportions d'apocalypse: autant dire
qu'il n'y a pas que les réfugiés à vivre
dans la misère et le dénuement; c'est
par millions en effet que les sources par millions en effet que les sources les plus officielles chiffrent le nombre de ceux qui vivent « au-dessous du seuil de pauvreté absolue ». Pour ne citer que le problème alimentaire, il faut nourrir dans l'ensemble de la région quelque huit millions de bouches supplémentaires chaque année; le déficit céréalier s'accroft: l'Indonésie qui importait 1.9 million de tonnes en 1978, prévoit d'en importer 5 millions en 1985 — du moins peut-elle espérer le financement avec ses exportations pétrolières : le Viet-nam, que les destructions de guerre ont rendu si vulnérable aux dérègleont rendu si vulnérable aux dérègiements climatiques, et qui survit presque au bord de la famine. n'en n'est pas encore à ce stade... Au train où vont les choses, c'est toute l'Asie du Sud-Est — trois cent cinquante millions d'habitants — qui sera bientôt un énorme « Radeau de la Méduse ».

Or il existe des lieux où une véritable coopération régionale pourrait s'effectuer, qui aiderait à résoudre ces problèmes vitaux : l'aménagement du

* Ancien coopérant à Saigon, profes-seur d'histoire.

vietnamien, aliait arriver en visite officielle en Thailande. Une réconciliation historique : les deux gouvernements aliaient-lis signer un traité d'amitié, comme venaient de le faire Pékin et Tokyo, comme semblaient le suggèrer les Vietnamiens, comme peut-être le souhaitaient aussi certains milleux thais? Un rapprochement entre la capitale de la révolution vietnamienne et celle qui avait servi de tête de pont à l'armée américaine dans son agression contre le Vietnam, s'il ne garantissait pas la paix dans la règion, ouvrait en tout cas de nouvelles perspectives.

velles perspectives.

Mals le jour qui précèda la visite de M. Pham Van Dong à Bangkok arrivèrent inopinément, pour une courte escale sur la route du Prochs-Orient, MM. Fukuda et Sonoda, alors premier ministre et ministre des affaires étrangères du Japon : pendant quarante-cinq minutes, ils firent la leçon au premier ministre thailandais, le général Kriangsak, et s'appliquèrent à le mettre en garde contre les Vietnamiens, « pius habiles et plus intelligents dans les négociations » que les Chinois; il fallait donc être « prudent » : la mise en garde etre « prudent »: la mise en garde semble avoir été entendue puisque, des le premier jour de la visite de M. Pham Van Dong, la presse de Bangkok put annoncer qu'aucun traité ne serait cette fois-cl signé avec

le Vietnam.

Quelques semaines plus tard, en associant la Thallande aux déclarations les plus agressives de M. Deng Xiao ping à l'endrolt du Vietnam, c'était au tour de la Chine de placer Bangkok dans l'embarras vis-à-vis de Vietnam de placer de la Chine de placer. Hanoi : dans une interview à des jour-nalistes thallandais d'abord, dans ses nalistes thallandais d'abord, dans ses déclarations de Bangkok ensuite, le vice-premier ministre chinois s'employa à dénoncer les bonnes paroles de M. Pham Van Dong, qui masquaient, selon lui, l'« attitude de gangster » du Vietnam dans la région. A son tour, il recommande d'être « prudent ». Pékin ne se prive pas aujourd'hui non plus d'agiter les épouvantails du Cambodge et des réfugiés indochinois pour tenter d'attiser la tension entre le Vietnam et les pays de l'ANASE.

bassin du Mékong notamment, dont les graves inondations de la fin de l'année dernière ont souligné l'urgence, et qui modifierait sensiblement les conditions de production agricole et industrielle dans les quatre pays concernés — Thallande, Laos, Cam-bodge et Vietnam. Mais la question reste en panne; sprès 1975, d'abord, les dirigeants khuers rouges forts du les dirigeants khmers rouges, forts du soutient de la Chine, avalent refusé d'en entendre parier, obligeant les trois autres à se constituer seulement en « comité intérimaire du Mékong »; aujourd'hui, la non-reconnaissance du nouveau Cambodge par Bangkok pro-longe cette situation. La recherche et l'extraction du pétrole en mer de Chine méridionale posent des problèmes sem-blables, à cela près qu'elles engagent des capitaux beaucoup plus considé-rables et que la Chine y est directe-ment partie prenante : les pays riverains concernés sont cette fois le Vietnam la Malaisie l'Indonésie et les Philippines, principalement. L'organi-sation d'un véritable commerce régional favoriserait aussi, bien sur, le développement des pays de l'Asie du Sud-Est, mais le Japon et la Chine parviennent toujours à en contrôler les circuits d'échanges.

Un certain nombre de dirigeants ont la volonté de considérer les problèmes de développement sous l'angle régio-nal. Au Vietnam, on a été assez loin nal. An vecham, on a ete assez ioin dans cette perspective, en suggérant même de trouver, en matière de coopération, «une nouvelle formule pour assurer l'égalité entre les cinq pays de l'ANASE et les quatre autres pays a de la région; M. Phan Hien, viceministre des affaires étrangères, lança

cette idée en 1976, au retour d'une tournée dans les pays de l'ANASE. En Indonésie, l'on est également sou-cleux d'un développement économique cieux d'un développement économique « dans le cadre du régionalisme », ce régionalisme » confondant pour l'heure avec celui de l'ANASE. En Malaisle aussi, les milieux officiels ont souligné à plusieurs reprises la nécessité d'encourager les rencontres entre dirigeants, notamment des deux « camps ». Et il y a déjà eu quelques importants déplacements de chefs de gouvernement dans la règion : celui de M. Pham Van Dong dans les pays de l'ANASE, en septembre 1978, ceux aussi du général Kriangsak au Laos, en janvier de cette année, et de son hômologue lao. M. Kaysone Phomvihane en Thallande, en avril.

Récemment plus que de coopération, c'est évidemment surtout de non-agression qu'il a été question entre les deux groupes d'Etats, mais l'on observe la même volonté de ne pas se laisser aller à une confrontation. Pékin assure-t-il la Thallande de son soutien en cas d'attaque vietnamienne sur son territoire? M. Nguyen Co Thach, chanceller du Vietnam, se rendant début juin à Colombo, s'arrête à Bangkok pour encourager un règlement du problème frontalier khmérothallandais. Le général-ministre indonèsien Panggabéan propose-t-il à la Thallande, le 23 mal, par voie de presse, l'aide militaire de l'Indonésie en cas d'attaque menée par les forces vietnamiennes? Six jours plus tard, le général Widodo, chef d'état-major de l'armée indonésienne, suggère, également par voie de presse, aux pays de l'ANASE de a répondre positive-ment à l'offre de M. Pham Van Dong de parvenir à un traité d'amitié et de non-agression * avec eux

Il plane enfin sur l'ensemble de l'Asie du Sud-Est quelques craintes communes de nature à faire progresser une certaine « conscience régio-nale ». Non pas tellement la crainte de la lointaine U.R.S.S. pour qui le Vietnam n'est pas un allié de tout repos et qui entretient d'assez bonnes repos, et qui entretient d'assez bonnes relations avec Bangkok ou Djakarta. Mais bien plutôt celle de la Chine, dont l'intervention militaire au Vietnam en février aura laissé un sentiment mélangé. Que la Chine se conduise de la sorte avec le pays de l'Asie du Sud-Est qui lui a été le plus proche, cela n'a rien de très rassurant pour les autres, que Pékin considère justement comme « non seuconsidère justement comme « non seu-lement voisins mais parents du peuple chinois ». A un tout autre niveau, l'action chinoise réveillait les vieilles inquiétudes à l'origine de la fondation de l'ANASE: l'Association ne s'était-elle pas constituée en 1967 à l'initiative de la Malaisie et de l'Indonésie, dans un souci anticommuniste qui était en l'occurrence dirigé contre la cans un soutr anteonimiste qui était en l'occurrence dirigé contre la Chine? La « menace du Nord » pour-rait bien apparaitre aujourd'hui autant chinoise que communiste. Et le Japon, suspecté de vouloir « cantonner le Sudsuspecté de vouloir « cantonner le Sua-Est de l'Asie dans la fonction de bucherons et de porteurs d'éau », sul-vant l'expression d'un membre du gou-vernement de Kuala-Lumpur, et qui s'est rapproché de la Chine par le traîté d'août 1978, pourrait se trouver associé à cette « menace ». Le spectre d'une domination sino-japonaise? L'Asie du Sud-Est n'en est certes pas encore là: mais Pèkin ne

certes pas encore là; mais Pèkin ne s'y est pas trompé, qui dépêcha son ministre du commerce extérieur en Malaiste au lendemain de son expédition guerrière au Vietnam, et invita le premier ministre de Kuala-Lumpur en Chine — il s'y est rendu début juin et chine — il sy est rendu denti jun es s'est vu accorder de très substantiels avantages commerciaux. C'est peut-être en Malaisle que l'on se melle le plus du Japon et que, parallèlement, le pouvoir est le moins hostile au Vietnam. Les pays de la région ont bien pris la mesure de l'influence japonaise, et ils sulvront les négociations sino-vietnamiennes comme un test de la volonté de puissance de Pékin: comment vont se répartir les souveral-netes respectives, par exemple dans la

L'Asie du Sud-Est va-t-elle vers la confrontation ou bien vers la détente, vers l'affrontement ou vers la coopéconfrontation ou bien vers la détente, vers l'affrontement ou vers la coopération régionale? Le Vietnam cherche à y construire une « zone d'indépendance, de paix et de neutralité ». l'ANASE une « zone de liberié, de paix et de neutralité ». du moins chacun est et de neutralité ». du moins chacun est et de neutralité ». du moins chacun est et d'accord pour définir une « zone » Chaque crise liée à l'ex-Indochine — et donc au Vietnam — paraît consolider l'ANASE, et donner raison à ceux qui souhaitent une stratégie de la tension Mais, entre ces deux « Asies du Sud - Est », paradoxalement, es signés d'un possible rapprochement ne manquent pas : de conférence internationale en conférence internationale, la représentativité des derniers dirigeants khmers rouges diminue; il devient possible d'envisager la solution du problème du régime cambodgien, sinon la reconnaissance pure et simple du nouveau pouvoir. Et, dans le même temps, se manifeste la volonté commune des pays de la région de résoudre le problème, des réfugiés, au moins de ne pas le laisser constituer entre eux un abcès de fixation.

Les enjeux du développement et la contratité des dernaces des contratités de la contratité de

Les enjeux du développement et l'aculté du rapport de forces font déci-dément de l'Asie du Sud-Est l'un des principaux laboratoires du tiersmonde les problèmes à résoulre sont urgents et la marge de manœuvre est étroite. Les possibilités de rapprochement dans la région seront à la mesure de l'indépendance des pays concernés.

RECTIFICATIF. — Une erreur d'impression s'est glissée dans l'article de Jacques Berthelot sur la réforme agraire au Togo, publié dans le dernier numéro du Monde diplomatique. Page 10, 4° col., il fallait lire à la fin du premier pargraphe. du premier paragraphe : « L'agriculture togolaise repose sur deux cent trente mille exploitations de 1.75 hectares en moyenne a (et non 175 ha).

Les «Derniers Blancs», de C. Meillassoux

L'apartheid à travers la presse sud-africaine

N' excellent llvre, parml les publications récentes suscitées par les événements de Soweto (1976), vient faire entendre en France et dans le monde francophone un son de cloche jusqu'ici presque inaudible : celui de la presse sud-africaine, de sa critique constante et vive du système d'apartheid (1). Du même coup, les thuriféraires de l'apartheid. M. Jacques Soustelle en tête (plus de cinq tois pris à partie au cours de l'ouvrage) se voient retirer la caution d'une opinion publique sud-africaine beaucoup plus sévère qu'on ne le croît à l'égard du règime nationaliste. Des rapports d'enquête établis par des travailleurs sociaux des bantoustans et par des sociologues sud-africains sur les « townships » (cités peuplées de Noirs à la lisière des grandes villes) viennent complèter des coupures de presse — presse angiophone exclusivement — de tout acabit, dans un classement thématique pertinent. classement thematique pertinent.

D'emblée, le lecteur est plongé dans le vif du sujet, au cœur de la spirale infernale de la paupérisation et de la dégénérescence physiologique et morale où sont entraînées les populations noires des bantoustans. Puis, au fil des chapitres se succèdent des constats

effarants dont l'accumulation vant tout requisitoire. Au passage, bien des schémas établis sont bousculés, comme celui de la « marée noire » que les bantoustans auraient pour mission d'endiguer : l'ouvrage montre bien le caractère obsessionnel de cette inquiétude blanche face au déséquilibre démographique entre Noirs et Blancs, mais, surtout, il dit comment ce déséquilibre est entreteux il dit comment ce déséquilibre est entretenu et renforcé par la politique des bantoustans. la décomposition familiale et sociale qu'elle

Par ANTOINE BOUILLON

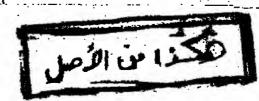
produit. Le livre de C. Meillassonx, de citations significatives en témoignages ubuesques, d'enquêtes en courriers des lecteurs,
se révête de nature pamphlétaire — encore
que tel ne soit pas nécessairement son projet et que l'auteur y prenne lui-même peu
la parole. Bien sur, dans la sélection et le
classement thématique des textes, comme
dans l'introduction générale et les préfaces
à chacun des chapitres — toutes interventions parfaltement ajustées — une thèse
s'affirme : celle de l'Afrique du Sud n'est

ni teliement autre, ni tellement archaique qu'on veut bien le dire quand on s'en tient qu'on veut bien le dire quand on s'en tient à son racisme exacerbé tatillon et caricatural. « Est-ce que le développement séparé et la liquidation des chômeurs que pratiquent déjà les grandes pulssances à l'échelle des continents ne trouvent pas leur développement institutionnel le plus achevé et le plus prometteur dans le pays de John Vorster? « (Page 16.) L'Afrique du Sud ne serait pas notre passé, mais notre avenir?

L'ABSENCE d'une chronologie des principaux événements qui ont sait l'actualité
(et se trouvent lci évoqués), ainsi que de
queques thèmes à propos desquels il cût
été bon d'intervenir — qu'en est-il de l'opposition blanche dont ces textes témoignent,
par exemple? — ne peuvent retirer son
intérêt à ce livre. Il jette, en effet, par ces
lambeaux de discours sud-airicains, une
luent révélatrice sur les tendances à l'œuvre
dans cette société et, principalement, sur
l'accentuation des différences sociales à
l'intérieur de la masse des Noirs, entre population rurale et population urbaine et, à
l'intérieur de cette dernière, entre une
petite bourgeoisie émorgente mais coincée
dans sa définition raclale et la grande
majorité du prolétariat. La jonction de ces
deux dernières forces serait explosive et le
ponyoùr blanc s'emploie aujourd'hui à l'empêcher.

Sous un titre accrocheur, l'ouvrage porte l'interrogation pius loin qu'on ne l'avait fait jusqu'ici sur le rapport de l'Occident à l'Afrique du Sud, la solidarité des Blancs de là-bas et du « monde libre », et la solidarité que les masses occidentales devraient apporter, en réponse, aux Noirs de ce pays.

(1) Maspero, coll. * Textes à l'appui », Paris, 1979. 311 pages



DOMNATION, COMFLITS, DER ACINEMEN

> .. puis sa créat Lagmenter che - de jaçon dui est menace con · d'kommes d es pays indu rend une amp de de développ ... qui possede thius grand no de à fabriques analphabétism - naturelles : ut de la politic nde. Les dicia massifs. Les s

cingi-cing . Stacies ont

... des Natio

comme en A, . L'autorita endurcis par i dependre d

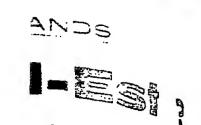
de g

- pariois me

de certains p fur crouseant emigrants d reun chassés ou la loides de la re et le d tates, des in Etat d' Tiveur, devi

camp, qu cicie. la s Trad de réfugi a sant tout des droits e - Frécéde restede in est strik in des go laine rolo laine sele c

Souven march = 1 côte Cast un





(Photomontage Magnum-Lole;

RÉFUGIÉS DU TIERS-MONDE

DOMINATION, CONFLITS, DÉRACINEMENT...

Plus de vingi-cinq millions de réfugiés ou personnes déplacées ont dû être secourus par le haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (H.C.R.) depuis sa création, en 1951, et leur nombre ne cesse d'augmenter chaque année. Le déracinement s'est imposé de façon durable comme un mode d'existence et une menace constante suspendue sur la tête de millions d'hommes à travers le monde. Marginal au sein des pays industrialisés, le problème des réfugiés prend une ampleur catastrophique dans les. pays en roie de développement, tout particulièrement en Afrique, qui possède le douteux privilège d'en compter le plus grand nombre.

L'aptitude à fabriquer des réfugiés ne procède pas plus que l'analphabétisme ou la faim d'hypothétiques conditions « naturelles » : ses causes relèvent le plus souvent de la politique de domination que subit le tiers-monde. Les dictatures installées avec la bénédiction de l'Occident et sous sa protection suscitent des exils massifs. Les soulèvements, les guerres de libération - parfois menées contre des survivances coloniales, comme en Afrique australe — en entraînent d'autres. L'autoritarisme de dirigeants révolutionnaires, endurcis par une guerre prolongée et condamnés à dépendre de Moscou ou de Pékin pro-

voque de nouveaux départs. Qu'ils soient déclenchés par l'appétit des matières premières ou le souci d'en contrôler l'acheminement, les conflits locaux y ajoutent leurs vagues de réfugiés. Et comment ignorer, bien qu'ils n'entrent pas dans le cadre strict de la définition juridique, la masse de ces e paysans dépossédés de la terre» que la nouvelle division internationale du travail pousse à l'exode vers les bidonvilles des capitales?

Toutes les précautions prises pour conserver, à la conférence sur les réfugiés d'Indochine, réunie à Genève les 20 et 21 juillet, son caractère « purement humanitaire », n'ont réussi qu'à éluder l'analyse des causes, sans qu'un instant la politique soit absente des débats. Elles ont même, paradoxalement, abouti à faire jouer, à l'institution humanitaire que se veut le H.C.R., un rôle assex ambigu dans la limitation des départs clandestins du Vietnam. Cette mesure, proposée par la France comme complément de la reconnaissance du droit à l'émigration, puis reprise par les Etats-Unis sous la forme d'un « moratoire des expulsions », a finalement été entérinée par le Vietnam, qui a accepté de mettre fin aux « départs illégaux ». Le talent de M. Waldheim à éteindre la polémique sur les responsabilités du drame actuel n'a-t-il pas, d'ailleurs, sans doute autant qu'au Vietnam, profité à la France et aux Etats-Unis qui, en trente ans de guerre ont largement contribué à en créer les conditions? Ainsi, le fantôme, évoqué par le ministre d'un pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, de la déstabilisation de l'équilibre ethnique et social du Sud-Est asiatique pourrat-il s'évanouir si Hanos fait la démonstration qu'il parvient parfaitement à contrôler les départs « clan-

destins»? L'envoi en mer de Chine de patrouilles aériennes et de navires américains pour y recueillir les réfugiés peut, en revanche, encourager les fuites; il marque aussi, à l'occasion d'une mission de sauvetage, un regain de la présence américaine dans ces

Le souci humanitaire n'a pourtant pas permis à la conférence de s'intéresser au sort des détenus cambodgiens; l'ONU ne pourrait s'en préoccuper qu'à la condition de cesser de reconnaître le gouvernement khmer rouge, ou à l'occasion d'un débat au Conseil de sécurité qui aboutirait à terme au même résultat. Les intérêts des puissances, maquillés le temps d'une conférence sous le fard des discours généreux, réapparaîtront alors de plus belle et risquent de préparer de nouveaux exodes.

Dans cette assemblée, d'où les Etats du tiersmonde non directement concernés avaient pratiquement été tenus à l'écart, il se trouva cependant le représentant de la Tanzanie pour s'étonner de l' ahurissante inconséquence dans l'attention et la réponse apportées par la communauté internationale au problème des réfugiés du Sud-Est asiatique par rapport au problème des réfugiés dans le reste du

Une partie des textes ci-dessous exposent les moyens juridiques dont dispose la communauté internationale pour assurer la protection des réfugiés. Des moyens qui paraissent aujourd'hui dérisoires devant l'ampleur du phénomène dans les pays du tiers-monde, glors qu'ils furent mis en place à une époque où il s'agissait essentiellement de réglementer le statut des réfugiés européens, dont l'exode ne prit jamais des dimensions aussi spectaculaires.

Devant le désespoir. un monstre froid et de glaciales discriminations

E temps des grandes migrations recommence. Il conduit aux frontières de certains pays un nombre sans cesse croissant de can-didats réfugiés, émigrants démunis. errants de la peur, chassés par la violence étatique ou la terreur mitorenne, nomades de la faim, fuyant la pénurie et le désarroi, rescapés des pirates, des rancon-neurs et des charognards de la

Volci l'un de ces malheureux face au représentant d'un Etat d'accueil devant l'examinateur, devant le jugement dernier qui prononcera pour lui le retour en enfer, l'accès au purgatoire du camp, qui sait, peut-être, au paradis de l'asile? L'examen est difficile, la sélection draconienne, l'échec quotidien.

L'octroi du statut de réfugié à une personne dépend avant tout de la détermination de sa qualité de réfusié. Or cette opération préalable, véritable acte-condition pour la mise en œuvre des droits et de la protection, est sans doute, à l'heure actuelle, la plus délicate, du point de

vue juridique.

Le droit au statut précède le droit du statut. Le premier est strictement défint, à la discrétion des gouvernements, et la souveraine volonté des Etats bien parcimonieuse dans sa distribution. L'argence, la péril, la mort prochaine sont rarement des critères retenus.

Face au désespoir, l'Etat demeure un monstre froid et sa discrimina-tion glaciale. Les gouvernements choisissent leurs réugiés, comme on choisit du bétail, au marché de la détresse, usant côte à côte de cri-tères et quotas. Chacun pour soi et Dieu pour les autres. On les com-prend. Un réfugié. c'est un emploi de moins, un chômeur de plus, une bouche de plus, un étranger de plus, un dissident de plus, un dérangeur de plus. De toute façon, les candidats sont si nombreux. Tel gouvernement a fait plus que les

autres. C'est vrai. Alors, chacun son tour : « On a déjà donné... »

Eminemment rétractile, la défi-nition du réfugié selon le droit international en fait une catégorie juridique évanescente à mesure que son postulant se rapproche d'une frontière.

Ainsi, pour la convention du 28 juillet 1951, est réfugiée toute personne « qui, par suite d'événements survenus avant le 1° janvier 1951 et craignant avec raison d'être persécuté du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut, ou, du fait de cette crainte, ne veut, se réclamer de la protection de ce pays. pays... >

Limitée dans le temps, la portée de cette définition peut aussi l'être dans l'espace. Les Etats parties à la convention ont la faculté, par une déclaration unilatérale au moment de la signature, d'exclure de son champ d'application les événements survenus « hors d'Europe » et de limiter leur engagement aux seuls réfugiés européens. L'Australie, la France, l'Italie ont fait une telle déclaration. Le protocole du 16 décembre 1966 a supprime les deux limitations précédentes, mais seulement soirante-neuf. Etats l'ont ratifié, sur les cent cinquante memratifié, sur les cent cinquants mem-bres de l'ONU. Ces deux textes internationatux ne sont signés par aucun pays socialiste, sauf la Yougoslavie, par aucun-pays arabe, sauf le Maroc et la Tunisie, par aucun des pays du Sud-Est asiatique concernés par le problème des réfugies indochinois.

Les Etats qui sont liés par ces textes ne reconnaissent pas tous la même force probante à ces définitions conventionnelles. Le véritable chstacle se situe au niveau du pays

Lorsqu'il a pa franchir les barrières iuridianes dont s'enteure l'Etat senverain, le réfugié ne vait pas sen sert réglé peur antant. Comme Cantres pays, la France par exemple, qui a admis le plus grand pantre en Europe, sommet désormais son hespitalité à une « obligation de réserve » faisant peser sur ses hôtes one perpétuelle menace d'expulsion.

Par MARIO BETTATI *

Les iois internes, lorsqu'elles exis-tent, ont à leur tour donné leur propre définition du réfugié, tantôt plus restrictives, tantôt — et c'est plus rare — plus libérales (les lois de l'Allemagne de l'Ouest établissent un régime de faveur à l'égard des réfugiés de l'Allemagne de l'Est). Mais la plupart des Etais réservent la qualification de réfugié à la déter-mination effectuée par les autorités mination effectuse par les autorités nationales. La souveraineté l'em-porte, le droit absolu à l'asile n'existe toujours pas.

Ainsi la loi française du 25 juillet 1952 a-t-elle créé un Office française de protection des réfugiés et apatrides (O.F.P.R.A.). Cet établissement public, doté de la personnalité juridique et de l'autonomie financière et administrative est notamment chargé de reconnaître la qualité de réfugié à toute personne qui relève du mandat du H.C.R. (hant commissariat des Nations unies pour les réfugiés). Il n'est pas seul compétent pour ce faire, les tribunant de l'ordre judiciaire le sont également (cour d'appel de Paris, 3° chambre, 9 janvier 1968).

• Professeur de droit international à l'université de Reims.

L'Office peut évidemment retirer le titre de réfugié. La personne qui en est privée dispose alors d'une faculté de recours devant une com-mission de trois membres (un repré-sentant du H.C.R., un représentant de l'Office et un membre du Conseil d'Etat.

Une protection juridique encore insuffisante

les critères de sélection sur lesquels se londent les autorités nationales sont assez divers, à la fois quantitatifs (contingents ou quotas), sanitaires, linguistiques, culturels, professionnels, familiaux et surtout politiques. Sont pris en considération, tout particulièrement, les services rendus à l'Etat d'accueil. Dans un arrêt du 10 juin 1972, la cour d'appel de Paris admet que possède la qualité de rérugié la personne qui avait du, en raison de son activité politique, quitter clandestinement la Syrie et avait été, après son entrée en France, condamnée par les autorités de son pays pour « services » étaient qualifiés par la cour de Damas d' « espionnage »...

Tous les réfugiés ne sont évidem-Tons les rérugiès ne sont évidemment pas pour autant d'anciens espions. Ainsi, quant aux cinquante et un mille huit cents réfugiés d'Indochine (au 31 ma; 1979) accueillis en France depuis 1975, ils ont été sélectionnés pour moitlé d'entre eux dans les camps de Thallande et de Malaisie, les autres ont obtenu des visas de sortie du Victnam. Cette sélection a retenu les critères suivants : services rendus dans le passé au gouvernement les critères suivants : services rendus dans le passé au gouvernement
français connaissance du français,
qualification et durée du séjour dans
le camp. Il a été également tenu
compte de la présence en France
d'un membre de la famille pour
30 % d'entre eux. Ce dernier critère
a été utilisé parfois de façon assez
adroite par les réfugies qui faisaient
parvenir en France un enfant
déclaré « orphelin », celui-ci retrouvant ultérieurement ses parents légitimes qui demandalent à venir le rejoindre. Qui aserait les condamner?

Le visa d'entrée ainsi accordé, le pays d'asile soumet le réfugié au statut qui engendre droits et obliga-

Les conventions internationales tendent à faire accorder aux réfugiés un régime juridique aussi proche que possible que celui des nationaux, notamment en ce qui concerne le droit au travail, le droit de propriété, y compris la propriété intellectuelle, le droit d'association, d'ester en justice (la jurisprudence française admet en particulier que le réfugié est assimilé aux nationaux français quant à l'accès aux tribunaux, Tribunai de grande instance de Paris, 17 avril 1970), le droit de bénéficier de l'éducation publique, de la sécurité sociale, de l'assistance publique, etc.

(Lire la sutte page &.)

- Lire pages 8 à 10 :—

PAGES 8 et 9 : Suite de l'article de M. Bettati. - Du droit d'asile aux conventions internationales (Ch. Zorgbibel. - Plus de onze millions de réfugiés (C. Bontems). — L'Afrique, exemple des obstacles à surmonter (E. Jouve).

PAGE 10 : Suite de l'article d'E. Jouve. - La conférence d'Arusha et les droits de l'homme (C. Batsch).

(Suite de la page 7.)

La mise en œuvre de tels droits pour des hommes, des femmes et des enfants particulièrement démunis exige la mobilisation de moyens publics et privés parfois importants. On comprend que les pays pauvres y soient mal préparés et que l'effort qui leur est souvent demandé, par exemple dans l'Asie du Sud-Est, soit trop lourd et provoque des réactions comme celles qui ont ému l'opinion en 1979.

Les pays riches ne répondent pas

Les pays riches ne répondent pas toujours avec la même générosité à de telles exigences. En France, un Comité national d'entraide aux réfugiés indochinois, créé par le président de la République, coordonne le processus de réinstallation, en collaboration avec le HCR, et le gouvernement français. Le HCR, assure le voyage des réfugiés à destination de la France où ils sont pris en charge par des agents de la Croix-Rouge puis conduits dans

un des soixante centres d'accueil de « France, terre d'asile a. Si l'on compare l'effort fourni par les principaux pays d'Europe pour l'ensemble des réfugiés du monde, il faut convenir que la France est, à peu près au même titre que la Grande-Bretagne, le pays qui a accordé le plus grand nombre de visas et accorde l'asile au plus grand nombre de réfugiés (cent cinquante mille pour la France, cent quarante-cinq mille pour le Royaume-Uni), viennent ensuite la R.F.A. (quatre-vingt-quatre mille), la Belgique (dix-sept mille), l'Italie (douze mille), les Pays-Bas (neuf mille) et le Danemark (mille huit

Assimilé juridiquement, le réfugié n'en demeure pas moins un déraciné, désireux de voir rétablir dans son pays les conditions de vie qui existaient autrefois. Le militant politique ne perd pas ses convictions, le croyant sa foi, le persécuté racial son ethnie. Il est donc légitime qu'il

cherche à mener, du lieu d'asile, une action idéologique, religieuse, humanitaire contre le gouvernement qu'il a subi. Cette action risque de se heurter à l'obligation de réserve que lui font certains pays d'accueil et de faire prendre contre lui des mesures d'assignation à résidence ou de refoulement.

de refoulement.

Une circulaire ministérielle française du 12 juillet 1974, en principe
secrète mais largement diffusée par
les organisations de réfugiés et les
revues juridiques (1), institue un
« devoir de réserve » que le réfugié
doit observer dans le domaine politique. Il est exigé de lui : « 1° De ne
pas s'ingérer dans les affaires intérieures du pays où îl réside; 2° de
ne pas transporter sur le territoire
national, de manière violente, les
querelles politiques de sa patrie;
3° de ne pas porter atteinte à la
sûreté intérieure ou extérieure et de
ne pas comprometire les relations
diplomatiques de l'Etat de rési-

dence. » Cette circulaire indique également que la reconnaissance par l'O.F.P.R.A. n'entraîne pas automatiquement le droit au séjour définitif en France.

En effet, des mesures d'expulsions peuvent être prises. Le ministre de l'intérieur en avait menacé les réfugiés basques en 1976-1977. Un élément essentiel de l'asile : le principe du non-refoulement se trouve-t-il ainsi mis en péril ? La réponse doit être nuancée.

Le principe de non-refoulement figure dans les principaux textes internationaux (convention de 1951, convention de l'Organisation de l'unité africaine; déclaration des Nations unies sur l'asile territorial de 1967). Pour autant, si cette règle n'est pas contestée dès lors qu'il s'agirait de refouler le réfugié vers le pays où il craint d'être persécuté — encore que la Thailande ait renvoyé plus de deux mille réfugiés cambodgiens au Kamputchéa démo-

cratique où ils ont été, semble-t-il massacrés, — elle n'interdit pas de placer le réfugié « en orbite », selon l'expression du H.C.R. Le réfugié « en orbite » étant celul qui rencontre des difficultés pour obtenir l'asile dans un pays ou pour le conserver et reçoit l'ordre « d'aller ailleurs ». De telles difficultés sont, on le sait, quotidiennes pour ceux qui fulent, au péril de leur vie, le Victnam. Ils ne sont pas les seuls ; en Asie, en Afrique, en Amérique latine, et aussi en Europe, des hommes, des femmes et des enfants sont confrontés à des Etats qui semblent oublier l'article 14 de la Déclaration universelle des droits de l'homme qui dispose : « Devant la persécution, toute personne a le droit de chercher l'astle et de bénéficier de l'assile en d'autres pays. »

(1) Ch. Rousseau. Revue générale de droit international public, 1978, pages 532 et suivantes.

Migrations politiques, conflits religieux et crises économiques

Du droit d'asile aux conventions internationales

refuge, l'esclave les autels des dieux; quand vient l'orage, la cité cherche asile auprès d'une autre cité. Rien n'est stable, en effet, dans la fortune humaine... Le cri d'angoisse et d'espérance par lequel le coryphée d'Euripide implore la pitié de Thésée semble fonder, à travers les siècles, le droit d'asile. Ce droit, Egidio Reale le falsait remonter, dans un cours à l'Académie de La Haye, au premier crime et à la première expiation : Caïn, banni de la terre qu'il

avait soulitée du sang de son frère,

s'éloignant de la face de l'Eternel.

trouve refuge dans la terre de Nod, à

A bête fauve a l'antre pour

Asile : le mot est dérivé de l'adjectif grec qui désigne ce qui na peut être pillé, ce qui est inviolable. L'asile était un temple inviolable et, comme tel, un lleu de refuge. Ainsi l'asile est-il d'abord, dans les anciennes civilisations. une manifestation de plété, de superstition, de crainte : l'homme qui se réfugie dans le temple fait appel aux dieux, il est affranchi du pouvoir humain, il ne relève plus de la justice humaine. Mais l'asile apparaît, aussi, comme un droit tutélaire des sociétés naissantes : les faibles, les vaincus, les bannis, obligés de fuir leur clan, leur tribu, leur ville pour sauver leur vie, s'aillent autour d'un autel consacré à un dieu nouveau et y forment le noyau d'une nouvelle cité, Selon Plutarque, Rémus et Romulus quittèrent Albe pour - aller bâtir une ville nouvelle aux lieux où ils avaien premièrement été nourris, et édifièrent un temple de refuge pour tous les affli-gés et fuglifs qu'ils appelèrent le

temple du dieu Asyléus ...

Dans l'ancienne Judée, l'esclave de l'étranger qui se réfuglait dans le temple de Jérusalem ou dans ses limites était affranchi de tout lien envers son maître. Plus généralement, tout étranger trou-vait asile et protection en Judée : égal aux Hébreux devant la loi civile comme devart la loi pénale, il étalt rangé, par le Deutéronome, dans les classes souffrantes avec la veuve et l'orphelin. Dans la Grèce antique, l'asile est la seule protection contre la loi de la fatalité - à laquelle non seulement les hommes mais les dieux mêmes et les forces de la nature étalent soumis Fugitifs, les dieux avaient cherché refuge parmi les hommes. Ceux-ci. à leur tour, réclamaient aux dieux hospitalité et trouvaient protection auprès de leurs autels. Bientôt, une certaine distanciation e'opère : la protection des dieux est remplacée par celle du peuple qui adore ces dieux ; ce n'est plus l'autel, c'est la ville qui donne l'asile; le peuple — ou le prince — devient le médiateur des dieux. Si alle devalt ses origines lointaines au droit d'aslle, Rome avait cependant une conception de la loi et du citoyen qui se conciliait difficilement avec l'exercice de ce droit - lequel tend à devenir un sujet de rallierie : Piaute le fait bafouer par les personnages de ses comédies. Avec le christianisme, l'asile devient une institution universelle, acceptée par tous les peuples, respectée par les barbares lors des troubles qui accompagnèrent la décadence de l'empire romain, insérée dans le droit public. Mais l'asile territorial laīcisé n'apparaît qu'après la chute de l'empire romain : tant que la souveraineté de Rome s'étendait à la plus grande partie du monde connu, sa

Par CHARLES ZORGBIBE *

De l'Antiquité aux guerres de religion, de la Révolution française aux régimes fascistes et mazis, en Occident le droit d'asile a conso des fortunes diverses. C'est là, cependant, qu'est née la réglementation internationale qui s'applique anjourd'hui au monde entier. Créé en 1951 pour faire face aux séquelles de la seconde guerre mondiale, le H.C.R. doit assurer, anjourd'hui, une mission d'une toute autre nature.

volonté se faisait partout respecter, il n'y avait pas d'asile contre elle; lorsque les peuples de l'Empire s'érigent en Etats Indépendants et souvent ennemis, chaque souverain donne asile à l'étranger, poursuivi ou banni, qui se réfugie sur son territoire.

De falt, les systèmes internationaux composantes sont fondées sur des principes, des valeurs, des idéologies divergentes, voire contradictoires - apparaissent particulièrement favorables à la naissance et au développement des grandes migrations de réfuglés. Divisions politico-religieuses : Louis XIV, lorsqu'il signe, le 18 octobre 1685, l'édit qui révoque celui de Nantes, peut bien déployer tous les moyens pour empêcher l'émigration des protestants - refus du passeport nécessaire, surveillance des frontières, fausses nouvelles sur les conditions faltes aux réfugiés à l'étranger, mesures de terreur Doyen à la faculté de droit de Paris-Sud.

allant Jusqu'à la peine de mort contre les fugitifs... Partout, en Angleterre, dans les Provinces-unies, dans les principautés allemandes, en Russie, au Danemark, en Suisse, les protestants français sont accueillis avec empressement et se voient accorder nombre de facilités pour leur ré-établissement : on sait la part qu'ils prendront au développement historique de Berlin.

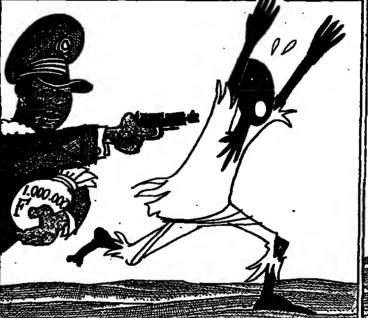
Rupture au sein de la famille des monarchies européennes, provoquée par la Révolution française : les révolutionnaires considèrent l'aide aux opprimés de tous les pays comme un devoir: la Constitution de 1793 prociame que le peuple français - donne asile aux étrangers bannis de leur patrie pour la cause de la liberté - ; il est vrai que la Révolution contribue. de manière surtout négative, à la pratique de l'asile politique par les hécatombes sangiantes qu'elle engendre, qui multiplient le nombre des proscrits et contraignent les Etats voisins à accueillir les « émigrés ». Par contre, la Sainte-Alllance, symbole d'un sys-tème international homogène, dans lequel les gouvernants font front commun contre leure - dissidents -, multiplie les mesures sévères contre les réfugiés politiques. Au Congrès de Troppau, en 1820, les pulssances font des démarches auprès des autorités de la Contédération sulsse dans le but de limiter l'action des réfuglés allemands qui s'étalent établis dans les Grisons. En 1821, une note collective de l'Autriche, de la Russie et de la Prusse demande aux mêmes autorités l'expuision de tous les individus impliqués dans les troubles révolutionnaires du Piémont. Par une circulaire du 14 décembre 1822, les puissances de la

Sainte-Alliance, réunles à Vérone, Invitent tous les gouvernements - à réduire à une complète impuissance les fauteurs de révolte et de bouleversements, qui existent encore en plus d'un pays . ; par un protocole du 24 décembre, adopté malgré l'opposition de la Grande-Bretagne, elles assurent - à tout Etat européen qui se trouve dans le même cas les bons offices des cours alliées pour faire expulser de Sulsse, ou d'un autre pays voisin, les réfuglés condamnés pour délit politique . En 1823, la France mobilise des troupes sur sa frontière. Metternich laissa entendre que la Suisse pourrait pergre son droit à la neutralité : sous la menace, la Diète Invite à l'unanimité les cantons à « ne permettre l'entrée des étrangers en Suisse que lorsqu'ils se trouvent munis de pièces émanées des autorités de leur domicile -. Mais, après la fin de la Sainte-Alliance, les progrès du libéralisme assurent le triomphe du principe de l'asile politique. Le dernier combat est mené par la Russie et l'Autriche qui, en août 1849, réclament à la Turquie l'extradition de cinq mille de leurs eujets compromis dans l'insurrection hongroise et réfugiés en Valachie. La Turquin refuse, appuyée par la Grande-Bretagne - Palmerston proclamant que l'asile politique fait désormals partie du

Au lendemain du premier conflit mondial, le problème des réfuglés se pose avec une ampleur nouvelle qui va imposer une réglementation internationale du droit d'aşile. La révolution d'Octobre a mis hors-la-loi des centaines de millers de Russes, dont la situation jurídique est aussi précaira que les conditions de vie : déchus de leur









Plus de onze millions

de réfugiés

D'OU VIENNENT-ILS ? OU VONT-ILS ?

Par CLAUDE BONTEMS *

Tetude des flux de réfugiés peut obéir à une double démarche: tenter dans un premier temps de cerner les chiffres dans leur globolité et, dans un second temps, de donner une analyse sectorialle des flux. Les données chiffrées disposibles concernent essentiellement les pays oyant ratifié la convention de Genève et occueillant plus de 500 réfugiés. Sur la base da ces éléments, il existe, de par le monde, 4 563 600 réfugiés sous moudat du hout commissoriet des Nations unies pour les réfugiés répartis entre cinquente-sept pays d'acqueil (ne figurent pas dans cette statistique, entre autres, l'U.R.S.S., la Chine, l'Inde, qui n'ont pas ratifié la

la Chine, l'Inde, qui n'ont pes ratifié la • Professeur à la faculté de droit de Paris-Sud. convention de Genève). A ce premier chiffre, il convient d'ajouter 1 750 000 Palestiniens qui relèvent de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine (U.N.R.W.A.), créé en 1948, et toute une autre série de parsonnes, les « déplacés » ; il en existe 200 000 à Chypre, 500 000 en Ethiopie, 700 000 au Liban, 450 000 en République lao, sans parler du Vietnam, etc. On aboutit ainsi à un chiffre global de 11 600 000 personnes déplacées ou réfugiées (1).

Toujours au niveau de la présentation globale, il faut constater que plus de la moitié des réfugiés est constituée par des enfants de moins de seize aux. Il suffit de citer l'example du Soudan qui, en février 1979, accueillait 8 600 r é f u g i é s nouveaux en provenance d'Ethlopie, sur lesquels on ne dénombroit que 700 hommes adultas.

700 hommes adultes.

Cette disproportion peut s'expliquer par le fait que les réfugiés proviennent, à l'heure actuelle, de pays à forte natalité, sinon à forte démographie. En outre, la genèse des flux se situe le plus souvent dans un contexte de conflit armé (guerre ou guérilla), et l'élèment masculin adulte est alors intégré dans le conflit ou en est victime. Ainsi, l'Algérie occueille plusieurs dizaînes de milliers de Sahraouis, mais dans les camps d'accueil on trauvere essentiellement des enfonts, des femmes, des vieillerds : les hommes sont dans l'armée. Ainsi également, sur les 700 hommes adultes accueillis par le Saudan, la plupart avaient été blessés ou cours des affrontements. Enfin, en cas de conflit latent ou

larvé, un des premiers saucis des familles est de mettre les enfants à l'abri, réflexe conservatoire qui a pu, entre autres, être constaté au Loos où les parents expédiaient à titre préventif leurs enfants au-delà des frontières en les mélant à des groupes de rétugiés, alors qu'eux-mêmes demeuraient au pays. Cette attitude devait se révélet source de difficultés juridiques quant à l'octroi de la qualité de réfusiés.

Passont de l'étude globale à l'analyse sectorielle, un premier fuit frappe immédiatement : l'inégalité des flux de réfugiés, surtout sensible dans la ventilation des réfugiés à travers les continents et sous-continents d'accueil. Pour 4563600 réfugiés sans mandat du H.C.R., l'accueil s'effectue selon la réportition suivante :

suivante:

L'Afrique occueille près de la moitié des réfugiés (2 145 000), et trois pays africains supportent l'essentiel de la charge: la Zaïre 530 000; la Samalie 500 000; le Soudan 250 000. Vient ensuite l'Amérique du Nord avec 776 000 réfugiés dont la plupart se retrouvent aux Etats-Unis (734 000 contre 42 000 au Canada). L'Europe arrive en troisième position avec 557 900 réfugiés (Grande-Bretagne 150 000, dont 36 000 à Hongkong

(1) L'analfae est fondée essentiellement sur les documents périodiquement publiés par le E.C.R. en réactualisant certains chiffres au mois de juin 1979. Le fait que certains réfugiés ne soient pas officiellement considérés comme tels par les pays d'accueil ou par les organismes internationaux explique les différences, parfois considérables, que l'on peut trouver d'un document à l'autre.

semble-t-il; France 145 000; R.F.A. 120 000; Suisse 30 000; Suide et Autriche 20 000). On peut ensuite citer, par ordre décroissant, l'Asia du Sud-Est: 455 000; l'Australie et la Nouvelle-Zélanda: 314 000; le Bangladesh: 150 000; l'Amérique du Sud: 95 100; l'Amérique centrale: 24 500; le Proche-Orient: 16 100.

Des efforts très inégaux

CETTE énumération des pays d'accueil fuit d'abord ressortir le déséquilibre dans l'effort des différents pays : le tiers-monde vient largement en tête et le monde industrialisé s'illustre par l'inégalité dans l'accueil accordé par les divers Etats qui le composent. En second lieu, il faut constater qu'il est difficile d'évaluer avec exactitude le flux des réfugiés en fonction des pays d'origine, car les documents utilisés fournissent les chiffres globaux de réfugiés accueillis, sans préciser leur répartition en fonction des pays d'origine. Il est cependant possible d'avancar la hiérarchie suivante : le plus grand nombre de réfugiés provienneut d'Afrique; vient ensuite l'Asie du Sud-Est; enfin, loin derrière, l'Amérique latine et l'Europe.

L'analyse sectorielle met d'autre part en évidence ce que l'on pourrait appeler le « continentalisme » de certains flux de réfugiés : le passage du pays d'origine vers le pays d'accueil s'inscrit à l'intérieur d'un même continent, voire d'un sous-continent. L' « exportation » intercontinentale dez réfugiés

فكذا من الأصل

Inst surpe mauvais

RÉFUG

. .

. ----

. .

10 0147 10 1511 10 1517

The wall continued to the continued of t

. ಶಸ್ತ್ರೀಕ್ಷಣೆ ನಡೆ ಪರ್ಷಕ್ಕಾರಿಸಿಗಳಿಗೆ

The state of the s

demeure un chancement limité p mis quarts d'entre eux demeur coatinent ou sous-continent d'o C'est sous-continent de la Sud-Est at uniquement in flux de refugies des pays voir constatation paut être faite, l' nie s'organies toujours vers le lus proches et qui entraîne p lus proches et qui entraîne p la Malaista de est un exemple, actualité, mans bien souvent, a mitude de refusance c'est le cu le sis substitut ou ne se supe faite internat mentale qu'en be la permere.

conte interior mentale qu'en lance de la premiere.

De facon pous generale, chifres feit executir que la pre demment lie : la destabilisation accorde en politique. Dens la relation entre l'efflux des la relation entre l'afflux des la relation entre l'afflux des la colonialisme : cet demanda de colonialisme s'insiderations. Le legs de frantières inadéquat sieurs Erats, et qui seront phiques : la legs de structures de legs de legs de structures de legs de legs de structures de legs de structures de legs de legs de structures de legs de structures de legs d

iternationales

A 7 13 14.

RÉFUGIÉS DU TIERS-MONDE

nationalité, dépourvus de pièces d'identité officielles, ils n'ent aucun moyen de se déplacer et restent « bloqués » dans les pays limitrophes de la Russie. Dans le même temps, la création de la Société des Nations (S.D.N.) facilite la mise en place d'institutions spéciale-ment chargées d'assurer la protection internationale des réfugiés. Fridtjof Nansen, haut commissaire de la S.D.N. pour les réfuglés, entreprend, en 1921, une action internationale en faveur des rélugiés russes : l'arrangement du 5 juillet 1922 prévoit qu'il leur sera délivré un certificat d'identité, connu plus tard sous le nom de - passeport Nansen - D'autres arrangements, conclus en 1924 et en 1928, étendent le bénéfice de cette mesure aux rétu-giés arméniens, assyriens, assyrochaldéens et turcs.

Cependant, un projet, rédigé en 1928 à l'intention du Conseil de la S.D.N., par Athanase Politis, et qui généralisait le système des passeports spé-

claux au profit de toute personne qui, tout en ayant une nationalité, ne pou-vait pas obtenir un passeport national, se heurte à l'opposition intransigeante de divera gouvernementa : les instru-ments juridiques conclus jusqu'en 1939 ne concernent donc que des groupes particuliers de réfugiés; on n'y trouve pas de définition générale de ce terme. Deux données communes peuvent cependant être dégagées de ces textes : la preuve doit être apportée que les intéressés no bénéficient ni en droit ni en tait de la protection du pays dont ils avaient antérieurement la nationalité; aucune allusion n'est faite aux raisons pour lasquellas les personnes en question cont devanues des rélugiés. L'arrangement du 4 julliet 1936 et la convention du 10 février 1938 concernent les « réfugiés provenant d'Allemagne = : une lendance se fait désor-mais lour de substituer une définition idéologique - du rétugié à la délinition « pragmatique » antérieure. La convention de 1938 ajoute aux clauses d'inclusion se rapportant à la natio-nalité ou à l'origine géographique et au défaut de protection, une clause d'exclusion : - Ne sont pes comprises dans cette définition les personnes qui quitteroni l'Allemagne pour des raisons de convenence purement personnelle. - Signa de l'affaiblissement de la S.D.N. : un - Comité intergouvernemental pour les rélugiés - est créé, en 1938, en dehors du cadre formel de l'organisation genevoise : la résolution qu'il adopte à Evian, le 14 juilles 1938, pour définir ses attributions, est rédigée dans le même esprit que la convention de 1938, Rentrent dans la compétence du Comité intergouvernemental : - 1° Les personnes qui n'ont pas encore quitté leur pays d'origine (l'Allemagne, y compris l'Autriche), mais qui sont contraintes d'émigrer du fait de leurs opinions politiques, de leura croyances religiouses ou de leur origine reciale : 2º les personnes telles qu'elles sont définies ci-dessus, qui ont déjà quitté

leur pays d'origine, mais qui ne sont pas encore établies ailleurs d'une manière permanente. -D'une guerre mondrale à l'autre, une continuité de l'action internationale a été assurée par le haut commissariat de la S.D.N. et le Comité intergouvernemental — dont le mandat est élargi en avril 1943 à la suite de la conférence anglo-américaine des Bermudes : sa compétence s'étend désormals à - toures les personnes, où qu'elles se trouvent. qui, à la suite des événements d'Europe, ont dû quitter, ou pourraient être obligées de quitter, le pays de leur résidence, parce que laurs vies ou leurs libertés se trouvent menacées en raison de leur race, de leur religion ou de leurs opinions politiques ». En 1946, la jeune Organisation des Nations unies crée, en fonction des exigences de l'époque, una Institution spécialisée, l'Organisation Internationale des réfuglés, dont la Constitution vise particulièrement les victimes des régimes nazi el fasciste,

de régimes avant pris part aux côtés de ceux-ci à la deuxième guerre mon-diale, ou encore de régimes quislings ou anslogues », les - républicains espagnois et autres victimes du régime phalangiste d'Espegne . les personnes considérées comme - rélugiés - avant le commencement du conflit mondial. Institution ad hoc, chargée de régler la situation particulière de l'après-guerre, l'O.I.R. cède la place, en 1951, au haut commissariat des Nations unies auquel est confié un mandat universel et de très amples attributions — un mandat théoriquement temporaire, mais qui devra, hélas i être régulièrement prorogé par la suite. Le succès de l'institution témoigne de l'ampleur dramatique de grandes migrations politiques tou-jours renouvelées, des déchirements suscités dans nombre de eoclétés nationales par des tensions et contradictions idéologiques, religieuses, économiques de notre temps.

CHARLES ZORGBIBE.

Insécurité permanente, surpeuplement des camps,

mauvaises conditions sanitaires

'AFRIQUE connaît le triste pri-vilège d'être le continent qui compte le plus grand nombre de réfuglés. Un habitant sur deux de relugies. Un habitant sur deux cents — sur cent peut-être — a aujourd'hui cette qualité. Ils sont, au total, plus de quatre millions. Leur nombre a doublé en trois ans. Mais de quelles personnes s'agi-tl? La convention adoptée en 1969 sous l'égide de l'O.U.A. (Organisation de l'unité africaine) apporte une réponse à cette question.

l'egide de l'O.O.A. (Organisation de l'unité africaine) apporte une réponse à cette question.

Le texte reprend d'abord, en son article premier (alinéa 1), la définition figurant dans la convention de Genève relative au statut des réfugiés (28 juillet 1951). Le terme « réfugié » s'applique, en premier lieu, à « toute personne qui, craignant avec raison d'être persecutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social et de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays; ou qui, si elle n'a pas de nationalité et se trouve hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle à la suite de tels événements, ne peut, suite de tels événements, ne peut, ou, en raison de ladite crainte, ne

ou, en raison de latite d'adite, le veut y retourner a. La convention africaine ne se borne pas à reproduire servilement un texte existant. Elle élargit son contenu. Selon l'alinéa 2 de l'article contenu. Selon l'alinea 2 de l'article premier, le terme « réfugié » s'applique également à « toute personne qui, du fait d'une agression. d'une occupation extérieure, d'une domination étrangère ou d'événements troublant gravement l'ordre public dans une partie ou dans la totalité de son pays d'origine ou du pays dont elle a la nationalité, est obligée de quitter sa résidence habituelle pour chercher rejuge dans un autre endroit à l'extérieur de son pays d'origine ou du pays dont elle a la nationalité ». Cependant, cette définition a été assortie de limites précises. Le préambule rappelle qu'une distinction doit être établie « entre un réjugié qui cherche à se faire une vie normale et paisible et une personne out fuit son pays à seule personne out fuit son pays à seule personne qui fuit son pays à seule fin d'y fomenter la subversion à partir de l'extérieur ».

Peut-on dresser une carte — fût-elle sommaire — des réfuglés

Tableau I. - LES PRINCIPAUX PAYS D'ACCUEIL De nombreux chassés-croisés

Pays d'accueil	de réfuglés en 1978	Pays d'origine
Zaīre	530 000	Angola, Bu- rendi, Rwan-
Soudan	260 000	Ethiopie.
Angola	250 099	Zaire, Nami- ble.
Tanzanie .	167 600	Burundi, Rwanda, Ou- ganda,
Mozamb	70 ROD	Zimbahwe.
Zambie	64 860	Zimbabwe, Angola, Nami- ble.
Gabon	69 400	Guinée-Equa- toriale.
Botswana .	20 000	Zimbabwe.
Djibouti .	13 000	Ethlopie.
Ethiople .	11 800	Soudan.
Kenya	6 560	Ouganda.

Par EDMOND JOUVE *

Le drame des populations indochinoises a suscité la plus vive émation dans le mande non communiste, et une intense campagne de mubilisation pour les seconrir. Oublie-t-on un'en Afrique, des millions Chammes chassés de chez eux survivent dans des camps, su grâce à l'hospitalité silencieuse des plus panyres? Beaucoup, parmi eux, n'ent même pas le statut de

en Afrique? Les pays qui en « produisent » sont ceux qui ont été
— ou sont encore — le théâtre de
conflits violents : Ethiopie, Somalie, Tchad, Ouganda, etc. Ce sont aussi les pays qui subissent des dictatures (Guinée-Equatoriale de Macias (Guines-Equatoriale de Maclas Nguema) ou des régimes racistes (Zimbabwe) (1). Les pays d'accueil changent au gré des circonstances. La palme revient actuellement à la corne de l'Afrique. Ella est devenue « le plus vaste camp de réjugiés du monde » (2). Près d'un million et demi d'antre ent cont résertis. et demi d'entre eux sont répartis entre le Soudan, l'Ethiopie, Djibouti et la Somalie (3). En moins d'un an, leur nombre a quadruplé. Le Zaire et le Soudan sont également bien placés, comme l'indique le tableau I (4).

Tobleau II DES RESSOURCES FINANCIERES

L'Afrique, exemple des obstacles à surmonter

Pays bénéficiaires	Allocation (en dollars) (1977)
Tanzanie	Z 145 000
Soudan	1 246 000
Zaire	978 000
Zamble	334 000
Ethiopie	207 000
Burundi	168 009
Kenya	155 800
Afrique occidentale Betswana, Lesotho,	59 800
Zwaziland	59 000
Afrique centrale	53 008
Ougands	46 000
Rwanda	28 009
Sénégal	13 000

Des chassés croisés s'établissent entre les pays, et les phénomènes enregistrés s'apparentent parfois à ceux de vases communicants... Ainsi en est-ii du Zaire: l'Angola accueille certains de ses ressortissants — des opposants au régime — tandis qu'il est terre d'asile pour plus d'un demi-million d'individus venus d'Angola, du Burundi, du Rwanda...

Parfois aussi, des facteurs apparemment contradictoires jouent dans
le même sens. C'est le cas pour
l'Ouganda. Depuis la chute de la
dictature, le 11 avril 1979, l'afflux
des réfugiés en provenance de ce
pays n'a nullement diminué. Des
déplacements de personnes aussi
considérables — en Ouganda ou
ailleurs — appelaient des remèdes.
Ils ont, en effet, été recherchés.

Les thérapeutiques ont un déno-minateur commun : elles tentent d'organiser une protection plus sys-tématique des réfugiés sur le plan international (5). Deux institutions ont joué un rôle décisif : l'ONU et l'Organisation de l'unité africaine. L'ONU emprunte le relais de son haut commissariat pour les réfuglés. Les actions qu'il a menées en Afrique sont nombreuses. Il veille, de façon générale, à l'application de la convention de Genève et de son protocole du 31 janvier 1967. Mais, pour l'essentiel, il consent des aides aux pays accueillant des réfugiés. Pour 1977, le tableau II indique les allocations accordées aux pays d'Afrique (6).

(Lire la suite page 10.)

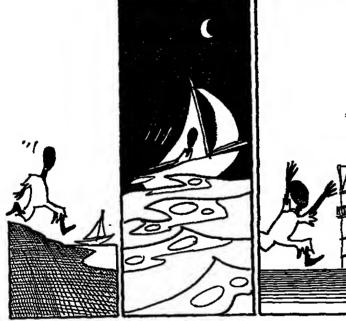
(1) Le nombre des Zimbabweens qui ont gagné les pays limitrophes de la Rhodesie (Mozambique et Zambie essentiellement) a doublé en l'espacs d'un an. A la fin de l'été dernier, il dépassait cent vingt mille (H.C.B., octobre-hovembre 1978, n° 5).

(2) Jeune Afrique, 12 juillet 1978. (3) En 1979, le camp d'Agabar abri-tait vingt-huit mille réfugiés venant de

(4) Le tableau a été établi à partir des indications fourniss par H.C.R., juillet-soût 1978.

(5) Cette action sera favoriate si des mesures d'ordre interne sont prises par les Riats. C'est le cas en France où, selon le préambule de la Constitution, a tout homme persécuté en raison de son action en faveur de la liberté a le droit d'asils sur les territoires de la République ».

(6) Supplément H.C.R. 1976-1977. Des opérations spéciales ont également été financées (Angols, Mozambique).









demeure un phénomène limité paisque plus des trois quarts d'entre eux demeurent dans leur continent ou sous-continent d'origine.

C'est ainsi que la totalité des 2 145 000 réfugiés africains sont accueillis par des Etats africains. De même, l'Asie du Sad-Est est uniquement îrrigaée par les flux de réfugiés des pays voisins. La même constatation peut être faite, bien que dans une moindre mesure, en Amérique latine, la fuite s'organise toujours vers les frontières les plus proches, ce qui entraîne parfois des phenomenes de rejet de la part des pays d'accueil la Malaisie en est un exemple, d'ane brutale actualité. Mais, bien souvent, on constate une attitude de tolérance : c'est le cas de l'Afrique. Il existe une solidarité continentale à lequelle ne se substitue ou ne se superpose une solidarité intercontinentale qu'en cas de détaillance de la première.

De foçon plus générale, l'analyse des chiffres fait ressortir que le problème est évi-demmat lié à la déstabilisation (ou à la constabilisation) politique. Dans une interview occordée en avril 1979, M. Edem Kodjo, secrétaine général de l'O.U.A., mettait en évidence la rolation entre l'afflux des réfugiés et les séquelles du colonialisme ; cette affirmation, loin d'être inexacte, demande à être nuoncée par quelques considérations. La responsabilité du colonialisme s'inscrit dans un double legs : le legs de frontières inadéquates, qui aboutit au morcellement d'ethnies écartelées entre plusieurs Etats, et qui seront tentées de se reconstituer sur de nouvelles bases géographiques; le legs de structures politico-administratives également inadaptées. Mais il faut aller plus loin et se demander si la société internationale souhaite dégager une stratégie globale, se doter des instruments juridiques nécessaires pour résoudre les problèmes posés par les flots de réfugiés. La lenteur qui préside à la négociation des couventions internatio-pales, en particulier celle sur le droit d'asile, le reaforcement des barrages pour canaliser les immigrants incitent à la réserve.

Les critères du choix

D'AUTRES éléments peuvent être relevés : unilatéralisme de certains flux (certains pays n'acceptent que certains interioriste, fai-blesse de l'accueil dans certains Etats. A partir de cet ensemble d'éléments, il est possible d'essayer de dresser une typologie, plus sociologique que juridique, des critères qui président à l'accueil des réfugiés. Ces critères sont au nombre de quatre : politique, racial, colturel et économique,

Le critère politique est, de tous, le plus universel. A priori, les réfugiés ressortissonts d'un Etat, dont le régime est considéré comme condamnable par le pays d'accaeil, bénéficient d'un préjugé favorable. Mais la mise en application de ce critère peut créer des situations paradoxales, de véritables « chassés-croisés » « chassés-croisés » sont surtout perceptibles dans le tiers-monde. Il fat un temps où Cambodge et Vietnam échangealant oiés. Les derniers bouleversements politiques

ont détourné ces flux vers la Malaisie. Mais c'est surtout en Afrique que le phénomène peut être constaté. Le Zoire occueille les réfu-giés de l'Angola, tandis que l'Angola occueille les réfugiés zaīrois ; il en va de même entre Barundi et le Rwanda, entre l'Ethiopie et le Soudan, etc. Des pratiques identiques se manifestent, mais sur une moindre échelle, en Amérique du Sud. Des lors, il serait possible d'effectuer une distinction entre pays d'accueil échangistes et pays d'accueil unilatéroux.

Le critère racial est beaucoup plus difficile à manipuler. Il est établi par la constatation que les flux de réfugiés ne passent pas par tous les continents, comme on l'a vu pour l'Afrique, où l'essentiel des couronts migratoires s'affectue entre États africains. Mais il faut également constater que certains souscontinents demourent hermétiquement formés aux réfugiés d'une autre origine. Néanmoins, la grande crise de l'Asia du Sad-Est semble avoir provoqué une prise de conscience à l'échelle mondiale. Les États-Unis, le Canada, 'Australie, la Nouvelle-Zélande ouvrent leurs frontières. Il est à somhaiter que cet exemple soit suivi par d'autres, en particulier par les

pays latino-américains. Il est inutile de s'appesantir sur le critère culturel utilisé à titre subsidiaire en France face, en particulier, aux demandes de ressor-tissants du tiers-monde. Il se traduir par l'exigence de la connoissance de la longue française, par la présence de parents ou de répondants en France.

Enfin, le critère économique est à première vue difficile à déceler. Il se concrètise dons la

politique de certains Etats Industrialisés qui tendent à choisir leurs réfugiés parmi les plus capables de s'intégrer dans l'économie du pays d'occueil. Il semble que, jusqu'à ces dernières années, ce crîtère ait été utilisé par les Etats qui protiquaient une politique d'Immigration. Dès lors, la tentation a été farte de considérer les réfugiés comme une catégorie de travail-leurs migrants et de les soumettre aux mêmes règles (cette attitude est lourde de conséquences, en particulier pour les handicapés hysiques qui seront systematiquement refoules). Cette pratique procède da fait que plusieurs Etats chargent lears services d'immigration de s'occuper indistinctement des réfugiés et des immigrants normoux et que, de surcroît, les quotas de réfugiés sont déterminés

à partir de celai des immigrants. Pour ce qui est de l'attitude des réfugiés, l'importance du « continentalisme » s'explique par leur volonté ou leur simple désir de se maintenir dans un environnement géographique et socio-culturel proche de celui d'origine. Si élimine le cas des quelques dizaines de réfugiés de luxe, tous les autres se répartissent en deux catégories : ceux qui conservent l'espoir de retourner dans leur pays, et ceux qui ant abandonné cet espoir. Cet espoir est entretena par des réalisations effectives : en vingt-sept années, le H.C.R. a présidé au retour millions de réfugiés. Récemment, des réfugiés au Bongladesh ont pu regagner la Bir-manie. Peut-on prévoir une accélération de ce processus dans les temps à venir?

CLAUDE BONTEMS.

(Suite de la page 9.)

Notons en outre qu'en applica-tion de la convention de l'O.U.A. de 1969, tous les Etats membres de l'Organisation sont instamment priés l'Organisation sont instamment pries d'adhèrer à la convention de 1951 et au protocole et aen attendant, d'en appliquer les dispositions aux réjugiés d'Afrique ». Cet appel a été entendu. Au mois de juin 1979, trente-trois Etats appartenant à l'O.U.A. avaient ratiflé ces textes. En octobre 1977, la République de Difouti a été le soixante et onzième adhérent à la convention et au protocole.

S'agissant de l'O.U.A., 1969 est une S'agissant de l'O.U.A., 1969 est une date-charnière. Lorsque cette institution a été fondée, en 1963, l'Afrique abritait déjà un demi-million de réfugiés. Aucun organisme africain ne s'occupait d'eux. Blen que la charte d'Addis-Abeba ne fasse pas mention de ce problème, progressivement celui-ci sera pris en charge par ses institutions. Alnsi, le conseil des ministres de l'O.U.A., réuni à Lagos en fèvrier 1984, décide, à la demande des pays accueillant les réfugiés rwandais, de constituer une commission permanente en vue commission permanente en vue d'étudier cette question et de proposer des solutions (7). Elle se réunit une première fois en juin 1964. Elle recommande que les réfuglés désirant « retourner dans leur pays d'origine recoivent pour cela toute l'assistance nécessaire ». Au Caire, en juillet 1964, le conseil des ministres demande à cet organisme de rédiger une convention « couvrant ious les aspects du problème des réfugiés en Afrique ».

A défaut de voter ce texte au cours de la réunion extraordinaire de Lagos (10-13 juin 1965), le conseil des ministres adopte une résolution sur la subversion et les réfugiés Mais l'OUA souhaite encore progresser sur ces problèmes. Réuni à Nairobi (26 février-9 mars Heuni à Nairobi (26 février-9 mars 1965), son conseil des ministres étudie un avant-projet de convention sur les réfugiés. Il décide de mettre sur pied un comité d'experts juri-diques chargé d'examiner ce texte et de rédiger le document final. Il tient une session à Léopoldville en

Ne pas susciter de tensions

CELLE-CI doit constituer, pour l'Afrique, « le complément régional efficace de la convention de 1951 ». Le document de 1969 tend donc à corriger l' « européocentrisme » du texte précèdent. « Les problèmes des réjugiés — énonce le préambule — doivent être abordés d'une manière essentiellement humanitaire. » Une série de devoirs en nitaire. » Une série de devoirs en découlent. Ils touchent les États membres de l'O.U.A., les réfugiés, les Etats d'asile, les pays d'origine. Les premiers doivent « faire tout ce qui est en leur pouvoir » pour accueillir les réfugiés et assurer leur établissement (article 2). Ils dolvent, notam-ment, leur accorder l'asile. Cet « acte pacifique et humanitaire » ne acte patrique et numantaire » ne sauralt être considéré par un autre Etat « comme un acte de nature inamicale ». Nul ne peut, en outre, « être soumis par un Etat membre à des mesures telles que le rejus d'admission à la frontière, le rejoujuillet 1985. Il élabore un projet qui sera rejeté par le conseil des ministres d'Accra quelques mois plus

Le a sommet » d'Accra fera néanmoins œuvre utile en adoptant deux textes importants. Dans une deux textes importanta. Dans une résolution sur le problème des réfuglés en Afrique (25 octobre 1965), la conférence « réaffirme son désir de tout mettre en œuvre pour apporter son assistance sur une base humanitaire et fraiernelle aux réjugiés africains ». Dans la déclaration sur le problème de la subversion, les participants s'engagent à « promouvoir, par des consultations bilatérales ou multilatérales, le retour des cituaits e avec le consentation des réfugiés » avec le consentement des intéressés et du gouvernement de leur pays d'origine. Ils s'engagent à « continuer de garaftir la sécurité des réjugiés politiques (des terrides réfugiés politiques (des territoires africains non indépendants)
et à leur accorder leur soutien dans
leur lutte pour la libération de leur
pays ». Ce document fait donc une
distinction entre les réfugiés politiques en provenance d'un Etat membre de l'O.U.A. et les réfugiés
politiques des territoires africains
encore colonisés. Mais, si les textes vont de l'avant,

Mais, si les textes vont de l'avant, ils ne sont pas toujours appliqués. En 1966, le professeur F. Borella le regrette en ces termes : « Le problème de la subversion et des réjugiés est l'un de ceux où les résolutions de l'O.U.A. n'ont pas eu l'efficacité souhaitable » (8). De nouvelles initiatives étaient donc nécessaires. Ainsi, en 1987, une première confé-rence sur les réfuglés se réunit à Addis-Abeba. A l'issue de ses tra-vaux, elle recommande la création vaux, elle recommande la création d'un bureau de placement et d'éducation pour les réfugiés. Il sera ouvert en 1968. A la même époque, le projet de convention marque encore le pas. Un nouveau texte sera approuvé à l'unanimité par le conseil des ministres de l'O.U.A. en février 1969. Sept mois plus tard, le 10 septembre, à Addis-Abeba, une convention sur les réfugiés sera enfin signée par les délégués de quarante et un Etats membres de l'Organisation.

nalité. d'appartenance à un groupe social ou d'opinions politiques ». Les Etats membres doivent collabo-

Les Etats membres doivent collabo-rer avec le haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés. Ils s'engagent à fournir au secrétariat, « dans la jorme appropriée, les informations et les données statis-tiques demandées relatives au statut des réfugiés et à l'application de la convention.

convention ».

Le réfugié lui-même a des devoirs à l'égard du pays où il se trouve. Il a l' « obligation de se conformer

quatorzième Etat membre l'a ratifiée. En mai 1979, dix-huit Etats
membres de l'O.U.A. (sur quaranteneuf) avaient procédé à cette formalité. Depuis 1969, d'autres textes ont
été adoptés, en particulier — en
1973 — une résolution sur les probièmes des réfugiés en Afrique
(conseil des ministres de l'O.U.A.,
Addis-Abeba, 5-9 février). Ce texte
se donne pour objectif de renforcer
le Bureau de l'O.U.A. pour le placement et l'éducation des réfugiés.
Parallèlement, une collaboration lement ou l'expulsion qui l'oblige-raient à retourner ou à demeurer dans un territoire où sa vie, son inté-grité corporelle ou sa liberté seraient Parallèlement, une collaboration entre le H.C.R. et l'O.U.A. n'a cessé de se développer. En témoigne la réunion qui vient de se tenir à Arusha (Tanzanie) du 7 au 17 mai menacées » (article 2 alinéa 3). A cela s'ajoute une clause de non-discrimination. Selon l'article 4, les Etats membres s'engagent à appli-quer les dispositions de la conven-1979, avec la participation de trente-deux pays. tion « à tous les réfugiés, sans dis-tinction de race, de religion, de natio-

De nombreux faits illustrent les difficultés de mise en œuvre de la protection du réfugié. Ainsi, en Ogaden, alors que le programme du haut commissariat des Nations unies prévoyait, pour 1978, des dépenses de l'ordre de 5 millions de dollars, les

annexes en vue de leur permettre de voyager hors de ces territoires, à moins que des raisons impérieuses

de voyager hors de cas territoires, à moins que des raisons impérieuses de sécurité nationale ou d'ordre public ne s'y opposent (article 6, alinéa 1). Autre point important : « Aucun réfugié ne peut être rapatrié contre son gré » (article 5, alinéa 1). Mieux encore : « En collaboration avec le pays d'origine, le pays d'asile doit prendre les mesures appropriées pour le retour sain et sauf des réfugiés qui demandent leur rapatriement » (article 5, alinéa 2). Quant à l'Etat d'origine, il doit faciliter la réinstallation des réfugiés, leur reconnaître « tous les droits et privilèges accordés à ses nationaux et les assufettir a ux mêmes obligations » (article 5, alinéa 3). Enfin, « les réfugiés qui rentrent volontairement dans leur pays ne doivent encourir aucune sanction pour l'avoir quitté » (article 5, alinéa 4).

Signée en 1969, la convention devatt

Signée en 1969, la convention devait entrer en vigueur dès qu'un tiers des Etats membres de l'O.U.A. aurait déposé ses instruments de ratification. Cette condition a été remplie le 23 juillet 1973, date à laquelle le quatoratieme Etat membre l'a ratifiée Et membre l'a ratifiée Et membre l'a l'apparent l'és Et mai 1979, direbuit Etats

(7) Ses membres appartenalent à dix pays : Burundi, Cameroun, Congo, Ghana, Nigèria, Rwanda, Sénégal, Soudan, Tanzanie, Ouganda.

(8) Prançois Borella, « le Régionalisme africain en criss (1965 et 1966) », Annuaire Irançais de Droit international - 1966, C.N.R.S., Paris, 1967, page 771.

aux lois et règlements en vigueur et aux mesures visant au maintien de l'ordre » (article 3). Il doit « s'abstenir de tous agissements subversus dirigés contre un Etat membre de l'OUA. • (article 3, alinéa 1). L'Etat d'asile s'engage à interdire aux réfuglés établis sur son territoire d' « attaquer un quelconque Etat membre de l'O.U.A. par toutes activités qui soient de nature à faire vités qui soient de nature à laire natire une tension entre les Etats membres, et notamment par les armes, la voie de la presse écrile et radiodiffusée (article 3, alinéa 2). En contrepartie, « les Etats membres déliveront aux réfugiés résidant régulièrement sur leur territoire des titres de voyage conformes à la convention des Nations unies relative au statut des réfugiés et à ses annexes en me de leur permettre

sommes engagees jusqu'en septem-bre de cette année atteignaient tout juste 2 millions de dollars (dont la moitie avait été affectée aux trans-ports)... En Ethiopie, l'exécution du programme d'assistance mis au point programme d'assistance mis au point en avril 1978 avait, lui aussi, pris du retard en raison des difficultés d'accès aux camps de réfugiés. Autre sujet d'inquiétude : le principe de la protection du réfugié n'est pas toujours respecté. Des militants sud-africains expulsés du Swaziland et du Lesotho ont été livrès à la police de Pretoria, des Equato-Guinéens ont été refoulés du nord du Gabon... Par ailleurs, des conventions bilatérales d'extradition signées entre pays imitrophes peuvent constituer des entraves pour les réfugiés. Elles s'ajoutent aux obstacles nombreux auxquels ils sont confrontés : inse-curité permanente, surpeuplement des camps, absence d'intégration véritable dans le pays d'accueil, mauvaises conditions sanitaires, etc.

EDMOND JOUVE,

La conférence d'Arusha et les droits de l'homme

NE conférence panalricaine sur les réfuglés s'est réunie, au mois de mai 1979, à Arusha (Tanzanie). Elle regroupalt trente-huit pays africains sur les quarante-neuf que compte l'Organisation de l'unité africaine, mais tous les Etats accueillant des réfugiés y étalent représentée ainsi que les mouvements de libération d'Afrique australe. Son objectif était d'examiner les conditions spécifiques posées par les nombreux et incessants mouvements de réfuglés à l'intérieur du continent. La situation s'est en effet considérablement aggravée depuis la première conférence d'Addis-Abeba, en 1967, qui devait aboutir à la convention de l'O.U.A. sur les rétuglés : en dix ans. leur nombre a quadruplé, et si les bases juridiques permettant de résoudre le problème existent, leurs applications, s'agissant de la protection comme de l'assistance, laissent souvent à désirer.

Organisée sous les auspices de l'O.U.A., la conférence d'Arusha n'a pas osé, lorsqu'elle a voulu situer les causes du problème, souligner le rôle des conflits armés entre les Etats membres de l'organisation. En revanche, ella a longuement évoqué la responsabilité des régimes dictatoriaux établis dans plusieurs Etats Indépendants : le rapport final recommande ainsi la création d'une commission et d'un centre africains des droits de l'homme et invite les gouvernements à tenir compte de ces droits dans leurs législations nationales. La question de l'amnistie a notamment été soulevée : si le rapatriement apparaît comme une des solutions les plus satisfaisantes au problème des réfugiés, encore faut-il que ceux-ci, à leur retour dans leur pays d'origine, ne solent pas condamnés à subir des vexations, certaines discriminations, voire la prison. Les conditions dans lesquelles deux cent mille Zairois ont récemment regagné leur pays montrent qu'il ne s'agit pas là d'une question académique. Le respect des

droits fondamentaux de la personne est ainsi, une fois de plus, apparu comme une préoccupation croissante des réunions panafricaines.

Cependant, l'exode le plus dramatique sur le continent reste lié. aujourd'hui, à la situation en Afrique australe : les centaines de milliers de réfugiés accueillis par les pays de la ligne de front, eux-mêmes en prole à de graves difficultés économiques, voient leur sort aggravé par les raids aériens des armées rhodésienne et sud-africaine, dont lis sont la cible favorite. La conférence. qui a réaffirmé la solidarité africaine avec les « mouvements de libération en lutte pour le rétablissement de leurs droits nationaux », a également réciamé aux gouvernements et organisations internationales une assistance accrue pour renforcer la capacité défensive des Etats de la « ligne de front ». Elle entérinait per-là une distinction souvent établie en Afrique entre les réfuglés fuyant l'absence de liberté dans leur pays et ceux dont l'exode a pour cause la lutte contre les régimes minoritaires ou racistes d'Afrique australe, Zimbabwe et Namibie en particulter.

The second secon

um te jugawai

The Committee of the Co

- ಗಾಣಕ್ ಕ ಎಂದಿ ಕಲ್ಪಡಿ

The second of th

120 547

A Primario de la composition del composition de la composition del composition de la composition de la

e subsenece.

For the entropy

There is entropy

The subseneces

Lat. e et patiet Te locatio d Two et più Totale i n

cacher, le d

77. 207 4700 51701 5020 1

C CAL D

oue mode

Stitlers a

Table as di note Ce note di diser

The Merita The Merita The Merita The Merita de

32,000 32,000

Chair -- LIGNIERE

022- 64.10.

terene

3 x 2012 d

~: -e 2ve

Te III Albe

- Tarlinger Tarle b

771012455

1212 5-42708

-9 I-16-

= - ನಂ

Laberatoire

70

er sues

DEMANDET HE PENSEIGNEM A LA DIFECTION

17 % 100 **d**

1196 Gig-1 Trit Nyon (Sui

Telephan

.

: : :

****...

A TECHNOLOGY -- Font c

370780 :

E président Nyerere, dont le pays héberge près de deux cent mille réfugiés, a enfin soulevé une nouvelle fois le problème de partage et de répartition des charges que leur présence entraîne pour les pays d'accueil. Quand, à ce fardeau économique, s'ajoutent les risques d'une agression militaire, la note a toutes chances d'être extrêmement lourde. Bien que, en 1978, le H.C.R. ait plus dépensé en Afrique que dans toute autre partie du monde (1), ni les Etats-Unis, nl les pays européens représentés à la conférence d'Arusha n'ont paru disposés à assumer la charge financière d'un drame dans lequel ils portent souvent une énorms responsabilité.

CHRISTOPHE BATSCH. (1) 55- millions de dollars, soit environ 15 de plus qu'en Asie.

propos d'un anniversaire

LA SOIXANTE-CINQUIÈME CONFÉRENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL

'ORGANISATION internationale du travail (O.LT.) vient de célébrer son soixantième anniversaire. Elle l'a fait sobrement, comme II sled aux sexanénaires. Aux yeux des professionnels des grandes conférences internationales, la demière session de la conférence internationale du travail, en juin à Genève, a été remarquable en ce que, à la différence de certaines des sessions précédentes. elle n'a pas élé le champ clos d'affrontements politiques souvent étrangers au mandat de l'Organisation. Si la conférence a connu quelques accès de flèvre, c'est dans les commissions techniques qu'ils ont surgi. Beaucoup ont vu en cela un signe de santé. Il est vral que les commissions techniques ont connu des débats animés sur les problèmes soumis à la sagacité des délégués gouvernementaux, employeurs et travailleurs, rassemblés à Genève dans le cadre du tripartisme propre à l'O.I.T.

Si la conférence a adopté sans difficuité une convention internationale sur le travail des dockers, c'est par contre à l'issue de discussions animées qu'elle a pris ses décisions sur les autres questions, à savoir les conditions de travail dans les transports routiers, le problème des travallleurs âgés, enfin le problème de l'emploi abordé à partir d'un bilan des suites

Emploi et besoins essentiels

COMME il fallalt s'y attendre, le débat sur les suites de la conférence de 1976 sur les problèmes de l'emploi et des besoins essentiels a été difficile, compte tenu de l'aggravation de la altuation depuis cette date. C'est ce qui explique sans doute l'apreté de certains échanges de propos, en particuller autour du thème du nouvel ordre économique International tenu pas certains comme la cief de l'avenir, et par d'autres comme impliquant le recui, voire la disparition, du secteur privé au profit de régimes étatiques. La cente session n'a pas pour autant Infirmé les conclusions et propositions de la conférence de 1976, mais, au contraire, elle les a précisées et prolongées autour de trois objectifs : la croissance, la créa-

Chacun s'accorde à penser que les dockers, qui sont plus d'un million dans les quelque vingt mille ports que compte notre planète, bénéficieront grandement de la nouvelle convention, qui, révisant celle de 1932, s'efforce de répondre aux méthodes de travail profondément transformées et s'attache à protéger les dockers contre les accidents, nombreux dans cette profession.

données aux conclusions de la conférence

mondiale de l'emploi de 1976.

En ce qui concerne les transports routiers, qui occupent plus de cingante-cing millions de travailleurs dans le monde, la nouvelle convention internationale devrait avoir le double avantage de réglementer les temps de conduite et de travail et de réduire le nombre des accidents de la

La première fecture d'un texte se rapportant aux travailleurs âgés, par une commission spécialisée de la conférence, donne à penser que, l'an prochain, la nférence élaborera, en seconde lecture. une recommandation internationale fondée sur le principe d'une plus grande liberté de choix laissée aux individus au moment du départ à la retraite. Ainsi serait consa crée l'idée que les retraités devralent leur vie sous un régime de libre activité.

tion d'emplois productifs, la satisfaction des besoins des plus pauvres.

tion des travallieurs arabes dans les ter-

ritoires occupés. Si le débat a été vif,

aucun projet de résolution n'a été déposé.

épargnant ainsi à la conférence un vote

Mals la conférence, qui vient de s'achever, n'a pas traité uniquement de questions dites « techniques ». Une fois de plus elle a vigoureusement dénoncé l'apartheid et elle ast convenue de rentorcer la lutte de l'O.I.T. contre cette forme extrême de discrimination. D'autre part, elle a, dans l'ensemble, anregistré avec satisfaction les efforts du bureau pour examiner sur place la situa-

Por FRANCIS BLANCHARD * toujours incertain et souvent précédé de

confrontations dramatiques. La têche de la commission chargée du contrôle de l'application des conventions internationales étalt particulièrement arque cette année. Elle était tenue à la fois de revoir ses méthodes de travall et d'examiner une masse considérable d'informations rassemblées sur la législation et la pratique des Etats membres au regard de certaines conventions, en particulier celles qui se rapportent au travail forcé et à la liberté syndicale. Si la conférence a adopté le rapport de sa commission, elle l'a fait non sans que les représentants des travallieurs alent marqué leur déception devant un texte qu'ils ont jugé trop induigent pour des pays qui enfreignent grave-

Politique et politisation

S'IL faut résolument écarter de la scène de la conférence ce que d'aucuns dénoncent sous le vocable, d'ailleurs incertain, de « politisation » et qui relève souvent de l'Assemblée générale des Nations Unies, voire du Conseil de sécurité, il faut, par contre, admettre que le mandat confié à l'O.I.T. dans le système des Nations unles lui fait obligation de faire les choix politiques nécessaires pour traiter les problèmes du travail dans le cadre des principes et objectifs fixés dans sa Constitution. En d'autres termes, politique: oui ; politisation : non. De ca point de vue, la demière session de la conférence a peut-être tracé la ligne de partage entre les questions politiques relevant de l'O.I.T. et celles qui lui échappent. La méfiance croissante de certaines délégations à l'endroit de l'intrusion de questions de politique, étrangères à l'ordre du jour, s'est clairement manifestée. C'est sans doule cette tendance qui a favorisé la décision prise par la conférence d'introduire dans son règlement une disposition qui lui permettra désormais de recourir au vote secret, dès lors qu'il sera demandé par quatre-vingt-dix délégués.

* Directeur général du Bureau inter-national du travail.

ment les principes fixés dans les conventions fondamentales de l'O.LT. en matière de droits de l'homme. Cela dit, la conférence est apparue en majorité très attachés au système de contrôle et aux procédures de réclamations et de plaintes qui sont une des ceractéristiques de

Tel est le blian de la dernière session de la conférence internationale du travail qui a, par alleurs, voté à une large majorité, mais avec l'opposition des pays socialistes de l'Europe de l'Est, un budgel de 203 millions de dollars pour les années 1980-1981. Ce bilan a été jugé au total positif. L'est-il au point de nous autoriser à penser que ce « Parlement mondial du travall - entend désormals s'épargner tout débat politique? Cette question appelle

Cette décision a une portée considérable. A noter qu'elle a été le fait d'une majorité de délégués, étroite certes, mals parmi lesquels se trouvaient des délégués employeurs et travailleurs sens tesquels une telle disposition n'aurait pu être intro-

dulte dans le règlement de la conférence. L'atmosphère qui a prévalu dans is commission chargés d'examiner la restructuration = du conseil d'administration a été marquée par un esprit de conciliation entre les pays en voie de développement, réclamant une plus grande « démocratisation » du conseil, et les pays développés, prêts à renoncer aux sièges permanents qui reviennant aux dix pays les plus industrialisés du monde. Il est désormais possible d'espérer qu'une solution sers mise au point l'an prochain.

Cette tendance à la démocratisation réclamée par certains est à rapprocher sans doute d'une sutre qui pousse l'ensemble des Elats membres à souhaiter que l'O.I.T. reprenne une dimension universelle. Il n'est guère de pays qui ne déplorent l'absence des Etats-Unis - qui s'en sont retirés en 1977 - et de la Chine - qui s'abstient de participer. !! en est peu qui n'aient, à la tribune,

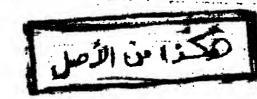
exprimé l'espoir d'un retour de la plus grande démocratie industrielle du monds. Comment pourrait-il en être autrement alors qu'aucun des quelque cent ministres du travall assistant à la conférence et des mille six cent solxante-dix-neut délégués titulaires et adjoints et conseillers techniques ne pouvait quitter Genève sans étre intimement convalncu non seulement de l'énormité des problèmes qui se posent à notre monde dans le domaine social, mais de leur interdépendance. N'esi-il pas évident que le problème du chômage et du sous-emploi ne pourra connaître de solution que par le jeu combiné de poli-tiques nationales et internationales vigoureuses? Qui ne volt que cette solution pourrait être favorisée par une meilleure appréciation des problèmes touchant à l'environnement du travail et à la place du travall dans la vie des hommes et des femmes de notre temps ? Qui ne ressent la nécessité, en dépit ou peut-être à cause des graves dangers qui la menacent, de défendre à tout prix la liberté, et en particuller la liberté syndicale ?

·En considérant tout cela, il n'est pas Inconvenant d'espérer que les Etato-Unis apercevront où sont à la fois leur intérêl et laur devoir. C'est le vœu que tous les démocrates rassemblés à Genève ont implicitement formulé.

LISEZ

Le Monde des Philatélistes COCCOCATOR LA PHILATECHE (

Numéro de juillet-août





Politique et littérature

Exilés ou déportés d'une culture

Par JACQUES BOREL *

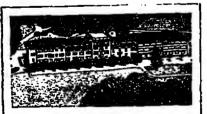
DUT écrivain, tout artiste, à un mindre degré tout intellectuel, celui-ci, aujourd'hui en particulier, en Occident, trouvant mieux à s'insérer dans la sociéte même qu'il conteste, est un réligié virtuel... N'eston pas en effet exilé d'entrée, excluiretranché, dés qu'on écrit ? Si l'on écrit, p'est-ce pas d'est qu'on écrit ? Si l'on écrit, p'est-ce pas d'est qu'on écrit ? Si l'on écrit, p'est-ce pas d'est qu'on écrit paradors de la content de la c n'est-ce pas, par un cruel paradoxe, pour rejoindre la communauté des hommes et cela sans le pouvoir jamais qu'au prix d'un malentendu, anthume ou posthume, d'une récupération ? (_,)

Même comblé, l'artiste, l'écrivain demeure, fondamentalement, un marginal Il n'y a pas de place au monde pour l'artiste; l'exil de Dante, entre pour l'artiste; rexit de Dante, entre cent autres exemples, la fascination déchirée de Botticelli pour Savonarole, les orageux rapports de Michel-Ange avec Jules II, le soulignent assez; et le sursaut de Picasso, en 1945, à l'idée d'un statut social de l'artiste me paraît à la fois lucide et exemplaire.

Racine a beau célébrer, selon le mot

Racine a beau celébrer, selon le mot de Girau'oux, la messe du Grand Siècle, vienne la disgrace, et le courtisan carrièriste se voit d'un coup rendu à cette condition de réfugié — dans le silence ou, on peut le penser, dans les bras étroits du Dieu janséniste jadis reniè — qui, pas un instant, n'avait cessé d'être celle de Descartes ou de Pascal à Port-Royal. C'est que l'accord repose à la fois sur une illusion d'optique et sur un malentendu essentiel. L'artiste, sous l'Ancien Régime, comme dans l'Italie de la Renaissance, dépend du prince. Molière à eu pour lui la chance de faire rire le roi, et c'est miracie que le venin du Tartuife, de Dom Juan, ait pu, non sans ambiguite toutefois, se répandre ; mais le rire du monarque peut se figer et rendre alors à l'entreprise, toujours subversive, son vrai peut se figer et rendre alors à l'entreprise, toujours subversive, son vrai
sens. On ne peut oublier la condition
sociale, révélatrice elle-même d'une
autre et plus profonde condition, du
peintre, du poète, du musicien ; et
Rousseau n'est pas seul, dans la
société qui l'accueille et paraît le fêter,
à se sentir moins accepté que toléré
ou, c'est même chose et pareillement
insoutenable, protégé ; il n'attendra
pas, pour reconnaître son vrai lieu,
pour fuir et se cacher, le décret de
prise de corps, le bannissément.
Mozart, à la merci des grands, écrit
sur commande, écrit pour vivre ou, Mozart à la merci des grands écrit sur commande, écrit pour vivre ou, dans la pauvreté jusqu'au bout, avant la fosse commune, pour survivre: il n'en écrit pas moins de la musique maçonnique; et, pour le reste, sous l'apparent divertissement, c'est un non absolu que prononce Don Juan, auquel fait écho le oui passionné, insurgé, appelant l'avènement d'une autre humière, et que module, d'un bout à l'autre, dans sa gravité illuminante, la Flûte enchantée.

On se plait volontiers à assigner historiquement une date au divorce de l'artiste et de la société. Ce schisme se situerait au milieu du dix-neuvième siècle, c'est-à-dire à l'apogée du règne de la bourgeoisie. Et il est bien vrai que les œuvres majeures de Nervai sont de 1853-1854, les Fleurs du Mul de 1857; suivront Rimbaud et Lautréamont. Mallarme, Verlaine infimème, qui nous paraît aujourd'hui si anodin, les impressionnistes et les trois peintres considérables et pareillement maudits qui se sont détachés du mouvement. Repère commode, frac-On se plait volontiers a assigner



Clinique LA LIGNIERE 1196 Gland près Nyon (Suisse) Téléphone: (022) 64.10.61

physiothérapique, au bord du lac. dans un grand domaine, avec une vue ravissante sur les Alpes.

LA LIGNIERE est spécialisée dans le traitement des maladies internes (du tube digestif, fole, vésicule biliorre, maladie de la nutrition, diabète anémie, arthrites chroniques, mala-dies de l'appareil cardio-vasculaire insuffisance cardiaque, artérioscié-

rose, néphrite). Programme de réadaptation cardiovasculaire après infarctus myocar-dique ou opérations cardiaques

Durée: 28 jours. (Remboursé par les calsses maladie.) Radiologie - Laboratoire Cinq médecins - Deux diététicienne

DEMANDEZ LES RENSEIGNEMENTS A LA DIRECTION

ture visible en effet, mais dont je crois avoir indiqué déjà qu'ils étalent loin d'être, à mes yeux, convaincants. Et c'est faire bon marché de la mort de Socrate, du supplice d'Abélard, de l'exil d'Ovide et de Dante, de la longue lignée, depuis l'origine. des soupconnès, des accusée, des proscrits. Les suicidés sont aussi des condamnés à mort, et le suicide de Kleist, quelques raisons psychologiques ou psychanalytiques qu'on puisse lui trouver, précède d'un siècle celui d'Essénine et de Maiskovsky, chantre pourtant de la révolution et mettant son art à son service.

Repère trompeur, mais commode en effet, le schisme des années 1850 et des suivantes : les choses, du moins, sont nettement i tranchées, et l'artiste apparaît bien en fait ce qu'il n'avait jamais cessé d'être : un réfugié.

Réfugié, il l'est dans son propre pays, puisque, qu'il soit écrivain ou poète, peintre ou musicien, il ne parle pas de toute façon la même langue, la langue commune, la langue usée de l'habitude; ainsi de Mallarmé, appuyé à cette fenètre d'où tourner le dos à la vie, il faut entendre : à son temps, à ce qu'il représente, et cherchant non un refuge dans l'art, mais à a donner un seus blus pur aux mais à « donner un sens plus pur aux mots de la tribu»; ainsi des impressionnistes, de tant d'autres de la même génération, pareils, dans leur nation même, à des immigrés.

Un réfugié, Rimbaud, disant adieu à l'ordre ancieu qu'il vomit, à la possibilité, ici et maintenant, d'un ordre à venir, de l'amour à réinventer, doutant du pouvoir de la parole dans un monde où l'action en a fini, depuis beau temps, d'être — mais l'avait-elle jamais été? — la sœur du rêve.

Peut-on parier d'exilés, de réfugies volontaires? Oui, d'évidence, et les années 1850 ne marquent bien, décidément, qu'un faux clivage, puisque, bien avant Rimbaud, et tout aristocrates qu'ils étalent, ce n'est guère pour des raisons différentes que Shelley et Byron, comme, au dernier moment, Keats hui-même, ont fui l'angleterre et c'est que pas davanmoment, Keats hui-même, ont fui l'Angleterre, et c'est que pas davantage ils ne pouvaient respirer dans la société de leur pays et de leur temps; l'exil, c'est à dix-sept ans, quand, étudiant, Shelley imprime et distribue De la nécessité de l'athéisme, qu'il y est déjà, inéluctablement, destiné. Il est trop facile de ne voir dans le fastueux exil de Byron que défi ou révolte étroitement individuels : mourir pour la cause de l'indépendance grecque n'est pas qu'un geste : en fût-il un, rien ne peut faire qu'il n'atteste et témoigne. Longue, pour la seule Angleterre, serait la liste ; ce sera bien pourtant, plus tard, pour Joyce, le déraciné, l'errant sans fin, comme pour D. H. Lawrence, et pour comme pour D. H. Lawrence, et pour de mêmes raisons, le même adieu, le même exil. (...)

De Rousseau à Singer

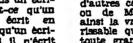
A plupart des livres qui comptent, comment l'oublier, sont imprimés, sons l'Ancien Régime, à l'étranger. C'est assez dire que l'écrivain, le penseur, au XVIII et au XVIII siècle en particulier, risquent à tout moment d'être, comme le fut Descartes, le fut Rousseau, des réfugiés. Il leur faut, de toute façon, porter un masque, fût-ce celui de l'anonymat ou du pseudonyme : c'est le cas, y songeons-nous assez, du Pascal des Provinciales, et les persécutions contre les jansénistes ne l'eussent sans doute pas épargné. ne l'eussent sans doute pas épargné. Ce n'est pas pour rien non plus que Montesquieu fait dénoncer la société Montesquieu fait dénoncer la société de son époque par un Persan; que Laclos ne peut publier les Liaisons dangereuses que sous le masque de la vertu : on sait ce qu'il en a coûté à Bade, dont la réédition n'a pas, il y a quelques années à peine, échappé au procès, de s'être avancé, lui, à découvert. Voltaire tâte de la Bastille et de l'Angleterre, et, tout habile qu'il fut, n'ayant pas le courage que, seul, à l'âge dit des Lumières, a eu Rousseau de signer de son nom ses ceuvres les plus hardies, a toujours un pied en France et, prêt à la moindre alerte, un pied en Suisse.

Il est cependant un autre réfugié dont le cas me paraît particulièrement à méditer, dans la mesure où il s'agit d'un écrivain méconnu : c'est celui de Saint-Evremond, exact contemporain de Louis XIV, écrivain libertin de Saint-Evremond, exact contemporain de Louis XIV, écrivain libertin au sens du temps, c'est-à-dire écrivain libre, et qui passe, autant dire, après sa vive critique de la paix des Pyrénées, l'essentiel de sa vie en Angleterre. Refuge confortable sans doute, mais non moins périlleux : j'entends, pour l'œuvre même. Si les œuvres de Saint-Evremond ne sont jamais rééditées (...) n'est-ce pas, et ce péril ne guette-t-il pas tout écrivain contraint à l'œxil, dans la mesure où la langue est la patrie de l'écrivain, que, vivant à l'étranger, baignant dans une autre culture, une antre langue que sa langue maternelle, ses liens avec celle-ci risquent de se distandre, de se relâcher, au point qu'il peut cesser à la fin d'être nourri de sa sève? Et ce péril (...) n'est-il pas mortellement éprouvé par les écrivains singulièrement dont la langue natale est une langue minoritaire, comme, disons, le hongrois, ou le roumain? (Il n'est pas sans signification que des réfugiés volontaires comme Cioran et même, di l'on veut, malgré ses attaches françaises, lonesco, alent choisi de renier leur langue, choisi de venir des écrivains français et y soient admirablement parvenus, mais le cas, malgré Conrad élisant lui aussi une autre patrie, une autre langue, une autre patrie, une autre langue, n'en est pas moins rare, et rare, dans ce cas précis, la réussite.)

Je songe, à ce propos, à un double, un étrange, un déchirant exil : c'est celui des écrivains et des poètes du Maghreh Qu'ils vivent, sans y être emprisonnés ou réduits au silence, comme Abdellatif Laabt, dans leur pays, ou qu'ils vivent, comme leurs frères immigrés, réfugiés en France, c'est de leur langue même qu'is sont proscrits, et leur chant, c'est à une langue qui n'est pas celle de leur qu'il leur faut le confier : parler, ecrire, ils ne le peuvent que dans la langue de l'ancien colonisa-teur; poètes, romanciers algériens ou marocains, ils ne peuvent l'être que, paradoxalement, dans le véhicule d'une

langue qui est à la fois la leur et non la leur, porteuse d'une autre culture, d'autres connotations étrangères, une langue apprise, non héritée, et dans laquelle ne s'inscrivent pas d'instinct les pulsations de leur sang ils sont comme les déportés d'une culture. Condamnés à ne pes parler directement aux leurs, à leur peuple, mais à ceux-là préci-sément contre lesquels ils s'insurgent, que tout en eux rejette, et ce rejet en est ini-même infléchi, porte une

Un réfugié, un immigré, lui aussi, Singer: sa langue, c'est le yiddish, et en quelle autre s'exprimer quand on pense, on seut, on reve en yiddish? C'est à d'autres aussi qu'on voudrait parier, et cette langue n'est pas ellemême celle de tout un peuple dispersé ini-même et par d'autres langues, d'autres patries, comme plus dispersé, encore, émietté Aussi, entendu. Singer ne le sera que lorsqu'il sera traduit en américain. Gain considérable sans doute, mais non moins perte, déracinement d'un considérable sans doute, mais non moins perte, déracinement d'un noyau essentiel. C'est un problème d'identité fondamental, ici. qui est posé, et que le prix Nobel ne résout pas, ou dans un sens à tout le moins douteux, équivoque. Qu'est Singer? Un écrivain juif, certes. Mais un écrivain américain? Et qu'est-ce qu'un forder le moins contratte américain en la farit. écrivain américain qui écrit en yiddish? Qu'est-ce, m'me, qu'un écri-vain juit américain quand il n'écrit



JE n'en suis que plus renforce dans cette conviction en moi que quiconque met plus hant que tout la
vie de l'esprit est un réfugié virtuel,
ou devrait l'être. Car me voici amené
du coup à un autre étrange mais non
recte brident acceptat Les pars totsdu devrait l'être. Car me volci amené du coup à un autre êtrange mais non moins èvident constat. Les pays totalitaires, comme la monarchie absolue jadis, sont les seuls, pour peu qu'on y songe, et Dieu sait at cela en vaut la peine, où la parole soit, en somme, prise au sérieux, où elle compte où tout se passe comme si lui était reconnu un pouvoir encore : celui, lentement, opiniatrement, de changer non seulement les esprits mais les choses, d'avoir une action, tandis que le paradoxe des pays dits de liberté est que la parole y est bel et bien tenue pour du vent. On n'a jamais tant écrit qu'aujour-r'ui sur le pouvoir, contre le pouvoir : mais alors qu'un tel discours, si prudent, si masque qu'il fût, conduisait, sous l'Ancien Régime, à la Bastille ou au bannissement, c'est plus volontlers les portes du Collège de France 1 présent u'il ouvre, que celles des prisons ou la route sans retour de l'exil À défaut, ou c'est un premier pas les écrané de télévision : par un habite mélange intèressé de politique et de littérature, la publicité à grand fraosa des e mass media s

Soyons justes les régimes en appa-rence les plus bénins, comme la Troisième République, ont eux aussi contraint leurs ecrivains à l'exil, et Zola, comment l'oublier, pour moins de temps îl est vrai, n'en pas moins été que Engo, que Jules Vallès, un réfugié.

Reste que, comme la fuite à l'étran-ger, l'exil intérieur, que Fénelon même

· Ecrivain, priz Goncourt.



pas d'emblée, comme Saul Bellow, en anglais ?

anglais?

Du coup, je ne puis me retenir de penser, une fois de plus, à Kafka. Et qui de nous ne doit, parfois, faire effort pour se convaincre qu'il est un écrivain — et quel écrivain ! — de langue allemande? Est-ce jamais vraiment comme un écrivain autrichien, un écrivain austro-hongrois, que nous le concevons? Comme Rilke, comme Hofmansthal, comme Musil, et quel rapport a-t-il avec eux? Il est le réfugié même : fasciné par le théâtre yiddish, et ne sachant pas le yiddish; né à Prague, y passant sa vie, et eschant mal le tchèque; tenté par le sionisme et hésitant devant lui : sa langue, comme malgré lui, tout nourri qu'il est de Grillparzer, est l'allemand, et il ne s'éprouve pas citoyen de l'empire des Habsbourg ni même tout à fait, maigré la langue, les affinités électives, le frère en littérature de Kleist, du chant germanique. Il s'éprouve juif : il n'est de nulle part; apatride dans sa patrie, il est cet immigré, j'allais dire quasi métaphysique, qui n'a d'autre refuge que cette cave que disent les Lettres à Felive et à Milena, que le terrier, que la chambre de la Métamorphose, que la chambre de la Métamorphose, que l'écriture vouée à sa fonction la plus nue, une écriture elle-même mor-telle comme la maladie en secret non moins désirée, et qui n'a d'issue, comme toute écriture authentique peut-être, que la mort.

Nul destin, à mes yeux plus exemplaire, qui illustre mieux mon propos. Et c'est que les œuvres de Kafka, comme son peuple, un jour elles-mêmes seront brûlées lci, proscrites là : les bûchers de l'Inquisition ne se sont, à vrai dire, que rarement éteints; le feu qui brûle le Procès ne diffère pas de celui qui brûlait l'Emile et le Contrat social, ou réduisait en d'autres cendres les œuvres de Babel ou de Mendeistam, faisant éclater ainst le vraie vocation de phènix pèou de Mendeistam, faisant éclater ainst la vraie vocation de phénix pé-rissable qui est celle, peut-être, de toute grande œuvre.

Porteurs de feu a connu, n'est pas d'aujourd'hui, ni n'est le sinistre privilège d'une seule forme de société Dostolevski, avec tant d'autres, svant tant d'autres, l'a connu; et peut-être ne fût-il pas devenu le Dostolevski des Karamazov, des Possédés ou de l'Homme du sou-terrain s'il n'avait d'abord habité et dit le Maran des morts comme plus dit la Marson des morts, comme. plus tard, Soljenitsyne a pu recrire Une pournee d'Ivan Denissontch et le Pavillon des cancèreux Un grand Pavillon des cancéreux Un grand chant delà depuis des années nous vient d'Amèrique latine s'il échappe à la torture et à la mort, l'imagine ce Chillen ou cet Argentin Inconnu encore et dont la voix un jour. à la même èpreuve trempée, nous parviendra, relayant celle de Garcia Marquez, de Nicolas Guillen, d'Asturias, de tous leurs pairs

Au sèrieux, oui, la parole, mais jusqu'à l'art plastique même : Chegall a pu fuir, mais non Malèvitch, rentré de Berlin au contraire, et on sait le peu qui, de son œuvre, nous est, par un miracuieux hasard, parvenu. Ne vient-il pas de là, aujourd'hui, chez l'artiste occidental. le malaise, cette mauvaise conscience qui saus chez l'artiste occidental le malaise, cette mauvaise conscience qui sans cesse, chez un écrivain de la qualité de Michel Leiris, se donne à lire? Jamais en effet on n'a tant parlè de la notion de risque en écriture Mais, ce risque, cette corpe de taureau que souhaite Leiris, dont Sartre a l'invincible nostaigle, c'est Mandelstam, entre tant d'autres qui l'a connu, qui l'a vècu, iui, jusqu'à la mort, qui en a peut-être dans son ceuvre même, eté grandi, comme Hugo a été grandi, approfondi par le rocherrefuge de Guer sey

A Jersey, à Guernesey affluent les exiléa, les proscrits. Et il y a sans doute, comme à Londres parmi les réfugiès de la Commune quelques

années plus tard, le lien des idées, celui du sort partagé. Mais non cela seul C'est à la parenté que je suggérais au début entre l'immigre et l'écrivain que, pour finir, j'en reviendrai Il est frappant de voir les immigrés arabes ou portugais se réunir, et c'est, comme pour les écrivains en exil, pour parier leur langue nourrir leurs racines, chanter leurs chants immémoriaux, danser leurs danses ne pas se couper de leur culture profonde, de leurs mythes Immigré dans sa propre nation, l'artiste ne parle pas se couper de leur culture profonde, de leurs mythes Immigré dans
sa propre nation, l'artiste ne parle
qu'en apparence la même langue :
c'est toujours à donner un sens plus
pur aux mois de la tribu qu'il rève : il
n'est pas plus compris, au moin. dans
l'immédiat, que l'immigré, puisque ce
sont des formes neuves qu'il tente
de créer, à partir de la langue commune une autre langue. Jumeau et
contraire, parailèle, le problème de
l'immigré : peut-être à la longue
parviendra-t-il à maitriser la langue
de tous, la langue des autres, au
moins la langue utilitaire, celle qui
justement ne charrie rien de son
humus vivant, de ces grands mythes
immémoriaux, avec sa langue, avec
son sang, avec sa culture, qui depuis
la naissance, l'ont nourri et qui
continuent de l'habiter, de faire de continuent de l'habiter, de faire de ni, fût-ce à son insu, ce qu'il est, cet être qui appartient, irréductible-ment à un ailleurs.

Mais c'est ici que l'immigre devient à son tour pour l'écrivain, pour l'ar-tiste, une incitation et un exemple. Venus du fond primitif, les mêmes désirs, les mêmes plaintes, les mêmes mythes habitent le chant profond des peuples; comme métamorphosès, re-connaissables pourtant, ils hantent aussi les grandes œuvres. C'est à leur éconte que sont, à demi inconsciemment peut-être, ces travailleurs balbutiants qui se retrouvent pour chanter leurs chants venus à eux du fond des ages. Tont homme, toute œuvre oui te coure du grand tut primitif des images-mères n'est plus à l'écoute de sa nécessité profonde, qui est celle, sussi, de tons les autres. L'artiste qui s'en éloignerait on les perdrait de vue, disons par recherche, ne serait pas moins perdu que l'immigré qui se laisserait dissoudre par une civilisation étrangère, sans racines et uniformisante. Aussi, permi ces réfugiés réels ou virtuels que se doivent d'être à mes yeux tous les écrivains dignes de ce nom, il en est peu qui me paraissent aujourd'hui plus exem-plaires que la houle toujours plus drue des écrivaire d'Amérique latine : sans que leur démarche cesse, comme celle de tout artiste authentique, d'être personnelle, singulière, ce sont les mythes mêmes de leur peuple dans leur voix qui frémissent et se réin-carnent neufs, à la fois réinventes et immémoriaux Réfugies, ce n'est pas dans l'exsar ue alchimie du labora-toire qu'ils le sont. Et que leur œuvre soit un jour, comme celle de Rousseau, de Kafka, vouée au feu, ils sont d'abord eux-mêmes porteurs de feu

BULLETIN DINFORMATION

N° 2, déjà paru. Nº 1, encore disponible.

ASSOCIATION CULTURELLE FRANCO-JAPONAISE de TENRI 9, rue Victor-Considerant, 75014 PARIS - Tél : 633-11-85

L'Asie méridionale, exportatrice de main-d'œuvre

UN DEMI-MILLION DE TRAVAILLEURS DANS LES PAYS DU GOLFE

PRES l'abolition de l'esclavage, des A coolles originaires de l'Empire des Indes vinrent, généralement sous contrat, remplacer, dans certaines colo nies, les esclaves libérés. L'Asie du Sud est demeurée depuis lors une région exportatrice de main-d'œuvre (1). Le phénomène a pris ces demières années une nouvelle amplaur, avec le développement rapide des pays producteurs de pétrole. Ouvriers et techniciens étrangers affluent dans les Etats du Golfe (Arabie Saoudite, Bahrein. Emirats arabes unis, Koweit, Oman, Qatar). Ceux-ci accuelliaient, au début de 1979, outre des Egyptiens, des Yéménites, des Palestiniens et autres Asiatiques, quelque deux cent mille Pakistanais, trols cent mille Indiens et cent mille Bengalais (2). Cette émigration s'est d'autant plus accentuée ces demières années que la plupart des pays occidentaux avaient pris de sévères mesures pour freiner ou interrompre l'entrée sur leur territoire de travailleurs étrangers. Ainsi, Grande-Bretagne, les Etats-Unis et le Canada diminualt, il augmentait fortement en direction du Golfe (3). Il s'agit alors, dans une assez large mesure, d'une émigration temporatre, car les besoins des pays d'accueil du Proche-Orient - notamment dans le bâtiment - ne sont pas illimités : dans certains cas, l'expension économique commence même à fléchir : parfois aussi, le sort des immigrés est tributaire de la elituation politique, comme en Iran où, jusqu'à la chute du chah, tra-

d'Afghans et quelques dizaines de milliers de Pakistanais, d'Indiens et de Bengalais. Enfin, la présence d'une très forte proportion d'étrangers n'est pas sans poser des problèmes aux dirigeants de ces Etats, faiblement peuplés.

Pour les trois pays de l'Asie méridionale, cette émigration revêt une grande importance financière : les montants des virements des émigrés représentent pour l'Inde et le Pakistan la part principale et celle qui croît le plus rapidement du crédit de leurs balances des palements, contribuant largement à en améllorer la position. Ils sont même parfols plus élevés que le produit des exportations traditionnelles, comme le coton, dans le cas du Pakistan. Au Bangladesh, lla arrivent en seconde position, après les recettes des ventes de jute. Les transferts de fonds des travailleurs

Installés dans les pays du Proche-Orient étalent estimés, en 1978, à 1,2 milliard de dollars pour le Pakistan ; à 1,8 milliard de dollars pour l'inde, soit une valeur sensiblement équivalente à celle de l'ensemble de l'aide occidentale et du Japon pour l'année fiscale 1979-1980; et, au Bangladesh, où le phénomène est plus récent, on en attendait pour 1978-1979 170 millions de dollars, ne devant couvrir que près du dixième du déficit commercial. En fait, ces chiffres officiels ne tiennent pas compte des rapatriements de fonds ayant lieu en dehors des circults bancaires : seion certaines estimations, ils seraient au moins aussi impor-

Un < produit commercialisable >

T E Bangladesh et le Pakistan encouragent délibérément l'émigration ; l'attitude de l'Inde est plus formaliste bre croissant d'indiens cherchent à s'employer à l'étranger. Le Bureau des miorations, au Pakistan, et le ministère des ressources humaines, au Bangladesh, ont pour mission de pourvoir aux besoins des pays - Importateurs - et d'enregistrer les de leur accorder des possibilités de formation accélérée. En Inde, ces services relèvent généralement d'agences privées - Il en existe quatre cents officielle ment mais, officieusement, près du double — qui, depuis 1976, et jusqu'en mars devalent avoir reçu l'agrément du ministère du travall et se conformer à ses normes de recrutement. Ce rôle est désormals assuré par le ministère des affaires étrangères.

Les trois Etats sont considérés comme des - pays exportateurs de main-d'œuvre ». Celle-ci est regardée, en définitive, ni plus ni moins comme un « produit » de nature à rapporter des devises. Des - marchés - sont recherchés et des accords bilatéraux passès dans ce but. Et cela d'autant plus que les possibilités d'accroissement des exportations de denrées traditionnelles (the, jute, coton) sont limitées. Le journal progouvernemental Pakisémigrants rendent de egrands services à la nation ». « il esi maintenant largement reconnu, precisait pour sa part l'hebdomadaire Commerce, de Bombay, citant l'exemple de l'Etat du Kérala, que l'investissement en capital humain est un produit commercialisable dont la rentablité et le statut sont élevés. - Les parents - Investissent - dans la formation de leurs eniants de telle sorte qu'ils deviennent un - produit exportable, le gain en retour étant bien supérieur à l'investissement » (4). Le plan de deux ans (1978-1980) du Bangladesh pose cigirement le problème : «Le marché domestique ne peut permettre d'absorber la force de travail actuelle ou à venir. Les exportations de ressources humaines [manpower export], en plus du fait qu'elles soulagent le marché du travail national, fournissent de bonnes perspectives de gains en monnaie étrangère. - Le plan se félicite de la

création, en 1976, du Bureau des ressources humaines qui procède à «une exploration systématique - des marchés de l'emplot étranger, envoie des missions dans les pays du Proche-Orient et coordonne toutes les opérations pour « promouvoir des Bengalais à l'étranger ». Le plan sjoute : «Le nombre des personnes envoyées était de l'ordre de 21 800 en 1976, de 15 700 en 1977 ; la tendance actuelle Indique que 30 000 à 35 000 personnes de différents niveaux pourraient être envoyées à l'étranger chaque année de 1978 à 1980. »

L'émigration est devenue un élément des politiques économiques et financières, une soupape de sûreté pour des pays où les personnes en age de travailler ayant dans de nombreux cas reçu une formation scolaire ou universitaire ne trouvent pas d'emplol. Le Pakistan Economist estime, par exemple, que si elle devait se poursulvre, l'émigration absorberait = 20 % de l'augition annuelle de la force de travall au Pakistan ».

Dans chacun des pays concernés, des dispositions (plus ou moins efficaces) ont été prises pour faciliter les envois de mandats et contrecarrer le marché noir. Le gouvernement de Dacca a établi, par exemple, en 1974, un système, le « Wage eamer's scheme », afin de canaliser ces fonds et de favoriser en même temps l'importation de biens étrangers de consommation. Islamabad a fait de même, tandis que New-Delhi a assoupli ses législations des changes et fiscales pour les travailleurs émigrés. Les salaires dans les pays pétrollers sont généralement au moins cinq fois supérieurs à ceux qu'ils percoivent chez eux lorsqu'ils ont délà un emploi. Peut-on parler de brain drain (fulte

des cerveaux) ou simplement de labour drain (fuite de la main-d'œuvre) ? Plusieurs études estiment que la part des travalileurs réellement « qualillés » ne dépasse pas 15% des expatriés (les ventilations fournles par les organismes de recrutement ou les consulats, sur place, ne constituent pas des données bien rigoureuses, car les migrants ont tendance à valoriser leurs qualifications dans leurs déclarations). Les diplômés de haut niveau (médecins, scientifiques, architectes, Ingénieurs...) cherchent à

Par GERARD VIRATELLE

s'implanter de préférence dans les pays développés (Grande-Bretagna, Etats-Unis, Canada, R.F.A.), même lorsque leurs pays manquent cruellement de spécialistes docteurs, par exemple. Certains se sont cependant installés-au Proche-Orient où le personnel qualifié d'origine sudasiatique est surtout affecté à des taches d'encadrement administratif et technique. De plus, les militaires pakistanais jouent un rôle important auprès des forces armées de certains pays (Arabie Saoudite Oman Emirats arabes unis), servant aussi de « soutien » aux ventes françaises d'armements. Quant aux travallleurs peu ou pas qualifiés (maçons, menuisiers, électriciens, employés de maison, chauffeurs, manœuvres), ils forment la majorité des migrants et sont relativement plus nombreux parmi les Bengalais.



nent, pour des raisons socio-économiques ou culturalles, de régions d'émigration de la frontière du nord-ovest; en inde, le Kérala et le Pendjab ; au Bangladesh, le district de Slihet

Les populations du Pendjab et du Kérala ont un niveau d'éducation plus élevé que la movenne nationale indienne. Dans le premier cas, les migrants appartiennent à la communauté des Sikhs, connue pour canacités d'en second, ils proviennent de groupes considérés comme défavorisés (chrétiens, musulmans). De surcroft, le Pendjab disposant du revenu par habitant le plus élevé de toute l'inde, jui-même doit faire appel, pour certains travaux, à de la main-d'œuvre venue des régions pauvres de l'Uttar-Pradesh, tout proche.

Les trois quarts des travailleurs indiens dans les pays du Golfe seraient des Kéralais. Ceux-ci ont pour particularité d'être leunes (moins de trente ans pour la plupart), au chômage (dans 62% des cas). et d'avoir souvent reçu une éducation scolaire (5).

Les virements des émigrés originaires de l'Asie du Sud, comme partout ailleurs, assurent la subsistance de familles entlères qui n'ont parfols pas d'autres sources de revenus. Cet argent n'est que très exceptionnellement investi dans des activités productives. Il est utilisé principalement

devises que ces achats entraîneraient a'ils devalent être financés par des résidents. Mais ces opérations, menées pour la plupart par des négociants peu scrupuleux, ouvrent la voie à des abus, et les productions locales ne se trouvent pas sti-

pour la consommation domestique, ou

encore pour l'acquisition de bien durables

considérés comme des produits de luxe

(réfrigérateurs, motos) ou représentant des

signes extérieurs de richesse » (terrain,

construction immobilière). Inévitablement,

ces transfert contribuent à nourrir l'infla-

tion et engendrent des déséquilibres locaux

en entretenant de relatives et fragiles « poches de prospérité ». Lorsqu'ils vien-

nent en vacances chargés de bagages et

de produits étrangers — appareils de radio, téléviseurs, ventilateurs, réfrigéra-

teurs, - les travalileurs expatriés intro-

dulsent chez eux de nouvelles habitudes

de consommation acquises dans des socié-

tès bénéficiant de niveaux de vie beau-

coup plus élevés. Le Pakistan et le Bangladesh ne volent

aucun inconvénient à encourager les

importations, par les émigrés, de blens

- voitures comprises - qu'ils ne fabri-

quent généralement pas. Car cette poli-

tique épargne au pays les sorties de

En inde, où il existe un certain dirigisme, le gouvernement se préoccupe de lutter contre les - dépenses excessives de certaines familles d'émigrés en proposant, notamment, aux Etais fédérés de mobiliser les fonds rapatriés dans des sociétés d'intérêt public. Mais, pour l'heure, on constate surtout des hausses Importantes du prix de la terre, au Kérala en particulier, où celle-ci est très rare... ainsi que des dots réclamées aux parents des futures épouses.

A la vérité, aucun des trois grands pays de l'Asie du Sud ne semble avoir mesuré toutes les conséquences, à long terme. de l'émigration, chacun demeurant d'abord obnubilé par quelques effets immédiats : contribution au redressement de la balance des palements (dont se félicitent les organismes financiers internationaux); atténuation superficielle de la crise de l'emploi ; liaisons aériennes fréquentes avec les pays du Golfe; ouverture de nombreuses succursales de banques de pays musulmans ou à capitaux conjoints... (7). En revanche, on prête généralement moins

attention à un fait que souligne le Pakistan Economist (8): la - fuite des cervesux vers les Etats du Proche-Orien, fût-elle fimitée, entraînerait tout de même un sérieux manque de médecins, d'ingénieurs et de techniciens supérieurs. L'hebdomadaire de Karachi estime à quatre-vingt mille depuis 1977 le nombre des spécialistes qui ont quitté le Pakistan après trois ou quatre ans de formation.

Le manque de personnel qualifié est également sensible au Bangladesh, où les cadres sont encore moins nombreux. - Nous exportons de la force de travail. écrit- un chercheur bengalais, sans prendre en considération l'intérêt national », parce que le principal facteur pris en compte est le gain de devises. . C'est exact, nous avons besoin de devises et nous en gagnons : mais pour quoi faire ? Pour encourager la consommation ou pour préparer l'avenir ? = (9).

Aucun des trois pays n'est encore parvenu à mobiliser l'éparque des migrants en vue d'investissements productifs. Dans ce domaine, on assiste seulement à des ébauches de politiques. En revanche, l'important volant de devises étrangères fourni par les transferts des travailleurs émigrés permet à Islamabad et à New-Delhi de procéder avec plus de souplesse à des schats d'armements...

Mais l'émigration peut être aussi consécutive à l'obtention de contrats par des entreprises indiennes ou pakistanaises (Ingénierie, travaux publics, industries); des bureaux de promotion industrielle, dans ces deux pays, orientent plus particulièrement leurs activités en direction des Etats pétrollers musulmans. En Irak, note le Times of India, deux mille trois cents des cinq mille quatre cents travailleurs indiens sont employés par des compagnies Indiennes.

Les « soutiers », originaires des pavs de l'Asie du Sud, dans la mesure où ils n'ont pas de grandes exigeance au point de vue salaire et conditions de travail, remplissent sans doute des fonctions pour lesquelles ils se révèlent d'une grande utilité dans les pays du Golfe. Ils participent ainsi à un transfert des revenus pétrollers en faveur de nations comptant parmi les plus pauvres du monde. Mais ces transferts, s'ils améliorent les comptes extérieurs et peuvent favoriser l'achat à l'étranger de blens d'équipements indispensables - ou de céréales, comme c'est le cas cette année au Bangladesh, n'encouragent guère la création d'activités nouvelles qui permettraient de combattre la pauvreté. A l'exception de quelques catégories particulières, les travallleurs étrangers deviendront moins Indispensables aux pays du Proche-Orient lorsque ceux-cl se seront dotés d'une infrastructure répondant aux besoins de leurs faibles populations. Pour l'Asle méridionale, le - boom des exportations de main-d'œuvre - pourrait faire long feu dans quelques années...

(1) Six millions d'Indiens d'origine, ou détenteurs de passeports indiens, sont dénombrés à travers le monde (non comceux qui se trouvent à Sri-Lanks

pris ceux qui se trouvent à Sri-Lanka, en Maisisie et en Birmanie).

(2) Il n'existe pas de recensement précis de ces travailleurs migrants.

(3) Dans le cas du Bangladesh, par exemple, la part du Proche-Orient est passée en un an de 12 à 43,5 %, entre les premiers semestres de 1977 et de 1978, celle des pays occidentaux diminuant propor-tionnellement. llement.

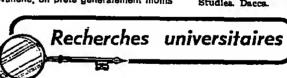
(4) Commerce, Bombay, décembre 1978.
(5) « Patterns of Emigration from Kerala», Social Scientist, Indian School of social sciences, Trivaddrum, Inde.
(6) « Vicious Grip on Wage earners scheme », Holiday, Dacca. 20 novembre 1977.

scheme s. Holiday, Dacca. 20 novembre scheme s. Holiday, Dacca. 20 novembre 1977.

(7) Air India, par exemple, a cuvert en 1978 une ilaison quotidienne Trivandrum (Kérala) – Dubai; la Pakistan International Airlines acquilert des Airbus principalement pour desservir les pays du Goife avec lesquels le Bangiadesh fait une large partie de son trafic.

(8) 25 novembre 1978.

(9) Foreign exchange exming through the export of manpower: a cuse study of Bangiadesh. par Raisul Awal Mahmood Bangiadesh Institute of Development Studies. Dacca.



TIERS-MONDISME

FLATIONS internationales du tiers-monde (1) : la déuxième édition de l'ouvrage désormals classique d'Edmond Jouve séduira un double public : manuel universitaire, il sera indispensable, avec son abondant apparell de rélérences, aux chercheurs

Dans les deux premières parties de son livre, Edmond Jouve entreprend de retracer le double mouvement qui anime les nations du tiars-monde, pour leur libération et pour leur développement. Lutte pour la libération : l'auteur distingue deux phases, la conquête du pouvoir, d'une part, par le jeu de l' - arme de la critique -(les idéologies de l'indépendance), voire de la « critique des armes » (les guerres de libération nationale proprement dites) : l'expérience du pouvoir, d'autre part, avec la délicate mise en pratique des programmes élaborés à l'aube de l'existence étatique, les délis lancés au monde industrialisé et les ripostes de ce demier. Lutte pour le dévaloppement, dont Edmond Jouve analyse trois aspects : la diffusion de nouvelles idéclogles — panatricaine, panaméricaine, airo-asiatique, tricontinentale -- et de principes nouveaux de droit International ; l'union des Etats et des peuples concernés au sein de conférences et d'organisations (intergouvernementales ou non gouvernementales), institutionnalisant les solidarités ressenties depuis Bandoung, voire au sein d'organisations plus classiques, telles que l'ONU et ses agences spécialisées : les tentatives de régulation et de moralisation des flux d'échanges avec les pays capitalistes, mais aussi avec les pays socialistes - la recherche formelle d'une « coopération nouvelle » ne dévant des masquer les dangers bien réels d'un - social-impérialisme - remarquablement éclairés par

La livre d'Edmond Jouve témoigne de l'ampleur de ses connais-

السياسة المناطق المستحر والمستحر والمستحر المستحر المس

sances et de ses recherches, délà manifeste dans es thèse su le Général de Gaulle et la Construction de l'Europe (2), et qui nous vaut, par exemple, ici, des analyses approfondies du régime politique guinéen, du socialisme aibanais, de la diplomatie chinoise. Quand parut la première édition des Relations Internationales du tiers-monde, certains avaient cependant cru bon d'opposer radicalement le livre de Jouve à d'autres travaux publiés dans la même discipline. Implicite-

Par CHARLES ZORGBIBE

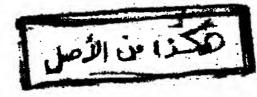
ment : un responsable du parti socialiste relevalt que le - tiersmondisme de l'euteur compensait « tant d'ouvrages antérieurs sur ces problèmes où s'étaalit l'européo-centrisme » (3). Explicitément : un universitaire algérien constetait que notre propre manuel de Relations internationales (4) ne consacrait que peu de pages au tiers-monde el concluzit, de cette remarque quantitative, à l' « ignorance ou à la sous-estimation des pays en développement - (5)

Opposition excessive et, en partie, artificielle. Car les rapports Est-Ouest ont délà une longue histoire, perce que l'observation empirique peut ainsi prendre en compte non seulement l'environnement - objectili -, mais aussi sa perception « subjective » par les ecteurs internationaux, parce que, entre les choix possibles el la décision diplomatique s'interpose ? « image du monde » propre au gouvernant - cela est vrai pour tous les régimes, mais particulièrement pour les Etats socialistes, où les faits internationaux parviennent « rétractés » à travers le prisme de l'idéologie.

Dans les rapports Sud-Nord, l'idéclogie a, certas, également sa place mals plus limitée : au combat politique contre le colonia lisme, qui était celui de Bandoung, s'est superposée la solidarité de classe des - nations proiétaires -, et le discours de l'expansion du - centre - et de l'exploitation de la - périphèrie - imprègne désormals peu ou prou l'ensemble des démarches du tiers-monde, mais il a'agit d'une idéologie plus diffuse. Surtout, à la différence de l'exe Est-Ouest, la relation Nord-Sud a pris sa véritable dimension politique à une date récente, dans le fraças de

La révolution intervenue, en 1973, dans les repports internationaux e érode les différences de perspectives qui existalent entre apécielistes du tiers-monde et généralistes des relations internationales. Elle a permis d'éclairer des sensibilités communes : Edmond Jouve consecre une troislème partie de son livre, lort riche et entièrement nouvelle, aux combats menés, tous azimuts, en faveui de l'instauration d'un nouvel ordre international ; il relève les ambiquités dont ce nouvel ordre est porteur et salue l'émergence d'un droit des peuples », en des termes que ne récusent pas ceux des a généralistes a qui sont, de longue date, partisens d'une diplomatie des droits de l'homme.

(1) Berger-Levrauit, Paria, 1979, 2º édition, 498 pages.
(2) Pichon et Durand-Auzias, Paris, 1965, deux volumes.
(3) Cf. l'article précité de Lionel Jospin.
(4) Charles Zorgbibe, les Relations internationales, Presses Universitaires de France, coll. « Thémis », Paris, 1º édition 1975, 2º édition 1978. (5) Ahmed Mahion, dans l'Annuaire du tiers-monde 1976, Berger-



.... 5 UTLS & 1578 ುಕ್ಷ- ಹುಂಡು**ಿಗ**ೆ e mafia des A witemer all fait qu 1 727.0 -ant emiir . .mage-20 grande a ್ಷ ಎ ಪಾಕಡೇ ting a section of the

1.00 E las ruell des erenhe de : mort. Vn entre la : ಾ ಕೆ.ಚಿನ್ ದೆ . () 3 1951. E .. c.: cen : : Et Lui. ne etimeeli

tres capitale

Service production

· : · .mata.c

SE REALISA -- FIBILITES HU POUVAIT / U ET INTELLIG SE CONJUGU N DE L'HUM THILIEUX / IL TT A SES SE ENNEM! DE TRA / PAR SE

WIF OA MAFIA NE I

REST. IT ENVERS LA

DE 1 OT DROIT / QT

UN point de va Laute et d'inter ants dans le pro . dienne et it le mot de mai dans un docu ur du milleu b to no entre a sa formes de ma . 🚁 🤃 simple délite dans . lesquelles s urs benefiques

🗆 guidées par

fortuit ou · Won larvaire i-wax ressemble .mposer - tale l'usage de la bercher Pavar 🥶 humaine et k 🦿 document pe lion tient c "Dur. _ 1048 les partis Pus. A entretenir d' Darie antro: à la coali 🚭 📬 que, à peine aus, offensement déc agrante sur le pher port alors eventuel impia . dans cette ca: stranger, de l'un de ce tetti . m: les villages de mnes importa · ...er au point og - fire e luxe du c the an document at ilé a ce que l'et William Fishingert . On ter . Capte de la fac is to de ce cercle d... Di Cristina avai Mari dans les village: purse -ppcié les : ho Surranting regionale

3× :

OUR is family ly the wrear : e.e a 4 as deda Att game te

43

E 19 mars 1961 mourut à Riesi, petite ville d'environ vingt mille habitants, dans la province de Caltanissetta, un homme appele Francesco Di Cristina (1). Ses vertus et ses mérites, bien connus de ses concitoyens et peut-être de toute la province de Caltanissetta, étaient ignorés de la majeure partie des Siciliens; et ils le seralent restés si la piété et l'orgueil n'avaient conduit les membres de sa famille à faire imprimer et à diffuser une « image-souvenir » qui devint aussitôt célèbre et extremement recherchée (pour l'obtenir, un spécialiste de la mafia dépensa 200 000 lires). Ses proches ne s'attendalent assurément pas à ce résultat. Ils ne surent pas tenir compte du fait que, depuis quelques années déjà, on avait commence à parler de la mafia comme d'un mal qu'il fallait absolument extirper. Ou bien ils s'en moquèrent. Et du reste, cette image-souvenir ne devait circuler que parmi ses amis. A ceci près que, lorsqu'on a autant d'amis qu'en avait Francesco Di Cristina, il y a toujours quelqu'un qui lâche ou qui trahit : et vollà l'image-souvenir qui, par ingénuité ou par commerce, échappe aux mains de l'ami qui aurait du la garder et qui finit dans le dossier d'un policier ou d'un sociologue. Sans grand profit, il fant bien

Il n'est pas inutile de décrire et de rapporter le texte de cette image. Elle est du format courant, ornée des emblèmes habituels des images mortuaires. A l'intérieur, il y a la photographie de Di Cristina, qui date d'au moins dix ans avant sa mort. Un visage intelligent et qui devait être très mobile, entre la cordialité et la dureté. Au-dessous de l'image, les dates de sa naissance et de sa mort : 18/7/1896 - 19/3/1961. En face, un distique, en caractères italiques, qui dit ceci :

le dire, que ce soit pour le policier ou pour le sociologue.

« En Lui, les hommes ont retrouvé une étincelle de l'éternité volée aux cieux », puis, en lettres capitales, cet éloge lapidaire :

« EN SE REALISANT / DANS TOUTE LA GAMME / DES POSSIBILITES HUMAINES / IL FIT VOIR AU MONDE CE QUE POUVAIT / UN HOMME VERITABLE / EN LUI VERTU ET INTELLIGENCE / BON SENS ET FORCE D'AME / SE CONJUGUERENT HEUREUSEMENT / POUR LE BIEN DE L'HUMBLE / POUR LA DEFAITE DE L'ORGUEILLEUX / IL TRAVAILLA SUR LA TERRE / EN IMPOSANT A SES SEMBLABLES / LE RESPECT DES VALEURS ETERNELLES / DE LA PERSONNALITE HU-MAINE / ENNEMI DE TOUTES LES INJUSTICES / IL DEMONTRA / PAR SES PAROLES ET PAR SES ACTES / QUE SA MAFIA NE FUT PAS DELINQUANCE / MAIS RESPECT ENVERS LA LOI DE L'HONNEUR / DEFENSE DE TOUT DROIT / QUELLE FUT AMOUR.

UN point de vue externe, l'éloge offre des éléments de nonveauté et d'intérêt (c'est-à-dire qu'ils sont neufs et intéressants dans le procès d'accusation qu'une partie de la société sicilienne et italienne commence à intenter à la mafia) : le mot de mafia est, pour la première fois, et, qui plus est, dans un document imprime, accepte et utilisé à l'intérieur du milieu mafieux, encore qu'il établisse une distinction entre « sa mafia » (celle de Di Cristina) et d'autres formes de mafia, dont on admet qu'elles peuvent être pure et simple délinquance : l'affirmation que le défunt s'est réalisé « dans toute la gamme des possibilités humaines >, lesquelles sont nombreuses, diverses, et ne sont pas toujours bénéfiques pour les autres, même si elles sont éclairées et guidées par la vertu (l'utilisation du mot vertu n'est pas fortuit ou impropre : la société mafieuse est une répétition larvaire de la société bourgeoise : la vertu des mafieux ressemble à celle de l'Esprit des lois); le verbe « imposer » (« en imposant à ses semblables »), qui implique l'usage de la force, de la violence, même si c'est pour rechercher l'avantage des humbles, le respect de la personne humaine et la défense de tout droit. Jugé de cette facon, le document peut paraître ingénu jusqu'au masochisme si l'on tient compte aussi du fait que, dès cette époque, tous les partis politiques (même ceux qui continuaient à entretenir d'inextricables rapports avec la mafia) participaient à la coalition anti-mafia mise en place par la gauche et que, à peine un an plus tard, le Parlement italien allait précisément décider l'institution d'une commission d'enquête sur le phénomène de la mafia en Sicile. On pouvait alors éventuellement avoir l'impression que l'éloge imprime dans cette carte-souvenir était l'œuvre d'un scribe etranger, de l'un de ces demi-lettres à qui les gens s'adressent dans les villages pour leur faire rédiger des lettres à des personnes importantes on des nécrologies; et dans ce cas, étranger au point de faire naître le soupçon qu'il avait pu s'offrir le luxe du double sens et de l'ironie. En réalité, c'était un document absolument intime, dicté par la douleur et destiné à ce que l'ethnologue Pitre appelait des « gens de même sentiment ». On ne sut pas, ou bien on ne voulut pas tenir compte de la façon dont il pouvait être lu et analysé en dehors de ce cercle d'amitiés, de respect, de connivence, dont Di Cristina avait joui non seulement à Riesi, mais aussi dans les villages voisins et dans ce que Machiavel aurait appelé les « hauts lieux » de la politique et de la bureaucratie regionale et nationale.

OUR la familie Di Cristina, cette image-souvenir fut une erreur : elle attira par trop l'attention et, par voie de conséquence, elle contraignit les amis des « hauts lieux » à se dégager d'une relation qui devenait compromettante.



(Photomontage Magnum-Eole)

Mais cela n'entama en rien le respect et l'approbation de la population de Riesi à l'égard de la famille : et l'on en eut une preuve le 1" juin 1978, lorsque environ dix mille personnes assistèrent aux funérailles de Giuseppe Di Cristina, le fils de l'homme qui avait « volé aux cieux une étincelle d'éternité ». Giuseppe, un comptable qui était impliqué dans une grave affaire judiciaire et qui venait de sortir de prison par une mesure de mise en liberté provisoire, avait été mystérieusement assassiné ; c'est pour cette raison que la police était allée observer et photographier ses funérailles, où les journalistes ne manquaient pas non plus. La stupeur des journalistes devant l'affliction du bourg tout entier fut profonde. « Les écoles et les bureaux étalent vides, les magasins baissaient leurs rideaux de fer pour ne rouvrir qu'après la fin des obsèques, les cinémas fermés pendant deux jours, la circulation interrompue pendant plusieurs heures et un cortège de dix mille personnes. » : c'est ce que rapportèrent les journaux siciliens.

Parmi ces dix mille personnes, les photos prises par la police permirent d'en identifier quarante-huit qui, pour assister à cet enterrement, s'étaient abusivement absentées de leur travail : et elles furent dénoncées pour « interruption de service public ». Dix-sept employés municipaux, quatre médecins communaux, quatre directeurs de C.E.S., cinq employes des postes, deux personnes du service de placement de la mairie, deux employés de la perception, dont l'un était sous-secrétaire provincial au parti républicain, trois cantonniers du service national des routes et un dépendant de l'administration provinciale, le vétérinaire municipal et quatre appariteurs des écoles avaient quitté leur travail pour accompagner Giuseppe Di Cristina au cimetière de la ville. Parce qu'ils n'avaient précisément pas signalé ces absences, on dénonça le maire de la petite ville (démocrate-chrétien) et un fonctionnaire du rectorat (secrétaire provincial du parti socialiste italien), et de même un assesseur municipal pour avoir autorisé les balayeurs de la commune à cesser de nettoyer les rues (et Dieu sait pourtant si c'est nécessaire) afin de transporter les innombrables couronnes qui ornent les enter-

Enfin, dulcis in fundo, deux cents lycéens se joignirent au triste cortège. Avaient-ils spontanément quitté leurs cours ou bien avaient-ils été invités par l'autorité à le faire? Fait inquiétant, en tout état de cause, qu'ils y aient participé en raison d'un sentiment d'affliction, ou par crainte, ou simplement pour échapper à quelques heures de classe et profiter du spectacle de ces funérailles.

NE manifestation aussi importante, une participation aussi totale de la ville aux funérailles d'un homme que les journaux avaient proclamé matieux et qui devait répondre de très lourdes accusations est un évenement qui a plus de valeur que tout le papier imprimé enquêtes, réquisitoires, essais — qui depuis un siècle environ voltige autour du phénomène de la mafia. Chacun des citoyens qui prenaient part à ces funérailles savait bien qu'il assumait de ce fait le rôle d'« ami » du défunt et qu'il restait fixe dans ce rôle dans la mémoire de la police, assistée par les documents photographiques : et pourtant, ils ne se soucialent pas du danger ou bien, au contraire, ils le défiaient. Pourquoi ? Parce que la peur que continuait à susciter la famille Di Cristina, le clan, l'association dont on considérait qu'elle était une partie, était plus forte que celle que suscitaient la police, l'Etat, la loi de l'Etat ? Il ne faut pas croire cela, il ne faut pas se faire d'illusions; la peur ne pouvait jouer que pour une part minime. Le comportement de la population de Riesi ne pent avoir que cette seule explication : le carabinier, l'Etat, la loi de l'Etat étaient comme inexistants en face de cet enterrement, comme s'ils n'étaient pas là ; le fait qu'ils fussent présents, carabiniers en uniforme et agents de police en civil, pour surveiller, pour prendre des notes et des clichés de ceux qui y prenaient part, cela n'avait aucune importance : pour les habitants de Riesi, cette cérémonie était un ante de leur vie, de leur manière d'être,

de leur vision des choses et de la seule loi - morale et pratique, d'affections et de faits, dans l'ordre intérieur et dans l'ordre social - qu'ils connaissaient vraiment.

✓ N revanche, et à titre de confirmation, voici un fait qui s'est produit environ un an plus tard à Palerme. Michele Reina, secrétaire provincial de la démocratie chrétienne, chef de groupe au conseil municipal, a été tué le soir du 9 mars de cette année. Une heure plus tard, le meurtre a été revendiqué par un coup de téléphone au Giornale di Sicilia du groupe extrémiste Prima Linea déclarant : «Nous avons exécuté le mafieux Michele Reina. » Sur le moment, on considère le coup de téléphone comme authentique, mais, à peine quelques heures plus tard, des doutes commencent à se manifester. Ces doutes se fondent sur deux convictions :

1) Il n'est pas possible que dans une ville telle que Palerme, dominée par la mafia, protégée par la mafia, un groupe extrémiste réussisse à perpétrer et à mener impunément une action qui presuppose une organisation et une préparation : la police — et on le voit bien dans les régions septentrionales - est incapable de prévenir des actions de ce type ou d'arriver à l'arrestation des coupables ; quant à la mafia, qui sait tout, qui voit tout, qui dispose d'un réseau d'information capillaire parfait, il n'est pas pensable qu'elle se soit laisse surprendre;

2) Le meurtre d'un démocrate-chrétien ne peut avoir que des motivations internes, de vengeance à l'intérieur même du parti, pour des raisons de pouvoir personnel ou d'affaires (candidatures aux élections imminentes pour les Parlements national et européen, ou pots-de-vin sur les adjudications de travaux publics). Le fait que, dans d'autres régions d'Italie, des démocrates-chrétiens aient été tués ou blessés aux jambes n'entame en rien cette conviction. En Sicile, c'est différent, ce ne peut être que différent.

An bout de quelques jours, les doutes deviennent des certitudes. Certitude que non seulement Michele Reina n'a pas été tué par le groupe Prima Linea, mais qu'il ne peut avoir été tué que par la mafia ou par une partie de la mafia, dans un contesta de conflits internes et pour des raisons de mafia. Il semble bien que la police en soit certaine, et les démocrates-chrétiens en sont tout à fait sûrs. Devant cette certitude, la ville tout entière pousse un grand soupir de souiagement. Il n'existe pas un seul indice précis sur lequel une telle certitude puisse se fonder; en revanche, il y en a deux, encore que vagues, sur quoi l'on peut fonder une opinion opposée ; la hâte et l'improvisation avec lesquelles l'action a été n'enée (avec une voiture volée le jour même et à laquelle (1 avait appliqué une plaque volée le jour même) et le tome de mafieux, utilisé dans le coup de téléphone au Gornale di Sicilia, qu'un vrai mafieux, en admettant qu'i ait donné ce coup de fil pour désorienter l'enquête, re prononcerait pas même en rêve ou sous la torture ; et nous avons vu quelle exception, dictée par la douleur, constitue l'usage qui en a été fait inconsidérément dans l'image-souvenir de Di Cristina. Mais on a besoin de reconstituer aussitôt l'illusion d'une mafia efficace et protectrice, inchangée, immuable. A gauche seulement on formule une hypothèse formellement différente, mais qui, en substance, accrédite l'image d'une mafia toute-puissante, sans l'assentiment de laquelle aucune action criminelle n'est possible : l'hypothèse que mafia et terrorisme se sont allies et que la mafia délibérément a laissé les mains libres aux terroristes. Hypothèse ridicule, mais elle est proférée avec un sérieux incroyable.

Nous ne pouvons, naturellement, affirmer, au-delà de tous les doutes, que Michele Reina a été assassiné par le groupe Prima Linea plutôt que par la mafia ou par un groupe (cosca) de la mafia en conflit avec d'autres. Mais le fait qu'une ville tout entière soit encline à se reposer dans la certitude qu'il a été tué par la mafia - et sans qu'il existe encore l'ombre d'une preuve - est un fait qui mérite qu'on y réflechisse, afin d'expliquer les raisons pour lesquelles le phénomène est demeuré jusqu'ici impossible a extirper.

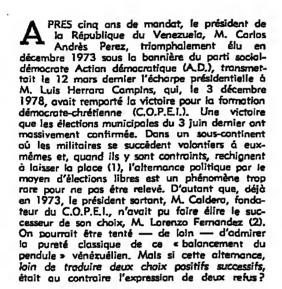
(1) Il ne s'agit pas d'une fiction ; les faits et les noms rapportés par l'auteur sont véridiques (R.D.L.R.).

LE VENEZUELA

ou la richesse non maîtrisée

L'arrivée au pouvoir d'un nouveau président relance l'espoir toujours vivace d'éliminer les plus graves injustices par une gestion plus efficace et plus démocratique

Reportage de BERNARD CASSEN



Tout se passe en effet comme si l'on s'était trouvé en décembre 1978 comme en juin 1979 en présence d'un vote fondamentalement négatif, d'un « non » au quinquennat de M. Carlos Andrés Perez, qui, sur le plan intérieur, a déçu les immenses et sans doute naîfs — espoirs que laissait entrevoir une monne pétrolière dont le déferiement a coîncidé avec sa prise de fonctions. L'opinion est assez largement répandue que cinq années cruclales ont été gâchées dans la course contre la montre nisation fondée sur une source d'énergle non renouvelable. Règne aussi le sentiment que l'argent trop facile, la mentalité de nouveau riche (« el nuevo riquismo ») et la fringale de consommation qu'ils ont engendrée en sont venus à miner profondément la société vénézuélienne et à saper ses

de richesses et d'argent engendre des problèmes

très graves auxquels nous devons prêter une

attention particulière. On voit noître comme un

appetit collectif d'enrichissement rapide, on voit

se développer des phénomènes négatifs qui met-tent à l'épreuve les valeurs éthiques de la com-munauté nationale. La société vénézuellemne en

général connaît des inadaptations depuis de nom-

centuer over la croissance rapide des richesses

breuses années, mais elles n'ant fait que s'ac-

M. Perez savait de quoi il parlait, pulsque c'est

sous son propre gouvernement que se sont mul-tiplés les scandales financiers touchant — entre des dizaines d'autres — l'achat d'autubus Ley-land pour le district fédéral de Caracas lorsque

M. Arria en était le gouverneur, l'acquisition d'un Boeing-737 présidentiel et surtaut celle des six frégates lance-missiles Italiennes. Il est peu de secteurs liés aux pouvoirs publics, du Centre Simon-Bolivar à la compagnie aérienne Aeropostal,

en passant par l'Institut national du logement e

divers ministères ou gouvernements d'Etat, où n'alent été signalés des irrégularités financières, des trafics d'influence, des passe-droits, etc. Et

Une telle situation, régulièrement dénoncée dans la presse et notamment dans l'hebdoma-

daire « Resumen », corroborée par les multiples

anecdotes qui courent dans chaque strate de la

société, explique les deux défaites électorales

successives de l'A.D., pourtant la formation poli-

tique la mieux implantée. C'est que les rumeurs persistantes n'épargnent pas le sommet de l'État. M. Carlos Andrès Perez est ouvertement accusé

tout cela dans l'impunité la plus totale.

Alars qu'il occu-pait la présidence,

M. Perez est inter-

venu à plusieurs re-

prises sur ce sujet délicat. Ainsi, en dé-cembre 1977, il dé-

cérémonie militaire :

« Cette abondance

Institutions. On observe d'alleurs un phénomène de corrosion comparable dans la Colombie voisine où les gigantesques revenus illicites des trafics de toutes sortes - et principalement de drogue et en détruisent les ressorts traditionnels (3).

Au-delà des problèmes criants et urgents posés par la dramatique dégradation des services publics, l'accraissement des inégalité sociales et du nombre des marginaux, la prolifération de la cole, l'imprévoyance de la politique pétrollère, c'est un sursout de nature morale qui était attendu de la nouvelle administration du président Herrera: l'élimination d'une corruption politique et administrative à l'échelle des revenus pétroliers du pays et la restauration de la crédibilité d'insti-tutions (police, justicé) que divers scandales retentissants ont quasiment détruite.

Ce n'est certainement pas la campagne électorale de décembre 1978 qui avait pu donner un avant-goût du redressement à opérer. Seuls deux candidats pouvaient sérieusement prétendre occuper le palais de Miraflores, M. Luis Piñerua (A.D.) et M. Luis Herrera (C.O.P.E.I.), et l'on estime qu'ils ont chacun dépensé, pour tenter de se faire élire, 400 millions de bolivars (4) (soit plus de 400 millions de francs). Un troisième prétendant, M. Diego Arria, gouverneur de Caracas pendant une partie du mandat de M. Carlos Andrès Perez, a dépensé des sommes sans doute comparables mais pour des résultats négligeables (1,70 % des

qui n'est pos rééligible avant dix ans - se comportait pourtant en véritable candidat, faisant acheter des pages entières de publicité dans les journoux et les magazines pour célébrer les réalisations de son gouvernement, multipliant les voyages en province pour inaugurer des travaux achevés

d'avoir non seulement couvert les multiples irré-gularités commises par des membres de son

parti (5), mais d'en avoir été lui-même un des

principaux bénéficiaires. M. Romulo Betancourt,

ancien président et fondateur de l'A.D., ne se aêne

guère pour dire oux journalistes que M. Carlos Andrés Perez est devenu en quelques onnées un

des hommes les plus riches... d'Amérique latine.

Quant au directeur de l'hebdomadaire « Resumen »,

du Venezuelo non pour des raisons politiques (so revue se situe au centre droit) mais pour échapper

à la vindicte personnelle de M. Perez, qui l'avait

déjà fait emprisonner pour un délit civil, il n'hésitait pas à déclarer au lendemain de la vic-

toire de M. Herrera Campins, quelques minutes avant de prendre l'avion pour l'étranger: « Je suis persuadé que Perez (...) a fait un usage irré-

gulier de ses attributions pour accorder un traite-

ment de faveur à ses amis, qu'il a enrichis, et je suis persuadé qu'il s'est lui-même enrichi de façon

Ce n'est pas l'affaire Carmona qui a rehaussè

le prestige du président Perez : le 18 juillet 1978, l'avocat Ramon Carmona Vasquez fut assassiné en plein Caracas par des tueurs qui n'étaient

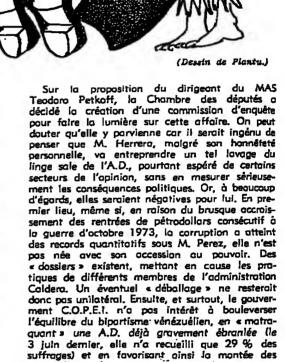
illicite » (6).

M. Jorge Olivarria, qui a dù s'exiler deux fi

Rivalités de personnes

ou non... Coût de l'opération « défense et Illustration du président Perez » : probablement autant que la compagne des trois autres candidats. En 1978, le Venezuela des « ranchitos », ces bidonet aux alentours des villes de province, le Vene-zuela des 53 % d'enfants illégitimes s'est ainsi offert le luxe de dépenser un total d'environ 1 milliard et demi de bolivars en caravanes publicitaires, tee-shirts, achats d'annonces dans la presse, à la radio et à la télévision, location de jets > pour les candidats et leur entourage, etc. Les élections municipales de juin 1979 — qui pour la première fois avaient été séparées des présidentielles — ont constitué une accasion sup-plémentaire de gaspillages en tous genres, bien

D'où vient l'argent? La question n'est même pas jugée déplacée car tout le monde connaît la réponse : d'une manière générale, de la corruption présente et passée pour tous ceux qui occupent ou ont occupé le pauvoir. M. Gonzalo Barrios, président de l'A.D. - et personnalité unanimement reconnue comme intègre, - déclarait à des jaurnalistes: « Je crois qu'au Venexuela les fonctionnaires volent parce qu'ils n'ant aucune raison de ne pas voler. » Un diplamate européen nous a raconté comment sous le gouvernement de tant discuter le pourcentage de la commission qui lui reviendrait sur une importante transaction commerciale avec une entreprise du pays que gêne, comme s'il s'ogissait d'une pratique routinlère. Selon notre interlocuteur, les toux varient de 5 à 15 % du prix des biens ou services fournis. A l'entreprise exportatrice de prendre les dispositions nécessaires pour intégrer ces pots-devin dans sa comptabilité. Faute de quoi elle n'était pas compétitive au Venezuela...



Une lutte pour le pouvoir est déjà engagée dans l'A.D. Jusqu'à ce jour. M. Betancourt en avait été le chef incontesté. C'est lui qui, dans son style autocratique, avait chaisi les candidats du parti aux élections consecutives à sa présidence (1958-1963). M. Perez avoit été son protégé mais, devenu président, il s'affranchit de sa tutelle, sans parvenir cependant à Imposer son candidat présidentiel pour 1978, M. Betancourt ayant assez facilement foit investir M. Luis Piñerua, personnalité médiocre (7), sans aucune envergure d'homme l'Etat, dont les deux seuls titres à gouverner étaient sa probité personnelle et sa fidélité inconditionnelle à « don Romula ». La défaite du protégé a atteint sévèrement le protecteur, qui est de surcroît contesté en raison de son âge (Il est septuagénaire), de son goût du pouvoir personnel et de son attachement aux États-Unis, où il passe d'ailleurs une bonne partie de son temps.

M. Perez, devenu comme ses prédécesseurs, MM. Betancourt et Caldera, sénateur à vie, a ainsi réussi le tour de force de rendre son rival responsable d'une défaite à loquelle son action présidentielle avait pourtant largement contribué... Les résultats, catastrophiques pour l'A.D., des élections municipales de Juin dernier ne l'ant pas davantage affecté. Démentant — déjà! — voufoir être candidat à la présidence en 1988. Il lul faut s'assurer le contrôle total de l'A.D., ce qui implique l'élimination de la vieille garde bétancouriste et en particulier de MM. Piñerua, Barrios et de l'actuel secrétaire général du parti, M. Ale-jandro Izaguirre. Il ne lul est pas très facile de se poser en homme de parti, car chacun sait que pendant son quinquennat les liens entre la présidence et l'A.D. furent extrêmement distendus. Si les « dossiers » qui s'accumulent contre lui le contraignent pas à quitter la vie politique, M. Perez dispose d'excellents atouts : son exceptionnelle énergie, ses bons rapports avec la gauche comme avec le patronat, sa stature internationale et, bien entendu, ses moyens financiers.

M. Herrero Compins, représentant la gauche de son parti, avait été, en 1973, candidat molheureux à l'investiture présidentielle du C.O.P.E.I., M. Caldera ayant imposé M. Lorenzo Fernandez, personnalité effacée qui connut à l'époque le même sort électoral que M. Piñerua en 1978. En 1977, M. Herrera obtint assez facilement son investi-

(1) Ce fut le cas en Equateur, où des élections présidentielles furent organisées par le gouvernement militairs. Les proclamation des résultats ayant fait l'objet de multiples tenjversations, il failut attendre le 28 avril 1979 pour qu'un civil. M. Jaimes Roldos, soit enfin élu.

(2) Voir le reportage de B. Cassen. « Un déluge de bolivars pour le nouveau président ». Le Monde diplomatique, mars 1974.

(3) Sur la Colombie. voir le Monde diplomatique de novembre 1977 et de juin 1979.

(4) Selon un document confidentiel interns à l'AD. et qui fut rendu public par le candidat du MEP (Mouvement électoral du peuple). M. Luis Pigueros, la seule promotion publicitaire de M. Perez. Mais aussi sous ceux de Raui Léoni (aujourd'hui décédé) et même de M. Romulo Betancourt.

(5) Resumen, n° 267, 17 décembre 1978.

(7) Son comportement alimentait en bons mots la tampagne électorals. C'est lui qui, a-t-on rapporté, pensait que la Namible était une provisce du Nicaragua.



FONDATION DE L'

ÉCOLE INTERNATIONALE DE GENÈVE

LA GRANDE-BOISSIERE 62, route de Chêne 1208 GENEVE (Suisse)

1297: FOUNEX (Vaud) (Suisse)

Tél.: 022,36-71-30

Tél.: 022.76-17-76

BACCALAUREAT INTERNATIONAL Maturité fédérale suisse - Baccalauréat français Internat et externat pour filles et garçons Sports d'été et d'hiver



LE VEN

right for a treat ng g lairagan ೨ ೯೭ ೪೦ / ವೆರೆಡ . 277 'es qua te fies d'attent .. e.e. tésar territo bien bia que l'ent à d

> LE MO diplo Abonn

-14 la somme - - : « Monde . OPTION: Je désire, e 0.55es: je v Fcites ser, of Prametion

err de la capital or in. la constr en 1975 seulen moret que su representer o . qui puisede mieux ist: mais . tes generalis**ės,** in Tune des vill 441 endroits où Their tent co e resident lun s in at un trois ::: de partée mé ture, maigré l'extrême réserve de M. Caldera, qui partizipa d'ailleurs assez mollement à sa cam-pagne. M. Caldera songe à se représenter en 1983, et il un faut donc contrôler étroitement son propre parti. En ce sens, l'arrivée à la magistra-ture suprême de M. Herrera crée un pôle de pouvoir de nature à brouiller les cartes, d'autant que l'actuel secrétaire général du C.O.P.E.I., M. Pedro Pablo Aguilor, pourrait lui aussi se mettre sur les

C'est pourquoi les « caldéristes » voudraient imposer à sa place M. Eduardo Fernandez, qui,

par la même occasion, se placerait en bonne posi-tion pour une candidature en 1988. Les partisans de M. Herrero, eux, voudraient traduire dans la mochine du parti leur victoire électorale. Certains pensent que l'actuel ministre de l'intérieur, M. Rafael Montes de Oca, démissionnerait de son poste pour prendre le secrétariat général du C.O.P.E.I., auquel est également candidat un brillant économiste, représentant la gauche du parti, M. Abdon Vivas Teran.

Les deux sénateurs à vie Betancourt et Coldera ont jusqu'ici, grôce à une bonne entente qui les renforçait l'un l'autre, joué le rôle de pères de la patrie, de tuteurs de la démocratie vénézuélienne et de chefs suprêmes de leur parti, mais leur hégémonie est désannais menacée, et leurs rivoux ne peuvent escompter briser un axe les maintenant sous tutelle qu'en lui opposant un autre axe. D'aù, entre autres raisons, le souci probable de M. Herrera de ne pas définitivement briser les reins de M. Perez, tout en ne faisant rien pour dissiper les rumeurs qui ont été si dommageables à l'A.D.

L'éparpillement des forces de gauche



« gouvernement de la guanabana », à l'image de ce truit tropical (connu en ançais sous le nom de corossol) qui abonde au Venezuela et qui cache sous une peau verte (couleur du C.O.P.E.I.) une chair sucrée blanche (couleur de l'A.D.). De tels propos n'excluent pas un accord sur la réportition des hautes

M. Herrera Cam-

pins avait répété à

de multiples reprises

qu'il n'y aurait pas

charges de l'Etat : présidence du Congrès (reve-nant au C.O.P.E.I.), de la Chambre des députés (revenant à l'A.D.), magistrats de la Cour suprème, contrôleur général, procureur général, etc. Ensemble, les candidats présidentiels des deux « partis du consensus » avaient abtenu 90 % des voix (46,62 à M. Herrera, 43,34 à M. Piñerua), le candidat du MAS, M. Jose Vincente Rangel, arrivant en troisieme position avec 5,15 %. Bipolarisation presque parfaite, conséquence de l'implantation nationale des deux grands partis et

surtout des fantastiques moyens dont ils disposent,

qui, de foit, sont une manière comme une autre

de fausser gravement le jeu de la démocratie (8).

C'est, pour utiliser le langage du marketing, le c positionnement » des hommes politiques à l'in-

térieur de leur formation plutôt que cette formation en tant que telle qui peut faire évoluer, par petites touches successives, la politique vénézué-lienne. A cet égard, M. Herrera, qui n'aime pas qu'on le classe à gauche, reconnait néanmoins: « A l'intérieur et à l'extériour du C.O.P.E.I., je suis ce que je dis : un démocrate-chrétien en position d'avant-garde, de rénovation, de transfor tion. » Quant à la distinction entre le C.O.P.E.I. et l'A.D., le nouveau président la définit ainsi : « La démocratie chrêtienne (...) est un porti de centre gauche. L'A.D. fut un parti de centre gouche qui s'est transformé en parti de centre

Il est de fait que M. Herrera n'a du son succès final qu'à un apport considérable de voix d'électeurs de gauche qui, voulant « voter utile : pour le scrutin présidentiel (la tarjeta grande) lul ont apporté leur suffrage, tout en votant pour l'un des six partis de gauche dans les élections des sénateurs et députés (tarjeta pequeña), où le C.O.P.E.I. et l'A.D. ont obtenu chacun seulement 39,70 % des voix. A la Chambre des députés, la gauche, toutes tendances réunles — MAS, MIR (Mouvement de la gouche révolu-tionnaire), MEP (Mouvement électoral du peuple), P.C.V. (Parti communiste du Venezuela), VUC (Avant - garde unitaire communiste, scission récente du P.C.V.) et Ligue socialiste, — abtient suffisamment de sièges pour faire pencher la balonce d'un côté ou de l'autre puisque, sur cent quatre-vingt-seize sièges, l'A.D. et le C.O.P.E.I. en ont chacun obtenu quatre-vingt-six. L'arithmétique parlementaire contraint donc M. Herrera à rechercher, au-delà de son parti, des « majorités d'idées ».

Il ne fait pas de donte que la trajectoire poli-tique progressiste de M. Herrera éveille de la sympathie dans les partis de gauche. Cepen-dant, le problème fondamental auquel ils étaient confrontés était celui de leur émiettement et de la difficile recherche d'une certaine unité. Quatre candidats à la présidence, six partis représentés au Congrès, c'était beaucoup pour un électorat qui n'atteignait pas 13 % des suffrages. Les partis de gauche ont tiré une première leçon des consequences de leur éparpillement en se présentant unis oux élections municipales de juin. Leur score est ainsi passè de 13 à 18 % des voix. S'affirmant — avec 11 % — comme la pre-mière force politique de la coalition, le MAS recueille les fruits d'une dynamique unitaire qu'il avait refusée lors des élections présidentielles. Ce bon résultat devrait lui éviter à l'avenir toute tentation de faire cavalier seul. Comme nous le déclarait M. Americo Martin, le chef du MIR, « il y a un énorme vide à remplir chez les marginoux et les travailleurs. Je suis sur que la gauche peut se transformer en force substantielle, mais l'unité c'est le pluriel, pos l'hégémonie d'un

un enfent sur cinq est à l'écart du système éducctif... On n'en finirait pas d'aligner les indicateurs sociaux qui rendent compte de la dureté de la vie pour la grande masse de la population (9).

M. Arturo Uslar Pietri (10), ambassadeur du Venezuelo à l'UNESCO, et sons doute l'un des plus brillants intellectuels de son pays, apporte copendant un correctif : « Il y a de la misère dans les « ranchas », mais il y a aussi beaucoup de gens qui veulent vivre la et nulle part ailleurs... J'ai constaté qu'y résident des gens dont les revenus dépassent 3 000 bolivors par mois. Ils vivent ainsi parce que celo leur coûte moins cher. Et comme ils n'ont aucun sens des responsobilités (on ne les y a pas formés), peu leur importe leur famille. » Quant à M. Luis Esteban Rey, journaliste, député de l'A.D., bien connu pour la finesse de ses analyses, il nous explique lui aussi qu'il ne faut pas voir la marginalité de façon trop simpliste : « Avec la richesse potro-lière, beaucoup d'argent a circule; une partia non négligeable est arrivée jusque dans les poches des marginaux qui vivent au jour la jour. » Vivre au jour le jour, c'est aussi ce que font certains titulaires d'un emploi stable, à en juger par un absentéisme aui atteint des proportions considérables. Un industriel nous donne quelques chiffres : 50 % d'absents le lundi motin, 30 % le mardi, 10 % le mercredi et le jeudi. Ce manque de conscience professionnelle explique la détérioration de tous les matériels, le gaspillage des produits alimentaires, qui pourrissent dans les entrepôts, l'existence de « cimetières d'autobus » comme celui de La Yaguara, dans le district fédéral, au deux cents véhicules qui, moyennant une réparation ou une pièce de rechange, pourraient renforcer le parc très insuffisant de Caracas, sont l'entement rongés par la pluie et le soleil.

Cette même irresponsabilité sévit dans les closses moyennes ou supérieures, où l'on n'est pas plus conscient des problèmes ni même de l'existence de l' « autre Venezuela » et de l'absurdité de son propre style de vie. Le Venezuela est sans doute le pays qui consamme le plus d'alcool au monde : en 1977, 20 millions de litres de whisky (plus sans doute 10 millions entrés en contrebande), 700 millions de litres de bière, 10 millions de litres de rhum et 40 millions d'autres alcools. C'est dans la haute bourgeoisie et dans les milieux éduques que l'on boit le plus. A une réception organisée pour l'inauguration d'un complexe pétrochimique, chocune des tables prévues pour quatre invités étalt pourvue d'une bouteille de whisky... pour commencer. Arturo Uslar Pietri voit dans l'alcoolisme un fléau bien pire que le paludisme : L'alcool circule dans tout le Venezuela, dans toutes les classes sociales, mais c'est dans les milieux intellectuels qu'il est le plus actif et qu'il fait le plus de royages. »

Autre exemple de l'alienation des classes oisées : les vacances ou les week-ends à Mlomi. Alors que le Venezuela abonde en plages splendides, le fin du fin est d'acquérir un appartement a Miami et d'y posser le somedi et le dimanche, si possible en « jet » privé. On estime à plus de deux milliords de dollars la valeur des investissements immobiliers des Vénézuéliens dans la métropole de la Floride... En mars 1977, dans son message au Congrès, M. Carlos Andrès Perez affirmait néanmoins : « Nous avons comblé la brêche entre le Venezula des privilèges et le Venezuelo des marginaux... »

Richesse gaspillée, détérioration sociale



Quel Venezuela M. Herrera Compins g-t-il trouvé en prenant ses fonctions Un Etat artificieliement richissime mais gaspilleur, au a d'une manière générale très mai « semé » son pétrole. En face, une population où l'abime

entre riches et pauvres s'est encore élargi, aù la marginalité devient quantitativement et qualitativement alarmante, où les services publics sont dans une situation catastrophique et où surtout, à tous les niveaux de la société, l'idéologie du chacun pour soi » tient lieu d'esprit civique.

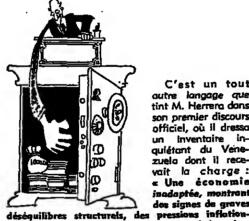
N'importe quel voyageur devant prendre un avion matinal à l'aéroport de Maiguetia, près de Caracos, a pu voir des cinq heures et demie du motin, dans les quartlers populaires, les interminables files d'attente devant les stations d'autobus où, avec résignation, chacun attend une heure, parfais bien plus, qu'un véhicule déjà bondé veuille bien s'arrêter. C'est un cauchemor quotidien que vivent à des degrés divers tous les hobitants de la capitale en raison du chaos de la circulation, la construction du mêtro ayant été décidée en 1976 seulement. Pour ceux qui ne peuvent compter que sur les transports en commun, le trajet entre le domicile et le lieu de travail peut représenter quatre heures aller et retour. Celui qui possède une automobile est sans doute mieux loti mais il n'échappe pas aux embouteillages généralisés, inextricables et per-

Caracas est l'une des villes les plus polluées du monde, un des endroits où il est le plus difficile de se loger, cussi bien pour le voyageur de passage (les hôtels sont complets en permanence) ur le résident (un studio pouvant se louer 1 800 bolivars et un trois pièces 4 500, ce qui les met hors de portée même des membres de la

classe movenne). Si l'on gloute les coupures d'eau, fréquentes dans certains quartiers, le mauvais fonctionnement du téléphone, l'état de délabrement des hôpitaux et des écoles, l'insécurité totale dans certains quartiers (comme ceux du « 23 janvier » et d'El Valle, où la police ne

pénètre jamais), on est même surpris qu'une situation sociale aussi explosive n'ait pas dégénéré en émeutes. Dans l'ensemble du pays il manque huit cent mille logements, la moitlé de la population vivant dans des « ranches » sans équipement sonitaire et très souvent sans électricité;

L'illusion pétrolière eu tendance à baisser, cependant que les Importa-C'est un tout



autre langage que tint M. Herrera dans son premier discours officiel, où il dressa un inventaire inquiétant du Venezuelo dont il recevait la charge : « Une économie inadaptée, montrant des signes de graves

nistes et spéculatives qui ont provoqué une érosion alarmante du pouvoir d'achat des classes moyennes et des innombrables cellules marginales du pays. Je reçois un Venezuela hypothéqué. » Le bilan est sévère mais exact. Comment en est-on arrive la?

C'est la conception même du développement économique du pays qui est en cause, fondée sur ce que l'on a appelé « el facilismo petrolero » : l'idée que, dans un pays dont 95 % des devises presque 70 % des rentrées fiscales proviennent de l'exportation des hydrocarbures, le pêtrole à gogo réglera tous les problèmes et toutes les factures. Or, après le brusque triplement des prix consécutif à la guerre d'octabre 1973, les rentrées pétrolières se sont stabilisées, puis ont

tions suivaient une courbe constamment ascendante. Qu'an en juge: en 1974, les biens et services importés (supérieurs en valeur de 47,6 % à ceux de l'année précédente) représentaient un total de 3,8 milliords de dollars; en 1975, la note s'élevait à 5,4; en 1976, à 6,8; en 1977, à 9,2; en 1978, à 11,5. Une véritable frénésie d'Importations de toutes sortes qui font de Caracas une ville où l'on trouve en abondance tous les parfums et cognacs français, tous les whiskies écossais, tous les gadgets électroniques japonais... Les Vénézuéliens riches dépensent sons compte à l'extérieur. Ainsi les avions qui assurent la ligison entre Curação (Antilles néerlandaises) et Caracas sont-ils constamment bondés de passacers portant à grand peine des paquets de tous formats tellement nombreux que, la soute ne suffisant plus, ils encombrent la cabine. On fait le voyage uniquement pour profiter des tarifs avantageux des boutiques hors taxes de la petite île. Même phénomène à Miami, où, en 1977, selon les statistiques du département de la promotion touristique de la ville, les cent dix mille touristes vénézuéliens (13 % du total des visiteurs étrangers) ont dépensé à eux seuls 1,4 milliord de dollars (40 % du total des rentrées touristiques). Dans le même temps, si la valeur des exporta-tions pétrolières passe de 8,4 milliards de dollars

en 1975 à 8,8 milliards en 1976 et 9,2 milliards en 1977, la participation fiscole, elle, baisse de 32 milliards de bolivars (7,5 milliards de dollars) en 1975 à 24 milliards de bollvars (5,7 milliards de dollars) en 1978. Cela en raison de la réduction des quantités exportées, des monœuvres des grandes compagnies (qui commercialisent 80 % du pétrole vénézuélien et qui s'approprient tous les super-bénéfices provenant des fluctuations du marché) et enfin de la ponction due aux gigantesques investissements nécessoires pour maintenir le potentiel d'exploitation. Ainsi, au moment aù l'Etat et les particuliers privilégiés dépensaient sons compter en tablant sur l'illusion de rentrées pétrolières illimitées, celles-ci, comme c'est d'ailleurs le cas dans tous les pays de l'OPEP (11), ne cessaient de diminuer.

(Lire la suite page 16.)

(5) Voir le dossier «Le démocratie trahle par les manipulations électorales », le Monde diplomatique, février 1978. (8) Voir à cet égard La Miseria en Venezuela de Michel Chossudovsky (éditions Vadeil, Valencia, Venezuela, 1977).

(10) Alfredo Peña, Conpersaciones con Uslar Pietri. Editorial Ateneo, Caracas, 1973. (11) Voir l'article de Nicolas Sarkis, e Le crise de l'énergie et la prix du pétrole », le Monde diplo-matique, mars 1979.

LE MONDE diplomatique

Abonnez-vous

Le Monde diplomatique présente chaque mois la vision la plus complète sur les événements politiques, économiques, sociaux et culturels à l'étranger. C'est le complément indispensable du quotidien pour tous ceux dont les fonctions ou l'intérêt s'attachent à mieux connaître ce qui se passe dans le monde.

NOM	
Prénom	
Adresse	
	Code postal

Je vaus règle la somme de 65 F pour mon abonnement d'un an (douze numéros) ou « Monde diplomatique » et le reçois en supplément l'un des numéros cochés ci-contre.

OPTION: Je désire, en outre, recevoir les autres numéros que j'ai cochés; je vous les règle sur la base de 6 F l'exemplaire.

Choisissez l'un des numéros suivants:

300. Guerre en Asie, mars 1979.
 299. L'économie algérienne et la logique de l'indépendance, février 1979.
 298. L'autonomie selon larsé, janvier 1979.
 297. L'Iran du refus, décembre 1978.
 285 La course aux productions multiaires, octobre 1978.
 294. Le Vietnam face à la Chine, septembre 1978.

294, Le victnam lace a la camba, esperante 1978.

293. Peut-on se fier aux prévisions ?

292. Le regain d'agitation en Iran.

291, Le Chill des contradictions.

290. Une droite triomphante aux, Etate-Unis, mai 1978.

289. L'Italie de la violence, avril 1978.

Faites le total de votre commande et envoyez-nous votre règlement à : « LE MONDE », service Promotion abonnements, départements publications annexes, 5, rue des Italieus, 75427 PARIS Cedex 09.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur : Hubert BEUVE-MERY
Directeur de la publication : Jacques FAUVET
Rédacteur en chef : Claude JULIEN
Rédactrice en chef adjoints : Micheline PAUNET

Prix de l'abounement annuel (en frança) VOIE NORMALE

VOIE NORMALE

France, DOM, TOM, Centrafrique, Congo, Côte-d'Ivoire, Dahomey, République
de Djibouti, Gabon, Mauritanie, République malgache, Mail, Niger, Sénégal,
Triad, Bante-Voita, Cameronn, Togo, Guinée, Tunisie, Posts militaire,
Posts navale, Andorre, Monsco

PAR AVION (abonnement et taxes) :

DOM, Cameroun, Centrafrique, Congo, Côte-d'Ivoire, Dahomsy, Gabon, Guinée, Mail, Mauritanie, Niger, Sénégai, Tchad, Togo, Haute-Volta, Bépublique de Dil-bouti Haute-volta, sopulario de la faction de la f

Libye, Egypte, Arabie Szoudite,

the state of the second

(Chèque postal : Paris nº 4207-23)

Rédaction et administration, à rue des Italians, 75427 PARIS CEDEX 69 Tél.: Rédaction et abonnements : 246-72-23. nents : 246-73-23. Téles : Le Monde 650-572 Paris Adr. télégraphique : Jourmonde Paris

(Suite de la page 15.)

Certes, les mesures spectaculaires qui ont été prises le 28 juin dernier par l'OPEP (fixation d'un prix plafond à 23,50 dollars le baril) que le Venezuela va appliquer avec modération puisqu'il vendra son pétrole seulement 21,85 dollars le baril, vont peut-être arrêter, voire infléchir provisoirement cette tendance. L'une des premières conséquences est un changement de signe du solde de la balance commerciale : excédentaire de plus de 5,8 milliards de dollars en 1974, elle a été déficitaire de 2 milliards en 1978. Quant à la dette publique, qui a augmenté de 562 % en cinq ans, elle atteint actuellement le chiffre de 7 mil liards de dollars, son service ayant représenté en 1978, 15 % du budget. Certes, tout cet argent n'a pas été dépensé en vain : les bases d'une grande politique industrielle ont été letées dans la Guyone vénézuélle. la Guyane vénézuélienne. L'entreprise sidérur-gique d'Etat Sidor produit actuellement 1,2 mllion de tonnes d'acier et devrait, si les prévisions se réalisent, en produire 10 millions en 1985, dégageant ainsi une forte capacité d'exportation vers les pays voisins (la consommation actuelle étant de l'ordre de 3,2 millions de tonnes). Les deux usines d'aluminium de la Guyane, Alcasa et Venalum (inaugurées en juin 1978), devroient également faire du Venezuela le premier exportateur latino-américain de ce métal.

Déficit alimentaire

M ALGRE des investissements considérables dans l'agriculture, l'échec de la politique du gouvernement Perez a été patent. La manne des crédits et des mesures fiscales a bénéficié aux gros agrariens, lies au capitalisme financier local et international, et aux intermédiaires et spécu lateurs en tous genres. Quant aux petits et moyens producteurs, qui n'ont qu'un accès difficile aux crédits, à la mécanisation et à l'assistance technique, ils s'essoufflent ou se prolétarisent en roison du blocage des prix; d'où un exode rural persistant malgré la pénurie de main-d'œuvre à la campagne. L'agriculture, qui occupe 18 % de la population active, ne participe que pour 6 % au PIB. La conséquence la plus spectaculaire d été l'accroissement constant des importations de produits alimentaires: viande, blé, mais, haricots, sorgho, particulièrement importantes en 1976 en raison des difficultés allmatiques mais nullement exceptionnelles. Ainsi, en 1977, malgré une croissance de la production agricole de 10,4 % par rapport à l'année précédente, il fallut augmenter les importations de plus de 60 %...

Pour M. Herrera, le mot-clé en matière économique est donc « austérité » : « Le peuple doit savoir que l'époque est révolue des dépenses administratives extravagantes, des investissements insatiables et de la consommation à outrance. Nous devous revenir à des habitudes de vie plus sobres et plus sensées, en vue de parvenir à une croissance modérée et continue. » Mais, il y a cinq ans, M. Carlos Andres Perez parlait déjà d'une gestion de l'abondance avec des critères de pénurie...

La situation pétrolière — qui conditionne pour longtemps le développement du pays, - malgré ses aspects conjoncturels favorables, est en effet préoccupante pour l'avenir. Sans doute, la hausse des prix de janvier 1978 a-t-elle rapporté 3.4 mil-

llards de bollvars supplémentaires de devises et a-t-elle fait rentrer 2 milliards de bolivars dans les caisses de l'Etat. Une nouvelle augmentation (décidée début mors par le ministre des mines et de l'énergie sortant) de 1,20 dollar par baril à compter du 1er avril 1979 a apporté encore 2.5 milliards de devises supplémentaires. Le 16 mai, le Venezuela décidait une nouvelle augmentation de 60 cents par baril de brut léger et, à la suite de la réunion de l'OPEP en juin, il a décidé de vendre 21,85 dollars chacun des deux millions quatre cent mille barils qu'il produit chaque jour. A moyen terme cependant, la composition globale du pétrole extrait au Vene-zuela risque de se détériorer. En raison de la carence des compagnies privées nationalisées en 1976, on extrait davantage de pétrole qu'on n'en découvre. De surcroit, la proportion des bruts légers dans la production totale tend à diminuer alors qu'augmente celle des bruts moyens et lourds (36 % en 1978 contre 25 % en 1977), ce qui est l'une des causes du fléchissement de la participation fiscale. La découverte en juin demier d'un important gisement de brut léger dans le golfe de la Vela est un facteur d'optimisme, mais il seroit prématuré de tabler sur un renversement de tendance.

L'urgence, pour maintenir la production et donc les rentrées de devises, est de poursuivre un important effort d'exploration, auquel on a consacré plus de 1 milliard de bolivars en 1978. Les découvertes ont atteint un total de 168 mil-lions de barils en 1977, de 191 millions de barils en 1978. Pour la première fois depuis la nationalisation, le tatal des réserves prouvées a augmenté de 162 millions de barils pour atteindre 18,5 milliards de barils (12). La situation n'est donc pas préoccupante pour l'avenir, à condition de mettre fin aux manipulations des multinationales, qui commercialisent 80 % du pétrok vénézuélien et sont en mesure de peser sur les prix de la manière qui leur est la plus favorable c'est-à-dire la plus défavorable au Venezuela (13) Reste enfin la terre promise de la « Faja del Orinaco », la fameuse « ceinture de l'Orénoque », qui produit un brut visqueux nécessitant une technologie très complexe et très coûteuse pour

Les Etats-Unis convoitent ouvertement cette gigantesque réserve stratégique, comme l'attestent le rapport de la commission des affaires étrangères du Sénat : « The Future of Saudi Arabia Oil Production», et un document Interne du département de l'énergle. Ce texte va jusqu'à préconiser la signature d'un contrat direct entre le gouvernement des États et celui du Venezuela garantissant un prix plancher pour le pétrole de l'Orenoque et un pourcentage garanti du marché américain, en échange du financement des installations nécessaires à l'exploitation de ce type de brut, et dont le montant se situerait entre 40 et 50 milliards de dollars pour une production de cinq millions de barils par Jour (14). M. Herrera s'est cependant engagé à réserver strictement à l'État vénézuélien le développement et la gestion de ce pétrole de l'an 2000.

Dans l'immédiat, la tâche du gouvernement va consister à redonner confiance à une population sévèrement dêçue de n'avoir pas bénéficié de la richesse pétrollère et à accorder une priorité absolue à un programme de construction de

logements populaires ainsi que d'appartements pour les classes moyennes (dont les ressources n'ont pas suivi l'évolution vertigineuse des prix des terrains urbains), à améliorer les transports, l'assoinissement, la fourniture d'eau et d'électricité, les écoles, le système de santé, etc. Il ne s'agira pas de travaux spectaculaires se prétant à des inaugurations à grand spectacle comme celles que M. Carlos Andrès Perez affectionnait, mais de micro-réalisations dont l'effet global ne peut se faire sentir qu'à moyen terme.

Les premiers mois du gouvernement de M. Herrera ont été marqués par un attentisme du en particulier au peu d'intérêt des principaux diri-geants du C.O.P.E.I. — qui songent déjà aux échéances de 1983 et 1988 — à s'engager dans l'action gouvernementale. Le raz de marée « vert > des municipales démontre que le pays renforce sa confiance envers le président. Fort de cette confirmation de son mandat, il va désarmais disposer des moyens d'une politique volontariste.

Les observateurs les plus avisés nourrissent de inquiétudes sur le sort de la démocratie vénézuélienne si elle ne corrige pos rapidement ses vices les plus criants. M. Alfredo Tarre Murzi (plus connu sous le pseudonyme de Sanin, qu'il utilise pour ses chroniques dans le quotidien El Nacional et pour ses livres) est un des critiques plus virulents des conséquences pernicieuses de l'action du gouvernement de M. Perez, de l'évolution d'un pays qui s'est transformé Venezuela saoudite > : « Une nation multimillionnaire qui fait étalage de sa richesse et la gaspille de manière criminelle sons aucun contrôle des organes dámocratiques » (15). Nous montrant une armoire où sont entreposés de volumineux dosslers, un par ministère, contenant les pièces de mille huit cents cas de corruption, il n'écartait pas avant l'élection de M. Herrera l'hypothèse d'un coup d'Etat de type brésilien : « La perte des valeurs marales, l'insécurité juridique et policière, la corruption, sont des risques un jour, passer de la critique silencieuse au « golpe », pour mettre en place une technocratie

Plus grave encore est selon lui le risque pour le pays de perdre son identité nationale : « Le Venezuela est un cas type de pathologie sociole perdu ses racines culturelles, sa physionomie spécifique (...). C'est un pays qui a abandonné tout effort créateur dans les tâches productives, pour s'abandonner aux divertissements fociles, à la consommation jayeuse (...), un pays où tout s'achète et tout se vend... » On retrouve là l'écho des préoccupations de l'Académie d'histoire, qui a déclaré que « le Venezuela pourrait se trans-former en campement, en colonie de nature ambiguē, en entité sans passé. » De même l'ancien ministre des affaires étrangères Ramon Escovar Salom lançait un cri d'alarme : « Le Venexuela est menacé dans sa survie en tant que pays (...). Nous sommes en train de produire un pays sans homogénéité historique et sans dessein national. Nous n'avons aucune stratégie démographique. » Et de faire allusion au million et demi de Colombiens entrés clandestinement au Venezuela dans l'espoir de trouver un emploi et pour lesquels aucune politique n'a

La déculturation entretenue par les grands moyens d'information, les schemas de pensée importés, l'arrivée massive d'aventuriers de tous les pays en quête d'un enrichissement facile, l'accent mis sur l'enseignement technique et commercial au détriment de l'histoire vénézuélienne, l'offlux de techniciens étrongers (ne seraitce que pour les compagnes électorales!), préoc-cupent gravement les Vénézuéliens les plus conscients. N'est-il pas symptomatique que, après la défaite de M. Piñerua, c'est en anglals que M. Romulo Betancourt alt reagi en reprenant célèbre phrase du général MacArthur à Corregidor: « We will return. » Bien avant que l'Iran ne soit à la « une » des journaux, M. Luis Estaban Rey insistait devant nous sur les nombreux points de comparaison entre la « révolution blanche : menée par le chah et « la politique impétueuse de Carlos Andrès Perez, qui a voulu vaincre tous les obstacles dans un pays non préparé, sans infre-structures, doté d'une administration qui fonc-

M. Herrera semble pressentir ces dangers. Sa philosophie politique, qu'il dit orientée vers une « société communautaire », d'inspiration démocrate-chrétienne, reste, cependant, extrêmement vague dans ses contours : « La motivation de mme, pour que se crée une solidarité, non seulement avec ceux qui ont des intéréts semblables mais aussi avec ceux qui possèdent et c'est notre cos à tous — des intérêts complè-mentaires, conduit à des progrès vers des formes de vie communantaire. De même, l'action des hommes orientée vers la réalisation du bien commun et la nation de fonction sociale comm protique active en relation avec tous les biens matériels implique que l'on se rapproche de formes de vie communautaires > (16). De surcroit, il a précisé que cette philosophie ne serait pas encore mise en pratique au cours de son mandat...

L'atomisation du tissu social bouleversement - d'un pays livré à la loi de la jungle du profit et des solutions Individuelles et dépourvu d'un grand dessein collectif n'est pas propre au Venezuela. Lorsque, toutefois, elle a pour toile de fond une fabuleuse richesse ne résultant d'aucune discipline ni d'aucun effort, elle peut aussi bien avoir des conséquences imprérisibles. Impossibles — car non quantifiables à intégrer dans les exercices de simulation politique qu'affectionnent les instituts de planification, ces lignes de fracture peuvent un jour provoquer des ébranlements que certes aucun symptôme tangible n'annonce encore mais qui nourrissent les réflexions pessimistes de ceux des Vénézuéliens — intellectuels et rares hommes politiques — qui ne croient pas qu'une société de consommation tropicale constitue un projet d'avenir viable pour leur pays.

BERNARD CASSEN.

(12) Latin America Economic Report, 12 jan-vier 1979.

(13) Voir l'étude de Prançoise Pebrer : « Le quinquennat de M. Carlos Andrés Perez (1874-1979). Vers le Grand Venezuela », la Documentation française, Problèmes d'Amérique latine, n° 51, 1979. (14) Latin America Economic Report, 15 Juin 1979.

(15) Sanin, Venezuela Saudita, éditions Vadeil, valencia, Venezuela, 1978. (15) Alfredo Pena, Conversaciones con Luis Herrera Campina, éditorial Ateneo, Caracas, 1978.

LE PRÉSIDENT, LE PAPE ET LE COMMUNISME

A mondiale, en 1959, le président Richard Nixon alla voir le pape Paul VI. Le pouvoir temporel à l'écoute du pouvoir spirituel? Il semble bien que ce dernier alt su efficacement se faire entendre. En règle générale, les propos échangés au cours des audiences pontificales restent ignorés du grand public; mais, en la circonstance, cette règle a été transgressée. Grace au général Vernon Walters, qui accompagnait le président et lui servit d'interprète, on sait ce que Paul VI dit à M. Nixon à propos de l'Indochine, de l'Europe du Sud, du Chill. Car le général, dans ses Mémoires, dément le titre de l'édition française (Services discrets) et fait étalage des déclarations du pape. Si Paul VI détestait la publicité, il

n'en va pas de même de M. Nixon, qui a aussi publie ses Mémoires et apparaît fréquemment à la télévision, où il s'est fait interviewer par David Frost; Celui-ci, dans le récit de ses entretiens avec l'ex-président, montre comment M. Nixon utilise ces métaphores insolites qui lui sont coutumières : Cuba et le Chill auraient formé une « pura-

LE MENSUEL

DU C.E.R.E.S.

Nº 65

• L'Europe après le 10 juin

Les travailleurs immigrés

expulsables à merci.

-oOo-

Priz du numéro : 20 F.

En vente dans les klosques ou au

13, bd Saint-Martin.

75003 PARIS. - Tel. : 887-76-42.

ABONNEMENTS .

taillables, corvéables,

· Le projet socialiste

en France:

ces deux pays constitueraient un « sandwich rouge en Amérique latine » (2). Est-il personnellement l'auteur de ces métaphores ? Dans ces Mémoires comme dans le programme de télévision diffusé aux Etats-Unis en 1978 et dans les interviews que rappelle David Frost, M. Nixon attribue l'une des ces formules à un énigma-tique « homme d'affaires italien » qu'il recut à la Maison Blanche plusieurs mois avant l'élection de Salvador Allende.

«Un homme d'affaires italien qui était venu me voir avant les élections chiliennes m'avait dit : « Si Allende » gagne, et avec Castro à Cuba, vous s aurez en Amérique latine un sandn wich rouge et, à la fin, elle sera » entièrement rouge (3). »

Dans son interview. David Frost enchalna : . Mais. mais c'est une folie de sa part de le dire! Je veux dire... comment ... > M. Richard Nixon : a Ce n'est queu-

nement une folie (4). > Exit l'homme d'affaires italien, dont nul n'a jamais su qui il était et quelle pouvait être son influence au point de convaincre le président des Etats-Unis qu'un « sandwich rouge » allait me-nacer l'Amérique latine.

Conseil paternel

L E général Vernon Walters, qui diri-geait la C.I.A. au Brésil au moment du coup d'Etat militaire de 1984, qui occupait les mêmes fonctions à Paris en 1968 et qui était à Washington directeur adjoint de la C.I.A. au moment du putsch du général Pinochet, rapporte en ces termes un autre entretien avec un autre Italien, qui est, lui, parfaitement identifié et beaucoup plus éminent :

« C'était la première fois que je poyais le pape Paul VI. C'était un homme beaucoup plus petit qu'aucun de ses prédécesseurs. Nul catholique n'entre en la présence du pape sans un certain sentiment de crainte respectueuse, et je l'eprouvai en cette occasion. Les deux leaders parièrent dans le bureau du pape, qui donne sur la grande place. Mgr Corew, un prélat canadien, traduisait en anglais ce que disait le pape et je traduisais

en italien ce que disait M. Nizon. » La conversation couvrit de nombreux sujets, les tensions entre l'Est et l'Ouest, les conflits au Proche-Orient et la nécessité d'assurer l'invio-Inbilité des lieux saints des trois grandes religions monotheistes. Ils Par ARMANDO URIBE*

arièrent aussi des problèmes de l'unité européenne et de l'Extrême-Orient, du Vietnam en particulier. Le pape exprima son chaleureux appui aux efforts des Etats-Unis pour sauver du communisme le peuple sud-viet-namien. Il dit au président : « Vous » faites ce qu'il y a de mieux à faire. » Vous ne pouvez pas abandonner la » communauté chrétienne, autrement » elle sera détruite. » Par la suite. je me suis souvent demandé pourquoi il n'avait pas dit quelque chose de semblable en public. Le pape exprima alors sa préoccupation à propos de la situation en Espagne et au Portugal et nota la grande importance, pour l'Europe, de ce qui se produisait dans ces deux pays. Il parla alors avec quelque inquiétude des événe-ments du Chili et de la force croissante du communisme dans ces pays, où il a infiltré les mouvements démocrates-chrétiens et même l'université catholique de Santiago. Il dit qu'il y avait des moments où il pensait que l'université catholique n'était catholique que de nom. Il pressa M. Nixon de surveiller de près la situation au Chili. Des cadeaux furent échangés et le pape me donna une petite médaille d'argent. Nous quittàmes alors son bureau (5). »

Paul VI parialt-il en tant que chef spirituel, e vicaire du Christ », ou comme chef de l'Etat du Vatican. avec lequel les Etats-Unis n'entretiennent pas de relations diplomatiques ? « Dieu peut-il souffrir le partage ? » (6). Mals M. Nixon se préoccupait peu de telles distinctions et sauralt, le 11 septembre 1973, interprêter et traduire en actes le conseil qui lui avait été paternellement donné à Rome quatre ans plus tôt.

Les journaux de la junte chillenne, El Mercurio notamment, ont complaisamment cité les souvenirs du général Vernon Walters, qui fut blen proche de la DINA. comme l'a montré le procès Letelier qui vient de se terminer à Washington par la condamnation d'un nombre restreint de responsables (car la Cour suprême du Chill a jusqu'aujourd'hui refusé l'extradition des inculpés chiliens).

Chef de l'Eglise catholique ou chef de l'Etat du Vatican, le pape était-il bien renseigné ? Il parie de la « force croissante du communisme » au Chill. alors que, dans la période 1969-1973, sous la présidence d'Allende, le P.C.

Professeur associé à l'université de Paris-L ancien ambassadeur du Chill à Pékin.

chilien ne se développa pas plus que dans la période précédente et maintint ses effectifs au-dessous de sa marque historique, soit 18 % ou 20 %

de l'électorat. Il dit encore que le communisme « a infiltré les mouvements démo-crates-chrétiens ». En 1969, un groupe de chrétiens-démocrates se sépara du parti de M. Eduardo Frei pour former le MAPU, plus tard la gauche chrétienne. Depuis la répression qui s'est abattue sur le pays en 1973, aucun procédé, si brutal soit-il, n'a pu démasquer un seul chrétien-démocrate qui serait communiste. Il faut donc penser que le pape se référait à ces chrétiens de gauche que sont MM. Rafael Gumucio, Jacques Chonchol et Julio Silva Solar — qu'il est pour le moins abusif de désigner

Enfin, Paul VI dit qu'il pensait parfois que « l'université catholique [de Santiago] n'était catholique que de nom ». Mais en 1969 le président de l'université catholique était M. Fernando Castillo, intellectuei chrétien blen connu en Amérique latine. Sous le régime Allende, la grande majorité des professeurs et étudiants de cette université furent très actifs dans l'opposition à l'Unité populaire En 1973, l'université catholique, comme les autres universités chillennes, fut placée sous contrôle militaire et le viceamiral Jorge Swett en fut nommé recteur. Il l'est toujours. En 1979, les évêques chiliens ont publiquement exprimé leur préoccupation parce que cette université catholique sous contrôle militaire, disent-ils, « se décatholicise ». Ils ont notamment insisté sur ce point à l'ocasion de l'expulsion

> COMMANDEZ DIRECTEMENT TOUS VOS LIVRES **FRANCAIS**

LIBRAIRIE GENTI

(ancien. librairle DELAMAIN) 4, rue des Ecoles 75005 PARIS

Sur simple demande envoi gratuit de notre builetin « les Livres du mois ».

théologie (futurs prêtres ou moines) accusé d'avoir, pendant une récréation, prié en commun pour la libéra-tion des personnes arrêtées le 1= mai dernier. Le vice-amiral-recteur s'est senti obligé de contester dans un discours les propos des évêques (7).

Une question se pose alors : qui donc, en 1969, renseignak le pape sur la situation au Chill ? Question opportune au moment où Jean-Paul II joue un rôle de médiateur dans un différend engageant la souveraineté territoriale du Chili et de l'Argentine. Il intervient ainsi dans le jeu de deux dictatures qui compromettent gravement l'avenir de leurs pays respectifs, et la souveraineté populaire ne pourra pas se prononcer sur les résul-tats de cette médiation.

(1) Programme de télévision, « Les dossiers de l'écran », octobre 1978.

(2) Richard Nixon, Memoirs, Traduction française: Mémoires Elchard Nixon, Edit. Stanké, Paris, 1978 (p. 358). David Frost, i Gave them a Sword, Behind the Scenes of the Nixon's Interviews. Bellantine Books, New-York, 1978 (n. 151).

views. Ballantine Books, New-York, 1978 (p. 151). (3) Richard Nixon, op. cit. (p. 358). (4) David Frost, op. cit. (p. 151). (5) Vernon Walters, Stient Missions. Doubleday, New-York, 1978. Traduction trançaise: Services discrets, Plon, Paris. 1979.

(6) Bourdaloue. Purifications, 11. (7) El Mercurio, 23 juin 1979.

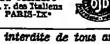
VENDOMOIS

180 km Paris, non isolé, au calme RAVISSANT MANOIR ancien 9 p., cft + logem. gardien communs, Impec., Joli parc clos.

1 Ha 20. CHATET, 37150 FRANCUEIL

Edité par la S.A.R.L. le Monde. Gérants : Jacques Fauvet, directeur de la publication. Jacques Sarvageot





Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

mission paritaire des journaux et publications : nº 57438

ປກ

1.... E 237 27" v 1.464 076 -::: 357768 order to at the - 5 1 1 2 3 S . _ -prote or ger white

A RESTRUCTION OF -. thi 55 525 Line Tall Park y . 21500 form . dos entellos A cumb mentel tra 28 "2" 151 4.41 49 no see sum w total (1974) 46 2. 22-2-3-1

.. A.

- - - - - - - - - 5

. - - . c v/s | 242 s — an salat p במרברספר פת ב ande et eo noutr 202 100009-0000 さいさつ まつぶん コンプ n it let det vament · E::: -: -· 4:3045 — 6° 3

nome emeun and Et ate a Wach 71. - 527X D 47and its modern Lingalit pha renton - =2:12 30% ..п. пе в ещитал. er ou procest מהמסים בין ייי ·· ing guerre. omero que les m<mark>ar</mark> בי הומשור הוד ... 4 dag stel . - 2 e · é-: aurres Elara

GETEDA OU 1 SOF

LANCTO & LAG

Une

de Jacques
pa- douter. mesante qui soit tionr l'islam et le

Dassi

Dans Arabies unterlocutrice lik Wisnes, Ne à 2 Wonial Wo Ge ma Jeur A le qui b une re. Sing fe

Petiterils d'un d Arrique, tile d' b dernier directe in gouverneme: Just roleur civil Just dues Berque Justine et buolo: une de l'école Blimb et de Luci par la suite, av tun des sociétés largement — mu

Renda estimait tie ee que l'on instorien, anthr Berque se consac qu'il ctudie. Pour

LA NEUTRALISATION D'ISRAËL, CONDITION D'UNE PAIX DURABLE

économiques et financières, en même

temps que des problèmes psychologiques.

survie dans la diaspora a été que les

julie ont appris à combiner l'opiniatreté

et la souplesse. Ils ont refusé de faire

toute concession réelle touchant à leur foi londamentale ou à leur conscience

d'être le peuple étu. En revanche, lorsque

s'est présentée la perspective d'un

L'une des principales raisons de leur

(Suite de la première page

Quelle que soit la hardiesse de ces gestes, il faut reconnaître que leurs conséquences, sans être nulles, sont très fimitees. Quand, if y a un an, à Paris, le président Sadate mo demanda quel conseil je lul aurais donné s'il m'avait consulté avant son voyage à Jérusalem. le lui répondis : « Je vous aurais conseillé do le taire, mais do no pas attendre de résultats langibles dans l'avenir immédiat. - Sans doute est-il très peu probable que le traité de paix séparé israéloegyptien soit le prélude à un règlement global, mais, à long terme, le geste hardi du président Sadate aura des effets positils. Il aura, dans une large' mesure, convaincu les Israéliens que leur existence peut être reconnue par les Arabes. chose qui avalt semblé impossible pendant

les frente demiéres années.

Du point de vue de la diplomatie au

7 ** 1

7 * 2 -

新水油 益

Un État comme les autres ?

CE fut une erreur — où j'ai ma part de responsabilité — d'avoir plaidé, immédialement après la seconde querre mondiale, en taveur de la création d'un Etat semblable à tous les autres. J'ai commencé à lutter pour la division de la Palestine à une époque où la plupart des juis et des membres de l'organisation sioniste étaient partisans d'exiger que la totalité de la Palestine soit donnée à l'Etat d'Israel. Heureusement, sur cette question, Ben Gourlon et Shertok (plus tard ministre des affaires étrangères sous le pseudonyme de Sharett) partageaient mon point de vue. A l'époque - comme aujourd'hul. - je pensais que pour trouver la bonne formule concernant un Etat Juit, il fallalt prandre en considération l'histoire unique du peuple juit et la siluation exceptionnelle d'Israël dans une région du monde largement dominée par les Arabes. Déjà, cette époque, le songeals à un Etat juif neutre, dont l'existence et les frontières seraient parantles par les peuples du monde entier et singullèrement par les

Ne pas avoir été assez ferme sur cette exigence est l'une des erreurs de ma vie politique. J'avais le sentiment que, comme la plupart des grands hommes d'Etat, Ben Gourion était avide de pouvoir et qu'il aurait rejeté l'idée d'un Israel neutre. Je me rendals également compte qu'il serait déjà suffisamment difficile de convaincre les deux tiers des membres de l'ONU - qui comprenait aussi blen des Etats communistes que des Etats démocratiques — de voter pour un Etat iuif, sans leur demander en plus de garantir son existence et sa neutralité. Comme le dit le Talmud : - Si vous en demandez trop, vous vous retrouverez les mains vides > et le cralonais que mon projet n'en demandat effectivement trop.

L'ONU se prononça en faveur de consulter les Arabes - et c'est là que nous fimes notre erreur originalle. L'amassade d'Egypte à Washington ave laissé entendre - sans plus- que Sharett et moi, qui élions les modérés de l'exècutif sioniste, devrions rencontrar secrètement Nokrachi Pacha, alors premier ministre égyptien. Il ne s'agissait pas d'obtenir des Arabes qu'ils acceptent un Etat juil, ce qui était peu probable, mais, au moins, d'éviter une guerre. Les documents récemment publiés montrent que le roi Farouk et bon nombre de ses conseillers hésitalent à déclarer la guerre à Israël et qu'ils ne le firent que sous la pression des autres Elats arabes. A l'epoque, je pensais qu'il serait peut-être possible de parvenir à une forme de

jour le jour, néanmoins, l'initative du président Sadate a eu des conséque négatives, en polarisant le monde arabe et en poussant la plupart des gouvernementa arabes et les Palestinians à adopter des positions encore plus extrêmes et plus Intransigeantes qu'auparavent, J'ai toulours soutenu que s'il faut faire la guarre, la division du monde arabe est bonne pour Israël. Si, en revenche, on veut arriver à la paix, cette division est désazireuse, car seul un monde araba uni aura le courage et l'autorité d'accepter Israel comme un partenaire à part entière au Proche-Orient. Ainsi, sans condamner les accords de Camp David, je suis de plus en plus persuadé que les procédures mêmes utilisées au cours des trente dans nières années pour parvenir à la paix et normaliser les relations entre luifs et Arabes étalent fondamentalement mauvalses et donc d'emblée vouées à l'échec.

compromis, par exemple, l'entrée d'Israël dans une confédération du Prochs-Orient. Bien que cette suggestion ait retardé de quelques jours ou de quelques semaines la proclamation de l'Etat d'Israël, Ben Gourion la repousse, sans doute principalement à cause de l'enthousiasme que la miraculeuse victoire obtenue à l'ONU avait suscité au celn de la population juive de Palestine.

L'Etat fut proclamé, un Etat comme les autres, avec tous les attributs de la souveraineté et il fut immédiatement attaqué par tous ses voisins arabes. Depuis, au cours de ses irente années d'existence, israël a dû consacrer la majeure partie de ses efforts à sa aurvie et à sa défense. Il a créé une armée puissante, acquis des armes coûleuses et maintenu ses troupes sur le pied de guerre. Il en est résulté chez les israéliens d'énormes difficultés

Le soutien des États-Unis

D EPUIS cette époque, la situation s'est régulièrement détériorée au Proche-Orient Les Israéllens ont connu des crises, une montée de l'inflation et un isolement politique accru. Bien que les Etats-Unis alent fourni des milliards de dollars et un appul politique constant, ils commencent à se lasser de cette responsabilité. Le monde arabe se polarise chaque jour davantage et l'on voit des Etats comme la Jordania et l'Arabie Saoudite abandonner leurs positions proaméricaines, alors que l'augmentation vertigineuse du prix du pétrole peut avoir des conséquences catastrophiques pour l'Occident En outre, l'impossibilité de parvenir à la paix a provoqué une démoralisation manifeste en Israel, suscitant le développement du crime organisé, de la Mafia, de la fraude fiscale, etc.

Dans ces conditions, je pense qu'un nouveau type de solution s'impose. Pendant trente ans, les Etata-Unis ont joué un rôle qui dépasse largement celui de médialeur dans le conflit du Proche-Orient. Au fur et à mesure que le temps passera, le fardeau que représente le soutien à Israéi deviendra trop lourd pour les Américains. De fait, les sondages démontrent qu'aujourd'hui, pour la première fois, l'opinion américains éprouve plus de sympathie pour M. Sadate que pour M. Begin. Le lobby juif de Washington a subl sa première défaite lorsque le Congrès a approuvé le plan de M. Carter visant à foumir des armes à l'Egypte et à l'Arabie Saoudite, en passant outre aux objections Israéilennes. On peut, de surcroît, relever des signes da tension entre les Etats-Unis et les Etats arabes

désastre ou de l'extermination, ils ont fait preuve de souplesse en cédant, se cachant ou se sauvant, non pas d'une le contraire qui s'est passé en israel. Les gens y soni devenus souples et même cyniques, même à propos des idées tondamentales de la vie juive, et beaucoup d'entre eux, par exemple, ne pren nent pas le sionisme au sérieux. Quant à l'opiniâtreté luive, elle est associée aujourd'hui en israēl, non pas avec des ldées, mals avec des réalités pragma-tiques. Le concept d'inviolabilité, traditionnellement attaché à la foi et aux croyances, a été transféré au territoire. Pour dire les choses autrement, les juifs de la diaspora étaient intransigeants en matière de stratégio, mais prêts à des compromis sur la tactique, alors que pour la plupart des juifs d'Israël - à l'heureuse exception de Ben Gourion - c'est exactement l'inverse. A mon avis, c'est parce que les lara-

A mon avis, c'est parce que les laraéliens ont refusé de reconnaître le carsctère unique de leur altuation que toutes les tentatives en vue de parvenir à la paix et de normaliser les relations avec les Arabes, faute de quoi un Etat juif ne peut exister à fong terme, ont finalement échoué. Nous avons utilisé les méthodes traditionnelles de la diplomatie. Nous avons fait la guerre sans obtenir la paix. Israél, tout comme l'Egypte, a refusé le projet de paix proposé par Gunnar Jarring et le secrétaire d'Etat américain William Rogers après la guerre de 1967.

qui soutenaient auparavant la politique américaine au Proche-Orient. L'Amérique ne peut plus espérer pouvoir, saule, apporter la paix dans cette région du monde. A défaut des Arabes, les Soviètiques auraient les moyens de la saboler.

A mon sens, la seule solution efficace serait de repartir de zéro. Je suggère que les Etats-Unis et l'Union soviétique convoquent une nouvelle conférence de Genève avec la participation du maximum de pays, y compris le plus grand nombre possible d'Etats arabes. La discussion se ferait à partir de toutes les résolutions votées par l'ONU au sujet du Proche-Orient, en commençant par celle de 1948 qui créa un Etat juli en Palestine. Tous les participants seralent censés acceptes ces résolutions, c'est-à-dire qu'ils devraient être prêts à reconnaître l'Etat d'Israel sans discussion, mais israél dans ses frontières d'avant 1967, peut-être avec de légères modifications, aux termes des résolutions 242 et 338, qui pourralent être reconnaissance d'Israel constituerait une condition sine que non de la participation. L'O.L.P. pourrait être présente à la conférence pulsque, en acceptant d'y être invitée, elle aurait témoloné de sa volonté de modifier sa charte actuelle, qui demande la liquidation d'Israel.

L'objectif de la conférence serait de parvenir à un règlement global au Proche-Orient, garanti non seulement par l'ONU — qui risque d'être trop faible pour le faire appliquer — mals avant tout par les deux super-puissances et par tous les autres pays disposés à y participer. Cette garantie devrait être approuvée et ratifiée par

les Parlements des pays concernés et se traduire — au moins pendant les premières années — par la présence de torces de l'ONU et d'autres troupes neutres aux frontières d'Israël. En pratique, cela signifierait la neutralisation permanente d'Israèl. Dans une précédente varsion de cette proposition (1), j'ai partiellement utilisé le précédent de la Suisse et, à la lumière de ce cas, fait valoir que la neutralisation ne signifiait pas la demilitarisation d'Israèl, Elle permettrait

Israél pourraient également avoir à garantir l'existence et la neutralité d'une entité palestinienne, soit en relation avec la Jordanie, soit indépendamment d'elle, comme les intéressés le décideraient euxmèmes. Dans la mesure où on peut se tier à une quelconque garantie, cela satisferait les revendications palestiniennes et contribuerait à mettre un terme à la terreur, ouvrant la voie à des relations normales de bon voisinage, qui pourraient un jour devenir amicales, entre Israél et les

Elats arabes. En outre, la neutralisation

d'Israel et de l'entité palestinienne pour-

ES mêmes puissances qui garantiraient

ratt ultérieurement déboucher sur un projet ambitieux d'élimination des armes
nucléaires dans toute la région.

Les violentes réactions que cette suggestion a provoquées dans certains
cercles Israéliens — où l'on avance que
la neutralisation serait attentatoire à la
souveraineté d'teraél et créerait un nouveau ghetto juif — me paraissent eans

fondement. La Sulsse neutre n'est certainement pas un ghetto; on ne peut pas plus dire que la République fédérale d'Allemagne est moins souveraine parce qu'elle bénéficle de la garantie des Etats-Unis et des troupes américaines qui y sont stationnées depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

Les perspectives de réalisation de ce

projet sont meilleures qu'on ne pourrait

le croire à première vue. Les Etats-Unis seraient soulagés d'un fardeau de plus en plus lourd, qu'un nombre croissant d'Américains acceptent de moins en moins L'Union soviétique — qui est en partie responsable de la décision historique des Nations unies en faveur de la création d'un Etat [uif — a également intérêt à ce qu'israéi existe, car cela lui permet de jouer un rôle plus actif parmi les

Etats arabes. Je suis convaincu que

toutefois aux Israéilens de se concentrer plus pleinement sur des questions autres que la survie et la délense nationale. En même temps, les Arabes n'auraient plus à craindre Israéi en tant que corps étranger dans cette région du monde et obstacle à leur tentative de créer un bloc arabe unifié. Ouant aux juifs vivant hors d'Israéi, en particuller ceux résidant dans des pays en conflit avec l'Etat hébreu, ils seraient moins affectés par les problèmes de double alléceance.

Les revendications palestiniennes

i'U.R.S.S. exerce une influence modératrice sur les Arabes en les dissuadant de
se jeter dans une nouvelle guerre. Et,
de fait, l'année demlère. M. Gromyko
a déclaré à deux reprises que son pays
garantirait, après ratification par le Soviet
suprême, tout traîté de paix entre israël
et les Arabes. Certes, les Arabes qui ont
participé aux conférences de Bagdad ont
rejeté l'accord de Camp David, mais
la plupart d'entre eux — la Libye est une
exception — se sont déclarés prèts
à conclure la paix avec Israël une fois
que les problèmes les plus importants
— retrait des territoires occupés, Jérusalem et les Palestiniens — auront été
réglés.

Seul un réglement global du type de celui que le propose à une chance d'amener une paix permanente au Proche-Orient. L'accord signé par MM. Begin et Sadale ne sera pas accepté par les Elats arabes et Israël demeurera un corps étranger dans cette réglon. Un Etat juif neutre et garanti par les nations du monde ne consiliuerait pas une menace la protection des super-pulssances servant à dissuader ceux des Arabes qui songeraient à détruire Israël.

La renaissance culturelle et spirituelle que les sionistes ont attendue d'Israèl restera un rève creux si la paix — une véritable paix des esprits et pas seulement un trailé qui peut être violé à tout moment — n'intervient pas entre les Arabes et Israèl. Cette paix authentique, on ne l'obliendra que par des moyens exceptionnels. Après trente ans de tentatives infructueuses par les méthodes diplomatiques traditionnelles, ma proposition semble offrir la mellieure solution possible.

NAHUM GOLDMANN.

(1) e The Future of Israel », Foreign Affairs, avril 1970.

Correrbondance

LES RÉFUGIÉS VIETNAMIENS

M. Jacques Britsch, ancien chef de la délègation française à l'OTASE (Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est), membre de l'IFRI (Institut français de relations internationales), nous adresse la lettre suivante à propos du dernier éditorial de Claude Julien:

Je ne suis plus à m'étonner de vous voir charger les « Occidentaux » et la politique de la France, de la responsabilité de tous les crimes qui se perpétuent dans le monde entiler. Quelle étrange dégradation du caractère que de s'accuser de ce qui résulte des actions des autres ?...

Je lis dans votre article « Réfugiès », du Monde diplomatique de juillet, que vous comparez le Nicaragua au Vletnam et que vous rappelez comment l'Inde a été décolonisée, pour regretter qu'il n'en ait pas été de même pour le Vietnam...

Il est permis (?) d'être de parti pris et vous assez bien, en général, de cette « permission ». Mais, quand on est à votre place et que l'on a votre culture, il n'est pas permis d'ignorer à ce point l'histoire et de la « fabriquer » dans le sens qui vous convient.

L'Inde était entre les mains de lord Mountbatten, en présence d'Indiens qui n'avaient ri en de révolutionnaire: Nehru, Gandhi, Jinnah, lorsque Iord Mountbatten a quitté Delhi, entre deux haies de rajahs. Qu'en était-il du Vietnam?

Faut-il vous rappeler que, le 9 mars 1945, les Japonais ont mis fin au gouvernement général de l'Indochine française, et qu'après la capitulation du Japon le parti communiste vietnamien se saisit du pouvoir à Hanoi, en éliminant sans pitié les mouvements nationalistes non communistes. Lorsque les Aillés (Chinois nationalistes et Anglais) arrivèrent en Indochine, ils y procédèrent à l'évacuation des Japonais et occupèrent le pays (relativement). La France ne s'est donc pas trouvée dans la même situation que la Grande-Bretagne en Indesant don que la Grande-Bretagne en Lougelle avait façonnée, mais (ET CELA ETAIT LE PROBLEME LE PLUS GRAVE) l'adversaire en place lau moins au nord et un peu au centre et au sudi était un PARTI COMMUNISTE, c'est-à-dire un parti QUI N'EST PAS COMME LES AUTRES et, en tout cas, qui n'avait rien à voir avec le « CONGRES» indien de Nehru. Le cas du Vietnam est le seul où un parti communiste se soit, d'emblée, emparé du pouvoir et c'est de là qu'est venu tout le mal; il est évident que la France, comme l'Angleterre et les Pays-Bas, aurait passé la main fatalement à un gouvernement autochtone. N'avons-nous pas créé un tel gouvernement è un gouvernement autochtone. N'avons-nous pas créé un tel gouvernement et (et ce pays) tomber sous la férule d'un marxisme impitoyable, avec ses hiérarchies paralièles, ses dénonciations, ses camps de redressement, ses lavages de cerveau, et, bien entendu, en perdant tous ses investissements, ce n'aurait été que pusillanimité; quant aux Américains, ils ne sont venus au Vietnam que lorsque le Nord communiste a voulu conquèrir, par la subversion, le Sud non communiste. Que les guerres aient été perdues, parce que les communistes eurent l'habileté (avec la complicité de l'Occident') de faire croire qu'ils étalent « le Vietnam » et qu'ils se défendaient (alors que c'était

Si le Vietnam souffre aujourd'hui, ce n'est pas parce que la France et les Etats-Unis ont essayé d'empêcher les communistes de gagner, c'est parce que le malheureux pays a été conquis par les communistes: jamais la démonstration que nous avions RAISON de lutter n'a été plus magistrale, quand on voit ce qui se passe. Inutile, n'est-ce pas ?, d'insister.

L'autre regard de Jacques Berque

Une interrogation passionnée de l'islam

A lecture des deux derniers ouvrages de Jacques Berque constitue, à n'en pas douter. l'introduction la plus enrichissante qui soit pour comprendre de l'intérieur l'islam et les « Arabies ».

Dans « Arables » (1). Berque se raconte tont an long d'entretiens avec Minèse Akar, interlocatrice libanaise aux questions avisées. « Nè à Maghreb, d'une famille coloniale, colonial mol-mème pendant une partie de ma jeunesse, je me suis (plus tard) rallié à ce qui trahissait apparemment ces premières bases. Mais cela me promettait l'accès à une réalité du monde incomparablement plus fertile pour les autres et pour moi. »

Petit-fils d'un capitaine aux chasseurs d'Afrique, fils d'un administrateur qui fut le dernier directeur des affaires musulmanes au gouvernement général de l'Algérie. contrôleur civil au Maroc de 1936 à 1953. Jacques Berque s'est attaché très tôt à l'étude ethnologique en s'inspirant des leçons de l'école des « Annales » de Marc Bloch et de Lucien Febvre. Tournant le dos, par la snite, au système colonial, il n'en poursuivit pas moins cet effort de pénétration des sociétés maghrébines, puis — plus largement — musulmanes.

Renau estimait que l'on ne doit écrire que de ce que l'on alme. A la fois sociologue, historien, anthropologue, voire littérateur, Berque se consecre avec passion aux peuples qu'il étudie. Pour lui, « il n'y a pas de pays sous-développés, il y a des pays sous-analysées, sous-aimés ». Cette approche, que d'aucuns jugeront par trop subjective, n'a cessé d'inspirer une œuvre aboudante qui a condult son auteur au Collège de France. Il parle avec chaleur du Maghreb et des pays du Proche-Orient! — qu'il a parcourus presque tous, voyageur infatigable et observateur attentif aux variations de la lumière et des formes comme aux nuances des sons, des odeurs et des saveurs. C'est ainsi qu'il restitue, avec une justesse de ton admirable. Fès telle qu'elle vivait sous le régime du protectorat.

L'age venant, il a été amené à donner toujours plus de son temps à l'analyse des documents. Dans « l'Intérieur du Maghreb : XV°-XIX° siècle » (2), on trouve la plus récente illustration de son érudition. La méthode à laquelle il a recours pour nons faire saisir le système de la société maghrébine, dans ses origines les plus secrètes comme sous ses multiples aspects, s'apparente à la lecture d'une carte géologique où se juxtaposent et se superposent à la fois des terrains d'ages et de natures très variés. Le paysage qui se dessine ainsi résulte du déchiffrement fort subtil d'une quinzaine de textes s'échelonnant sur quatre siècles.

Le lecteur frauçais sera spécialement sensible à l'analyse de la société tunisienne aux alentours de 1880 ; à celle des cas de conscience qui se posèrent à Alger après 1830 ; ou bien encore au portrait du sultan Hassan I", régnant sur le Maroc que Loti évoqua sans céder à un exotisme de pacotille.

« On a trop longtemps privilégié dans l'histoire de ces peuples leurs rapports avec nos consuls, nos marchands et leurs propres littoraux, donc nos canonnières et nos débarquements, et notre propre regard sur eux se réfléchissant sans les voir. Je prends le parti inverse », indique Berque à Mirèse Akar. Et il précise : « Je privilégie ces repaires de l'identité que sont les intérieurs du pays, des sociétés, du psychisme. »

ET examen minutieux met en évidence l'alternance sur laquelle n'a cessé de se hâtir le Maghreb et dans laquelle s'affrontent — avec un rythme tout opposé au déroulement de l'histoire telle que la conçoivent les Occidentaux — nomades et sédentaires, citadins et ruraux, guerriers et juristes, souverains et tribus. Berque donne un relici particulier à l'oscillation du sentiment religieux entre l'islam des docteurs et celui des masses. Pour lui, c'est dans le refas du changement et dans le recours à l'intemporel que les civilisations agressées par l'Occident au dix-neuvième siècle ont finalement trouvé la possibilité de sauver leur identité.

de sauver leur identité.

Et maintenant, cette identité pour laquelle on a tellement combattu, que va-t-elle devenir? A cette question, constamment sous-jacente dans l'un et l'antre ouvrages, Berque répond sans ambages : « L'alternance me paraît l'invention d'un socialisme propre à l'islam ou le retour à un classicisme culturel... Si les intellectuels arabes choisissent le socialisme, qu'ils en fassent vraiment un socialisme de l'avenir. Et s'ils choisissent l'islam, qu'ils offrent de l'islam une modernité véritable plutôt que le retour à de prétendus âges d'or. »

J. G.

(1) Jacques Berque, Arabies, Stock, Paris, 1978, 308 pages.
(2) L'Intérieur du Maghreb : XV°-XIX° riècle, Gallinard, collection «Bibliothèque des histoires», Paris, 1978, 546 pages.

les livres de indes

PSYCHANALYSE DU POLITIQUE

Par YVES FLORENNE

A UX premières lignes de son livre, M. Pierre Kaufmann nous présente la psychanalyse comme instrument décisif d'« exploration des processus politiques »: une exploration des profondeurs, il va sans dire. Cette « prétention » — évidemment légitime puisqu'elle nourrit la réflexion d'un spécialiste — surprendra peut-être ceux qui ont pris l'intérêt qu'elles méritent aux recherches originales d'Yves Deinhaye sur une application de la sémiotique à la politique étrangère. Cest-à-dire la plus propre à influer sur notre destin collectif (1). Car Y. Delahaye nous confiait, à la fois, sa tentation et ses tentatives de se livrer à une certaine interprétation psychanalytique, et le sévère rappel à l'ordre qu'il avait reçu des psychanalystes : vous n'avez pas le droit. Pourtant, il ne prétendait pas, lui, à psychanalyser, dans son ensemble et son essence, le politique dès le berceau, c'est-à-dire à la naissance du langage, mais, beaucoup plus modestement, quelques animaux politiques contemporains saisis à travers leur discours. Alors, la tribune devient le divan vertical derrière lequel se tient l'analyste et d'où l'homme se « parle ».

derrière lequel se tient l'analyste et d'où l'homme se « parie ».

Si le lecteur s'attend à quelque chose de semblable avec Pierre Kaufmann, il ne sera que très partiellement satisfait. Quelques hommes, quelques textes et parvies, quelques « cas » seront hien donnés en exemples, en illustrations, mais c'est l'exposé analytique, théorique, hypothétique qui est la sabstance de l'ouvrage.

La plus fascinante de ces illustrations est celle fournie par les prêtres-rois de Némi, chacun n'accédant au pouvoir-sacerdoce que par le meurtre de celui qui détient le trône et l'autel, le meurtre du jour se sachant la victime d'un lendemain inconnu mais fatal.

détient le trône et l'autel, le meurirler du jour se sachant la victime d'un lendemain incomnu mais fatal. Loi étrange, et sans autre exemple note P. Kaufmann. Dans une telle pureté tragique, sans doute. Quant à nous, nous en avons inventé une plus douce : la retraite. Qui épargne, il est vrai, les princes — puisque ce sont eux qui font la loi — soumis toutefois à l'épée de Damoclés et de la non-réflection, moins cruelle que la hache. Et puis, la tête peut toujours repousser.

NE nous hâtons pas de rire, car le destin politique de l'homme (pour ceiul de l'homme politique, nous nous faisons vite une raison) n'est certes pas une comédie. Tragédie, évidemment freudienne, elle comcomédie. Tragédie, évidemment freudienne, elle commence — juste avant le lever du rideau — par le
meurtre du roi-père, le chef ancestral omnipotent à
qui le groupe — des fils — échappant à sa fascination,
arrache, du même coup, la vie, le pouvoir et le langage.
Mais, du même coup aussi, entrent en scène — la
scène psychique collective — la culpabilité, l'angotsse
et l'interdit. Quel dénouement promet la vision freudienne d'une future, ou prochaine, humanité où la
tension conflictuelle née de cette culpabilité et de cette
angoisse, deviendrait « intolérable »? Le terrorisme
prélude-t-il à cet ultime moment ? L'humanité deviendra-t-elle pour elle-même sa propre terrour suicidaire?
En attendant, le lecteur qui n'aura pas làché le fil
du labyrinthe suivra tous les méandres de la pensée
freudienne dont il ne savait peut-être pas asses que,
dès la fin du siècle, avec un tournant décisif en 1915,
elle était descendue dans cet « inconscient du politique » dont l'anteur décrit, nourrit et prolonge l'explo* L'inconscient du politique, PUF, Paris, 1979, 208 pages.

* L'Inconscient du politique, PUF, Paris, 1979, 208 pages

ration. Il y découvrira tout ce qu'il ignerait, par exemple, des mécanismes de l' « filusion » équitablement conservatrice, réformiste ou révolutionnaire; et ce qu'il soupçonnaît : que l'Etat n'a proserit, réprimé et sanctionné la violence (dont l'injustice) que pour s'en réserver le monopole.

C'est justement au chapitre de l' « illusion politique », puis dans la dernière partie, que l'analyse, à travers sa mythologie propre, se saisit de quelques individualités diversement exemplaires de l'histoire moderne, telles que Robespierre, Drumont, Bernanos, împartialement réduites à un dénominateur commun : le délire. Un autre même dénominateur, à trois variables : « artiste », « organisateur » et « visionnaire », regroupe Lamartine. Léon Bourgeois et Gambetta. Pour celui-ci, le « style de ses effusions amoureuses » (l'amour exalté, exaltant pour Léonie Léon) concourt à « éclairer celui de ses projets politiques ». Enfin ! une « organisation libidinale » qui n'est pas celle d'une entité, l'Egiise ou l'Armée, mais celle d'un tempérament vigoureux et d'un cœur généreux.

Les objets vivants de l'analyse n'auront pas à se formaliser d'un vocabulaire scientifique qui les caractérise en toute objectivité. M. Mitterrand se consolera vite d'apprendre qu'il appartient à la catégorie artiste hystérique, tout comme Barrès et Tratski (M. Marchais, ressortissant, lui, tout naturellement, comme Staline, à celle de l'organisateur obsessionnel), en découvrant la « sublimation paranolaque » de Napoléon; alors que de Gaulle se contente de sublimer son « organisation maniaco-dépressive ».

C'est d'ailleurs à ce propes que Pierre Kaufmann « reconnait volontiers l'insuffisance d'un tel langage ». Reconnaissons, en contreparte, qu'il peut, à sa manière, rendre compte du balancement gaullien entre la mise en œuvre héroique, à mains nues, d'une « certaine idée » menée elle-même « par les songes », et la tentation cyclique du retrait, de la haute solitude, pour une méditation étoilée sur l' « insignifiance de toutes choses ».

I CI trouve place l'évocation d'une rencontre saisissante : la France-femme, la France-mère appelant
du « fond de l'ablime » celui qui fut cet enfant à qui
sa propre mère racontait les larmes qu'enfant elle-mème
elle avait vu verser par ses parents à l'annonce de la
capitulation de Bazaine. Au moment mème où Michelet
s'écriait, au terme de son histoire : « Eh blen! ma
grande France, s'il a fallu pour retrouver ta vie qu'un
homme se donnât... » Telle est l'imagerie par où la
psychanalyse, parfois, nous surprend et nous touche.
C'est évidemment l'exception. Parfois aussi, le lecteur
profane trouvera-t-il le livre un peu difficile? Il sera
payé de sa peine en s'instruisant, non sans trouver son
plaisir intellectuel, et même un humour inzettendu.
Trouvera-t-il aussi la confirmation de ce qu'il pressentait déjà? Le livre ne le conduira-t-il pas, à l'égard
d'entomologiste et, en fin de compte, au parfait détachement devant cette signifiance fatale de l' « insignifiance des choses »?

(1) L'Europe sous les mots, Payot, Paris, 1979, 204 pages (voir le Monde déplomatique de mai 1979, page 22).

POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Raison d'État et forces transnationales

A nouvelle politique étrangère existe... Elle est née de l'analyse du risque nucléaire qui suscite l'unité du monde, et de la rivalité nucléaire qui fige son morcellement. Elle ne néglige pas le rôle des stratèges civils et des acteurs classiques des relations internationales, mais elle privilégie, plus que les autres apports, le rôle du transnational.

Fondateur et animateur de l'Ecole française des relations internationales, Charles Zorgbibe présente dans la nouvelle édition de son livre (1) les multipes impacts de l'irruption des jorces transnationales dans la politique étrangère.

Les doctrines classiques de la raison Les doctrines classiques de la raison d'Etat sont-elles pour autant périmées? Un stratège civil à un poste de choix est-il démuni face à de tels courants? Charles Zorgbibe ne le pense pas. Il cherche ainsi à comprendre les conceptions théoriques d'abord, celles de l'historien pour qui la paix ne peut être fondée que sur le consensus international et sur l'émergence du principe de légitimité reconnu par tous; à travers sa démarche d'homme d'Etat ensuite, pour qui une modifid'Etat ensuite, pour qui une modifi-cation totale de la structure de la politique étrangère d'après-guerre était issue des accords américano-

L'intuition fondamentale de M. Kis-singer aura été de percevoir la possi-bilité de réinsertion de FURSS. et de la Chine dans le jeu international, la possibilité de leur soumission à un code commun de comportement et de mettre en lumière la souplesse tactique de Débin

Le réalisme politique américain a utilisé à la jois le concert des « Grands » et les mécanismes de la sécurité collective tandis que la cinquième République française s'efforçait de maintenir l'indépendance de l'Etat-nation, battue en brèche sur le nouvel échiquier technologique, économique et monétaire mondial.

Or précisément, cet échiquier subit, comme le montre clairement le livre, le pouvoir occulte, incontrôlé mais singulièrement pénétrant de forces singularement penetrant de farces transnationales qui perturbent de façon senzible l'organisation de la société internationale. Ces pouvoirs privés internationaux dépassent sans doute en puissance, en projondeux d'action et en efficience, les classiques puissances d'opinion que sont les internationales politiques ou religieuses qui agissent sur les consciences. L'irruption de l'entreprise muttinationale, néoplasme de la société interétatique, étrangère au corps social traditionnel et qui se nourrit sur lui, ne conduit-elle pas à amputer l'Etat-nation de sa souveraineté? Faut-il isoler l'Etat par une manière de cordon sanitaire économique et rétablir l'autarcie, rempart ultime contre les atteintes des sociétés fillales, cinquièmes colonnes ou dinisions blindées des « sociétés mères »? La réponse de Charles Zorgbibe est négative. Il préconise une coordination des souverainetés économiques nationales qui serait en mesure de discides souverainetes économiques natio-nales qui serait en mesure de disci-pliner le comportement des firmes multinationales dont le rôle est sans doute majeur tant sur le plan de l'ordre économique interne que sur celui de l'instauration d'un nouvel ordre éco-nomique international.

CETTE instauration, à laquelle la nouvelle édition de ce livre consacre de nombreux développements consacre de nombreux developpements qui ne figuraient pas dans la première, n'est-elle pas nécessaire, face à l'incertitude qui règne au sein des blocs comme parmi les non-alignés? Pour établir plus de justice internationale comme pour paracheper la redistribution des forces?

Une nouvelle politique étrangère se penche sur une ancienne gageure : le maintien de la paix. Si le monde en paix par le règne du droit semble inaccessible, si l'Etat mondial demeure une solution utopique aux tensions qui travaillent les peuples, si la recherche de la paix par le désarmement, par la convergence ou le nouvel ordre économique international procède d'une série de lâtonnements à défaut d'un monde mieux constitué; si la riche moisson aux arômes désaccordes que l'auteur rassemble à travers les politiques extérieures du camp socialiste, du monde atlantique ou du tieramonde porte au pessimisme, le grand mérite de ce livre réside dans sa constante volonté de demeurer dans la prospective.

(1) Charles Zorghibe. les Relations internationales, Presse universitaires de France, coll. « Thémis, Science poli-tique », Paris, deuxième édition, 1978, 388 pages.

POLITIQUE

SMALL STATES IN MODERN WORLD. THE CONDITIONS OF SURVIYAL - Sous la direction de P. Worseley et P. Kitromilides * The New Cyprus Association, Nicosie,

Cet ouvrage contient les conclusion d'une conférence sur les petits Etats réunis à Nicosie en septembrs 1976, à l'inidative, entre autres, de la New Cyprus Association. Dans un premier chapitre, la situation de Chypre fait l'objet d'une étude approfondie sous l'angle du natio-nalisme, des conflits sthniques, de la sécurité internationale et des limites de l'indépendance. Le sort des petits pays est ensuite analysé globalement, face à l'intolérance mondiale et compte tenu des lois et organisations internationales : le Liban ou le peuple palestinien deviennent, dans catte analyse, des exemples perti-nents de l'existence marginale accordée aux plus faibles. Ce livre exprime une préoccupation mai connue, une voix consi-

CINÉMA

dérée comme négligeable par les grandes

LE CINEMA DES FRANÇAIS. — Jean-Pierre

* Stock, Paris, 1979, 480 pages, 71 pho-

Peu d'anteurs connaissent aussi bien le cinéma français, dans sa trame la plus fine, que Jean-Pierre Jeancolas, historien minutieux des moindres faits de la ciné-matographie nationale. Il dénombre int. et analyse, l'ensemble des films produits sous la Ve République (depuis 1958) et tire de leur étude un portrait sociologique la France d'une étonnante vérseité.

Le cinèma serait-il dono un révélateur social privilégié ? Sans doute, à condition que, comme Jean-Pierre Jeancoles, or enne la peine d'analyser les faits filprenne la peine d'analyser les faits fli-miques dans toute leur complexité, c'est-à-dire en examinant à la fois l'amont d'un film (conditions de production, aides d'Etat, péripèties de réalisation, équipe da d'aux, penpenes de remaine, equipe de tournage, casting, etc.) et son avai (dates de sortie, publicités, affiches, comptes rendus critiques, polémiques éventuelles, recettes, dates de retrait, nombre de spectateurs, etc.). En plus, bien entendu, de l'analyse du scénario proprement dit et des caractéristiques de sa mise en images. L'ensemble de use indices cons-titue un «volume sémantique» fortement symptomatique d'une époque. A ceux qui pourtant en douteraient, ce livre appor-ters certainement pour finir de les convaincre la plus brillante des démons-trations. LR.

كوالا والمؤولة ويتوليك إرادينية بالراوا بإلى المنك الشاهيعة

POUR UN SURSAUT GUADELOUPEER. — Rosan Girard

★ L'Harmattan, Paris, 1979, 260 pages. Du fondateur du parti communiste guadeloupéen, on attendait un ouvrage qui exposât, à l'aide de chiffres, de faits et de documenta, la situation de son pays. Il n'en est rien — ou presque : confé-rences de presse, articles de journaux consacrés à sa rentrée politique (l'auteur, qui vit à Paris, a effectué un séjour dans l'ile en 1977), déclarations du P.C. d'il y a une vingtaine d'années — cet ouvrage, qui est d'abord un recueil de textes, apparaît surtout comme un plaidoyer pro domo. Ce faisant, il illustre, bien malgré lui, le «vide politique» qu'il dénonce : électoralisme, rivalités de clans et de personnes, confusionnisme idéo-

Par-delà le récit de ces jeux stériles transparaît maigré tout la misère d'un département qui est toujours une colonie : diminution des terres arables au profit des résidences secondaires, spécu-lation, gonfiement d'une classe moyenne allénée aux normes de la société de consommation, surexploitation des pay-sans, des jeunes et des femmes — le Guadeloupe est assurément « malade de son sous-développement ». Il est tragique que dans l'immédiat aucun médecin ne s'en préoccupe sérieusement, qu'aucune thérapeutique de choc — opposition divi-sée, population dépolitisée — na puissa même être envisagée. M.-T. M.

ÉCONOMIE

LES ENERGIES NOUVELLES. — Jean-Claude * Fayard, Paris, 1979, 294 pages.

Comme 1914 sonne la fin du dix-neu-vième siècle, 1973 pourrait blen marquer le commencement du troisième millé-naire, que domine déjà le problème de l'énergia : épuisement des ènergies anciennes, naissance des nouvelles. Il y a un mauvals moment à passer sur lequel passe l'auteur en entrant allégrement dans l'avenir. A vrai dire, si le mot « nouveau ». « nouvelles » est publicitaire, il n'y a rien de nouveau sous le soleil et sur la terre : il suffit de cher-cher le permanent où il est et de s'en servir. Voici done un tableau complet de ces ressources endormies : l'exposé technologique ne va pas sans quelque philo-sophie. Il est question aussi de l' « énersopole. Il est duestion sussi de l'exère des biologistes. L'illustration montre que, malheureusement, la captation de l'éner-gie solaire, sans parier sans doute de celle du vent, dégraders un peu plus les sites. Seule la géothermie serait discrète : une carte des ressources de la Prance en la matière réconfortera les habitants transis de ce pays déshérité.

Y. P.

SOCIÉTÉ

MINORITES DANS LA PENSEE. — Collectif présenté par J.-P. Faye

* Payot, Paris, 1979, 376 pages.

Les textes du colloque Idem II, tenu à Namur en mai 1978. Une vaste confrontation des minorités et du fait minoritaire, considérés sous un angle aussi neuf qu'il est infiniment ouvert, puisqu'il va du « corps minoritaire » dans le vaste inéâtre de l'âme à un « confinent mis en minorité » (l'Amérique du Sud) et à « la minorité de Dieu ». Senie majorité dans ce tableau, celle qu'évoque Viviane Forrester, rien moins que barrésienne pourtant : « la majorité des morts ». Façon encore d'être minoritaire, pour ce qui est d'avoir voix au chapitre. Mortes et vivantes, dans le réel mais aussi « dans la pensée »... Minorités partout. Minorités majoritaires, ce qui revient à dire : majorités maintenues minoritaires.

Y. F.

LA SOCIETE PSYCHANALYTIQUE AVANCEE — Françoise Castel, Robert Castel, Anne

* Grasset, Paris, 1979, 368 pages.

Des « Scènes de la vie future ». l'Amérique depuis plus d'un demi-siècle n'a pos cessé de nous en fournir. Celles-ci se jouent sur le théatre de la psychiatrie. mais qui s'annonce comme un théatre de. Sous les progrès apparents d'une thérapeutique douce — pius d'asi-les. de camisoles, d'électrochoc — les Etats-Unis préparent un modèle, encore tâtonnant ailleurs, de manipulation et de conditionnement de l'homme, par des techniques très sophistiquées, allant jusqu'à la «thérapis pour normaux», qui sont une menace plus insidicuse, plus généralisée, donc plus dangereuse, prêtant peu à la révolte, contre toute liberté. La c Psychamerique » découverte dans ce livre nous ouvre du même coup les horizons de cette société psychiatrique avan-cée qui, en fait de non-liberté scientifi-quament administrée, est la libéralité suprême de la société libérale avancée.

SECRETE ENFANCE. — Maud Mannoni, Guy

* Editions Epi (Desclée de Brouwer), Paris, 1979, 192 pages.

Ce livre est la mise en forme des documents qui sont à l'origine du fum de Guy Séligmann portant je même titre. Il reste une prise de vue directe — chistoires s (vécues), dialogues (véridiques), personnages (authentiques) — sur l'expérience de Bonneuil. Ecole expérimentale pour les adolescents « en difficulté », dans un principe anti-psychiatrique : refus de la ségrégation et participation des parents, talls que ceux-ci témoignent, avec un véritable enthousiame, qu'ils n'ont rien rencontré de semblable ailleurs. n'ont rien rencontré de semblable ailleurs.

AFRIQUE

QUELLE AFRIQUE EN L'AN 2000 ? ★ Institut international d'études sociales, Genève, 1979, 142 pages.

Le titre exprime une question posée par l'O.U.A. à l'occasion d'un colloque organisé par ses soins à Monrovis en 16-vrier dernier. Les participants y interviennent à titre personnel. Trois communications dressent en particulier un bilen nent à titre personnel. Trois communications dressent, en particulier, un bilan sans compleisance des dernières années, héritage d'une colonisation perpénuée : celles de MM. Eden Kodjo, secrétaire général de l'O.U.A., Michel Doo Kingué, administrateur adjoint du PNUD, et. surtout. Adebayo Adedell, secrétaire exécutir de la Commission économique des Nations unles pour l'Afrique. Les chiffres les plus récents qu'ils exposent mettent en cause les diverses politiques de coopération et l'incapacité de certains gouvernements. Les hypothèses établies avec minutle pour la fin du siècle tracent le profil d'un continent chaotique dans lequel tous les domaines — démographie, agriculture, industrie, urbanisation, emploi, éducation, — loin de tendre à la complémentarité, accentuent leur divergence. Les responsables doivent d'urrenc réseir à l'inestic dustrie, urbanisation, emploi, éducation, — loin de tendre à la complémentarité, accentuent leur divergence. Les responsables doivent d'urgence réagir à l'inertie et inventar une stratégie nouvelle. Albert Tévoédiré en esquisse les contours dans son rapport sur les conclusions: autosuffisance, unité continentaie, voire marché commun. Mais il rests sous-entendu que toute réforme efficace suppose un autre contexte politique en Afrique et dans le monde, Aucun exposé n'entreprend d'aborder ce problème de front, de telle sorte que l'avenir ne cesse de se conjuguer avec le prudent accent du conditionnel. Cependant, cet ouvrage apporte des précisions intéressantes et des données de base sur le passé proche et le présent, même si l'on perçoit an face du futur une sorte d'impulsance, consciente que « le monde est comme une piroque qui, tournant et tournant, ne sait plus si le vent voulait rire ou pleurer », comme le souligne M. Kodjo. voulait rire ou pleurer », commigne M. Kodjo.

EUROPE

SILENCE B'ARGENT, LA SUISSE CARREFOUR FINANCIER. — Urs Haymoz (préface de

J. Ziegier) ★ Editions CETIM, 37, quai Wilson, 1281 Genève, 1979, 160 pages.

Richesse de l'information — ce qui ne va pas de sol. dans un domaine où la discrétion est de règla, — sérieux de la présentation. claire et d'une grande qualité pédagogique (nombreux tableaux, résumés, schémas) : c'est un ouvrage remarquable que vient de publier la Centre Europe tiers-moude.

Europe tiers-monde.

Expert du parti socialiste pour les questions financières. U. Haymoz met à nu les mécanismes du « banditisme bancaire » que l'oligarchie suisse pratique à l'échelle internationale. Derrière des apparences d'« hounéteté» et de « respectabilité » se cache en effet une vaste entreprise mondiale de racolage, recel et corruption; l'auteur cite notamment des lettres adressées par des financiers à des cheis d'Etat du tiers-monde pour les inviter à mettre en lien sûr leurs capitaux — l'une d'elles a été rendue publique par J. Nyerere. Donnant de nombreux exemples, il moutre aussi comment les banques accueillent, en parfaite connaissance de cause, l'argent des pots-de-vin, sance de cause, l'argent des pots-de-vin, rackets, prises d'otages et autres affaires de corruption.

«Bavures»? C'est bien plutôt l'une des manifestations d'une activité multiforme de pillage. Contrôlant les principales industries du pays, investissant dans les pays «sûrs» du tiers-monde, tenant à leur merci un grand nombre de leurs dirigeants et de leurs hommes d'affaires, les banques suisses s'enrichissent de mille et une façons. Comme le milieu tout court, le milieu bancaire, dit J. Ziegiez, ne peut être que « criminogène ».

OUVRAGES DE RÉFÉRENCE

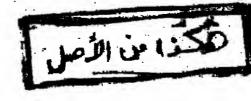
. YEARBOOK OF INTERNATIONAL ORGANIZATIONS, 1978-1979 : qu'elles soient ou non gouvernementales, les organisations internationales trouvent place dans cette dix-septième édition; l'éditeur précise qu'il serait irréaliste de prétendre toutes les réunir, mais il en présente huit mille deux cents, classées par sujet, par région, sous leur par présente huit mille deux cents, classées par sujet, par région, sous leur nom engles et temperieure. nom anglais et français, selon la localinom angian et Français, seion 12 locali-sation de leur alège, leur sigle. On peut a u s s i trouver la fonction des princi-paux responsables, et quelques brêves études plus générales. (Union des Asso-ciations internationales, Éruxelles.)

. THE MIDDLE EAST AND NORTH AFRICA, 1978-1979 : vingt-cinquième édition d'un annuaire qui brosse un tableau économique, social et politique du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord. Neuf cent cinquante pages où se répartissent des analyses globales et dé-taillées sur la région dans son ensem-

ble, ses organisations, ses personnalités les divers pays qui la composent, à travers une présentation géographique, historique et économique. Des statis-tiques, des cartes et des bibliographies viennent en compléter la description. Le même souci de l'information à la fois précise et utile se retrouve dans deux sutres volumes, l'un sur l'Afrique

noirs — Africa, South of the Sahara, 1973-1979, — l'autre sur l'Extrème-Orient — The Far Rast and Australasia, 1978-1979. (Europa publications, Londres, 1979; prix respectifs: 22,59, 25 et 33 livres.)

· ASIA 1979 YEARBOOK : la situation d'abord envisagée dans son ensemble, est détaillée pays par pays et fondée sur une solide information. Le monde economique trouvers un instrument correspondant à ses besoins. (Far eastern economic review, Houghoug, 1979.)



des C

V corar

some -

Socio

- to to ction of 6 pat indar - es de la du en The Part .. Transmitter ... see - ecit

... Et lo stifter and

re qui pro-

de la de pastre on en Fina-Unis 100 publie on singuists entepts recu druckme el primentee () ne servent d . : la hierarc la concurr

ÉLE confiders scembre 1978) Jan to Select The TO Belling that the control of t

R 200 CARSATS FINLANDE - ಇರ್ಬ್ಯಾಪ್ರಮು : - me: 28% 445 to a state death. otta i regett sa 18. julija – Jacobski 18. julija – 18. j

Company of the compan ONANDE-BRETAGNE

Liweiratig. v 100 voje. de sie 11 daz. Il siez

Attention time
conveiler of
fine plant Fig.
chanceller
House core
conveiler
conveiler
districts conveiler To First - payous ministre Carringto F : An site, devi

1122 transfort de la f Andeur du E Mme actard Wakarerwa est or 2 millet Gerard Pelletie innada, a d innilet a fittomale. alcaron de les Mme Mordechai Gazit

· · · · · · · · · · · · · · · · juille ...ro.ssade. Mare Hartman ont d A Katsuichi Ikaw incependa to dispose a d Mane Rivero ont o

e 5 Juillet. . S : : : castort de let Mme Dimitri Papaioa · · · · pt.og le 6 M. Stepan Tche

to the Diepan long of U.S.S. or in the parties of t

loslar Richter med Heter Ismeil ont e la -mailinger

Sociobiologie et politique

Une « science » à l'heure de l'austérité

A sociobiologie est une discipline nonvelle qui se propose de combier le fosse
et re les deux enkures — scientifique
et humaine — et d'associer les sciences de
la nature (la biologie en particulier) aux
sciences sociales (anthropologie, sociologie,
histoire, politique, etc.). L'objectif est l'extension de la biologie et de la théorie de
l'évolution à l'organisation des sociétés. Le
champ d'étude est le comportement social
de l'homme. Au œur du débat, une serie de
questions : quel est — dans le comportement
social de l'homme — la part des facteurs
e externes » (le milieu) et des facteurs
e internes » (l'hérédité)? La part de la
nature et celle de la culture? La part de
la détermination et celle du libre arbitre?
Vieux problèmes, dira-t-on, depuis longtemps règles par le darwinisme. Mais peut-on
parler d'une simple actualisation de la théorie temps règlès par le darwinisme. Mais peut-on parler d'une simple actualisation de la théorie de l'évolution et de la priorité du génétique lorsqu'il s'agit du comportement humain? Au moment où les gouvernements occidentaux déplorent les excès démocratiques des années 60, grande est la responsabilité d'une « science » qui considère la liberté non comme un droit fondamental, mais comme le produit de l'évolution génétique. A l'époque comme un droit fondamental, mais comme le produit de l'évolution génétique. A l'époque où des idéologues cherchent à légitimer le nouvel age de l'austérité, graves sont les conclusions des « scientifiques » qui définisent les « contraintes génétiques » de l'homme social. Et lorsqu'il devient nécessaire de justifier une nouvelle distribution de l'inégalité, quelle n'est pas l'ambignité d'une théorie qui présente l'inégalité comme un aspect de la diversité génétique des individus...

Depuis quatre ou cinq ans, la sociobiologie est aux Etats-Unis l'occasion de débats passionnes qui atteignent le grand public à la suite de dossiers publiés par Time, Newsweck et Business Week (1), Dans la droite traditionnelle, on s'inquiéte de la remise en question de concents reus (l'honneur), de vation de concepts reçus (l'honneur), de va-leurs (l'altruisme) et surtout de la croyance religieuse présentée comme une prédisposi-tion génétique. A gauche. on craint que ces théories ne servent d'alibi pour le renfor-cement de la hiérarchie et de l' « ordre neuvel » Sent les conservations emplient naturei ». Seuls les conservateurs semblent satisfaits : la concurrence est au centre de toute activité humaine — économique mais

aussi psychologique, politique et sociale. Les « nouveaux rationalistes » espèrent que l'on pourra « prédire le comportement statistique des sociétés humaines lorsqu'on aura assez de connaissances sur la nature humaine, l'histoire des sociétés et leur milieu physique ».

A INSI parle Edward Wilson, le chef de A file de la sociobiologie américaine, dans l'Humaine Nature, son trolsième envrage, le premier à être traduit en France (2). Pour le professeur de Harvard, la sociobiologie est une science interdisciplinaire qui incorpore l'éthologie (l'étude du comportement),

contrôle automatique fondé sur nos propres caractères biologiques à une conduite précise fondée sur la connaissance biologique. » Wilson se veut un des sociobiologistes les plus modérés. Pintôt que de caractères acquis. Il parie d'a aptitudes à développer un certain éventail de caractères ». Il célève la différence homosexuelle. Il souligne la résistance historique de la nature humaine à toute forme d'esclavage. En ce qui concerne l'agression, il évite les simplifications d'un Lorenz qui identifie violence animale et humaine. Pour Wilson, l'agression est la rencentre de trois forces : une prédisposition génétique, des nécessités imposées par le milieu propre à la société, l'histoire intérieure

Par PIERRE DOMMERGUES

l'écologie (celle des relations des organismes avec le milieu) et la génétique. Parmi les postulats de Wilson : « Les réponses émotionnelles humaines et les pratiques morales plus générales fondées sur elles ont été programmées en grande partie par sélection naturelle pendant des milliers de génération. » Et encore : « L'esprit humain est un appareil de survie individuelle et de reproduction spécifique, et la raison n'est qu'une des techniques variées auquel il recourt. (...) L'idéologie se soumet à ses maîtres cachés, les genes. »

Ces affirmations amènent Wilson à se poser deux séries de questions qu'il qualifie de « dilemmes ». Premier dilemme : paisque « notre espèce n'a aucun objectif en dehors de sa propre nature biologique » et que l'on assiste à la « disparition rapide des buts transcendantaux », ne convient-il pas de jeter les bases d'une nouvelle morale? Mais alors — second dilemme — comment choisir entre les prémisses morales inhérentes à la nature biologique de l'homme? Lesquelles encourager? Lesquelles contourner? Lesquelles encourager? Lesquelles contourner? Lesquelles sublimer? « Ces guides, affirme Wilson, sont au cœur même de l'humanité. Ce sont eux et non la croyance en une particularité spirituelle qui nous distinguent des calculateurs électroniques. Planifier notre destinée signifie que nous devons passer du

du groupe qui oriente cette évolution vers l'adoption d'une innovation culturelle plutôt

qu'une autre. Mais c'est toujours le génétique qui l'em-Mais c'est toujours le génétique qui l'emporte. « Les gènes, écrit-il, tiennent la culture en laisse. » La sexualité ne sert ni la reproduction ni le plaisir, mais la cohérence sociale. Et elle repose sur l'inégalité des partenaires. Les différences de morphologie et de tempérament entre hommes et femmes ont été amplifiées par la culture pour aboutir à la domination universelle du mâle. Les trois quarts des sociétés humaines autorisent la polygamie et la plupart encouragent cette pratique par la loi et la coutume. Par contre, les femmes bénéficient de l'hypergamie, pratique qui entraine pour elles une ascension dans l'échelle sociale. Pour Wilson, ces deux stratégies sont essentlellement complémentaires.

ESPRIT, la justice, la morale, la religion

— la transcendance, — tout cela n'a
d'autre fonction que d'assurer « la permanence du matériel génétique humain ».
« L'espoir » — tel est le titre du dernier
chapitre, — c'est une nouvelle morale (car on ne peut éviter cette prédisposition) qui se fonde sur la biologie et peut « identifier et mesurer les contraintes qui influent sur les décisions des philosophes moralistes ». L'espoir, c'est une nouvelle mythologie (car on ne peut atteindre la rationalité parfaite) qui se nomme « l'épopée de l'évolution ». L'espoir, c'est la possibilité un jour de « modifier les complexes genétiques par ingénierle moléculaire et sélection rapide par clonage ». Et pourquoi pas, à partir de la, établir de nouveaux rapports sociaux...

S'il est vrai, comme le suggère Yves Chris-ten dans un ouvrage de vulgarisation riche en informations, mais trop pen critique, que nous rivons à l'Heure de la sociobiologie (3), nous vivons à l'Heure de la socioniologie (31, il est urgent de lire le livre de Wilson et de l'examiner avec soin. Wilson est un de ces scientifiques qui se réclament de l'objectivité et qui pourtant s'installent dans l'hypothètique. C'est à partir d'une impressionnante serie de « si » que s'élabore sa théorie. Wilson admet que parmi ses « explorations sociolois» serie de « si » que s'elabore sa theorie. Wilson admet que parmi ses « explorations sociobiologiques approfondies, quelques-unes sont vraiment dignes de confiance, d'autres franchement spéculatives ». Le « nouveau matérialisme scientifique » prone par l'auteur de l'Eumaine Nature semble sonvent reposer sur des notions comme la propension à l'ensur des notions comme la propension à l'endoctrinement, concept peu scientifique —
l'endoctrinement de l'un pouvant être la
sagesse de l'autre. Enfin, Wilson, qui prètend respecter l'équilibre entre facteurs biologiques et facteurs culturels, établit en fait
un rapport de causalité qui fait de la
génétique la structure, et de la culture une
simple superstructure. En se situant délibérément en dehors de la dialectique et
au-delà de l'histoire, dans un universalisme
qui transcende les divisions habituelles de
droite ou de gauche, Edward Wilson participe au vaste monvement de la nouvelle crote on de gauche, Edward Wilson parti-cipe au vaste mouvement de la nouvelle rationalité qui cherche à imposer un ordre nouveau dans le domaine judiciaire, poli-tique, social et idéologique.

(1) Cf. en particulier Time, 18 avril et 1er août 1973. et Business Week, 10 avril 1978.

(2) Edward O. Wilson, The Insect Societies. Harvard University Press, Cambridge, Mass. 1971; Socio-biology: the New Synthesis, Harvard U.P., 1975; On Human Nature. Harvard U.P., 1978, traduction Irançaise, l'Humaine nature, Stock, 220 pages, 1979.

(3) Yves Christen, l'Heure de la sociobiologie, Albin Michel, 224 pages, 1979.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET NOUVEAUX GOUVERNEMENTS

COMORES (28 décembre 1978)

Premier ministre: M. Salim Bon Ali; ministre d'Etat chargé de la justice, des affaires islamiques et religieuses, du transports, du tourisme et du commerce extérieur: M. Abdellah Mohamat; ministre des affaires étrangères et de la coopération: M. Ali Mroudiae: finances, économie et plan: M. Said Kaje; production et industries agricoles: M. Mouhts, Ahmed Charif; fonction publique et réciementation du travall: M. Abdou Moustairem ; équipement et environnement: M. Othman ibn Affane; affaires sociales: M. Mara Maecha.

FINLANDE (Elections législat. des 18 et 19 mars 1979) Nombre d'électeurs inscrits: 3858 553; votants: 2806 056, soit 75.3 %; suffrages valablement exprimés: 2804 446; builletins nuis: 11620.

Répartition des voix et des siège entre les différents provincies de l'étropies de l'étr

Rèpartition des voix et des sièges entre les différents partis : parti social-démo-crate: 691512 voix. 52 sièges; coalition nationale (conservateurs): 628 784 voix. 47 sièges; Union démocratique du peuple finlandais: 518 045 voix, 35 sièges; Parti centriste: 500 478 voix, 36 sièges; Union chrètienne: 138 244 voix, 9 sièges; Parti rural: 132 457 voix, 7 sièges; Parti suèdois: 122 418 voix, 10 sièges; Parti libéral: 106 550 voix, 4 sièges; Parti constituionnel: 34 958 voix; Unité du peuple finlandais: 9316 voix; Parti socialiate ouvrier: 2655 voix; Entrepreneurs: 1233 voix; divers: 9508.

GRANDE-BRETAGNE (5 mai 1979)

(5 mai 1979)

Premier ministre: Mme Margaret Thatcher; lord chanceller (justice et Chambre des lords): lord Failsham of Samt Marylebone; chanceller de l'Echiquier: M. Geolfrey Rowe; lord président du consell: lord Soames; lord du sceau privé: M. Jan Gilmour; chanceller du duché de Lancastre: M. Norman St. John-Stevas; trésorier-payeur général: M. Angus Maude; ministre de l'agriculture, des pècheries et de l'alimentation: M. Peter Walker.

Secrétaires d'Etat: M. William Whitelaw (Intériour); lord Carrington (affaires étrangères, Commonwealth, développement

des territoires d'Outre-mer); MM. Keith Joseph (industrie); Francis Pym (défense); James Prior (travail); Michael Heseltine (environnement), George Younger (affaires écossaises); Nicholas Edwards (affaires du pays de Galles); Humphrey Alkins (affaires de l'Irlande du Nord); Patrick Jenkin (affaires sociales); John Nott (commerce); David Howell (énergie); Mark Carlisle (éducation et sciences); John Billen (Trèsor). Ministres n'appartenant pas au cabinet: MM. Norman Pouler (ministre des transports); Michael Jopling (sous-secrétaire d'Etat au Trèsor); Michael Havers (ministre chargé des affaires de la justice); Jan Pervival (adjoint au ministre chargé des affaires de la justice); Jen Pervival (adjoint su ministre chargé des affaires de la justice); Tom King (ministre d'Etat à l'environnement et aux pouvoirs locaux); Sally Oppenheim (ministre d'Etat au commerce et à la consommation).

GRENADE

GRENADE

Premier ministre, ministre des affaires étrangères, de l'inférieur, de l'information, de la culture, de la sécurité nationale et des affaires de Carriacon (He Grenadine): M. Maurics Bishop: ministre des Innances, du commerce, de l'industris et du plan: M. Bernard Coard: agriculture, tourisme et pêches: M. Unison Whiteman: communications, travaux publics et travail: M. Selwyn Strachan: santé et logement: M. Norris Bain; éducation, jeunesse et affaires sociales (développement communautaire, coopératives et sport): M. George Louison; justice: M. Kenwrick Radix.

(Octobre 1978)

(Octobre 1978)

Président de la République et commandant en chef des forces armées: M. Daniel Arap Moi; vice-président et ministre des finances, directeur des entreprises d'Etat: M. Musi K'balci; ministre du travall: M. James Nyamweya; ressources hydrauliques: Dr Gikonyo Riano; défense: M. James Gichuru; agriculture: M. J.-J. Nyagah; avocat du gouvernement: M. Charles Njonjo; logement et services sociaux: M. Zachary Onyonka; éducation: M. Tacitia Toucett; information et radiodifusion: M. D.-M. Mutinda; bourisme et laune: M. Matthew

Ogutu; intérieur: M. S.-S. Olottipitip; ressources naturelles: M. Mbiyu Koinange: terres et colonisation: M. Jackson Angame; santé: M. James Osogo; énargle et transports: M. I.-O. Okero; gouvernement local: M. Robert Matano; affaires étrangères: M. Munyna Waiyaki; commerce et industrie: M. Eliua Muamunga; travaux publics: M. Naihan Munoki; développement des coopératives: M. Paul Ngei; plan et biens publics: M. Robert J. Ouko.

LUXEMBOURG (Elections législatives du 10 juin 1979) Nombre de votente: 188 909 voix, solt 58.7 % des inscrite; nombre de suffrages valablement exprimés: 175 808 voix, solt 93,06 %.

Répartition des volx et des sièges entre les différents partis : parti chrétien-social : 1049 390 volx, 24 sièges ; parti ouvrier socialiste : 737 863 volx, 14 sièges ; parti démocratique : 648 404 volx, 15 siè-ges : parti social-démocrate : 181 805 volx. ges: parti social-démocrate: 181805 voix, 2 sièges; parti communists: 177 266 voix, 2 sièges; parti des entrôlés de force: 135 360 voix, 1 siège: liste Jean Gremling-socialistes indépendants: 86 909 voix. 1 alège; Alternativ Lèscht-Wiert Icch: 30 269 voix; ligue communiste révolutionnaire: 6 935 voix; libéral partei: 6 133 voix; club des indépendants: 849 voix.

PEROU (Février 1979)

Fremier ministre et ministre de la guerre: général Pedro Richter Prada; ministre de la marine; vice-amiral Carlos Tirado Alcorta; aviation: général Luis Galindo Chapman; économie et linances: M. Javier Silva Ruete; affaires étrangères: M. Carlos Garcia Bedoya; agriculture et allmentation: général Luis Arbulu Ibanez; éducation: général Jusé Gualloche Rodrigues; énergie et mines: général Juan Sanchez Gonzales; industrie, touriame, commerce et intégration (Pacte andin): colonel Ramiro del Carpio Benavente; intérieur: général Fernando Velit Sabatitini; transports et communications: général Elivio Vannini Chumpitasi; péches: confre-amiral A.-P. Jorge Villalobos Urquiaga; logement et urbanisme : général César Rosas Cresto; santé: général Eduardo Rivasplata Hurtado; travail: lieutenant général José Garcia Calderon Kocchlin.

[Le M juillet deruler, à l'issue d'un

[Le 24 juillet deroler, à l'issue d'un remandement ministériel, les ministres de l'agriculture et de l'alimentation, des transports et communications, du travail ont été remplacés par les généraux Carlos Gamarra Perez Egana, José Soriano Morgan et Javier Elias Vargas.]

THAILANDE (24 mai 1979)

Premier ministre: géneral Kriangsak Chomanan: rice-premiers ministres: gé-néral Dawee Chullasapva, général Serm Na Nakorn, M. Sompob Hotraktiya. Ministres attachés au bureau du pro-mier ministre: M. Boonyong Watanapong; M. Sawasdi Khamprakob ; générai Cha-lermchai Charuvas; générai Sidahi Sa-vetsila ; M. K a s a m e Chatikavanij; M. Prida Karnasut ; générai Yose Deva-hasdin Na Ayudhaya ; M. Boonying Nand-habiwat ; M. Pramuen Gullamart ; général Porn Dhanabhumi.

habiwat: M. Pramuen Gullamart; général Porn Dhanabhumi.

Ministre de la défense: général Prem Tinasulanonda: vice-ministres de la défense: amiral Rawee Singha et général Pantene: amiral Rawee Singha et général Pantene: amiral Rawee Singha et général Rriangsak Chomanan; vice-ministres des il n a n c e s: M. Chanchai Leetavorn et Suthee Singhasaneh; affaires étrangères: M. Upadit Pachariyangkun; vice-ministre des affaires étrangères: M. Arun Panupons; agriculture et coopératives: général Rriangsak Chomanan; vice-ministres de l'agriculture et de s coopératives: MM. Wongse Poinikorn, Arporna Sribhibhadh, Sanga Kittikachorn, Rapee Sagarik; communications: M. Somporn Punyagupta; vice-ministres des communications: général Prasong Kunadilot et amiral Amorn Sirigaya: commerce: M. Ob Vasuratna; vice-ministres de l'intérieur: MM. Damri Noimanee, Prathung Kirtiputra, Chumpol Lohachala; justice: M. Sutham Patrakom: Beisnes, technologie et énergie: M. Choop Karnjanaprakorn; éd uv a tio h: M. Kaw Sawasdi Panich; vice-ministre de l'éducation: Mme Yupha Udomsakdi; santé publique: M. Bunsom Martin; vice-ministre de la

santé publique: M. Krasae Chanawongse; industrie: M. Frasit Narongdej; vice-ministre de l'industrie: M. Wiriyawit; ministre responsable du bureau de l'Université: M. Kasem Suwanagai.

VENEZUELA (Elections législatives du 3 décembre 1978)

Nombre d'électeurs inscrits: 6 223 903 voix; nombre de votants: 5 437 036 voix. soit 57,52 %; nombre de suffrages valablement exprimés: 5 282 977; builetins nuls: 154 059.

Répartition des voix et des slèges entre les différents partis :

volx soit 2,33 %. 3 sièges; Mouvement électoral du peuple (MEP): 117 456 volx, soit 2,20 %. 3 sièges; Union républicaine démocratique (U.R.D.): 88 807 volx, soit 1.70 %. 3 sièges; Cause commune: 85 421 volx, soit 1.65 %; Mouvement d'intégrité nationale (MIN): 83 709 voix, soit 1.65 %; Parti communiste du Venezuela (P.C.V.): 55 188 voix, soit 1.04 %. 1 siège; Avantgarde unitaire communiste (VUC): 46 547 voix, soit 0.87 %. 1 siège; Ligue socialiste (L.S.): 30 191 voix, soit 0.57 %. 1 siège.

ZAIRE (Conseil exécutif formé le 6 mars 1979) Président-fondateur du Mouvement po-pulaire de la Révolution, président de la République : M. Mobutu Sese Seko.

République: M. Mobutu Sese Seko.

Premier commissaire d'Etat : M. Bobolik o Lokonga. Commissaires d'Etat :
MM. Ngunza Karl-1-Bond (affaires étrangères et coopération internationale) :
Majema Nga Zeng (administration du territoire) ; Engulu Baangampongo (agriculture et développement) ; Lessendjina
Kiaba Lema (environnement, conservation de la nature et tourisme) ; UmbadiLutele (orientation nationals, culture et
arts) ; Bojossa w'amb'ea Nkoso (finances) ;
Nyembo Shabani (portereuille) ; Kiak-

wama Kia Kiziki (économie nationale, industrie et commerce); Mbala Mbabu (mines); Mozagha Nghuka (énergie); Mushobekwa Kalimba (travaux publica et aménagement du territoire); Kauara Bualum (transporta et rommunications); Mulumba Lukoji (affaires foncières); Mungul Diaka (enseignement supérieur et repharba scientitions); Thirizana, Luc recherche scientifique) : Tshisungu Lubambu (santá publique); Atiwiya Mazi-kita (travail, prévoyance sociale); Wabali (postes et télécommunications); Kibassa Maliba (sports et loisirs).

Calendrier des fêtes nationales

15-31 AOUT Fête de l'indépen-dance 17 GABON 17 INDONESIE Ann. de l'indépendance
19 AFGRANISTAN Fête nationale
23 ROUMANIE Fête nationale
25 URUGUAY Fête de l'indépendance
31 TRINTTE-ETTOBAGO FREE de l'Indépendance

1#-15 SEPTEMBRE 1" LIBYE Fête nationale
2 REP. SOCIAL Fête nationale
DU VIETNAM
3 SANT-MARIN
3 QATAR
Fête nationale Fête nationale Fête nationale Fête de l'Indépen-dance Fête nationale Fête nationale 6 SWAZILAND 7 BRESIL 9 BULGARIE Fête nationale 12 ETHIOPIE Fête nationale 15 COSTA-RICA Fête nationale 15 EL SALVADOR Fête de l'indépen-IS GUATEMALA

IS GUATEMALA

IS HONDURAS

IS NICARAGUA

Fête de l'indépendance

IS NICARAGUA

Fête de l'indépendance

IS NICARAGUA

Fête de l'indépendance

 A l'occasion de la fête natio-nale, l'ambassadeur du Burundi et Mme Gerard Wakarerwa ont offert une réception le 2 juillet. M. Gerard Pelletier, ambassadeur du Canada, a donné une réception le 3 juillet à l'occasion

de la fête nationale. ● A l'occasion de leur départ, l'a m b a s s a d e u r d'Israël et Mme Mordechai Gazit ont offert une réception le 3 juillet dans les salons de l'ambassade.

● L'ambassadeur des Etats-Unis et Mme Hariman ont donné une réception le 4 juillet à l'occasion de la fête de l'Indépendance.

M. Katsuichi Ikawa, ambassadeur du Japon, a donné une réception le 5 juillet,

· A l'occasion de la fête-nationale, l'ambassadeur du Venezuela et Mme Rivero ont offert une réception le 5 juillet.

 A l'occasion de leur départ, l'ambassadeur de Grèce et Mme Dimitri Papaioannon ont offert une réception le 10 juillet. M. Stepan Tchervonenko. ambassadeur de l'U.R.S.S., a donné un cocktail le 12 juillet à l'occa-sion du concert donné par M. Svia-toslav Richter.

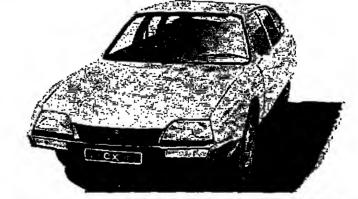
● L'ambassadeur de la République arabe d'Egypte et Mme Mohamed Hafez Ismail ont donné une réception le 23 juillet à l'occasion du vingt-septième anniversaire de la révolution.

A l'ocasion de la fête natio-nale, l'ambassadeur de la Répu-blique populaire de Pologne et Mme Tadeusz Olechowski ont

A l'occasion du cinquantedeuxième anniversaire de la fondation de l'armée populaire de
libération de la Chine, l'attaché
militaire, naval et de l'air de la
République populaire de Chine,
M. Shih Hsin-jen, a offert une
réception le 31 juillet.

Auteur de plusieurs articles consacrés au rôle des grandes firmes d'agrobusiness, notre ami Erich Jacoby est mort à l'âge de soixante-seize ans. Syndicaliste et avocat d'origine allemande, il avait fui le nazisme pour vivre aux Philippines pendant la guerre, puis aux Etats-Unis où il publia en 1947 son ouvrage majeur, Agrarian Unreat in Southeast Asia. Après avoir travaillé pendant seize ans à Rome pour la F.A.O., comme directeur de la section chargée des réformes agraires, il s'était, grâce à Gunnar Myrdal, installé en Suède où it consacrait toute son activité au sort des paysans et travailleurs agricoles des paysans et travailleurs agricoles du tiers-monde. Ses recherches l'avaient conduit à prendre des ravaient conduit a prendre des positions courageuses que le Monde diplomatique était heureux d'ac-cueillir dans ses colonnes. Ses nom-breux amis n'oublieront pas son importante contribution à un combat essentiel.

Une Berline d'exception.



La CX Prestige est une Berline dont les solutions techniques et le confort sont les plus avancés actuellement : suspension hydropneumatique, direction assistée à rappel asservi, tenue de route légendaire des grandes Citroën. La CX Prestige est une reine de la route et des longues distances. Berline racée,

elle sait aussi se tenir dans le monde. Le Département des Relations Internationales de Citroën Champ de Mars est à re disposition pour vous fournir tout renseignement qu'il vous plairait d'obtenir.

FILIALE DE S.A. CITROËN 6-10, rue de la Cavalerie - 75015 Paris - Têlex TT Citro 204.833 F - Têl.:567.55.62

CITROENA

TEREVS

THE WOERE

orces transnational

offert une réception le 23 juillet.

L'ACTIVITÉ DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

ONU

Le Conseil de sécurité demande la cessation de la construction de colonies israéliennes dans les territoires occupés

TE Conseil de sécurité des Nations unies s'est prononcé le 20 juillet sur la politique israélienne concernant les territoires arabes depuis la guerre de 1987, y compris Jérusalem, et plus particulièrement de l'implantation de colonies juives qui avait fait l'objet d'un rapport de sa commission spéciale d'enquête. Par quatorze voix contre zéro et avec une abstention (Etats-Unis), le Conseil a adopté une résolution demandant « au gouvernement et au peuple d'Israël de cesser d'urgence d'établir, édifier et planifier des colonies dans les territoires arabes occupés depuis 1967, y compris Jérusalem ».

La commission chargée d'examiner la situa-

Le commission chargée d'examiner la situa-tion dans ces régions a été priée de « sutore de près l'application de la présente résolution » et de faire rapport au conseil avant le 1^{er} novem-bre prochain.

Le mandat de la force d'urgence dans le Sinai n'est pas renouvelé

Le mandat de la Force d'urgence des Nations unles (FUNU), créée en 1973 pour séparer les armées égyptienne et israélienne dans le Sinal, est arrivé à expiration le 24 et n'a pas été renouvelé. Ainsi en a décidé le Conseil de sécurenouveie. Ainsi en a décide le Conseil de sécurité, rèuni à huis clos le 24 juillet. Après le départ des quatre mille « casques bleus », des observateurs militaires de l'Organisation de surveillance de la trêve (ONUST) demeureront sur place, selon un accord unanime du conseil de sécurité.

La conférence de Genève sur les réfugiés d'Indochine

Soixante-cinq pays ont participé, les 20 et 21 juillet, à la conférence organisée à Genève, par les Nations unies pour traiter du sort des réfugiés et personnes déplacées en Asie du Sud-Est. Dressant le bilan des travaux dans une conférence de presse donnée le 21 au soir. M. Kurt Waldheim, secrétaire général de l'ONU, s'est félické que des résultats a tangibles et immédiats a aient été obtenus en ce qui concerne les lieux de réinstallation et les contributions financières. Faisant remarquer que les problèmes à résoudre dépassaient toutefois ce simple aspect, le secrétaire général a souhaité qu'un plan d'action soit mis en œuvre en observant certains des principes formulés au cours de la conférence quant au rôle et responsabilités des pays d'origine, de premier accueil et d'hèbergement définitif.

Le secrétaire général a aussi fait état de

ment définitif.

Le secrétaire général a aussi fait état de l'accord qui s'est degagé entre le haut commisseriat des Nations unies pour les réfugiés (H.C.R.) et le gouvernement du Vietnam pour assurer dans l'ordre les départs de ceux qui souhaitent rejoindre des parents à l'étranger.

'in autre résultat essentiel concerne it l'établissem nt de centres de transit Le principal point de sa déclaration concerne toutefois l'annonce de la volonté manifestée par le Vietnam de « faire tout son possible pour arrêter les départs illégaux ». En même temps, le gouvernement de Hanoi a donné l'assurance qu'il coopérera avec le H.C.R. pour élargir le champ du programme en sept points récemment conclu avec lui pour faciliter les départs dans l'ordre et la sécurité.

M. Poul Hartling, haut commissaire pour les

M. Poul Hartling, haut commissaire pour les réfugiés, a annoncé quant à lui que les nouvelles offres de contribution totalisaient 160 millions de dollars en espères et en nature, et que, à l'issue de cette réunion, le nombre des places a l'issue de cette reimon, le nombre des places offertes aux réfugiés indochinois à l'étranger était passé de 125 000 à la fin de mai à 260 000. Mention spéciale a été faite des efforts annon-cés par les Philippines et le Japon.

cès par les Philippines et le Japon.

PLAINTE DU MAROC. — Le Conseil de sécurité a décidé, le 25 juin, d'ajourner l'examen de la plainte marocaine à propos du Sahara occidental dont il avant été saisi le 13. Le délégué de Rabat lui avait, en ejet, jait savoir que le chef d'Etat du Soudan, le maréchal Nemeiry (qui est aussi président en exercics de l'O.U.A.), étant intervenu auprès du roi du Maroc, celui-ci demandait au Conseil de sécurité de surseoir à statuer.

DROTTS DES PALESTINIENS. — Le Conseil de sécurité s'est réuni le 29 juin pour reprendre l'examen des recommandations du comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien. Ces recommandations prévoient, notamment, la réintégration en deux étapes des Palestiniens dans leurs toyers et la création d'une entité palestiniens indépendante.

thienns indépendante.

PRATIQUES ISBARLIENNES DANS LES TERRITOIRES OCCUPES. — Le comité chargé d'enquêter
sur les pratiques israéliennes dans les territoires
occupés a terminé ses travaux le 28 fuin. Le
comité a procédé, en particulier, à l'audition de
seize anciens détenus faisant partie du groupe
de prisonniers ilbérés par Israél en échange d'un
pliote israélien en mars dernier. On sait que le
comité ne peut se rendre dans les territoires
occupés, par suite du rejus du gouvernement
d'Israél.

APARTHEID. — Le comité spécial contre l'apar-theid a élu, le 29 justs, à sa présidence, M. Blessing A. Clark, délègué permanent du Nigéria à l'ONU, en remplacement de M. Leslis O. Harriman, qui représentait également le Nigéria auprès des Nations

DECOLONISATION. — A la fin de fuin, le comité e la décolonisation a adopté quatre rapports sur les Gilbert, Pitcairn, Santa-Hélène et Tokelaou. La également décidé d'envoyer une mission à

Guam.

A propos des lles Gübert qui devaient accéder à l'indépendance, le 12 juillet, sous le nom d'État de Kiribati, le comité a attiré l'attention sur les problèmes restant à règler quant au sort de la communauté des Banabans. Il demandait, en particulier, une diversification de l'économis des lles Gübert, « compte tenu de l'épuisement imminent des gisements de phosphate de Banaba». Le gouvernement britannique a promis une aide de près de 20 millions de livres jusqu'au 31 décembre 1862.

DESAMEMENT. — Le comité du désarmement, réunt à Genève, a commencé, le 3 juillet, l'examen de la question de la course aux armements nucléaires et du désarmement nucléaire. Il était saisi à ca propos d'un document de jond émanant des pays de l'Europe de l'Est et demandant des najociations sur l'arrêt de la production d'armes nucléaires et la destriction complète des stocks existant, première étape d'un désarmement nucleaire complet. nucléaire complet. Le comité a aussi été saisi d'un projet conjoint (Etats-Unis-U.B.S.S.) d'interdiction des armes radio-

logiques.

BSFACE EXTRA-ATMOSPHEBIQUE. — Le comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique a terminé sa vinyt-deuxième session le 3 fuillet. Le rapport adopté à l'intention de l'Assemblée générale comprend, en annex, un projet d'accord régissant les activités des Etats sur la lune et les autres corps électes sur lequel l'Assemblée générale aura à se prononcer lors de sa prochains session. Les autres sections du rapport portent sur la télé-observation de la terre par satellite, la télévision directs par satellite, la définition ou délimitation de l'espace extra-asmosphérique et l'orbite des satellites géostation-naires.

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL. — Le Conseil économique et social des Nations unies a tenu sa deuxième session de 1979 à Genève, du 4 juillet au 3 août. On trouvera un brej résumé de ses travaux dans le prochain numéro.

SCIENCE ET TECHNIQUE. — Le comité préparatoire de la conférence des Nations unies sur la science et la technique au service du développement a déterminé en juillet sa cinquième session, qui s'élait ouverte le 25 juin. Il a mis au point un projet de « Programme d'action » à l'intention de la conférence qui doit se réunir es mois-ci. OCEAN INDIEN. — La conférence des Stats du littoral et de l'arrière-pays de l'océan Indien s'est réunie le mois dernier. Ses travaux ont porté principalement sur les moyens de réalises l'objectif de la déclaration de l'Assemblée générale de 1971 faisant de l'océan Indien une zone de paix.

DROIT DE LA MER. — La troisième conférence des Nations unies sur le droit de la mer a entamé, le 19 juillet à New-York, les travaux de sa huitième session, qui doisent durer jusqu'au 24 août. Ses discussions se londeront sur le texte de négociation révisé établi à l'issue de la précédente session qui s'était tenue au printemps à Genève.

qui l'était tenus au printemps à Genére.

CONSEIL MONDIAL DE L'ALIMENTATION. —

Le conseil mondial de l'alimentation a siégé du

4 au 6 juillet pour préparer sa cinquième session

ministérielle qui aura lieu à Ottava du 4 au

7 septembre. L'accroissement de la production

alimentaire, la sécurité alimentaire mondiale et

l'amélioration de la distribution des ressources

sont les principaux thèmes de l'ordre du jour.

INFORMATION. — Le comité chargé de réexa-miner les politiques et activités de l'ONU dans le domaine de l'information a décidé, le 6 fuillet, d'établir un groupe de travail sa hon chargé de procéder à une analyse des activités du départe-ment de l'information et autres services perti-nents du secrétariat. Il doit aussi émetire des suggestions pour améliorer les activités et pro-grammes du système de l'ONU dans le domaine de l'information.

ENVIRONNEMENT. — Des experts de la plup des diz-huit gouvernements de nous rédit des diz-huit gouvernements de pays méditerranéens et de la C.E.E. sont purcenus, le 29 juin à Genève, à un accord sur le teste d'un futur tratté destiné à contrôler la pollution d'origine tellurique en

REFUGIES. — Le 6 fuillet, le haut commissariat des Nations unies pour les réjugiés estimait à cent dix mille le nombre des Nicaraguagens qui avaient /ui leur pays, depuis septembre 1978, en direction du Honduras et du Costa-Rica en particulier. Le H.C.R. a eccordé des aides à ces deux pays pour contribuer à secourir ces réjugiés.

contribuer à secourir ces réjugiés.

ENFANCE. — Le Fonds des Nations unles pour l'enjance (FISE ou UNIOSF) a annoncé, le 26 juin, l'ajectation de 200 000 dollars, à l'aide du jonds spécial de secours, à des opérations en javeur des mères et enjants réjugiés du Kampuchea en Thallande. Soixants mille dollars ont, en outre, été prélevés sur le jonds de secours pour aider à la réinstallation de mères et enjants thajlandais évacués des régions frontaitères.

— Le 27 juin, FUNICEF a dégagé 30 000 dollars de crédit pour secourir les victimes des inondations récentes en Jamaique.

● COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'EUROPE. — Un séminaire sur les procédures de recours ouvertes aux personnes victimes d'actes de discri-mination raciale a été organisé à Genève du 9 au 20 juillet par les soins de la Commission écono-mique des Nations unies pour l'Europe, dans le cadrs de la Décennie de lutte contre le racisme et la discrimination raciale.

F.A.O.

Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural

A conférence mondiale sur la réforme agraire Let le développement rural, organisée par l'Organisation des Nations unles pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.), s'est tenue à Rome du 12 au 20 juillet, avec la participation des représentants de cent quarante-cinq paya. Deux chefs d'Etat, les présidents Julius Nyerere (Tanzanie) et Zlaur Rahman (Bangladesh) ont

assisté à la conférence.

Dans son discours inaugural, prononcé devant les quelque mille délégués, M. Edouard Saouma, directeur général de la FA.O., a déclaré que les problèmes de développement rural sont « planétaires » et que leur solution implique une réforme des institutions rurales, un réalignement des politiques nationales de développement et l'instanration d'un nouvel or dre économique international. Il a réclamé une « stratégie de développement s'attaquant à la pauvreté », avec « une redistribution des revenus » de façon à permettre aux masses rurales pauvres d'obtenir, par un travail rémunérateur, une part accrue du revenu national et de satisfaire leurs besoins

La conférence a conclu ses travaux par l'adop-tion d'une déclaration de principe et d'un pro-gramme d'action aux niveau national et inter-national pour s'attaquer à la pauvreté et au chômage des masses rurales.

CEREALES. — Les perspectives mondiales pour le blé et les céréales secondaires se sont détériorées en juin, à la suite, notamment, d'une diminution de la production prévue pour les céréales de l'Union soviétique, signale le bulletin mensuel de la F.A.O. Perspectives de l'alimentation.

La détérioration des perspectives pour les récoltes de céréales, s'ajoutant à une forte demande à l'importation, a provoqué une brusque flambée des prix du blé et des céréales secondaires; les jruis de transport ont augmenté brusquement, sur aussi.

Sur la base de données recomflies évaguées

Irais de transport ont augmenté brusquement, sur aussi.
Sur la base de données recusilles fusqu'au 25 fuin, la F.A.O. préodyait une production mondiale de bié et de céréales secondaires, en 1979, de 1,115 milliard de tonnes (soit II millians de tonnes de moins que le chifre estimé du mois précédent), et 75 millions de tonnes (soit 6 % de moins que le record de 1978).

Organisation internationale du travail

Les travaux de la conférence internationale

L a conférence internationale du travail, qui marquait le soizantième anniversaire de l'Organisation internationale du travail (O.I.T.), s'est terminée le 27 juin après avoir adopté de nouvelles normes visant à améliorer les conditions de travail des dockers et des transporteurs routiers, soit environ cinquante-six militons de travailleurs dans le monde.

Quelque mille sept cents délégués et conseillers techniques souvernementairs employeurs et tra-

techniques gouvernementaux, employeurs et travailleurs de cent trente-deux pays, ont participé à la conférence, qui a également pris des me-

sures destinées à assurer une application plus complète et plus universelle des conventions de l'O.I.T. en soulignant la nécessité de maintenir des procédures de contrôle efficaces. La conférence a également préparé de nouvelles normes, qui pourraient être adoptées l'an prochain, visant à assurer un meilleur traitement à quelque cinq cents millions de travailleurs âgés.

La conférence a réaffirmé la validité de la stratégie du développement adopté en 1976 par la conférence mondiale de l'emploi, stratègie qui tend à réduire et à éliminer la pauvreté par l'accroissement de l'emploi productif et la satisfaction des besoins essentiels de l'homme.

Deux groupes désavantagés de la soclèté, les enfants au travail et les handicapés, ont fait l'objet de deux des cinq résolutions adoptées par la conférence; les trois autres concernent l'utilisation de la langue arabe à l'O.I.T., le développement du programme de l'O.I.T. pour l'amélioration des relations professionnelles et les programmes de coopération te chnique de l'Organisation.

La conférence a adopté le budget de l'Organisation, dont le mont s'élève à 203,8 millions de dollars pour le biennium 1930-1931. Elle a approuvé un amendement de son réglement visant à introduire le vote au scrutin secret quand il est demande par an moins quatrevingt-dix délégués ou par le président d'un groupe, excepté sur les questions où une majorité des deux tiers est requise par la constitution. Une commission de la conférence a poursuivi l'examen des questions relatives à la structure de l'Organisation, et la conférence a décidé de renouveler le mandat du groupe de travail sur la structure en vue d'aboutir à un accord et de soumettre un rapport final à la session de l'an prochain. soumettre un rapport final à la session de l'an

◆ AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE ATOMIQUE. — Plus de quatre cents spécialistes orginaires de trente-trois pays ont pris part au colloque international sur l'évacuation des déchets radioactits dans le sol, organisé par l'Agence internationale de l'évergie atomique (A.I.E.A.) et l'Agence de l'O.C.D.E. pour l'énergie nucléaire, en coopération once le Service géologique fullandais d'Heisinki, du 2 au 6 juillet.
Le colloque aura cinsi journi l'occasion d'un échange d'informations sur les problèmes techniques, scientifiques et réglementaires liés aux différentes jornes d'évacuation dans le sol pratiquées ou à l'étude dans de nombreux pays. L'accent à été mis sur les études concernant l'évacuation de déchets de haute activité et autres déchets contenant des éléments transuraniens dans des jornations géologiques continentales projondes.

ondes.

ORGANISATION METEOROLOGIQUE MONDIALE. — Le huitième congrès météorologique
mondial a décidé, le 25 mai, de décerner à M. D. A.
Davies, secrétaire général sortant de l'Organisation
météorologique mondiale (O.M.M.), le titre de
e seriétaire général emeritus », à la jin de son
mandat, le 31 décembre prochain. M. Davies, qui
sera remplacé à ce paste, pour une période de
quaire ans. par M. Aksel C. With-Nielsen (Danemark), était secrétaire général de l'O.M.M. depuis
vingt-quaire ans, ce qui constitue la plus longue
période de service accomplie par le chel d'une
organisation du système des Nations unies.

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE.

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE.
 Quatre-vingts experts en statistiques sanitaires et en science de la population venant de trente pays ont participé, du 19 au 25 juin, à Mexico, à une réunion sur les jacteurs socioéconomiques qui déterminent la mortalité ou qui en découlent. Cette réunion était patronnée conjointement par l'Organisation mondiale de la santé (OMS.), l'Organisation des Nations unies et le gouvernement mexicain.

- Uns consultation informalle de l'OMS, sur la surveillance de la peste et la lutte contre cette maladie s'est tenue à Genève du 12 au 15 juin. Des experts de différents pays d'Afrique, des Amériques et d'Asie se sont rencontrés pour soulier les tendances actuelles de l'incidence de la peste et sa répartition géographique et faire rapport à ce sujet. Le groupe a aussi effectué une mise à four des méthodes de surveillance et de lutte.

- Une réunion du groupe d'experts régionaux sur les sciences de la communication pour la gromation de la santé s'est tenue à Brazzaville du 9 au 13 juillet (la première du genre en Afrique). Les participants ont présenté des recommendations au directeur régional sur les straépies applicables à l'information et l'éducation populaire pour la santé dans les programmes prioritaires de l'OMS. ayant des implications d'orire social e ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR

pour la santé dans les programmes prioritaires de l'O.M.S. ayant des implications d'orite social.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL. — Le colloque sur les activités bancaires pour le développement dans les années 80. organisé du 11 au 13 juin à Zurich, par la Banque mondiale et l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI), a réuni quelque trois cent cinquante cad-es supérieurs de banques de développement, représentants de rang élevé d'institutions financières internationales et hauts fonctionnaires gouvernementaux de soixante-seuze pays aim d'évaluer le rôle jutur des nombreuses sociétés de financement du développement déjà créées ou en création dans la plupart des pays en voie de développement.

Les débats ont porté principalement sur la situation des institutions de financement du développement, clors que sont mises au point de nouvelles politiques visant à accélèrer l'industrialisation des pays en voie de développement, clors que sont mises au point de nouvelles politiques visant à accélèrer l'industrialisation des pays en voie de développement.

— L'ONUDI a publié, le 18 mai dernier, un guide consacré à l'industrie électronique qui répertoria les sources d'information sur cette industrie à l'intention des pays en voie de développement.

les sources a information est est control en l'intention des pays en voie de développement.

• ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE—
La trente-septième session de la Conférence internationale de l'éducation, qui coincide avec le cinquantième anniversaire de la fon dation de Bureau international de l'éducation (B.I.E.), a résul, d'Genève, du 5 au 14 fuillet, quarante-trois ministres de l'éducation, des délègués de cent dis-huit pays et des observateurs de diverses organisations internationales ou non gouvernementales, ainsi que de l'OL.P. Dès l'ouverture de la Conférence, M. Amadou Mahtar M'Bow, directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) — à laquelle le B.I.E. est rattaché depuis dix ans — a insisté non seulement sur le droit à l'éducation mais aussi sur le Dém-être de l'enfant.

l'enjant.

La recherche de moyens tendant à généraliser le droit à l'éducation a aussi été le souci de tous les participants, d'autant plus que la situation, en ce domaine, demeure aussi déplorable que par le passé. Selon M. M'Bow. on peut craindre qu'en 1980 on ne compte dans le monde huit cent quatorze millions d'allettrés et cent trente millions d'enjants non scolarisés.

non scolariss.

O UNION INTERNATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS. — Au cours de sa trente-quatrième session à Genève, du 4 au 21 juin, le conseil d'administration de l'Union internationale des télécommunications (U.I.T.) a passé en revue les activités de l'Union en 1978, examiné ses activités fuiures et approuvé le budget de l'U.I.T. pour 1980 (78 millions de france suisses, soit un budget pratiquement identique à celui de 1979).

identique à celvi de 1979).

Le conseil a firé à quaire semaines la durée de la prochaine conférence de plénipotentiaires de l'U.I.T., qui doit se tenir à Nairobi en 1982, et a e x a m i n é les préparailes de la Conférence administrative mondiale à es radiocommunications (C.A.M.R.), qui s'ouvira le 24 septembre pour une période de dix semaines. Il a décidé, d'autre part, qu'il conviendrait de convoquer la première session d'une conférence administrative régionale de radio-diffusion à ondes hectométriques pour la Région 2 (les Amériques), à Buenos-Aires le 10 mars 1980, pour une durée de trois semaines.

Le conseil d'administration a pris acte des elioris

Le conseil d'administration a pris acte des efforis déployés par l'U.I.T. en ce qui concerne la mise en œuvre d'activités pour la décennie des transports et communications en Afrique et en particulier des objectifs assignés à cette décennie, à savoir atteindre une densité de 1 % de postes téléphoniques en Afrique et développer les télécommunications dans les régions rurales. Le conseil a décidé de constituer un groupe de travail : « Avenir des activités de coopération technique de l'U.I.T.»

Le conseil a aussi annoncé l'attribution du premier

Prix du centenaire de l'U.I.T. à Georges Valensi (France), pour la contribution exceptionnelle qu'il a apportée au développement des télécommunications internationales.

THE HUMENSON OF IT

Groupe de la Banque mondiale

Prêts de la Banque

L A Banque internationale pour la reconstruc-tion et le développement (BIRD) a accordé les prêts suivants : Algérie (25 juin): 42 millions de dollars pour un projet de développement de l'industrie de la viande;
— Colombie (25 juin): 20 millions de dollars
pour la réalisation d'un programme de crédit

— El Salvador (25 juin) : 23,5 millions de dollars destinés à l'amélioration de l'ensei-Jamaique (25 juin): 16 millions de dollars pour un projet routier;

- Paraguay (25 juin) : 39 millions de dollars apportés à un programme d'extension du réseau - Inde (28 juin) : 250 millions de dollars pour la construction d'une usine de traitement d'en-

grais: - Turquie (28 juin) : deux prêts, dont le

premier, d'un montant de 85 millions de dollars, financera un projet de stockage de grains, et le second, de 75 millions de dollars, la remise en état des ports ; d'autre part, le 16 juillet, ce pays a reçu un prêt de 60 millions de dollars rétro-cédés à l'Industrial Development Bank of Turkey pour financer ses prêts et plus particulièrement les projets favorisant l'exportation ;

— Chypre (2 juillet): 5 millions de dollars pour aider la Banque de développement de Chypre à alimenter en devises étrangères les entreprises des secteurs industriel et du tou-

— Tanganyika Development Finance Company de Tanzanie (2 juillet) : 11 millions de dollars pour le financement de diverses opérations de

— Tunisie (2 juillet): 28.5 millions de dollars pour un programme de développement de l'industrie et de la pêche;

— Mauritanie (13 juillet): 60 millions de dol-iars pour le financement de la première phase d'un projet minier destiné à ouvrir deux nou-veaux gisements de mineral de fer;

 République de Corée (16 juillet): 60 mil-lions de dollars affectés à la Small and Medium Industry Bank pour couvrir les besoins en devises de cet organisme de financement.

ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DEVELOP-. PERMENT. — L'Association internationale de déve-loppement (IDA), filiale de la Banque mondiale, a accordé, de son côté, des crédits aux pays et orge-nismes suivants:

— Madagascar (25 juin) : 24 millions de dollars pour la réalisation d'un programme de développe-ment routier;

— Madagascar (25 juin): 24 millions de dollars pour la réalisation d'un programme de développement routier;

— Népul (25 juin): 11 millions de dollars pour la développement de la production agricole;

— Bolivie (28 juin): 7.5 millions de dollars destinés à financer un fonds national pour la recherche minière; un second crédit de 9 millions de dollars, consenti le 16 juillet, pour la réalisation d'un projet d'extension des réseaux d'elimentation en eau et les systèmes d'égouts de la ville de Santa-Crus:

— Sri-Lanka (28 juin): 18 millions de dollars pour financer des opérations en favour des petites et movennes entrepries;

— Bangladesh (2 juillet): 25 millions de dollars pour financer des opérations en favour des engrais; le 22 juin, ce pays avait déjà reçu un crédit de réseaux d'eau et des systèmes d'égouts à Dacca;

— Togo (2 juillet): 14 millions de dollars pour augmenter la production de café et de cacao;

— Indonésie (16 juillet): 12 millions de dollars pour augmenter la production de café et de cacao;

— Indonésie (16 juillet): 12 millions de dollars pour augmenter des production de café et de cacao;

— Inde (16 juillet): 250 millions de dollars pour audit (18 juillet): 250 millions de dollars pour aider l'Apricultural Refinance and Development Corporcion à réaliser son programme biennal (1979-1981).

INVESTISSEMENTS DE LA S.F.I. — Deux opérations de la Société financière internationale de développement (S.F.I.) ont été annoncées en juin :

— Le 20 juin : financement du projet d'expansion de la Ception Synthètic Textle Mills au Sri-Lanka; la participation de la S.F.I. a pris la forme d'une participation au capital de 440 000 dollars et d'un prêt de 3075 000 dollars. Des investisseurs du Sri-Lanka et deux institutions européannes de développement se sont associés à ce projet.

péennes de developpement de l'expansion de la Panafrican Paper Mill au Kenya. Des institutions l'inancières kényanes, étrangères et internationales ont participé à l'opération. La participation de la S.F.I. s'élère à 4 millions de dollars. EMISSION D'OBLIGATIONS DE LA BIRD EN DEUTSCHEMARES — La Banque mondiale et un syndical de banques allemandes, ayant à leur tête la Deutsche Bank A.G., ont signé, le 3 juillet, un accord portant sur une nouvelle émission d'obligations de 400 millions de deutschemarks (environ 217,3 millions de dollars). Ces obligations

*

on on often the month for the month of the en en en en en La compansión - void general
- void general
- void ent effe

Banque africa

de developper

yela saata Carenya

Transfer of the control of the contr

3

___eccode

iele redu E de million En l'himidich

F. CF.51

Banque de dévelor des Caraibes

> e – pante-troisièm weil des directe t de sa cimquant tonue lo Cl juit reade le conse. de déve opperment pous au lans res à s Guyana lestine au finat le carlon ; le deux medians, pour la consmission de los canaesents Water Commi e développema desu potable; di llars à Sainte

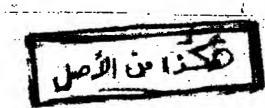
itres speciales -n: Eun projet d 🗆 🖙 technique tians les moins lu séminaire uerali d'autre ent des lignes c le compte du le conseil a éga teronal finan internamme de Banque de and seme d'étude es compa gras

Milord de ceo >- 330 000 do se interamério Linancement : 1.00 al centr ... Caralbes, air ... Agence pour esa Etats-Uni anthoration (anent d'un pr ್ ಚಿಕ್ಕಿಚಿತ್ರಂದ d'emp cares et de

Banque européenne d'investissement

Price à l'Irlande Bretagne et à la F LA duropeen: Variations de Control of Control on Seelagne (6 ju on See 15 million on 25 sept ars, 6 Lan Seelagne (6 ju Alexander Services in ...

Line the state of Tany de patrol PRETT AT PORTUGAL ET



offertes au public à 100,50 % du pair portent tritérés à 7,75 % payable annucllement le 1 » fuillet, elles seront amortes au pair le 1 » fuillet 1991 et ne pourrons être remboursées par anticipation. ca pourront être remboursées par anticipation.

GROUPE CONSULTATIP POUR LA COREE —

Le groupe consultatif pour l'aide au développement de la République de Corée, réunt à Paris les
20 et 21 juin, a pu constater, à l'aide des documents qu'i su étaient soumis, que la plupart des
objectifs étonomiques pour 1977 et 1978 avaient
été atteints et même, dans certains cas, dépassée,
Les membres du groupe sont alors convenus de
poursuive leur aide à ce pays. Des engagements
d'environ 45 militards de dollars de prêts à
moyen et à long terme seront nécessaires annuéjement pendant la dernière période du quatrième
plan.

Banque africaine de développement

Quatre prêis

Le conseil d'administration de la Banque africaine de développement, réuni le 24 avril pour sa dix-hultième session, a annoncé l'octroi de trois prêts:

pour sa dix-hultième session, a annoncé l'octrul de trois préts:

— Au Gabon: 2 millions d'u.c. (en viron 571 millions de F. C.F.A., pour quinze ans, à 7 %) pour le financement du projet de restauration et de développement des plantations de cacaorers dans la région du Woleu NTem;

— A l'Ethiople: 5 millions d'u.c. (environ 1428 millions de F.C.F.A., pour dix ans, à 7 %) pour la réalisation d'un programme relatif à l'étude technique détaillée et aux dossiers d'appel d'offres concernant le projet sucrier de Finchaa;

— Au Zaire: 8 millions d'u.c. (environ 2286 millions de francs C.F.A., pour dix ans, à 7 %) destinés au projet d'amélloration des chemins de fer du Zaire (SND.Z.).

D'autre part, au cours de la cent vingtième réunion du conseil, tenue le 29 mai, un prêt de 3 millions d'u.c. (en viron 2286 millions de F. C.F.A., pour vingt ans, à 7 %) a été consenti au Maroc pour le financement d'une partie des coûts en devises de la seconde tranche du projet d'Irrigation du Gharb.

d'irrigation du Gharb.

FONDS AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT. — Le conseil d'administration du Fonds africain de développement a approuvé deux prêts lors de sa cinquante-deuxième réunion, le 26 avril, en faveur loppement a approuvé deux préis lors de sa cinquante-deuxième réunion, le 26 avril, en laveur des pays suivaits:

— Togo: 8 millions d'u.c.f. (environ 2048 millions de F. C.F.A.J. pour le Jinancement du projet de route Yépué-Langabou:

— Bénin: 8 millions d'u.c.f. pour le réalisation du projet de complexes polytechniques;
Quatre autres prêts ont été annoncés au cours de la cinquante-quatrième session du conseil d'administration, le 30 mai dernier:

— Au Mozambique: 8 millions d'u.c.f. pour le projet routier Alta Mococue-Rio Ligonha;

— A la Guinée-Bissau: 4,30 millions d'u.c.f. (environ I milliard 100 millions de F. C.F.A.) pour le développement de l'élevage;

— A l'Empire centrafricain: 5,2 millions d'u.c.f. (environ 819,2 millions de Jrancs) pour un programme de développement de l'élevage;

— Au Zaire: 4 millions d'u.c.f. (environ 1024 millions de F. C.F.A.) affectés au projet cacaoyer de Bengamisa.

Banque de développement des Caraibes

Cinquante-troisième session du conseil des directeurs

A l'occasion de sa cinquante-troisième session, qui s'est tenue le 21 juin à Wilday (Saint-Michael, Barbade), le conseil des directeurs de la Banque de développement des Caralbes a approuvé les prêts suivants:

— Trois prêts à la Guyana: l'un de 4 millions de dollars, destiné au financement d'un programme d'irrigation; le deuxième, d'un montant de 6900 000 dollars, pour la construction d'un réseau de transmission de l'électricité; enfin, 3600 000 dollars consesntis à la Kingston and St Andrew Water Commission pour l'amélioration et le développement des réseaux de distribution d'eau potable;

— 319 500 dollars à Sainte-Lucie, à l'aide du fonds de ressources spéciales de la Banque, pour le financement d'un projet d'électrification dans les zones rurales.

les zones rurales.

Le conseil a en outre approuvé la création d'un fonds d'assistance technique destiné à financer, d'une part, une fraction des frais de participation des pays les moins développés de la Communauté au séminaire sur les investissements étrangers; d'autre part, un projet de développement des lignes de l'LAT, et deux études pour le compte du gouvernement de Dominique. Le conseil a également accepté que le secrétariat régional finance, à l'aide des ressources du programme de pré-investissement commun à la Banque de développement des Caralbes et à la Banque interaméricaine de développement, une série d'études économiques sur loppement, une série d'études économiques sur les huiles et les corps gras, ainsi que sur les fruits et légumes produits par les pays de la

Communauté.

Enfin, un accord de coopération technique, d'un montant de 390 000 dollars, a été conclu avec la Banque interaméricaine de développement pour le financement d'une étude sur le tourisme, conflée au centre de la recherche touristique des Caralbes, ainsi que trois accords de prêt avec l'Agence pour le développement international des Etats-Unis (3545 000 dollars pour la création d'un système spécial de financement pour l'amélioration des installations des écoles primaires dans les pays les moins développes, et 8400 000 dollars et 1400 000 dollars pour le financement d'un programme d'investissement et de création d'emplois dans les industries manufacturières et de la construction).

Banque européenne d'investissement

Prêts à l'Irlande, à la Grande-Bretagne et à la France

LA Banque européenne d'investissement (BEL) annonce des prêts aux pays et organismes suivants :

organismes suivants:

— Irlande (22 juin): trois prêts d'une contrevaleur de 38 millions de l'ivres irlandaises (57,9 millions d'u.c., pour vingt ans et à 9,85 %) consentis à l'Etat irlandais. 18 millions de livres irlandaises pour l'extension du réseau des télécommunications, 15 millions de livres irlandaises pour un plan de développement forestier et 5 millions de livres irlandaises pour un programme d'adduction d'eau et d'assainissement dans le centre-ouest du pays;

— Carada Pressone (6 juillet): un prêt d'une

— Grande-Bretagne (6 juillet): un prêt d'une contre-valeur de 1,5 million de livres (2,3 millions d'u.c., pour sept ans, à 9,50 %) pour la construction d'une entreprise de mécanique dans le Lancashire;

— France (6 juillet): 29 millions de francs français (5 millions d'u.c., pour vingt ans à 10,20 %) au Syndicat mixte Brest-Iroise pour le financement d'une station d'épuration des eaux de ballast des pétrollers à Brest.

PRETS AU PORTUGAL ST A LA TURQUIS. — Dans le cadre du protocole financier conclu entre a Communauté et le Portugal et entre en vigueur le 1° novembre 1978, la B.E.I. a accordé, le

2 juillet, un prêt d'une contre-valeur de 15 millions d'u.c. (pour dix ans. à 8.25 %, déduc-tion faite de la bonification d'intérêt) en favour d'intitatives industrielles et touristiques de petite et moyenne dimension.

et moyenne dimension.

D'autre part, dans le cadre du troisième protocole financier conclu entre la Communauté et la
Turquie, qui est entré en viqueur le 1° mai 1979,
la B.S.I. a accordé à l'Etat ture, le 5 juillet, trois
prêts tolaisent 56 millions d'u.d. (environ
18 milliards de livres turques). Cette opération
s'est faits, d'une part, sous la forme d'un prêt
à conditions spéciales de 18 millions d'u.e. sur
les rassources budgétaires de la Communauté pour
financer les travaux d'extension de la centrale
hydro-électrique de Keban, sur l'Euphraie; d'autre
part, de deux prês globaux (pour quince ans, à
2,6 %) consentis respectivement à la Banque de
développement industriel de Turquie (15 millions)
et à la Banque de crédit et d'investissement
industriel (5 millions).

OPERATIONS DANS LE CADRE DE LA CONVEN-TION DE LOME. — Le 5 juillet, au titre de la convention de Lomé, la BEL. a consenti, à Mada-gacar, un prêt conditionnel de 1190 000 u.c. (environ 345 millions de francs malgaches, le rem-boursement et la durée étant fonction de la réali-sation de conditions déterminées au moment de l'ootroi du prêt) pour la construction d'un steller pilote de déphosphoration du mineral de chrome à Andriamena.

La B.E.I. avait, auparavant, le 21 juin, accordé à la Société textile du Cameroun un prêt de 2,5 millions d'uc. i pour dix ans, à 5,30 %, compte tenu d'une bonification d'intérêt de 3 % sur les ressources du Fonds curopéen de développement; pour la construction d'une usine textile dans la zone industrielle de Douala.

Fonds international de développement agricole

Le total des prêts accordés représente un quart de milliard de dollars

DANS un discours prononce le 12 juillet devant Dans un discours prononce le 12 juillet devant la conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural réunie à Rome, M. Al-Sudeary, président du Fonds international de développement agricole (FIDA), a annoncé que le montant des sommes accordées par le FIDA en faveur du développement rural en Afrique, en Asie et en Amérique latine atteignait environ un quart de milliard de dollars. Cet effort correspond à un an et demi d'activité, le Ronds avant été créé en décembre 1977. le Fonds ayant été créé en décembre 1977.

le Fonds ayant été créé en décembre 1977.

Les derniers prèts accordés par le FIDA remontaient alors au 29 juin. Six pays en avaient bénéficié : l'Afghanistan (13 millions de dollars pour le développement agricole et rural) ; la Bolivie (4 millions de dollars pour accroître la productivité et la production agricole dans les provinces d'Omasuyos et de Los Andes) ; le Maroc (25 millions de dollars pour l'octroi de crédits aux petits exploitants) ; le Pakistan (30 millions de dollars destinés à financer des crédits en faveur des petits exploitants) ; le Paraguay (7,5 millions de dollars pour l'expansion de l'agriculture) ; et le Soudan (15 millions de dollars pour la mise en valeur agricole de la région sud).

Le 25 mai, le FIDA avait aussi annoncé son

Le 25 mai, le FIDA avait aussi annoncé son intention de consacrer au Sahel une participation financière d'un montant de 80 à 100 millions de dollars, dans le cadre d'un programme visant à favoriser le développement rural, l'irrigation, la production de céréales de huit pays (Cap-Vert, Tchad, Mali, Mauritanie, Nigéria, Gamble, Sénégal et Haute-Volta).

BANQUE ASIATIQUE DE DEVELOPPEMENT. —
L'Indonésie a reçu, le 29 mai, deux prêts accordés
à l'aide des ressources ordinaires de la Banque
aviatique et dont bénéticiera la ville de Bandoung :
32,30 millions de dollars pour un programme de
développement urbain et 8 millions de dollars
(à 7,40 %) pour l'amélioration du réseau d'adduction d'eux.

BANQUE ASIATIQUE DE DEVELOPPEMENT. —

L'INDONÉSIA DE L'INDONÉSIA

tion d'eux.

• BANQUE CENTRAMERICAINE D'INTEGRATION ECONOMIQUE. — La Bunque centraméricaixe d'intégration éconumique (B.C.I.E.) a approuvé, en juin, les prêts sulvants:

— 1900 000 dollars, le D juin, au Honduras pour le financement de la campagne phytosanitaire contre la sigatoka negra qui ravage les plantations de banances sur la côte nord du pass:

— 8 200 000 dollars, le 21 juin, à El-Salvador pour la construction d'un tronçon routter dans le département de Santa-Ana. Cette réalisation facilitera la mige en paleur des ressources naturelles de la région nord du past;

nord du pays;
— 30 000 000 de dollars, le 22 juin. à la Banque
nationale pour la construction (BANVI) du Gustemale, pour le financement d'un projet de
constructum d'habitations à loyer modéré.

temala, pour le financement d'un projet de construction d'habitations à loyer modéré.

BANQUE INTERAMERICAINE DE DEVELOP-PEMENT, — La Banque interaméricaine de développement à accordé des prêts aux pays suivants: — Mexique (3 mai) i deux prêts d'un montant total de 64 millions de dollars pour aider au financement d'un programme de développement ou da remise en dtut de plusieurs troncons routiera. 62,6 millions de dollars pour aider au financement d'un programme de développement ou da remise en dtut de plusieurs troncons routiera. 62,6 millions de la banque (pour vingt ans, à 7,50 %), et 1,6 millions de dollars des ressources interrégionales de la Banque (pour vingt ans, à 4 %); — Pérou (3 mai) : deux prêts d'un montant de 33 millions de dollars pour la modernisation et l'extencion de la mine de culore de Cobrisa. Do millions de dollars ont êté consentis à l'aide des ressources interrégionales de la Banque (pour quinze ans, à 4 %); — Argentine (10 mai) : 155 millions de dollars (a l'aide des ressources interrégionales de la Banque, pour quinze ans, à 7,50 %), destinés à financer la construction de la centrale hydro-électrique d'Alleura sur le fleure Limay.

— Honduras (25 juin) : 290 000 dollars (à l'aide du Fonds de progres social, pour quarante ans, à 1 %) pour la construction de silos et la mécanisation des coupératives; le 5 juillet, une émission d'obligations en République fédérale d'Allemagne. D'un montant de 50 millions de deutschemarks, ces obligations émises au pair, par un syndicat de banques allemandes, portent intérét à 8 % l'an. Le remboursement se fera en 1989 et en un seul ressement.

• FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL.

Le remboursement se fera en 1989 et en un seul rersement.

• FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL. —

Le 27 juin, la Guyana a été autorisée par le Fonds monétaire international (F.M.I.) à acheter, au cours des trois prochaînes années, l'équivalent de 52,75 millions de D.T.S. au titre de la jucilité élargie. Le 28 juin, le Fonds a aussi autorisé au même titre le Honduraz d acheter au cours des trois prochaînes années l'équivalent de 47,5 millions de D.T.S.

Ce système offre une assistance à moyen terme aux pays qui doivent procéder à des ajustements structurels de leur économie en raison de problèmes de balance de palements.

Le 28 juin, le Fonds a annoncé qu'il avait révisé le taux d'untérêt du droit de tirage spécial (D.T.S.), ainsi que le taux auquel il rémunère les positions créditrices des pays membres. Pour le trimestre commençant le 1er juillet, le taux d'intérêt du D.T.S. a été fixé à 6,75 % contre 5,55 %, et le taux de rémunération à 6,075 % contre 5,55 %.

Le Fonds a procédé le 3 juillet à sa vente mensuelle d'or par adjudication au bénéfice des pays en voie de développement. Un total de 44000 onces d'or fin a été attribué aux adjudicataires à un prix s'échelonnant entre 281,06 dollars E.U. l'once et 281,87 dollars E.U. l'once, soit une moyenne de 281,57 dollars F.U. l'once, soit une moyenne de 281,57 dollars F.U. l'once, soit une moyenne de 281,52 dollars l'once et 281,66 dollars et l'admée pour qu'elle puisse effectuer un tirage équivalant à 2,57 millions de D.T.S. dans la première tranche de crédit. Bien que la situation des cing dernières années, grâce notamment à l'exploitation de deux gisements de bauxite, sa dette extérieure reste encore importante.

autres, du problème de l'énergie, dont il a souligné l'importance pour l'ensemble des économies mondiales.

Le communiqué final dresse la liste des principaux sajets sur lesquels les participants se sont mis d'accord : nécessité d'un approfondissement de la coopération économique, scientifique et technique; utilité de la coopération économique internationale; arrêt de la course aux armements; entente avec la Communauté économique européenne. Il a été décidé en outre d'étendre les dispositions pour accélèrer le développement de l'économie vietnamienne. Enfin, la République démocratique populaire du Yémen a été admise comme observateur.

O.C.D.E.

Vers un nouveau ralentissement de la croissance

de la croissance

SELON le numéro 25 des Perspectives économiques publiées le 19 juillet par l'Organisation de coopération et de développement économique (O.C.D.E.), la croissance devrait encore se ralentir à la suite des hausses du prix du pétrole décidées par l'OPEP. L'inflaction va s'accélérer et les balances des palements courants des vingt-quatre pays membres de l'Organisation enregistreront un excédent plus faible ou un déficit plus élevé que prévu.

Ainsi la progression du produit national brut pour l'ensemble de la zone devrait être de moins 2.5 pour les douze prochains mois (de juillet 1979 à juillet 1980), et non de 2.75 % comme il était jusqu'ici envisagé. De son côté, la hausse des prix pourrait atteindre — en taux annuel — 10 % au second semestre de 1979 et 9 % pour les six premiers mois de 1980 (au lieu de respectivement 9 % et 8.5 %), à condition que des hausses importantes de salaires n'aient pas lieu. Enfin, le déficit des palements courants représentents.

hausses importantes de salaires n'aient pas lieu. Enfin, le déficit des paiements courants représenterait, en montant annuel, 40 miliards de doilars d'ici à la fin de l'année, le double de ce qui était prévu.

Les experts de l'O.C.D.E. n'ont pris en compte dans leurs calculs que l'effet purement mécanique des majorations du coût du brut. Il est possible, soulignent-lis, que la demande soit encore plus faible que prévu, en raison du resserrement de la politique macro-économique ou d'un ralentissement plus marqué aux Etats-Unis.

Unis.

AIDE AU DEVELOPPEMENT. — Le bilan publié le 26 juin par le Comité d'aide au développement (CAD) de l'O.C.D.E. fait ressortir une stagnation de l'aide publique au développement versée par les pays de l'O.C.D.E. fait ressortir une stagnation de l'aide publique au développement versée par les pays de l'O.C.D.E. en 1978 : elle a représenté 0.32 % de leur produit national brut contre 0.31 % en 1976. Cette aide a atteint, l'an dernier, 18,3 milliards de dollars, en augmentation de 24 % en polume par rapport à 1976, mais plaionnant en pourcentage de la « richesse » des nations nanties.

Le Danemark et la Norvège ont, souligne le CAD, enregistré « des accroissements particulièrement remarquables de leurs apports » Copenhagua a notamment atteint, pour la première fois. l'objectif de 0,7 % fixé par les Nations unles et depance la France pour la quatrième place du dessement des pays donneurs. Cependant, les trois principaux d'entre eux, l'Allemagne de l'Ouest, les Etats-Unis et le Japon. ont augmenté leur aide au développement alors que la France a fait état d'« une nouvelle diminution » de son pourcentage d'elfort.

Compie tenu des versements — aux conditions du marche — des secteurs public et privé, ainsi que des dons privés, l'apport total des dir-sept pays du CAD a représenté 56 milliards de dollars en 1973, ayant légèrement étain diminué de volume par rapport à 1977 et représentant 1 % du P.N.B. contre 1.05 %. Les apports publics (crédits à l'exportation), investissements de portefeuille, ont reculé, se situant à 4 milliards de dollars.

Les ressources en provenance de l'OPEP ont diminué, en raison du recul des versements d'Espopte, revenant à 65 milliards de dollars.

Les ressources en provenance de l'OPEP ont diminué, en raison du recul des versements d'Espopte, revenant à 6s milliards de dollars se sont élevés à eux seuls à environ 45 milliards, soit 15 % du P.N.B. des pous périoliers, contre 3 % en 1977. Les principaux donneurs sont restés l'Arable Sauvaite, le Roweit et les Emirats arabes unis.

L'Arabie caucatie, le serve par les pays à économie planifiée est demeurée très faible, 0,8 milliard de dollars, soit 0,04 % du P.N.B. de ces pays. AGENCE DE L'O.C.D.E. POUR L'ENERGIE dent survenu à la centrale nucléaire de Three-Mile

dent surcenu à la centrale nucléaire de Three-Mile-island, à Harrisburp, aux Etats-Unis, des experts appartenent à la Commission de réglementation nucléaire des Etats-Unis se sont réunis à Paris, les 27 et 28 juin, avec les principaux responsables de la surté nucléaire d'autres gouvernements membres de l'Agence de l'O.C.D.E. pour l'énergie nucléaire (A.E.N.) pour entamer un examen appro-fondi des leçons à rétenir de cet accident.

TRANSPORTS URBAINS ET ENVIRONNEMENT.

Les changements intervenus dans les transports et les conditions de vie ont été examinés au cours d'un séminaire sur « les transports urbains et l'environnement », organisé du 10 au 12 juillet à Paris par l'O.C.D.E. et la Conférence européenne des ministres des transports. Cette réunion, qui a rassemblée environ trois cents représentants

et combroan

Communauté des Caraïbes

Quatorzième session du conseil des ministres du Marché commun des Caraibes

A quatorzième réunion du conseil des minis-tres du Marché commun des Carabes, réunie à Georgetown (Guyana) les 20 et 21 juin, a plus particulièrement porté sur l'évolution du com-merce intrarégional et les relations extérieures de la Communauté des Carabes (CARICOM). Le conseil a noté les signes d'une évolution encourageante des échanges de la Guyana et de la Jamaique avec leurs partenaires après que ces deux pars euvent un assonolir les restrictions de la Jamaque avec leur partenates apres des ces deux pays eurent ou assouplir les restrictions aux importations qu'ils avaient dû prendre pour remédier au déficit de leur balance commerciale en 1977 et début 1978.

en 1977 et début 1978.

Après que le conseil eut accepté les propositions de la conférence sur les huiles et corps gras fixant le prix du coprah pour la nouvelle campagne, il a approuvé une série de décisions concernant les relations avec le Canada et le Mexique. Il a ensuite examiné les moyens de mettre fin au déséquilibre de la balance commerciale de la Communauté avec le Japon et discuté de l'utilisation de l'aide du Fonds européen de développement. Enfin, le conseil a souligné que la demande d'adhésion du gouvernement de Haîti à la Communauté méritait d'être étudiée avec la plus grande attention.

Conférence des Nations unies sur le commerce

et le développement

Ajournement de la conclusion d'un accord sur le caoutchouc

accord sur le caoutchouc

D LUS de cinquante pays producteurs et consommateurs de caoutchouc naturel ont repris, le 25 juin, les négociations pour traduire en articles précis l'accord général intervenu en avril (voir le numéro de juin du Monde diplomatique) sur un ensemble de dispositions économiques à inclure dans un accord international sur le caoutchouc. Les principaux éléments de cet ensemble, mis au point au cours de la deuxème session de la conférence des Nations unies sur le caoutchouc naturel, étalent les suivants : un stock régulateur d'urgence de 150 000 tonnes ; un prix de référence fixé à 210 cents malaisiens/cents de Singapour le kilo, un prix d'intervention supérieur se situant à ± 15 % du prix de référence ainsi qu'un prix de déclenchement inférieur et un prix de déclenchement supérieur se situant à ± 20 % du prix de référence; un prix indicatif inférieur de 150 cents malaislens/cents de Singapour le kilo et un prix indicatif supérieur de 270 cents malaislens/cents de Singapour le kilo. de Singapour le kilo.

Les participants à cette troisième session de la conférence se sont séparés le 13 juillet sans être parvenus à régler, entre autres, le problème du financement du stock régulateur. Les Etais-Unis n'ont en effet pas été suivis par les autres pays participants lorsqu'ils ont demandé que les participants s'engagent à financer non seulement l'achat des 550 000 tonnes de caoutchouc devant constituer le stock régulateur, mais également les coûts du fonctionnement de ce stock. En plus, ils ont exigé des garanties d'approvisionnement. Les participants sont convenus de se revoir à Genève en septembre.

CONVENIS de se revoir à Geneve en septembre.

CUIVRE. — Les travaux préparatoires en vue d'un prangement international sur le cuivre ont repris le 25 juin, sous les auspices de la CNUCED. Des experts d'environ quarante pays producteurs et consommateurs ont abordé, sur le plan technique, l'examen des avantages et des inconvénients de diverses formules — système de stocks régulateurs internationaux, stocks nationaux coordonnés au niveau international et régulation des exportations et de la production — qui pourraient être utilisées, séparément ou conjointement, pour constituer le base d'un accord.

L'objectif fondamental étant de réduire les

constituer la base d'un accord.

L'objectif fondamental étant de réduire les fuctuations des priz autour de la tendance à long terme du marché en adoptant uns fourchette de prix qui serait définie et revue périodiquement. Le groupe d'expert s'est séparé le 6 juillet sans pouvoir se mettre d'accord sur les mesures les plus appropriées à cette fin, en raison de «divergences entre les participants».

les participants.

TRANSPORTS MARITIMES, — Un groupe de travail de quarante-huit membres, réuni du 18 au 26 juin, sous les auspices de la CNUCSO, pour étudier la réglementation internationale des transports maritimes, a décidé d'entroprendre la rédaction d'un ensemble de clauses types, destinées à une utilisation internationale, pour l'assurance maritime sur corps et sur facultés, et rien ne s'oppose désormais à l'établissement d'une base juridique internationale pour les contrats d'assurance maritime.

Les pays en poie de développement vont danc être associés pour la première jois aux ejorts entrepris pour réjormer la base contractuelle sur laquelle reposent la plupart des polices d'assu-rance maritime utilisées dans le commerce inter-national. La plupart des pays ont établi leurs contrats d'assurance maritime en se jondant, de des degrés divers, sur le droit anglais et les polices d'assurance anglaises

a assurance anguases and a fee proposé qu'un sous-groupe d'experts du groupe de travail se réunisse, en principe l'année prochaine, pour définir des clauses types destinées à servir de modèle juridique, élément central d'un système international dont toutes les variantes nationales sersient dérivées.

Conseil d'assistance économique mutuelle

Trente-troisième session

L A trente-troisième session du Conseil d'en-traide économique mutuelle (C.A.E.M. ou Comecon) s'est rèuni à Moscou du 28 au 28 juin. Aux dix pays membres s'étaient joints des observateurs de la Yougoslavie, de l'Angola, de l'Afghanistan, de l'Irak, de la République démo-cratique populaire du Yémen, du Lacs, du Mozambique, de l'Ethiopie, du Mexique et de la Finlande. Dans son discours d'ouverture, M. Kossyguine avait choisi de traiter, entre

VILLE D'ART, DE TOURISME ET DE CONGRES

Allie au prestige de ses monuments anciens l'énergie souriante d'une jeune cité qui, dans



IPA ATZINGER.

Le Palais des Papes; les Remparts; le Pont Saint-Bénézet, popularisé à travers le monde par la légende et la chanson, ses nombreux édifices civils et religieux;

Les trésors de ses mosées : musée Caivet, musée du Petit Palais (collection de primitifs (taliens) notamment;

Un Centre international de Consrès aménagé dans le Palais des Papes;

Son Théâtre;

Son Festival (15 juillet-15 août) Théâtre, Chorégraphle, Cinéma, Musique;

Des services régullers de trains e autosconchettes a aller et retour au départ de Paris, Etaples (Le Touquet), Eoulogne, Liège, Bruxelles, Amsterdam, Düsseldorf, Hambourg, Karisruhe;

Son important Marché d'Intérêt national;

Son important Marche d'intérêt national;
De magnifiques excursions à travers la

Provente:
Son folklore (danses et vieilles traditions);
Le Parc des Expositions de Châteaubianc;
La Foire et Expositions du Grand Delta;
Des satisfactions gastronomiques et des vins de grands crus (Châteauneuf-du-Pape, Côtes du Rhône, Gigondas, Tavel, etc.);
Visitez AVIGNON « La Sonneuse de Jole !... ».

Renseignements : Syndicat d'Initiative, cours Jean-Jaurès



d'administrations centrales, régionales et locales des pays membres de l'O.C.D.E., a examiné les mesures récemment prises en matière de transport urbain dans certaines villes (Groningue, Genève, Göteborg, Singapour, Paris, Porto, Ankara, Ottawa, Osaka, Bruxelles, Londres et Curistiba au Bristil et les principaux problèmes qui se pasent actuellement en matière de transports urbains et d'environnement: donomies d'énergie, limitation de la circulation dans les zones résulentielles, financement dex transports publics et amélioration de la circulation des piétons et des cyclistes.

PROJET DE RECHERCHE « INTERFUTURS. —
Les problèmes et les perspectives du développement
mondial à long terme sont analysés dans un rapport
aux gouvernements membres de l'O.C.D.R., établi
par une équipe internationale dans le cadre du
projet « Interfuturs » et publié le 3 juillet sous
le titre Face aux futurs : pour une maturise du
vraisemblable et une gestion de l'imprévisible.
Le projet « Interfuturs » avait été lancé il y a
un peu plus de trois ans à l'initiative du gouvernement japonais et a été mené au sein du secrétariat de l'O.C.D.E. Il s'est efforcé de procéder à
une évaluation des problèmes à long terme auxquels seront confrontées les sociétés industrielles
avancées tant en ce qui concerne leur développement propre que leurs relations avec les pays en
vois de développement.
Les quatre thèmes principaux qui sont développés PROJET DE RECHERCHE & INTERFUTURS.

ment propre que leurs relations avec les pays en vois de développement.

Les quatre thèmes principaux qui sont développés dans le rapport sont les suivants : 1º au cours du prochain quart de siècle, les perspectives de croissance seront limitées davantage par des contraintes d'ordre politique et socio-économique que par des raretés physiques concernant les matières physiques : 2º les perspectives à long terme de croissance et d'emploi dans la zone de l'O.C.D.E. sont conditionnées par des nécessités d'ajustement structurel et par les possibilités de les mettre en œuvre ; 3º l'amélioration des relations entre le Nord et le Sud suppose la prise en compte simultanée des préoccupations communes qui se font jour et des perspectives différentes des divers pays en développement ; 4º la montée de l'interdépendance globale et les mutations rapides qui peuvent marquer les deux prochaines décennies nécessitaront une coopération internationals renjorcée.

La Fondation Toyota, la Fondation Ford, ainsi que le Marshall Fund des Etats-Unis ont apporté une contribution financière au projet.

RECENTE PUBLICATION Dans la série Etudes économiques : agne. 55 pages. Septième rapport d'activité de l'Agence de l'O.C.D.E. pour l'énergie nucléaire (A.B.N.): ce rapport couvre l'année 1978, année qui correspond au vingtième anniversaire de la création de l'Agence.

e L'état de l'environnement dans les pays de l'O.C.D.E.: premier rapport interna-tional sur l'environnement présenté à la réunion des ministres de l'environnement des pays membres les 7 et 8 mai.

 « La récupération des vieux papiers aspects économiques et ellets sur l'environnement », 177 pages, O.C.D.E., Paris, 1979. Pourquoi des politiques d'ajustement positives? : recueil des principaux documents éta-blis à l'occasion des travaux effectués par l'O.C.D.E. sur les politiques d'ajustement posi-tives depuis le début de 1978, 155 pages. • Prix de transfert et entreprises multina-tionales : rapport du comité des affaires fiscales de l'O.C.D.E., 106 pages.

Organisation des pays exportateurs de pétrole

Le prix du baril passe à 18 dollars R EUNIS à Genève du 26 au 28 juin pour la cinquante-quatrième session de la conférence de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), les ministres des pays membres ont fait le point de la situation et décidé une nouvelle hausse du prix du pétrole.

Le communiqué publié à l'issue de la confé-Le communiqué publié à l'issue de la conférence mentionne en premier lieu l'attention qui a été consacrée au problème des pays en voie de développement non producteurs de pétrole : les pays membres de l'Organisation ont décidé d'augmenter de 800 millions de dollars leurs contributions au Fonds spécial de l'OPEP qui accorde des prèts au tiers-monde. Dans le même esprit, il a été envisagé de créer avec les pays industriels un fonds spécial destiné à compenser les effets de l'inflation mondiale et de la hausse des produits énergétiques sur les économies des pays en vole de développement. La conférence à aussi invité les pays développés conférence a aussi invité les pays développés à adopter une attitude plus positive à l'égard du tiers-monde; elle a exprimé son opposition à tout dialogue avec les pays industrialisés qui ne tiendrait pas compte de l'ensemble des problèmes économiques mondiaux et se ilmiterait au problème de l'énergie.

Les participants ont souhaité d'autre part la création d'une agence internationale d'information qui puisse lutter contre les «manipulations» des nouvelles au sujet de l'OPEP.

Quant au problème du marché pétrolier, le Quant au problème du marché pétrolier, le communiqué finai invite les pays industrialisés à limiter leur consommation, met en garde les compagnies pétrolières qui profitent de la situation actuelle pour réaliser des profits injustifiés et leur demande de garantir l'approvisionnement des pays en développement. Il annonce enfin la décision essentielle, prise afin « d'assurer au marché une certaine stabilité » : le relèvement du prix du batil à 18 dellars. En même temme au marche une certaine stabilité »: le relèvement du prix du baril à 18 dollars. En même temps, une prime de 2 dollars supplémentaires sur le prix de base est autorisée quand les conditions la rendront nécessaire, et le prix maximum du baril est fixé à 23,50 dollars quelles que soient la qualité et la proximité géographique des gisements.

La conférence a aussi décidé un effort col-La conférence a aussi décidé un effort col-lectif pour limiter les transactions qui ont lieu sur le marché libre, de manière à mieux contenir les prix. Sonlignant les effets nocifs de la baisse du dollar sur les revenus des pays producteurs de pétrole, la conférence a annoncé son intention de se réunir en session extraor-dinaire pour décider de l'établissement d'un panier de devises qui permettrait d'éviter la détérioration de leur pouvoir d'achat.

RECENTE PUBLICATION e Questions sur l'avenir de l'énergie nucléaire aux États-Unis : supplément daté du 28 mai 1979 au Bulletin de l'OPEP, volume X,

لمنعوان المراه والمستعلق فلنطاق فالمنافية والمنافية والمتابية والمتابية والمتابية والمتابية والمتابية

• ACCORD GENERAL SUR LES TARIFS DOUANIERS ET LE COMMERCE. — Un protocole légalisant les résultats des négociations commerciales
multilatérales, dites « Tokyo round », sur l'abaissement des droits de douant a été ouvert à
l'acceptation, le 11 juillet à Genève, au siège du
GATT (ACCORD général sur les tarifs douaniers et le
commerce). Sir pays, l'Argentine, le Canada, les
Etats-Unis, la Finlande, la Norrège et la Suède
avaient alors accepté ce protocols.

— Le secrétariet du GATT a publié, le 9 juillet,
le repport annuel sur les Activités du GATT en 1878,
qui fait ressortir deux thèmes dominants : la
conclusion, on presque, des négociations commerciales multitatérales du « Tokyo round» et la tension
persistants des relation commerciales internationales.

Ce rapport, publié un peu plus tard que de coutume, afin de pouvoir reprendre les grandes lignes des accords conclus en avril 1979 dans le cadre du « Tokyo round», contient également un exposé des nombreux problèmes commerciaux particuliers qui se sont présentés en dehors des négociations et qui ont été portés devant le GATT en 1978 pour y être examinés et résolus.

1978 pour y être examinês et résolus.

e ASSOCIATION BUROPENNE DE LIBREECHANCE. — Le comité de direction du Fonds
A.E.L.E. de développement en [aveur du Portugal,
réuni à Povoa de Varzim (Portugal), les 26 et
27 juin, a approuve un prêt de 60 millions d'escudos
[1,2 million de dollars) destiné à la société
Finançor, productrice de farine et de produtte
connexes, dans les Açores ; ce prêt fait partie d'un
projet d'investissement global de 95 millions
d'escudos qui contribuera à développer et à moderniser les installations de production existantes.
Le comité a aussi examiné les modifications
intervenues dans un projet qui s'était vu attribuer
un prêt de 100 millions d'escudos (2 millions de
dollars) lors d'une réunion précédente. Il s'agit
d'une entreprise commune récemment constituée
entre la Noroège et le Portugal, la Viknave, qui
construira des bateaux de pêche et de plaisance
en fibres de verre dans un chantier naval qui
sera érigé près de Faro.

Le comité a reçu également des rapports de la

en fibres de verre dans un chantier naval qui sera érigé près de Faro.

Le comité a reçu également des rapports de la commission exécutive sur un certain nombre de questions, dont les cours de formation pour les chafs d'entreprises portugaises, qui sont financés par le Fonds AELE.

M. D. Olafsson (Islande) a été élu président du comité de direction et M. H. Heller (autriche) vice-président pour la période du 1s' juillet 1979 au 30 fuin 1980.

— Le Fonds AELE, de développement industriel en faveur du Portugal a publié, le 27 juin, son second rapport annuel couvrant la période de février 1978 à favoier 1979. Ce rapport indique, notamment, que, durant sa seconde année d'activité, le Fonds a approuvé trente-neul prêts totalisant 1104 450 000 escudos, soit l'équivalent au cours actuel de 22 millions de dollars. Compte tenu que le Fonds ne finance qu'une partie des investissements, l'engagement total dans ces projets rétablit à 32 milliards d'escudos. Les prêts accordés par le Fonds sont allés à une grande diversité de secteurs de l'industris portugaiss, la part la plus élevés étant destinée à la production de la pâte et du papler.

e ASSOCIATION LATINO-AMERICAINE DE LEBEE-COMMERGE. — Au cours de leur seizième session annuelle, qui s'est tenue d Montevideo du 11 au 25 juin, les représentants des industries chimiques ont adopté une recommandation demandant au comité exécutif permanent d'intervenir auprès des parties contractantes pour que les accords de complémentarité soient maintenus dans les nouvelles structures de l'Association latino-américaine de libre-commerce (ALALC). Vingt-deux au tres recommandations ont également été adoptées; elles portent, notamment, sur l'intraduction de nouveaux produits, la prorogation de certaines concessions et l'octroi de nouvelles marges préférentielles.

— Le premier cycle de cinq séminaires consacrés aux conversations exploratoires sur la restructuration de l'ALALC a eu lieu à Montevideo. Ouvertes respectivement le 12 juin, le 28 juin et le 2, le 9 et la 18 juillet, chacune de ces sessions a duré environ une semaine.

e COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES PAYS DES GRANDS LACS. — Le conseil des ministres de la Communauté économique des pays des grands lacs (CEPGL.), qui réunit le Burundi. le Rusanda et le Zape, a tenu sa réunion à Bujumbura du 9 au 11 avril dernier. Le conseil a estimé, notamment, qu'il convenait de vestire rapidement en place la Banque de développement des Etats des grands lacs. Il a aussi recommandé l'accélération du processus destiné à instituer la convention générale de sécurité sociale et son organisation administrative.

e CONSEIL INTERNATIONAL DU BLE. — Le Conseil international du blé a tenu à Londres, du 26 au 28 juin, ses quatre-vingt-septième et quatre-vingt-huitième sessions, en présence des délégués de trente-trois pays membres du Conseil et de plusieurs organisations internationales. Une réunion spéciale a recomme que les conditions requises étaient remplies pour l'entrée en vigueur, requises étuient remplies pour l'entrée en vigueur, le 1º juillet, des protocoles prolongeant les conventions sur le commerce du blé et l'aide alimentaire de l'Accord international sur le blé (1971), pour deux nouvelles années, jusqu'au 30 juin 1981. Le Conseil a également examiné l'état des consuitations et des contacts en vue d'une éventuelle reprise d'une conjérence de négocation des Nations unies sur le blé (ajournée en février-dernier), et il a adopté une résolution créant un comité chargé de faire rapport à l'intention des pays membres avant novembre prochain. Le Conseil a également été informé que le comité de l'aide alimentaire (réuni le 28 juin) avait recommandé l'élaboration d'une nouvelle convention de l'aide alimentairs; il a szaminé les résultais de la récolte 1978-1979, ainsi qu'un rapport, publié le 2 juillet, sur les prévisions pour la récolte 1979-1980.

• GROUPE ANDIN. — Le comité de l'accord de Cartagena, réuni à Lima le 25 juin, a souligné les changements intervenus dans le niveau des révenus par tête des pays du Groupe andin. A l'exception du Venezuela, à qui les exportations de pétrole assurent le revenu par tête (2630 dollars) le plus élevé, les autres pays membres se trouvent au bas de l'échelle des pays à revenu moyen: Equateur (revenu de 841 dollars), Pérou (844 dollars), Colombie (775 dollars) et Boltvie (655 dolars).

— Réuni à Lima, le 6 juillet, le conseil andin des exportateurs regroupant les exportateurs du secteur privé de l'économie des cinq pays membres, a demandé aux banques centrales une ouverture de lignes de crédit pour le financement des exportations non traditionnelles et l'établissement d'un système d'assurance-crédit à l'exportation.

— Les représentants des pays de la C.E.E. accré-

— Les représentants des pays de la C.E.E. accrédités à Lima et les nouveaux membres du comité de l'Accord de Cartagena se sont réunis le 21 juin. Ils ont conclu un accord aux termes duquel la C.E.E. financera en 1979, jusqu'à concurrence de 8 000 000 de doilars, des projets de développement technologique portant sur la production alimentaire et l'exploitation des ressources lorestières tropicales.

Les membres du comité ont, d'autre part, mani-lesté leur déception quant aux médicores résultais des négociations avec le GATT portant sur l'assouplissement des conditions d'accès aux mar-chés de la C.E.E. de certains produits de la sous-résion.

• MARCHE COMMUN CENTRAMERICAIN. —
Organisme interpouvernemental créé par décision des ministres de l'économie, la Commission centraméricaine de l'énergie (COMENER), réunie pour la première fois à San-Salvador les 19 et 20 juin, sous l'égide du Marché commun centraméricain (M.C.C.A.), a souligné les risques qu'une pénurie des approvisionnements en pétrole pourrait entraîner dans le fonctionnement des centrales électriques. Elle 6 recommandé des initiatives immédiales : a) appuyer les démarches qui tipes immédiates : a) appuyer les démarches qui se déroulent ou niveau international pour consti-tuer un front des pays consommateurs ; b) négocier

avec le Venezuela des délais et les conditions du règlement des importations de pétrole; c) actroltre la garantie des approvisionnements par des actions concertées auprès des pays exportateurs. Une commission devrait prochainement être créée alin de négocier directement acrec les gouvernements des pays exportateurs et les compagnies de commerçuisistion de transport et de raffinage.

— Réuni à Guatemala le 25 juin. le Secrétarist de l'intégration (SIECA) à évoqué les conséquences de la situation au Nicaragua dans le fonctionnement des institutions communautaires, les couraits d'échanges à l'intérieur de la zone et les communications par voie routière.

COMMUNE WEST CONTROLLER OF THE STATE OF THE

Marché commun

Les principaux points de l'accord sur le renouvellement de la convention de Lomé

VOICI les principaux points de l'accord sur le renouvellement de la convention de Lomé auquel sont parvenus, le 27 juin, à Bruxelles, les représentants de la C.E.E. et des cinquante-sept pays associés d'Afrique, des Caralbes et du Pacifique (A.C.P.).

1) Volume de l'aide financière. — Le montant total de l'aide financière que la C.E.R. va accorder pour les cinq années à venir atteint 5,6 milliards d'unités de compte (une u.c. = 5,7 F.F.), soit une augmentation de 2,2 milliards 5.7 F.F.), soit une augmentation de 22 milliards d'u. c. par rapport à la première convention de Lomé. Cette somme se décompose de la façon suivante: 4,54 milliards d'u.c. pour les dons du Fonds européen de développement (FED); 885 millions pour les prêts de la Banque européenne d'investissement (B.E.I.), et 180 millions sur le budget de la C.E.E., qui seront utilisés pour les frais administratifs de la coopération entre la C.E.E. et les pays A.C.P.

2) Echanges commerciaux. — Les pays A.C.P. désiraient que les quelque 0,5% du total de leurs exportations qui doivent encore payer des droits de douane pour entrer sur le marché communautaire en soient exemptés. Le C.E.E. a refusé cette demande mais a augmenté les contrat de terrature de transfer de la contrat de transfer de parties de propose et répude quotas de tomates, carottes, olgnons et viande bovine qui bénéficient de ces avantages. Un effort serait fait afin de développer les ventes de rhum sur le marché communautaire.

3) Stabez. - Le système de stabilisation des recettes d'exportation prévu par la première convention et qui s'appliquait à dix-neuf groupes de produits agricoles et au mineral de fer a été aménagé. Dix nouveaux produits ont été ajoutés à la liste des premiers, tels le caoutchouc, les noix de cajou, les graines de coton, les crevettes. L'inclusion du tabac sera étudiée ultérieurement. Le mineral de fer, pour les mines existantes de Mauritanie, sera maintenu dans ce système pour quatre ans. Les seuils de fluctuation et de dépendance (c'est-à-dire chute minimale des récettes et pourcentage minimal des exportations que doit enregistrer un produit pour bénéficier du système) ont été abaissés de 7,5 % à 6,5 % (de 2,5 % à 2 % pour les pays les plus défavorisés)

4) Régimes minerais. - Principale innova tion de cette convention : un système de prêts spéciaux, destiné à permettre aux pays A.C.P. dans le secteur minier, a été institue. Ce mécanisme, pour lequel est prévue une dotation de 280 millions d'u.c., s'appliquera au cuivre et au zou minions d'u.c., s'appliquera au cuivre et au cobalt (Zamble, Zaîre et Papouasie), aux phosphates (Togo, Sénégal), aux bauxite et alumine (Guinée, Jamaîque, Surinam et Guyana), manganèse (Gabon), étain (Ruanda) et mineral de fer (Libéria).

5) Protection des investissements. — Autre innovation de la convention page attention

spéciale est prêtée à la protection des investissements européens dans les pays A.C.P. En effet, l'accord précise que la promotion d'investisse-ments privés, dans le secteur minier et énergétique, pourra « s'appuyer sur la conclusion, avec les pays A.C.P. qui le souhaitent, d'accords spé-

les pays A.C.P. qui le souhaitent, d'accords spé-cifiques de protection des investissements ».

6) Coopération industrielle. — La convention prévoit que la C.E.E. doit faciliter le dévelop-pement industriel des A.C.P., en particulier leur production de produits manufacturés. Elle pré-voit un système de consultations et d'informa-tion sur les politiques industrielles, suivies notamment dans la C.E.E. et les pays A.C.P. 7) Coopération agricole. — Un centre tech-nique de coopération a été créé, afin d'assurer une meilleure vulgarisation des innovations technologiques en la matière.

Recommandations des ministres des finances à la suite des hausses des prix du pétrole

Les ministres des finances des Neuf ont constaté, le 16 juillet. à Bruxelles, que les récentes hausses des prix du pétrole risquent d'avoir, des le second semestre de 1878 et en 1980, des « répercussions néjastes considérables tant sur la croissance que sur l'inflation, au sein de la C.E.E.».

Afin de « crèer les conditions d'une crois-sance non inflationniste», et donc de main-tenir le niveau de l'emploi menacé par la hausse des prix de l'énergie, les ministres ont fait les recommandations suivantes: 1) l'inéfait les recommandations suivantes: 1) l'inévitable augmentation des prix du pétrole doit être répercutée sur les consommateurs, afin de réduire à plus long terme le rôle joué par l'énergie dans la production et la consommation: 2) Les Etats membres de la C.E.E., de même que les autres pays importateurs de pétrole, doivent limiter leur consommation d'énergie, afin de rétablir l'équilibre du marché pétrolier; 3) les hausses du prix de l'energie doivent être limitées à leurs incidences immédiates sur les coûts, c'est-à-dire que seuls les prix de l'essence et du fuel domestique peuvent être augmentés.

les prix de l'essence et du fuel domestique peuvent être augmentés.

Le conseil des ministres « demande avec insistance » aux partenaires sociaux dans la C.E.E. « d'adapter leur attitude à ces nécessités lors des négociations salariales ».

Enfin, les ministres ont décidé de faire entrer immédiatement en vigueur les bonifications d'intérêt en faveur de l'Italie et de Irlande décidés en décembre dernier nu conseil européen de Bruxelles et bloquées depuis lors par la Grande-Bretagne.

Ces bonifications d'intérêt se montent à 200 millions d'unités de compte (1100 millions de francs français) par en, pendant cinq ans. La Grande-Bretagne a levé sa réserve sur cette mesure destinée à aider, dans le cadre du Système monétaire européen (S.M.E.), les deux pays les plus défavorisés de la C.E.: l'Italie et l'Irlande.

Plusieurs ministres, dont le ministre francais des la des des cadre des l'interes.

Plusieurs ministres, dont le ministre fran-cals de l'économie et des finances, M. René Monory, ont regretté, au cours de la discussion sur les perspectives économiques de la C.E.E., la décision « trop rapide » prise par la Bundes-bank de relever le taux d'escompte en Allemagne occidentale. Les ministres, dans leur très grande majorité, se sont prononcés pour une plus grande concertation entre les Neuf sur les politiques des taux d'intérêt nationaux.

La Commission suspend Paide alimentaire au Vietnam

mentaire au Vieinam

La Commission européenne, qui avaît une
pre mière fois proposé, le 4 juillet, de suspendre l'aide alimentaire au Vietnam et de la
transfèrer aux réfuglés indochinois, a confirmé
sa décision le 23 juillet à l'intention du conseil
des ministres des affaires étrangères de la CER.
Selon la Commission, l'aide alimentaire et
financière accordée, par le truchement du Hant
Commissariat des Nations unles pour les réfugiés, à l'intention des réfuglés se trouvant dans
les navs voisins de l'Indochine, devrait être sengies, à l'intention des relugies se trouvant dans les pays voisins de l'Indochine, devrait être sen-siblement a c c r u e. La Commission a tem à présenter ces propositions comme des mesures « techniques » ne mettant pas en cause le principe de l'aide au Vietnam.

ACCORD TEXTILE ENTRE LA CRINE ET LA CEE. — La Communauté économique curopéenne et la Chine sont parvenues, le 18 juillet, à Péloin, à un accord sur les importations par l'Europe de textiles chinois, qui prévoit un doublement des importations de 20 000 à 40 000 tonnes par anj. La France a toute/ois refusé de parapher cet accord, qui devait ensuite être soumis à l'examen des ministres des affaires étrangères de la Communauté. La France s'opposait, en effet, à une clause du traité prévoyant l'importation en Europe de 18 000 tonnes de vêtements par an, et désire limiter ces importations à 14 000 tonnes.

RELATIONS AVEC L'OPEP. — Cheüch Ahmed Zaki Yamani, ministre saoudien du pétrole et président du groupe « Stratègle » de l'OPEP, l'est entretenu le 30 juin à Londres, à l'invitation du ministre français de l'industrie, avec des réprésentants de la C.E.E. à propos des problèmes énergétiques.

tants de la C.E.E. a propos des proclemes energetiques.

L'objet de la réunion était avant tout de permettre aux parties en présence de discuter des
récentes mesures arrêtées par l'OPEP à Gendos
sur les nouveaux prix du pétrole et par les Sept,
à Tokyo, sur la réduction de leurs importations
d'or noir. Ce dialogue direct s'est terminé sur
l'annonce de la décision de l'OPEP d'annuler une
rencontre avec la C.E.E. envisagée pour octobre
prochain.

rencontre avec la C.S.E. envisagee pour octobre prochain.

M. Guido Brunner, commissaire européen chargé du secteur de l'énergie, a implicitement reconnu la suspension du dialogue avec l'OPEP dans une déclaration remise le 11 juillet à la presse à Bruxelles. Il s'y déclarait, certes, prêt à étout contact avec qui que ce soit qui le souhaite » mais ajoutait en même temps dans « n'importe quelle enceinte ». Les observateurs en ont conclu que M. Brunner préférait élargir la rencontre aux autres pays en voie de développement consommateurs de pétrols.

PECHE. — Une servior du conseil des ministres

PECHE. — Une session du conseil des ministres a été consucrée à la pêche le 25 juin à Luxembourg, sons la présidence du ministre français des trans-ports. Elle s'est terminée sans que la Grande-Bretagne ait leué ses réserves en matière de poli-tique de la pêche.

AU COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL AU COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL. — M. Raffeele Vanni, secrétaire conjédéral de l'Union italienne du travail, a été élu, le 28 juin à Bruxelles, président du Conseil économique et social de la CEE. Il succède à Mme Fabrisa Baduel Glorioso, qui a démissionné de son poste avoir été élue au Parlement euro

RELATIONS AVEC LE PARLEMENT EUROPEEN.

— M. Lorenzo Natali a été désigné, le 4 juillet, par la Commission pour assurer les relations avec le nouveau Parlement européen éiu au suffrage universel direct.

PREFERENCES GENERALISEES. — La Commission éuropéenne a proposé, le 5 juillet, que la Chine soit incluse, pour la première jois en 1980, dans les pays qui bénéficient du système des préférences généralisées de la Communauté (destiné à jacülter les exportations des pays du tiers-monde).

CECA

Vers un relèvement des prix de **l'acier**

A PRES deux années d'application du plan anticrise européen, le moment est venu de dresser un bilan et de mettre à jour le dispositif communautaire. Cela va se faire sur trois plans.

1) Dans l'immédiat, le conseil des ministres

prolongé jusqu'à la fin de l'année, comme lui demandfait la Commission de Bruxelles. le fui demandiait la Commission de Bruxelles, les mesures particulières prises concernant l'acier en faveur de certains pays : l'Egypte, la Jordanie, la Syrie, le Liban. En revanche, la règle la plus stricte a été prise concernant le Chili, qui, ayant épuisé son contingent d'exportation de tôles en franchise de droits de deuxes de traits de la conservation de cons de douane, devra payer de tels droits sur ses livralsons supplémentaires.

2) D'une façon beaucoup plus générale, la Commission va relever ses barèmes de prix (minimaux ou d'orientation) pour l'acier, à l'automne probablement. Pour trois raisons : les firmes sidérurgiques des Neuf, même si elles vont moins mal, compte tenu du redresquent, du volume des ventes et des prix de segment. sement du volume des ventes et des prix de vente, sont encore loin d'avoir retrouver leur prospérité; une aide communautaire pour majo-rer leurs recettes sera donc la bienvenue. Ensuite: les coûts de revient des firmes, sur-tout après les dernières hausses du pétrole et tout après les dernières hausses du pétrole et des salaires, se sont alourdies, en un an, de 12 % dans les acièries intégrées, et de 23 % dans les autres. Enfin, la comparaison avec les prix américains et japonals permet un tel coup de pouce : pour la plupart des spécifications d'acier, les tarifs européens à la grande exportation sont inférieurs aux prix américains ét surtout aux barèmes japonais. Un rajustement est d'autant moins périlleux que les Américains et les Nippons ont eux-mêmes tendance, ces dernières semaines, à majorer leurs prix. Reste à savoir si le marché — affaibli par le fiéchissement des perspectives économiques générales consécutif au renchérissement du pétrole — pourra absorber sans difficulté ces

générales consécutif au renchérissement du pêtrole — pourre absorber sans difficulté ces hausses. Les dernières indications de conjoncture connues faisaient apparaître un tassement des commandes, revenues au même niveau que l'année précédente, après l'avoir dépassé les mois précédents. La meilleure situation des pays de la CECA était, en effet, compensée par une petite détérioration dans les pays tiers.

3) Troisième inflexion du dispositif initial : le volet social du plan communautaire va être mis en œuvre de façon systématique. Le comité consultatif de la CECA, consulté début iniliet

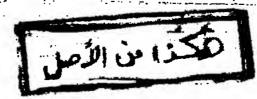
consultatif de la CECA, consulté début juillet

UNE BROCHURE DU Monde LES PREMIÈRES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

(120 pages)

En vente chez tous les marchands de journaux: 18 F.

Si vous ne pouvez vous procurer cette plaquette chez votre marchand de journaux, retournez ce bon de commande, accompagné de votre règlement, au MONDE, Service de la vente au numéro ; 5, rue des Italiens, 75427 PARIS Cedex 09.



deux :

Court ac

Court ac

707

n prob

i une don

erita erita

num effica nument — d res des Neus notaminament

to real aims 4

Total differ for a control of the co

Parlement

ministra ince a U

menue un at un polits po

n: objecti)

ನ್ನು ಸ್ವಿತಿ ಕ್ರಾಡಿಯ

numero sur e ladre .. connex d'equ

e la attenta en

iroles et a deve illicon jusqu'u 1830 an dernier

nstant, la produce plus. l'ensemble des

née. On est lou

eri, en cutre, d et du uniquen

manauté ont d'

The first of the control of the cont

RESPECT 1

on destrept. Literature de Literature des

To record les in a constitute de la cons

ul-Sambro I n Samle

DE LA S Les de la Les progrès

te sur per

FEADAPTATE
Consider de
consider de
consider de
consider de
considerate
conside

FIRS ITALIENS

- First op mile

- First op mile

- No memore

- To Immere

- To Legal and

- Legal and

". . . STISSEMEN"

Extraction of ussi maqua 6.3

l'equivalent

.... Pensage pricedente

... Jou mili

Strate St Parlement eu

Promiero session who subgrage unive Little ... respect t Se Suatre Ce

And the sendice of th cie elue pres

sur le sujet, a conné un avis favorable à la quasi-unanimité (trois abstentions seulement). L'objectif de la restructuration de la sidérurgle, indique le comité, est bien de « restaurer la compelitivité des entreprises afin de sauvegar-cier un maximum d'emplois ». Sur le détait du plan social, le comité consul-tatif a donné les avis suivants :

◆ Mise à la retraite anticipée: elles peuvent constituer « une mesure appropriée à condition qu'elles projitent non seulement aux travailleurs de la sidérurgie dont les emplois sont supprimés, mais aussi à ceux dont la mise en pré-retraite serait propre à jaciliter des mutations, et aux travailleurs menacés de licenciements dans les entreprises non sidérurgiques dont l'activité sa situe directement dans les entreprises non suférurgiques dans l'activité sa situe directement dans les entreprises. licenciéments dans les entreprises non suferur-priques dont l'activité se situe directement dans le prolongement de celle de la stiferurgie ». La Commission doit avoir la possibilité d'octroyer une aide non remboursable dans les cas où la différence entre le montant de la retraite anticipée et celui de l'allocation de chômage est faible. Il convient aussi que cela concerne les mesures de restructuration prises depuis le début de 1978.

● Conditions et durée du travail : leur amé-nagement éventuel encouragé par la CECA ne doit pas diminuer les capacités de négociation des partenaires sociaux. Surtout, il doit « ezercer un effet positif sur l'emploi sans porter atteinte, dès leur application ou à terme, à la compétitirité des entreprises » A quelles conditions financières cela est-il possible ? C'est tout le problème des ressources de la CECA.

> Budget : une dotation exceptionnelle de 100 millions d'unités de comple

On se souvient que, l'an passé, la Commission européenne avait demandé une majoration substantielle du budget de la CECA pour pouvoir contribuer plus efficacement au soutien — social notamment — de la sidérurgie en crise. Les ministres des Neuf avaient en grande partie refusé en financement supplémentaire. partie refuse ce financement supplémentaire. partie refusé ce financement supplémentaire.

M. Davignon a convaincu la Commission de demander une nouveile fois, pour 1980, une dotation exceptionnelle de 100 millions d'unités de compte, avec, cette fois, de meilleures chances de l'obtenir. D'abord parce que les Neuf—et particulièrement la France—paraissent plus sensibles cette année aux dégâts faits par la conjoncture dans la sidérurgie européenne; ensuite parce que la victoire remportée en début d'année par le Parlement européen sur le conseil des ministres en matière de budget régional incitera les ministres à se montrer plus prudents, surtout face à un Parlement à qui son élection obtenue au suffrage universel direct a donné un poids politique important.

Charbon: objectif impossible? A Tokyo, lors du « sommet » occidental, les Neuf ont renouvelé l'engagement qu'ils avaient Neul ont renouvele l'engagement qu'ils avaient pris la semaine précédente à Strasbourg (voir notre dernier numéro) sur les problèmes énergétiques. Dans le cadre d'une limitation à 470 millions de tonnes d'équivalent -pétrole des importations de « brut », ils se sont engagés à accroître leur production de charbon, pour la porter au niveau atteint en 1973 (250 millions de la 1975 millions de de tonnes, soit l'équivalent de 175 millions de tonnes de pétrole) et à développer leurs impor-tations de charbon jusqu'à 57 millions de TEP

au lieu de 26,3 l'an dernier). or, pour l'instant, la production minière des Neuf, si elle ne diminue plus, progresse à peine : de 1.5 % pour l'ensemble des cinq premiers mois de cette année. On est loin de l'objectif proposé. Il convient, en outre, de noter que ce léger progrès est du uniquement à l'Allemagne + 5.7 %). l'extraction charbonnière ayant stagné ou baissé (jusqu'à 6,3 % en France) dans tous les autres pays. Les effectifs de mineurs dans la Communauté ont d'ailleurs diminué de 3 % en un an.

LA FRANCE IMPORTE PLUS DE CHARBON QU'ELLE N'EN PRODUIT. — En 1978, pour la pre-mière (ois de son histoire, la France a importé mêtre fois de son histoire, la France a împorte plus de houûle qu'elle n'en a extrait : 25,59 millions de tonnes (+ 7.6 %) contre 22,40 (- 5.8 %). Ses principaux journisseurs ont été la R.F.A. (8,50 millions de tonnes, + 22 %). l'Afrique du Sud 16,8 millions de tonnes, + 38 %) et la Pologne (1,5 millions de tonnes, - 6 %), qui ont assuré à elles trois près des quatre cinquièmes du charbon qu'elle a acheté.

qu'elle a acheté.

DISPENSE DU RESPECT DES PRIX MINIMA.

— Une vingiaine d'entreprises ont demandé à la Commission européenne à être dispensées de l'obligation de respecier les prix minimaux juxès par Bruxelles pour divers types d'acter, en raison des contrais de livraison à long terme qui les lient à leurs journisseurs. Il r'agit par type d'acter : pour les relamineurs de produits CECA : Citroèn-Froncles, S.A.F.E., Teksid-Flat. La Magona ct Canteri Metallurgici Italiani ; pour les producteurs à projulés à froid : Brockhaus und Rauch, Lenzen, Theis, Vocetsang et Wickeder Kisen - und Stahlwerk : pour les producteurs de tubes : Gebr. Bender/Ferndorf et Flender : entin, pour les producteurs de larges bandes à chaud : les sociétés sidérurgiques Hainaut-Sambre, Hoesch, Italsider, Krupp, Peine-Salzgitter, Sacilor et Usinor.

REDRESSEMENT DE LA SIDERURGIE BELGE.

REDRESSEMENT DE LA SIDERURGIE BELGE.

Les comptes annuels de la sidérurgie beige sont état, pour 1978, d'un progrès de la production de 12 % et, pour le premier semestre de 1979, d'environ 10 %. Les ventes aux pays tiers ont augmenté de 20 % en raleur, cependant que les prix se redressaient de 20 % à 50 % selon les qualités.

AIDE A LA READAPTATION. — Bruxelles a accordé 6,5 millions d'unités de compte européennes en fareur du personnel touché par les fermetutes délimitives ou par des réductions d'activités d SIDERURGISTES ITALIENS SANCTIONNES. —
Cinq forges transalpines ont été sanctionnées pour
non-respect des règles de prix du « plan Davignon »;
il s'agit : de l'Acciaterie e ferriere vicentine Beltrame, de l'Acciaterie ferriere Alpine, de l'industrie
riunite Odolest (IRO), de la Metalgoi di Gio Vittorio et Cle et de l'Accialerie Ferrero.

no et Cie et de l'Accialerie Ferrero.

CREDIT D'INVESTISSEMENT POUR L'ARBED. —
La Commission européenne a investi un créait de
24 millions d'unités de compte à la sociélé luxembeurgeoise, pour le financement de la construction,
à Esch-Schifflange, de deux installations de coulée
continuc. L'une des deux installations, réservée
à l'élaboration d'aciers de qualité, coulera une
section de 220 mm2 qui passera dans un four d'égatisation et sera dégrossie ensuite au train à
billettes existant. La deuxième machine coulera
directement des billettes de 100 à 125 mm2, assurant
ainsi une production économique de demi-produits de masse.

AIDE A LA CONSTRUCTION BOCIALE. —
Bruzelles a accordé des prêts à ringt ans et 1 %
d'intérêt pour la Construction de cent trenis-cinq
logements en France, six cent cinquante-sept en
Allemagne, onze en Belgique, cent quarante-six au
Royaume-Uni et einq au Luxembourg.

Parlement européen

Première session après l'élection au suffrage universel direct

L E Parlement européen issu des élections au suffrage universel direct des 8 et 10 juin a tenu sa première session à Strasbourg du 17 au 20 juin. Ses quatre cent dix membres ont surtout consacré leurs débats à règler des quertieurs internations des surtout consacré leurs débats à règler des

questions internes.

Mme Veil (France, candidat de la liste appartenant à la majorité «Union pour la France en Europe ») a été élue président du Parlement

au second tour du scrutin. Elle briguait ce poste avec l'accord des libéraux. Les douze vice-présidents ont aussi été élus et le Parlement présidents ont aussi été élus et le Pariement a constitué ses quinze commissions dont les présidents devaient être élus ultérieurement, En revanche, les parlementaires ont ajourné leur décision à propos d'une proposition qui pré-voyait de porter de dix à vingt et un le nombre minimal de parlementaires nécessaires à la formation d'un groupe autonome.

Le seul problème abordé qui n'appartient pas au domaine de la procédure fut celul des réfu-glés indochinois : salsie de plusieurs proposi-

tions, l'assemblée a finalement approuvé une résolution sur l'aide alimentaire, prévoyant, en outre, l'octrol d'une aide financière supplémentaire équivalant à 5.8 millions de francs prise sur ses crédits prévisionnels; cette résolution invite la Commission de la Communauté à fournir au haut commissarlat des Nations unies pour les réfugiés (H.C.R.) une aide supplémentaire équivalent à 29 millions de francs. Elle estime que l'accueil en Europe ne devrait pas faire l'objet de contingentement.

La prochaine session du Parlement se tiendra à Strasbourg du 24 au 28 septembre.

Association des nations de l'Asie du Sud-Est

La situation dans la région

La situation dans la région

T. ES ministres des affaires étrangères des cinq
pays membres de l'Association des nations
de l'Asie du Sud-Est (ANASE) se sont reunis
à Ball les 30 juin et la juillet pour examiner la
situation dans la région. Dans le communiqué
publié à l'issue de leurs travaux, les ministres
ont demandé au Vietnam de retirer ses troupes
du Kampuchéa. Les ministres des affaires
étrangères des Etats-Unis, du Japon, d'Australie, de Nouvelle-Zélande et de l'Triande (qui
assure depuis le la juillet la présidence du
conseil des ministres de la Communauté économique européenne) s'étalent joints aux travaux
de l'ANASE. Le secrétaire d'Etat américain,
M. Cyrus Vance, a indiqué notamment que les
Etats-Unis accéléreralent leur programme d'aide
à l'ANASE, dont il a loué le rôle « humanitaire
et stabilisateur », et qu'ils « poursuivraient le
renjorcement de leur potentiel militaire en Asie,
dans le Pacifique et dans l'océan Indien ».

Conseil de l'Europe

Conférence des ministres de l'éducation

L'Es ministres de l'éducation des vingt et un Etats membres du Conseil de l'Europe et de la Finiande, ainsi qu'un représentant du Saint-Siège, ont participé à la onzième session de la conférence permanente des ministres européens de l'éducation, qui s'est déroulée à Scheveningen (La Haye) du 11 au 13 juin. Les ministres ont demandé une nouvelle politique globale d'égalité des chances entre les sexes dans laquelle l'éducation jouerait un rôle déterminant. Ils ont reconnu que l'égalité formelle instituée dans l'éducation ne s'était pas encore réellement concrétisée.

réellement concrétisée.

Parmi les mesures préconisées figure la discrimination positive, là où c'est possible, de façon à accroître le nombre des femmes admises dans les bastions traditionnellement masculins de l'enseignement ou d'autres professions.

DROITS DE L'HOMME. — Le gouvernement belge a saisi, le 11 juillet, la Cour suropéenne des droits de l'homme de l'affaire Van Oosterwijek. A l'origine de celle-ci se trouve une requête que D. Van Oosterwijek a introdutte devant la commission suropéenne des droits de l'homme, en septembre 1976, contre la Belgique.

Le requérant, ressortissant belge né en 1944, se soumit, de 1968 à 1973 — apec succès — à une thérapeutique chirurgicale et hormonale de conversion sexuelle. Il demands ensuite la modification, dans les actes d'état civil, des mentions relatives à son seze, mais en vain : le 7 mai 1974, la cour d'appel de Bruxelles confirma le refet, par la d'appel de Bruxelles confirme le refet. par la tribunal de première instance, de la requête formée à cette fin; elle précisa, en particulier, qu'aucune disposition du droit belge ne permet de tenir compte de changements apportés artifi-cicllement à la morphologie d'un individu, même s'ils correspondent à ses tendances psychiques

D'après D. Van Oosierwijck, les furidictions belges le placent ainsi dans une situation juridique et administrative intolérable, contraire notamment aux articles 8 (droit au respect de la vie privée), 12 (droit au mariage) et 3 (protection contre les traitements inhumains ou dégradants) de la Convention.

Convention.

Au cours de sa cent-trente-neuvième session,
à Strasbourg, du 2 au 13 fuillet, la commission
europésanse des droits de l'homme a statué sur la
recepabilité de quelque soixante requêtes. Elle a
repris l'ezzamen de plusieurs requêtes déjà déclarées
recevables et de diverses autres requêtes qui ont
été portées à la connaissance des gouvernements
mis en cause, afin qu'ils présentent des observations sur leur recevabilité.

Croix-Rouge

Appel en faveur des réfugiés cambodgiens

Cambodgiens

El collaboration avec la Croix-Rouge thal,
Le Comité international de la Croix-Rouge
(C.I.C.R.) a mis sur pied un programme de
secours en faveur des réfugiés cambodgiens instailiés en Thaliande : du 14 mai au 8 juin,
170 tonnes de vivres, une tonne de savon,
200 tentes, 6 000 matelas, 23 400 batteries de cuisine, 8 000 pièces de vétements et du matériel
sanitaire ont été distribués, alors qu'une équipe
médicale du C.I.C.R. a travaillé quotidiennement
sur place.

sur place.

Dès le 8 juin, cependant, suite à la décision des autorités that de reconduire tous les réfugiés au Cambodge, l'action de secours du C.I.C.R. a dû être suspendue. En effet, maigré les interventions du C.I.C.R. auprès du gouvernement de Bangkok, la quasi-totalité des réfugiés a quitté la Thailande pour retourner au Cambodge.

de Bangrok. la quasi-totalité des l'etigles a quitté la Thailande pour retourner au Cambodge.

Constatant son impossibilité d'agir, la Croix-Rouge a lancé un nouvel appel à la communauté internationale en date du 28 juin demandant que des mesures d'urgence solent prises pour sauver des vies humaines — qu'il s'agisse des réfugiés et victimes du conflit au Cambodge on des « réfugiés de la mer » qui se voient refuser le droit d'accoster.

En ce qui concerne le conflit au Cambodge, la Croix-Rouge a demandé une nouvelle fois à être au tor i sée à porter assistance aux 40 000 personnes refoulées de Thailande, comme première étape. d'un programme d'assistance globale en faveur des victimes dans le pays. Au gouvernement thai, il serait de man dé d'ouvrir les frontières aux réfugiés et d'autoriser la Croix-Rouge à poursuivre son action de secours, tant pour les réfugiés déjà en Thailande que pour les nouveaux arrivants.

Pour la sauvegarde des « réfugiés de la mer », la Croix-Rouge demande que soient respectées les dispositions de la convention de Bruxelles de 1910, qui stipule que les navires doivent recuelliir les personnes en détresse et les débarquer dans un port.

ACTION AU NICABAGUA — Des vois à destination du Nicarque ont été organisés en juin par

ACTION AU NICABAGUA. — Des vols à desti-nation du Nicaragua ont été organisés en juin par le C.I.C.R., en coopération avec la Croix-Rouge américaine, pour acheminer, de Miami à Managua, des vivres et des médicaments.

OPERATIONS DE RAPATRIEMENT DU BANGLADESH AU PARISTAN. — Deux délégués de
l'Agence centrale de recherches du C.I.C.R.
(A.C.R.) se sont rendus à Dacca à la mi-juin
pour éjectuer une mission en relation avec le
rapatriement au Pakistan de quelque dis-sept
mille personnes d'origine biharie qui ont vécu
jusqu'à maintenant au Bangladesh. Le premier
bateau, affrété par le gouvernement de ce pays, a
quitté Chittagong le 22 juin avec mille huit cents
personnes à bord. Les cutres rapatriements auront
licu par voies maritime et aérienne d'ici au mois
de decembre.

ACTION AU TCHAD. — Au début du mois de juin, le C.I.C.R. a obtenu l'accord officiel des autorités ichadiennes pour organiser le transfert vers le sud du pays des familles de prisonniers de guerre et d'un certain nombre d'internés civils, détenus depuis /in 1977 dans les territoires du nord contrôlés par le Frolinat. Cette opération porte au total sur un millier de personnes. porte au total sur un millier de personnes.

RAPATRIEMENT DE PRISONNIERS CHINOIS ET VIETNAMIENS. — La cinquième et dernière opération de rapairiement des prisonniers chinois et vietnamiens s'est déroulée le 2? juin sous les auspices des sociétés nationales de la Croix-Rouge des pays respectifs et en présence des délégués du C.J.C.R. de part et d'autre. Ells a porté suitrois cent cinquante-quaire prisonniers vietnamiens et cinquante-quaire prisonniers vietnamiens et cinquante-cinq prisonniers chinois. Du 21 mai au 22 juin, en cinq opérations, mille six cent trente-six prisonniers vietnamiens et deux cent trente-huit prisonniers chinois au total ont ainsi pu rentrer dans leurs joyers.

APPEL, POUR L'ACTION EN AFRIQUE. —
Le C.I.G.R. a lancé, au début du mois de juin,
un nouvel appel aux gouvernements et sociétés
nationales de la Croix-Rouge, afin de frouver le
soutien matériel et financier nécessaire à la poursuite de ses activités de protection et d'assistance
en faveur des victimes des conflits en Afrique.
Cet appel, prévu pour couvrir la période du 1ºº juin
au 31 décembre 1979, porte sur 35,8 millions de
francs suisses, ce qui représente un engagement
de quelque 5 millions par mots.

ACTUUTES EN ZIMBAEWE-RHODESIE. — Entre

ACTIVITES EN ZIMBABWE-RHODESIE. — Entre novembre 1953 et mai 1979, la délégation du C.I.C.R. en Zimbabwe-Rhodésie a secouru cinquante mille personnes chaque mois par des distributions de vivres, de vêtements et a couvertures, représentant uns valeur globale de plus de 1 million de francs suisses.

Lique des Etats arabes

Session du conseil à Tunis

Le conseil des ministres de la Ligue des réunion à Tunis, nouveau slège de l'organisation (la décision de transfèrer temporairement le siège de la Ligue du Caire à Tunis — de même que la suspension de l'Egypte de l'Organisation panarabe — avait été prises par la majorité des pays arabes réunis à Bagdad à la suite de la eignature du traité israélo-égyptien.

Le conseil a décidé de proroger de six mois le mandat de la Force arabe de dissussion au Liban, qui devait expirer ce mois-ci, et a recommandé à ses membres de poursuivre les démarches entreprises auprès du gouvernement canadien en vue de l'inciter à revenir sur son intention de transférer son ambassade de l'el-Aviv à Jérusalem. Il a d'autre part dénoncé les agressions israéliennes contre le Sud-Liban et les camps palestiniens depuis les accords de Camp David.

Camp David.

Si la partie administrative et financière du rapport du «comité des Six» chargé d'appliquer les décisions de la conférence de Bagdad sur le transfert du siège de la Ligue du Caire à Tunis a été adoptée, l'examen de la partie relative aux affaires économiques a été reporté à la prochaine session prévue pour septembre. Le conseil a élu à l'unanimité M. Chedli Klibi (Tunisie) au poste de secrétaire général de la Ligue, en remplacement de M. Mahmoud Riad, démissionnaire.

Organisation de l'unité africaine

La seizième conférence demande l'organisation d'un référendum au Sahara occidental

L A seizième conférence ordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.) s'est réunie à Monrovia (Libéria) du 17 au 21 juillet dernier. Quarante-huit pays étaient représentés : la participation de l'Egypte n'a pas été mise en cause, à la différence de celle du Tchad, dont la délégation n'a pas été admise à sièger. seizième conférence ordinaire des chefs

Cinq problèmes ont fait l'objet de résolutions : à la majorité des deux tiers, la conférence a recommandé la cessation des hostilités au a la majorité des deux tiers, la conterence à recommandé la cessation des hostilités au Sahara occidental et l'organisation d'un référendum sur l'indépendance ou le maintien du statu quo. S'agissant des droits de l'homme, elle a décidé de la convocation d'une réunion d'experts appelés à rédiger un projet de charte africaine. Par ailleurs, condamnant la Grande-Bretagne et les Etats-Unis pour leur politique de rapprochement avec le régime de Salisbury, elle a reconnu le Front patriotique comme représentant unique du peuple du Zimbabwe, et souhaité qu'une aide renforcée lui soit apportée. Sur le Proche-Orient, la conférence s'est opposée à tout accord partiel et a exprimé son soutien à la lutte du peuple palestinien dirigée par l'Organisation de libération de la Palestine (OLP.). Elle a enfin confirmé la création d'une agence panafricaine de presse dont Dakar sera le siège. La prochaine réunion au sommet de l'O.U.A. se tiendra au Sierra-Leone au mois de juillet 1980.

Union de l'Europe occidentale

A la vingt-cinquième session de l'assemblée : l'U.E.O. et la C.E.E. UNION de l'Europe occidentale (U.E.O.) a.
L'ienu sa vingt-cinquième session ordinaire
à Paris du 18 au 22 juin. Rappelant sa compétence exclusive en matière de défense. Dans
cet esprit, elle a repoussé une recommandation
qui préconisait l' « insertion de l'U.E.O. dans
le cadre de la Communauté européenne dont les
compétences étendraient aux politiques étrangère et de défense ». L'assemblée a, d'autre part,
adopté à l'unanimité un rapport sur les bases industrielles de la sécurité en Europe, invitant à « rechercher des formules « cadre » de coopération durable entre les pays membres par la constitution de groupements industriels permanents ». D'autres recommandations insistent sur la nécessité d'échanger des informations sur l'armement, de synchroniser les programmes, et de limiter les exportations, surtout dans « les régions où la paix est menacée ».

• AGENCE SPATIALE EUROPEENNE. — Une nouvelle étape du programme Spacelab a été franchie avec la signature, le 5 fuillet, entre l'Agence spatiale européenne (ASE) et la soriété Erao (Allemagne occidentale), d'une purt, et l'Administration untionale de l'aeromatique et de l'espace (NASA) et l'ASE, d'autre part, de deux contrats autorisant la commande des maiériaux et composants à long cycle d'approvisionnements pour la construction d'une seconde unité de voi du Spacelab.

Cette seconde unité de vol est destinée à la NASA qui, conformément su némorandum d'accord conclu en 1973 avec l'Agence, s'était engagée à commander au moins un modèle de voi du laboratoire spatial européen. Les éléments du Spacelab, dont la NASA se rend acquéreur, seront livrés progressivement au cours de la période 1982-1983.

gressivement au cours de la période 1952-1983.

• ASSOCIATION INTERNATIONALE DES PARLEMENTAIRES DE LANGUE FR AN CAISE. —
L'Association internationale des parlementaires de
langue jrunçaise (AIPLF.) a tenu, en juillet d
Genète, sa dizième assemblée générale. L'AIPLF,
avait à son ordre du jour le problème des travailleurs
migranis et l'étude des normes internationales du
travail ratifiées par les Parlements francophones
ainsi que le jonctionnement du GATT, les soins de
santé primaires auzquels s'attache particulièrement
l'Organisation mondiale de la santé, le rôle de
l'Union internationale des télécommunications, et le
jonctionnement de l'Organisation internationale de
la propriété intellectuelle (OMP-I.), notamment dans le domaine des droits d'auteurs.

• COMMISSION EUROPEENNE DE L'AVIATION

ia propriété intellectuelle (O.M.P.I.), notamment dans le domaine des droits d'auteurs.

• COMMISSION EUROPEENNE DE L'AVIATION CIVILE. — Des représentants des Etats-Unis et des autorités des Etats membres de la Commission européenne de l'aviation civile (G.E.A.C.) se sont rencontrés à Paris, le 25 juin. et à Washington, le 3 juillet, pour discuter du désir des Etats membres de la Commission de reprendre d'urgence l'exploitation du D.C.10 vers les Etats-Unis et d'autres aspects du maintien au sol de cet appareil par les Etats-Unis. Le 3 juillet, les deux délégations ont de nouveau fait le point de l'enquête technique en cours aux Etats-Unis, mais il n'a pas été possible d'obtenir d'indication sur le date probable d laquelle cette enquête pourrait être close. Une discussion approjondée a eu lieu sur les aspects juridiques de la reprise de l'exploitation du DC-10 vers les Etats-Unis par les compagnies européennes. Le président de la C.E.A.C., M. E. Willoch, a déclaré à l'issue de la réunion que les Etats-Unis « out une obligation furidique, aux termes de la convention de Chicago sur l'aviation civile internationale aussi bien qu'en vertu de leurs accords billatéraux svec les Etats membres de la C.E.A.C., d'autoriser les transporteurs européens à reprendre l'exploitation du DC-10 vers les Etats-Unis».

• COMMISSION DU PACIFIQUE SUD. — La

europeens a reprendre l'exploitation du DC-10 vers les Etats-Unles.

• COMMISSION DU PACIFIQUE SUD. — La promotion de la culture océanienne a été au centre des débats de deux réunions régionales, organisées à Port-Moresby (Papouasie-Nouvelle-Guinée) par la Commission du Pacifique sud (C.P.S.): un colloque sur la préservation des arts traditionnels vivants en Océanie, également patronné par l'UNESCO et qui s'est tenue du 2 au 4 juillet; la sestion, les 5 et juillet, du conseil du Festival des arts du Pacifique sud, consacrée à l'organisation du troisème Festival des arts du Pacifique sud, qui se déroulera en Papouasie-Nouvelle-Guinée vers le milieu de 1980. — M. Young Vivian (Niue) a succèdé le 30 juin à M. E. Macu Salato au poste de secrétaire général de la C.P.S. M. Salato (Fidit) était en poste depuis 1975. — La huitième conférence régionale des directeurs des services de santé de la C.P.S., qui s'est tenue à Apia (Samoa occidental), du 11 au 15 juin, a adopté un cerain nombre de recommandations destinées à améliorer la santé des insulaires d'Océanie.

emeliorer la santé des insulaires d'Océanie.

• CONSEIL DE L'ANZUB. — A l'issue d'une réunion du Conseil de l'Anzus à Canberra, du J au 5 juillet, les ministres des trois pays membres (Australie. Nouveile-Zélande et Elats-Unis) ont publié une déclaration commune mettant en garde le Vietnam à propos de sa politique et de l'ezode massif des réjugies vietnamiens. Auparavant, les membres du Conseil quaient rencontré à Bali (Indonésie) des représentants de l'Association de l'Asie du Sud-Est (ANASE) pour traiter avec eux de la même question.

 ORGANISATION COMMUNE APRICAINE ET MAURICIENNE. — Le communiqué final, publié le 7 fain à l'issue du dirième « sommet» de l'Organisation commune africaine et mauricienne (OCAM), à Cotonou, indique que l'Organisation a été « vivement émue » par les exécutions perpétrées la pelle ment émue » par les exécutions perpétrées la veille au Ghana. Les participants à la réunion de Cotonou ont appelé les nouveaux dirigeants ghanéens à « l'aire preuve de clémence ». L'OCAM a, par ailleurs, décidé d'émanciper totalement deux des seize entre-prises communes de l'Organisation : la compagnie Air Afrique et l'Union africaine des postes et télé-communications (U.A.P.T.), créées en 1961.

• ORGANISATION EUROPEENNE POUR LA RECHERCHE NUCLEARE. — Au cours de sa soixante-troisième session à Genève, les 21 et 22 juin, le conseil de l'Orpanisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN) a accepté une estimation jerme de 588 millions de jruncs suisses pour le budget de 1980.

• ORGANISATION INTERNATIONALE DE PRO-TECTION CIVILE. — La troisième conjérence inter-nationale sur la médecine de catastrophe, organisée conjointement par l'Organisation internationale de protection civile (O.I.P.C.), la Société internationale de médecine de catastrophs et le Club de Mayence pour la propagation de la médecine d'urgence et des soins intensis, et qui s'est déroulée du 6 au 10 avril dernier à Monte-Carlo, a été consacrée principalement aux secours en milieu aquatique. • ORGANISATION MONDIALE DU TOURISME. -

• ORGANISATION MONDIALE DU TOURISME.— L'Organisation mondiale du tourisme (O.M.T.) a organisé, à Madrid (Espagne), du 25 au 28 juin, deux consultations sur la préparation de la conjérence mondiale sur le tourisme, qui aura lieu à Manille (Philippines), en septembre 1980 : l'une de ces consultations réunissait les représentants d'organi-sations intergouvernementales, l'autre ceux d'orga-nisations non gouvernementales.

a ORGANISATION DU TRAITE DE L'ATLAN-TIQUE NORD. — Le général Alexander Haig a remis, le 29 juin, au général Bernard Royers, le comman-dement supréme des lorces mûltaires de l'Organisa-tion du traité de l'Atlantique nord (OTAN), qu'il exerçait depuis le 16 septembre 1974.



AND COMPANY AND PROPERTY.

CECA

LE MONDE DIPLOMATIQUE

INTERROGATIONS

OUT comme la paix est une vacance instable entre deux guerres, la démocratie n'est qu'un régime transitoire entre un Etat qui se résigne et un pouvoir qui

Nous commençons à percevoir enfin les signes innombrables d'une résignation d'Etat qui choisit le suicide comme une solution, tout en le présentant comme une droit, blen sur imprescriptible; car il est toujours temps de disparaître, même après plusieurs siècles de culture.

De même qu'il s'est trouvé des philosophes comme G. Canguilhem, et des politiques comme le sénateur H. Caillavet pour justifier «le droit à la mort» au nom de la qualité de la vie, de même il se trouve des ethnologues pour justifier «le droit au déractiment», baptisé « mondialisme » ou « supranationalité», selon les circonstances.

Or ce qui est en question en cette fin du

Or ce qui est en question en cette fin du vingüème siècle, c'est l'existence même de toutes les cultures du monde. En effet, chaque culture s'est constituée en fonction de valeurs esthétiques, éthiques, écologiques et politiques, où les économies étalent au service de la communauté.

UJOURD'HUI, le cancer économiciste disconsidere de la terre à un toutes les communautés de la terre àu nom de la rentabilité mondialiste. En effet, du strict point de vue financier, il est plus avantageux d'imprimer un journal de propagande en une seule langue que d'être obligé de faire traduire la propagande mondialiste en plus d'une centaine de langues, sans compter les dialectes. De même, il est plus facile et plus rentable de vendre les mêmes produits sous la même étiquette rédigée dans une même langue que de s'astrelndre à dans une même langue que de s'astreindre à présenter le même produit sous des embal-

Enfin, il serait plus facile d'obtenir la mobilité totale de la main-d'œuvre mon-diale si les écoles n'enseignaient plus que la seule langue rentable dans le régime libéral. seule langue rentable dans le régime libéral, la «lingua del pane», comme disent les Italiens — l'angiais des Etats-Unis qui, par son extension sur la planète, deviendra le nouveau pidgin de l'Europe et bientôt du monde : on n'arrête pas le progrès.

Ce processus est en voie de développement dans les esprits, sinon déjà dans les faits, les lois, les règlements ou les routines.

la récente polémique sur le principe du maintien ou de la disparition de la deuxième langue vivante n'est que le symptôme d'un mal bien plus profond et qu'il faut appeler par son nom scientifique : le processus de dédifférenciation. La dédifférenciation est un mécanisme qui obéit à la loi de l'entropie et qui aboutit à la déculturation, contrairement au processus inverse qui, ini, est néguentropique et transforme les contacts interculturels en processus d'acculturation.

On trouvera dans l'œuvre incontournable

On trouvers dans l'œuvre incontournable de G. Devereux (1) la première analyse de la crise du monde moderne en termes d'ethnopsychiatrie et de conflits culturels ; deimopsychiatrie et de conflits cultureis, le lecteur s'y reporters, car, dans un sens hégélien, l'ethnopsychanalyse a dépassé la psychanalyse et permet d'aborder le politique comme une péripétle d'une histoire culturelle, et non pas comme le sous-produit d'une fatalité économique et industrielle.

OUR comprendre la menace de disso-Diution totale qui plane sur les cultures de tous les peuples, il faut d'abord re naître la mort quand elle se travestit en

Ainsi la fameuse Déclaration des droits de l'homme — d'inspiration américaine, et soutenue dès 1787 par la Société gallo-américaine fondée par le girondin Brissot et le banquier genevois Clavière — ne proposait qu'une liberté abstraite à un homme abstrait, prototype du clochard socio-culturei, membre futur des partis de masse. Comme la révolution française, soutenue par l'ambassadeur des Etats-Unis à Paris, Benjamin Frankiin, aurait pris un visage moins sanguinaire si, au lieu des droits de l'homme en général, elle avait proclamé les droits des hommes tels qu'ils sont i Les droits des Vendéens, par exemple, les droits des Corses, au lieu droit de la Terreur et de la guillotine. et de la guillotine.

Prendre un Breton et le réduire à n'être Prendre un Breton et le reduire à n'etre plus qu'un homme abstrait, une catégorie juridique, c'est effectivement le déraciner, l'isoler, faire de lui un manœuvre interchangeable, transportable n'importe où et sans défense, sans amis, sans passé, sans avenir, sans personne qui dise : il est des nôtres. Non seulement on nous a privés de notre appartenance culturelle, mais on nous a présenté cette mutilation comme un progrès. On vous coupe les jambes et on vous offre des béquilles furidiques pour marcher. L'histoire, depuis deux siècles, nous montre que les révoltes et les guerres de se sont jamais faites au nom d'un idéal abstrait, mais pour défendre une réalité concrète: le droit de vivre avec les siens, le droit d'appartenance, le droit de l'homme culturel, le droit des ethnies.

C'est le dernier combat qui donne un sens à noire vie — cette découverte de la spécificité des cultures et même de la reconnaissance des incompatibilités. N'oublions pas que c'est l'expérience de l'amour universei qui a causé le plus grand nombre de morts, au nom de l'éternel syllogisme: « Je t'aime, or tu ne m'aimes pas, donc je te tue, » grès. On vous coupe les jambes et on vous

E que le mondialisme nous propose aujourd'hui, ce n'est pas l'américani-sation, comme on le croit souvent, mais d'abord la déculturation par asphyrie culturelle et ensuite la clochardisation mondiale par consommation obligatoire des surplus américains — comme on le voit déjà sur nos télévisions et sur les corps des réconomisme investit les nations pour en faire des marchés et change les ministres en représentants de commerce sous les ordres d'un président-directeur général expert en analyses financières.

L semble que nous nous préparions à une dernière défaite, comme à l'époque où l'on chantait: « Tout va très bien, Madame la marquise... » Nous n'avous pas encore compris aujourd'hui que peu à peu encore compris aujourd'hui que peu a peu nous n'avions plus d'appartenance — pius de vérité qui soit la nôire. Nous aurions pu apprendre de Dostolevski que « si un grand peuple ne croit pas qu'en lui seul se trouve la vérité, s'il ne se croit pas seul appelé à ressusciter et à sauver l'univers par sa vérité, il cesse immédiatement d'être un grand peuple pour deveuir une matière ethnographique ».
L'avertissement est d'autant plus remar-

Elmographique ».
L'avertissement est d'autant plus remarquable qu'il a été repris par Nietzsche : « Le degré de la force de volonié se mesure au degré jusqu'où l'on peut se dispenser du sens dans les choses, jusqu'où l'on supporte de vivre dans un monde dépourvu de sens:

Le droit des ethnies est îrréductible à la moulinette électorale. Quel pourcentage a représenté la véritable résistance en France? Et cette résistance n'était-elle pas fondée sur le droit des ethnies? Les régimes totalitaires ne se sont-lis pas installés grâce à des majorités de plus en plus massives? La loi du nombre, c'est la loi des insectes, mais la démocratie n'est pas la termitière ni le supermarché. La véritable démocratie n'est pas la démocratie électorale, mais la démocratie culturelle fondée sur les valeurs et où l'économie est, en dernière analyse, subordonnée à l'axionomie. Le secret de la revendication culturelle, c'est qu'elle permet d'avancer dans la crise occidentale en découvrant l'ennemi intronvable. En effet, il est plus facile d'affronter un adversaire qu'on peut définir que de se battre seul contre des forces innombrables. Tant que le chômeur de la sidérurgie restera un Lorrain, il pourra résister et reconstruire son destin, tandis qu'un chômeur sans ethnie n'est plus qu'un pion qu'on déplace on qu'on jette. Le concept étonnant de « supranationalité » pourra-t-il s'appliquer aux chômeurs ? Deviendronsnous des chômeurs supranationaux? Et si c'est être « passéiste » que de s'affirmer Breton ou Corse, si c'est être « chauvin » c'est être «passéiste» que de s'affirmer Breton ou Corse, si c'est ètre «chauvin» de s'affirmer Français, pourquoi rester

EUROPE des Six devient enfin l'Europe des Dix en attendant celle des Trente-Six et son intégration multinationale totale et usalque. Cette intégration est d'ailleurs déjà en bonne voie, puisque les Anglais aussi doivent se sonte l'explication et le militar une compa l'explication. puisque les Anglais aussi doivent se sou-mettre à la culture usalque. Comme l'expli-que le romancier Anthony Burgess, auteur d'Orange mécanique, leurs acteurs sont obli-gés de changer d'accent, car leur pronon-ciation trop anglaise « agace » les oreilles américaines; il leur faut donc prendre l'accent « moyen-atlantique » (mid-Atlantic accent) pour pouvoir être exportables (4). Si les Anglais eux-mêmes doivent renon-cer à leur singularité on peut s'expliques

cer à leur singularité, on peut s'expliquer que les Français et les Allemands se félicitent de se comprendre enfin... en anglais, tandis qu'un sociologue italien, Francesco Alberoni se demande, en première page du Corrière della Sera, si la langue italienne ne doit pas être considérée comme un simple e dialecte européen ».

Cette prise de position, que le Pentagone Cette prise de position, que le Pentagone n'exigeait pas encore, n'a suscité que des critiques de détail; il semblerait qu'une certaine intelligentsia universitaire soit prête à considérer l'anglais d'Amérique comme la seule langue de l'Europe. Pourquoi cette apathie culturelle généralisée? Les conflits actuels démontrent que la seconde guerre mondiale n'en finit pas d'agoniser, comme les victimes d'Hiroshima aujourd'hul. Après la défaite militaire, politique et économique, nous sommes maintetique et économique, nous sommes mainte-nant en train de découvrir notre défaite culturelle, travestie en liberté. Si notre langue, notre musique, nos films,

si notre langue, notre musique, nos films, nos chansons mêmes, nos vétements, nos modèles, si tout nous vient, depuis quarante ans, d'Amérique, alors on peut se demander : que sommes-nous donc devenus? Quelle est notre appartenance culturelle? Sommes-nous des Zéropéens en vole de sous-développement démographique?

AIS déjà la croissance cancéreuse de zones urbaines a détruit les villes, et la civilisation industrielle n'offre rien qu'une fuite permanente de résidence principale en résidence secondaire à des automobilistes sans foyer qui ont besoin d'essence pour donner un sens à leur pauvre

Ainsi, peu à peu nous voyons se dessiner le fantôme du dernier homme européen : sans travail, sans maison, sans patrie, sans femme et sans enfant, avec un chien quand même pour se sentir encore humain. Si nous voulons revivre, nous devons retrouver notre histoire pour inventer notre avenir. Le droit des ethnies n'est pas une revendication passéiste visant on ne sait qu'elle «reproduction» sociale; nous sommes précisément dans un système qui ne se reproduit plus.
Le droit des ethnies est l'enjeu de la dernière guerre encore pensable, la guerre culturelle. Après quoi, il n'y aura même plus besoin de barbares pour nous détruire: nous l'aurons fait nous-mêmes

(1) G. Devereux, Essais d'ethnopsychiatris cénérale, Gallimard Cf. aussi Ethnopsychana-iyste complémentariste, Flammarion. (2) Cf. M. Jobert, Mémoires d'avenir, Editions de pochs.

(3) T. Molnar, Le modèle déliguré. PUP.

(4) A. Burgess, Language made plain, Fontans édit.

La défaite travestie en liberté

Par HENRI GOBARD *

êtres humains ayancés boudinés dans les mêmes « blue-jeans » de Dunkerque à...

mêmes « blue-jeans » de Dunkerque à San Francisco.

Les Européens qui se sont dérangés pour participer à l'élection de l'Assemblée européenne se sont-ils avisés que, pour voter, il leur faliait d'abord passer par l'isoloir? Quel symbole et quel aveu i Tout électeur est préalablement un isolé et c'est dans une solitude totale qu'il aura le droit de choisir entre quelques bandes qui, elles, se connaissent fort bien, jusqu'au quatre-vingtunième. Chacun pour soi, tout seul avec son petit bulletin dans sa petite enveloppe qu'on jettera en silence dans l'urne funéqu'on jettera en silence dans l'urne funé-raire des peuples qu'on fait taire en les faisant voter. Non, l'Europe n'est pas réduc-tible à la somme des isolés qui votent pour choisir quelques élus d'un vieux panier de

crabes.

Il n'y a qu'une Europe, c'est l'Europe des patries. Chaque Etat ferait blem de s'en aviser sous peine d'être balayé par un super-Etat qui ferait de nos rois, présidents et chaneellers de simples gouverneurs des Etats-Finis d'Europe.

On nous a proposé un nouveau « patriotisme européen » après avoir tout fait pour détruire le patriotisme des nations. Mais qu'est-ce donc que le patriotisme, sinon is référence aux pères, donc la reconnaissance d'une apparienance naturelle et non pas d'un agrégat constitué pour des raisons économiques, géographiques ou administratives?

èconomiques, géographiques ou administratives?

La France de 1914 croyait encore à l'Alsace et l'a payé d'un million cinq cent mille morts. La Troisième République ayant réduit l'Alsace à deux départements, l'effondrement de 1940 a jeté sur les routes de l'exode des Alsaciens qui se souviennent encore du prix que les habitants des départements de l'intérieur faisaient payer pour un verre d'eau (2)... Voilà ce qui arrive lo rs que l'Etat n'est plus qu'un système administratif qui transforme délibérément les provinces en départements, les villes en zone urbaine et les villages en désert. Voilà ce qui arrive quand les peuples ne forment plus qu'une masse.

Les peuples ne s'additionnent pas comme des chiffres de statistiques, car chacun d'eux est unique dans sa langue comme dans sa religion. Citons l'inépuisable Nietzsche: « Dès que les dieux perdent leur caractère particulter, ils meurent, et les peuples avec eux. Plus une nation est forte et plus forte-

particulier, ils meurent, et les peuples avec eux. Plus une nation est forte et plus forte-ment se distingue son dieu. » Quel est donc notre dieu ? L'euro-absten-tion a bien montré que l'Europe n'a pas d'âme, car on ne peut créer le nouveau citoyen d'Europe à partir d'une masse de Zéropéens culpabilisés dans leur apparte-nance nationale; depuis un demi-siècle,

parce qu'on est capable d'organiser soi-même un petit fragment du monde. « Ce que Nietzsche omet de dire, c'est que cette capacité axiophorique est destinée à une communanté, comme une église à ses

L'accueil des Polonais à Jean-Paul II est le signe d'un ralliement culturel qui marque chacun comme catholique polonais au moment où certains catholiques romains cherchent à perdre leur spécificité en se fondant dans un cecuménisme chrétien de type mondialiste. Il sera désormais plus difficile d'emprisonner un Polonais, croyant ou pas. Les Polonais pourront désormais se sentir Polonais de droit divin, et la joie de ce peuple qui a tant souffert est un signe

ce peuple qui a tant souffert est un signe de santé.

Mais quel effet aurait eu un pape français? Qu'est-ce que la France aujourd'hui? Y a-t-il donc un droit des ethnies, qui reconnaisse la légitimité de l'identité culturelle des Bretons, des Alsaciens, des Basques, des Corses, des Flam ands et des Occitans? Combien de temps nous faudrat-l'il attendre pour qu'on admette enfin que la France ces Frances?

E monde résistera toujours à l'unifor-misation, d'où qu'elle vienne, car la culture, comme la vie, c'est l'ensemble des forces qui résistent à la mort. C'est ce que le tiers-monde a bien compris chaque fois qu'il subordonne l'économique au cultu-rel, c'est ce que les Etats-Unis sont obligés de reconnaître sur leur propre territoire, avec la faillite de l'idéologie du « melting pot » analysée par Thomas Molnar (3). C'est ce que les partis de gauche sont enfin prêts à reconnaître: on peut être breton et socialités à melon even peut être breton et socialiste à moins qu'on ne soit d'abord socialiste et accessoirement breton... C'est un autre problème, auquel l'avenir immé-diat, à défaut de solution, devra apporter

une réponse.

En aucun cas cette réponse ne devra se traduire en termes de rapports quantitatifs majorité/minorités — puisque nous sommes tous minoritaires, même la France.

Comparons la population des Etats-Unis avec la nôtre: les Français font à peine 25 %, mais par rapport à la Chine, nous atteignons tout juste la fameuse barre des 5 %, tandis que le grand-duché du Luxem-bourg comporte autant d'habitants que le tirage moyen du journal le Monde a d'exem-plaires — moins de 1 % de la population française.

* Sociolinguiste. Auteur de l'Aliénation lin-guistique. Flammarion, et de la Guerre culturelle, Copernio.

Dans ce numéro :

La crise fiscale des grandes villes américaines, par Thierry Noyelle. — Suite de l'article de Jacques Cernon: «Désarroi à la Maison Blanche».

ANGLAIS - ALLEMAND - ESPAGNOL - ITALIEN - BUSSE

pour la vie professionnelle

Langues & Affaires, établissement d'enseignement riche de Langues & AHAITES, ETADUSSEMENT CIENSEIGNEMENT FICHE de plus de vingt-cinq ans d'expérience dans le domaine linguistique, vous propose des formations spécialement élaborées pour une utilisation professionnelle (langue économique et commerciale, contemporaine...), et des préparations efficaces aux diplômes des Chambres de Commerce Etrangères, de l'Université de Cambridge, sux R.T.S. Traducteur Commercial, et à toutes les transported de l'Anguer de épreuves de langues des examens et concours.

épreuves de langues des examens et concours.

Quel que soit le rythme de vos activités ou votre lieu de résidence, vous pouvez suivre une de ces formations sans modifier vos occupations habituelles. Appoints décisifs dans tous les secteurs de la vie professionnelle, ces enseignements sont mis en œuvre grâce à des méthodes originales à distance avec supports audio-visuels (disques ou cassettes) et, pour œux qui le désirent, des sessions orales à Levallois (92).

Cours tous aiveaux (même débutant). Service Orientation. Possibilité de prise en charge des droits d'inscription par votre entreprise (loi du 15-7-71). Inscriptions en toute période de l'unnée. (Enseignement privé.)

Documentation gratuite (n° 1996) à LANGUES & AFFAIRES, 35, rue Collange, 92303 Paris-Levallois. Tél. : 270-81-88.

Comment l'Amérique latine alimente la prospérité des Etats-Unis, par James F. Petras.

PAGES 4 et 5:

Au Canada: les conservateurs anglophones face aux revendications du Québec, par Keith Spicer.
La fausse querelle du protectionnisme, par Alain Weil - Dans les revues

PAGE 6:

Vers quelle Asie du Sud-Est? par Hugues Tertrais. --L'apartheid à travers la presse sud-africaine, par Antoine Bouillon.

PAGES 7 à 10: REFUGIES DU TIERS-MONDE : une protection juridique encore insuffisante, par Mario Bettati -Du droit d'asile aux conventions internationales, par Charles Zorgbiba. — L'Afrique, exemple des obstacles à surmonter, par Edmond Jouve. — La conférence d'Arusha et les droits de l'homme, par Christophe Batsch. — D'où viennent-ils? Où vont-ils, par Claude

La solvante-cinquième conférence internationale du travail, par Francis Blanchard. **PAGE 11:**

POLITIQUE ET LITTERATURE : exilés ou déportés d'une culture, par Jacques Borel.

L'Asie méridionale, exportatrice de main-d'œuvre,

par Gérard Viratelle. — Recherches universitaires: du tiers-mondisme, par Charles Zorghibe.

PAGE 13: UN RECIT DE LEONARDO SCIASCIA : L'IMAGE-

SOUVENIR PAGES 14 à 16: LE VENEZUELA. OU LA RICHESSE NON MAITRI-SEE, reportage de Bernard Cassen. Le président, le pape et le communisme, par Armando

PAGE 17: Suite de l'article de Nahum Goldmann sur la neutralisation d'Israel L'autre regard de Jacques Berque.

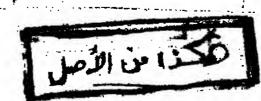
PAGE 18: Les livres du mois,

PAGE 19:

Sociobiologie et politique, par Pierre Dommergues — Elections législatives et nouveaux gouvernements PAGES 20 à 23:

L'activité des organisations internationales.

Le numéro du « Monde diplomatique » de juillet 1979 a été tiré à 112000 exemplaires.



cue - pour que Mose . SUCCESSEU contra de se disloque cont temoig · dernier par lis les indice · allies, chacus : Mediterra enstrale, Ame verdiement, les dent nut n'igi mutante sur la scene Aires el cours de la militar pelitiques améri quarra freide », alle nestant mentent Dani catte incertitue

ig vin de regne

-- . sves timidite ger. - ausment et mili ter inter t en dept .: e :- le dire, son pu mennand, strategie --- e as Vies Continent, me una constante a ses L. gouvernement les et viequences d'un f repand plus a la prat er en estic fondemen ces esprescilles de l'ac ear ment le tournant t in a mastitude refereus. Le fait est 4 " : : et Fare: : moyens de rega det . : -s curopéens.

"usion qui n'e p ist in du rapport des Gautt, avait bien vu où c:-- l'admet mainter sur 1.: risques que pre national ne serait pas a erranger de se Cassurante persper M -.nrv Kissinger av sserve même de la dist per rius grande lorsqu stratigique : pourquoi d camme il le reconneit. prodictions les empts Eter: Unis, Il doute me

d :: bon d'avoir de ser Far definition, si emizcles soient-clies.

mestis, parce que, e a:

Et, avec cr. - site à lui recon

> ections anticipéer "le de la démission Charan Singh, qr

'i ninis au pouroi

"h... ... rux fonctions ni... 're cinq semaines le last depuis que le la sté évancée du le la sté évancée du le la sté de la v la carre n'a cessé de s'

·. Рат. gaya Ram ins sen va -): : évoque une TO Pages indiens ה :etnementa: en p se trequents alle nue : - - Bam - est Ac- - - Jean en Fran Assert es d'Etat, on a mên seg + elourdissante a; angele i semen les mo sent and mission ask El

3.3 ga skalewe Services Services (Sem) has a se contractée C-well ,etc. get -- --The same and seattle Por green premainment le t. m. . . . carta s. de: System 35 Copiesa ent.

Cer : (Sements dy dat enches par la demissio Harain lancien ministre de gouvernement dansta de M.